

Coordonné par  
Thomas Coutrot  
David Flacher  
Dominique Méda

# Les chemins de la transition

Christian Arnsperger  
Geneviève Azam  
Marie Duru-Bellat  
Patrick Cingolani  
Christophe Degryse  
Fabrice Flipo  
Jean Gadrey  
Jérôme Gleizes  
Tim Jackson  
Florence Jany-Catrice  
Warren A. Johnson  
Philippe Pochet  
Carlos Prieto  
Juliet Schor  
Amparo Serrano  
Bruno Théret  
Erik Olin Wright  
Jean Zin

**POUR EN FINIR**  
**AVEC CE VIEUX MONDE**

Coordonné par  
Thomas Coutrot  
David Flacher  
Dominique Méda

Pour  
en finir  
avec  
ce vieux  
monde

LES CHEMINS  
DE LA  
TRANSITION

Ouvrage publié avec le concours du Centre national du livre

## Coordination et rédaction

Dominique **MÉDA**, philosophe et sociologue

Thomas **COUTROT**, économiste et membre du conseil scientifique d'Attac-France

David **FLACHER**, économiste et membre du bureau du mouvement Utopia

## Contributeurs

Christian **ARNSPERGER**, économiste, professeur à l'université catholique de Louvain

Geneviève **AZAM**, économiste et membre du conseil scientifique d'Attac-France

Marie **DURU-BELLAT**, sociologue et professeur de sociologie à Sciences Po

Patrick **CINGOLANI**, professeur de sociologie à l'université Paris ouest Nanterre

Christophe **DEGRYSE**, journaliste, directeur d'édition du *Bilan social de l'Union européenne*

Fabrice **FLIPO**, philosophe

Jean **GADREY**, économiste et professeur émérite à l'université Lille 1

Jérôme **GLEIZES**, professeur d'économie et rédacteur en chef d'*EcoRèv'*

Tim **JACKSON**, professeur de développement durable à l'université de Surrey, Royaume-Uni

Florence **JANY-CATRICE**, économiste, maître de conférence à l'université de Lille 1

Warren A. **JOHNSON**, géographe, professeur émérite à la San Diego State University

Philippe **POCHET**, directeur général de l'institut syndical européen et maître de conférence à l'université catholique de Louvain

Carlos **PRIETO**, sociologue, professeur à l'université Complutense de Madrid

Juliet **SCHOR**, professeur de sociologie au Boston College USA

Amparo **SERRANO**, professeur à l'université Complutense de Madrid

Bruno **THÉRET**, économiste et directeur de recherche au CNRS

Erik Olin **WRIGHT**, professeur émérite de sociologie à l'Université du Wisconsin – Madison, USA

Jean **ZIN**, écologiste et co-fondateur d'*EcoRèv'*.

## Les Éditions Utopia

30 rue Amelot 75011 PARIS

contact@editions-utopia.org

www.editions-utopia.org

Diffusion : CED

Distribution : Daudin

© Les Éditions Utopia, avril 2011

# Sommaire

Introduction générale <i>Thomas Coutrot, David Flacher, Dominique Méda</i>	7
---	---

## **Première partie : Vers un nouveau modèle de développement**

Introduction, <i>Dominique Méda</i>	13
Du partage des gains de productivité au partage des gains de qualité, <i>Jean Gadrey</i>	33
Productivisme, croissance, décroissance, quel nouveau paradigme ? <i>Fabrice Flipo</i>	42
Nouveaux indicateurs et nouvelles pratiques sociales, <i>Florence Jany-Catrice</i>	59
La croissance verte est-elle possible ? <i>Jérôme Gleizes</i>	69
<i>Prosperité sans croissance</i> (extraits), <i>Tim Jackson</i>	84
Sortie de crise : trois options pour l'Europe, <i>Philippe Pochet et Christophe Degryse</i>	93

## **Deuxième partie : Prospectives du travail**

Introduction, <i>Thomas Coutrot</i>	107
La place du travail dans la société post-capitaliste, <i>Dominique Méda</i>	113
Sens du travail et enjeux écologiques, <i>Geneviève Azam</i>	123

« Qualité de l'emploi » ou travail décent :  
les enjeux d'une controverse,  
*Carlos Prieto et Amparo Serrano* 133

Du travail forcé au travail choisi, *Jean Zin* 146

Capitalisme : échapper par les bords,  
*Patrick Cingolani* 157

### Troisième partie : Quelles transitions ? Quelles conditions ?

Introduction, *David Flacher* 173

Une boussole pour l'appropriation sociale,  
*Erik Olin Wright* 183

Repenser le fonctionnement de l'économie  
pour dépasser le capitalisme, *David Flacher* 201

Relocalisons, *Thomas Coutrot* 210

Réduction du temps de travail  
et développement démocratique, *Bruno Théret* 218

L'option plénitude : une voie vers le durable,  
*Juliet Schor* 232

Le revenu garanti comme outil  
pour la transition vers la frugalité,  
*Christian Arnsperger et Warren A. Johnson* 246

Plus d'éducation, moins d'école ?  
*Marie Duru-Bellat* 257

Bibliographie 267

# Introduction générale

Nos sociétés font face à une crise aux multiples dimensions. Une crise économique : nous sommes bien loin d'être sortis des ravages provoqués par le dérèglement du capitalisme financier. Une crise écologique : la survie de l'humanité sur notre planète est incompatible avec la pérennité des modèles actuels de production et de consommation généralisés à l'ensemble de la population mondiale. Plus profondément encore, une crise du sens : la configuration idéologique qui s'est répandue dans le monde ces trente dernières années – un alliage de libéralisme et d'économicisme prétendant réduire les comportements humains à la maximisation de l'intérêt personnel et la société à une collection d'individus – a désormais montré toutes ses limites sans qu'un paradigme alternatif n'émerge encore. L'idée qui légitimait le capitalisme, considéré comme le seul mode efficace d'allocation des ressources, se trouve profondément mise en cause : la triple crise que nous venons d'évoquer semble bien intrinsèquement liée à ce type de développement, destructeur de la cohésion des sociétés humaines et de leurs biens communs, en particulier de tous ceux que l'on rassemble sous le terme bien flou d'environnement. Aujourd'hui, c'est le capitalisme lui-même qui apparaît mis en cause dans la démesure qui a saisi nos sociétés, dans la recherche effrénée de la rentabilité, de l'intérêt matériel, de la maximisation des quantités produites et des profits générés qui caractérisent ce mode de développement.

Au-delà du constat du dérèglement actuel – sur lequel nous ne nous attarderons pas – cet ouvrage vise à montrer comment il est possible d'adopter un autre modèle de développement, à en préciser les implications, en particulier dans les domaines du travail et de l'emploi, en s'intéressant de près à la question des transitions. Nous sommes des utopistes ? Peut-être, mais nous le sommes

toujours moins que ceux qui prétendent pouvoir « moraliser » ou réguler à moindres frais ce capitalisme prédateur. Utopistes néanmoins, nous prétendons possible une société où prévalent les êtres humains, la qualité de leurs liens et de leur vie, la cohésion des sociétés dans lesquelles ils vivent et l'égalité de leurs conditions, et non des fétiches comme le taux de profit ou le taux de croissance. Mais pas utopistes au point de négliger la question clé des transitions : nous souhaitons aussi dessiner les chemins qui pourraient nous rapprocher d'un monde soutenable. C'est pourquoi nous avons demandé à des auteurs issus d'horizons théoriques et disciplinaires très divers, mais qui ressentent tous l'impérieuse nécessité de défricher ces nouvelles voies, d'apporter leur contribution à cet effort de construction de repères collectifs.

Une première partie montre pourquoi un mode de développement radicalement différent – dans les pays riches mais aussi émergents – est absolument nécessaire et urgent. Elle s'attarde sur la révolution qu'une telle conversion exige, qu'il s'agisse des indicateurs de référence, de l'intoxication à la croissance pour résoudre la question sociale, de l'obsession des gains de productivité, de la croyance en la destruction créatrice, du productivisme congénital qui caractérise nos élites. Les auteurs se prononcent résolument pour l'adoption d'un nouveau régime, un régime d'a-croissance orienté par des critères pluriels de qualité des produits et d'accès aux droits pour tous, et non par le mono-critère de la richesse monétaire de notre monde. La seconde partie approfondit plusieurs pistes concernant l'une des principales sphères d'activité humaine, le travail, pour discerner le devenir de cette activité dans un monde qui ne serait plus dominé par la recherche maniaque de la croissance quantitative des productions. La révolution qui s'annonce – même si les opinions des auteurs sont très diverses sur ce qu'est et devrait être le travail – laisse

entrevoir la possibilité d'un travail enfin émancipé. La troisième et dernière partie se penche plus spécifiquement sur la question décisive des transitions : comment passer d'un régime à l'autre, comment sortir de la centralité du profit et de la valeur d'échange pour placer la valeur d'usage et la préservation des biens communs au cœur du modèle de développement. Plusieurs plumes non françaises nous ont apporté une aide précieuse dans cette réflexion où sont développées les dernières intuitions d'André Gorz en faveur d'un revenu minimum d'existence, à côté des politiques du temps de travail et des formes économiques alternatives. Peut-être pourrions-nous ainsi contribuer à la réhabilitation des thèmes naguère développés par les socialistes associationnistes ou autogestionnaires, dans la quête de modèles sociaux à la fois démocratiques et solidaires.

Bien sûr, les auteurs ici mobilisés n'ont pas une vision commune d'un nouveau modèle de société ni des moyens d'y parvenir. Il serait ridicule et même dangereux de prétendre le contraire. Mais ils partagent la conviction qu'aucune fatalité ne condamne l'humanité à détruire son habitat terrestre, à condition qu'elle reconnaisse les limites que lui impose la nature et qu'elle mobilise l'immense potentiel innovateur de son intelligence collective.

THOMAS COUTROT,  
DAVID FLACHER,  
DOMINIQUE MÉDA.



PREMIÈRE PARTIE  
VERS UN NOUVEAU MODÈLE  
DE DÉVELOPPEMENT



# Introduction

Dominique Méda

*Philosophe et sociologue*

Derniers ouvrages parus *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Éditions Flammarion, 2008. *Travail : la révolution nécessaire*, Éditions de l'Aube 2010.

La nécessité d'adopter un nouveau modèle de développement ne fait presque plus débat aujourd'hui : on ne compte plus les textes, les conventions, les professions de foi de partis politiques, d'associations, d'entreprises, de particuliers qui prônent un nouveau modèle, durable, soutenable, bref capable d'éviter les menaces que plusieurs rapports officiels ont récemment mises en évidence. Mais au-delà de ce consensus, il semble bien que peu de points communs se dégagent. D'ailleurs, le terme même de *développement* est remis en cause : il continuerait à se référer au même paradigme que le modèle dont nous souhaitons sortir, à cette idée qu'il faut croître absolument, le plus souvent au détriment du Sud et selon une logique typiquement occidentale qui a abusé pendant des siècles de ses avantages comparatifs pour accumuler des ressources au détriment des autres pays, coloniser ceux-ci, exporter sa rationalité pourtant bien limitée, continuer à raisonner comme si la tâche de l'homme continuait de consister à se rendre comme maîtres et possesseurs de la nature, à anéantir celle-ci pour mettre de l'humain à la place, à donner forme humaine au monde<sup>1</sup>.

1. Serge Latouche est le meilleur défenseur de ce point de vue (Latouche, 2004). (NB : Les notes de bas de pages renvoient à la bibliographie en fin du livre.)

## Pourquoi ? Les contraintes écologiques

Arrêtons-nous un instant sur les raisons pour lesquelles nous devrions désormais – et sans doute au plus vite – adopter un nouveau mode de développement (utilisons pour l’instant ce terme à défaut d’un autre et en tous cas en attendant d’en trouver un plus adéquat). Une première série de raisons tient au fait qu’il semble démontré qu’il existe un lien entre notre mode de développement actuel (considérons celui-ci comme la moyenne des différents modes de développement des pays de la planète, en conservant en mémoire que cela recouvre évidemment des réalités extrêmement diversifiées) et les risques encourus par notre environnement.

Trois points en particulier suscitent l’inquiétude : en premier lieu, une accumulation dans l’atmosphère de concentrations de gaz à effets de serre telle qu’elle est susceptible de conduire à un réchauffement et donc à un changement climatique majeur dont l’ensemble des conséquences ne semblent pas possibles à décrire mais dont une partie consisterait à ce que des parties entières de la planète deviennent inhabitables. La survie de notre espèce est mise en danger à partir du moment où un tel changement peut advenir, avec des réactions en chaîne. Par ailleurs, des ressources naturelles fossiles, qui existent en quantité limitée et ne sont pas renouvelables, vont être épuisées à court/moyen terme, alors même qu’elles sont indispensables à notre mode de vie actuel : on pense bien sûr au pétrole, mais aussi à toute une série de minerais. Enfin, de fortes menaces pèsent également sur la biodiversité et sur des ressources rares et indispensables comme l’eau ou l’air, jusqu’à aujourd’hui considérées comme gratuites, mais dont la quantité décroît et dont la qualité est de plus en plus dégradée, avec des conséquences qui ne sont pas encore mises en évidence aujourd’hui, mais qui pourraient l’être demain (les allergies et le développement de l’asthme pourraient

n'être que la partie immergée d'un iceberg comprenant des cancers, de nouvelles maladies et une espérance de vie en bonne santé considérablement raccourcie).

Même si certains tentent de montrer que ces faits, dont nul ne conteste la réalité, sont sans rapport avec l'activité humaine<sup>1</sup> – et donc avec notre mode de développement – des travaux de plus en plus nombreux et convaincants montrent que c'est bien celui-ci, fondé sur une utilisation massive et non parcimonieuse de ces ressources, qui nous a conduit à cette situation. Les hypothèses et les données sur lesquelles s'appuyait le rapport Stern ont été révisées, et plus récemment, le rapport produit par la Commission du développement durable du Royaume-Uni<sup>2</sup> a présenté une synthèse de ces évolutions, rappelée ci-après dans la contribution de Tim Jackson. Celui-ci affirme non seulement, – comme Jean Gadrey dans sa contribution –, que la plupart des seuils écologiques ont été franchis au cours du xx<sup>e</sup> siècle, et notamment au cours des Trente Glorieuses pour notre pays, mais aussi que notre mode de développement et plus précisément notre croissance ont à voir avec la destruction du caractère habitable de notre planète. C'est bien notre mode de développement, – fondé sur une consommation intensive des ressources naturelles et un rejet dans l'atmosphère de gaz à effet de serre qui ne parviennent plus à être absorbés – qui nous a conduit à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et la simple évocation de celle-ci constitue en soi une raison suffisante pour changer de mode et de modèle de développement.

## **Des raisons « philosophiques »**

Mais il en existe d'autres. Et notamment celle qui consiste à se souvenir que la croissance n'est qu'un

1. Voir la montée du courant des climato-sceptiques bien représentés par Claude Allègre en France.

2. Rapport publié en France sous la responsabilité de Tim Jackson (Jackson, 2010).

moyen en vue d'autres fins (l'amélioration des conditions matérielles de vie, l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé, le bien-être...) qui constituent autant d'objectifs susceptibles d'être légitimement poursuivis par les êtres humains. Les deux derniers siècles ont laissé s'accomplir la confusion entre fins et moyens : la croissance a été pensée non seulement comme la clé de tous les autres progrès, mais elle a fini par être assimilée au progrès lui-même, clé de la richesse peu à peu confondue avec celle-ci, clé du bien-être bientôt identifiée à celui-ci<sup>1</sup>. Or, le lien entre croissance et richesse, croissance et progrès, croissance et bien-être n'est pas démontré. Sans rentrer dans les méandres des enquêtes relatives au lien entre bonheur et satisfaction – dont une des grandes limites est de s'en tenir à une juxtaposition de points de vue individuels –, gardons présent à l'esprit que les études montrent qu'au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant, tout se passe comme si les rendements de la croissance étaient décroissants<sup>2</sup>. Comme si toujours plus de croissance, de revenus, de consommation n'augmentait plus nécessairement la satisfaction, le bien-être, la richesse.

Mais est-ce d'ailleurs le problème ? Le but est-il réellement d'augmenter indéfiniment la satisfaction de chaque individu ? Ne faut-il pas avant tout se poser la question de la satisfaction des besoins essentiels de tous les individus qui composent une société et s'interroger, comme les années soixante dix avaient su le faire, sur les dégâts ou les coûts de la croissance ? N'est-il pas essentiel d'adopter comme point de départ la question de la soutenabilité ou de l'inscription dans la durée de la société elle-même, cadre dans lequel les individus évoluent ? Dès lors, c'est sans doute aux facteurs favorables et défavorables à cette inscription de la société dans la durée qu'il faut s'intéresser. Qu'est-ce qui peut

1. Méda (1999, 2008, 2009).

2. Gadrey (2010).

conduire à la disparition des sociétés ? Certainement la destruction du patrimoine naturel dont elles disposent ou plutôt dont elles jouissent ou dont elles usent – bien mal dénommé environnement – et par ailleurs, la dégradation du lien qui tient ensemble les individus et qui est susceptible d’être considérablement détruit sous le coup de conflits, de guerres, extérieures ou civiles, par exemple du fait d’inégalités trop fortes, et de laisser la société se résoudre en ses constituants premiers et se balkaniser. Adopter un tel point de vue, c’est concevoir que la richesse d’une société est sans doute d’abord constituée des « patrimoines » naturels et sociaux qui la soutiennent, c’est penser le progrès comme l’amélioration continue de ceux-ci, c’est penser le bien-être d’abord en termes collectifs. Un tel point de vue, qui considère que la survie d’une communauté politique installée sur un territoire est d’abord ce qui importe, n’est pas exclusif de l’attention portée à l’épanouissement individuel et à un objectif collectif qui pourrait être le développement pour tous les individus de leurs capacités ou de leurs facultés.

Mais adopter un tel point de vue, c’est permettre de renverser la perspective et de comprendre que la croissance n’est qu’un moyen en vue de l’atteinte de fins qui sont très différentes, comme le faisaient déjà remarquer les *Rapports sur le développement humain du PNUD*, par exemple le rapport 1996, dans son chapitre intitulé « La croissance au service du développement humain ? ». « Le développement humain », pouvait-on y lire, « est une fin dont la croissance économique est le moyen. La croissance économique doit donc avoir pour finalité d’enrichir la vie des personnes, ce qui est bien trop rarement le cas. Les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu’il n’existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain... » Le rapport conclut que « l’entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle nécessitera globalement une accélération et non un ralentissement de la croissance. Dans le même

temps, il importe de consacrer davantage d'attention à la qualité de cette croissance, afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement humain, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement<sup>1</sup> »

## Croissance, croissance verte, décroissance

Mais la question est aujourd'hui encore plus radicale : les fins étant posées, la croissance a-t-elle permis ou permet-elle encore de les atteindre ? Si l'on adopte une perspective longue de plusieurs siècles, il est évident que la croissance économique a amené avec elle de très nombreux bienfaits, dont la liste serait trop longue à citer : progrès de la médecine, progrès de l'éducation, amélioration du confort matériel... Il est évident aussi que ces « avantages » étaient tels qu'ils ont non seulement conduit à l'assimilation dont j'ai parlé plus haut (la croissance génère du progrès, de la richesse, du bien-être, elle EST le progrès, la croissance, le bien-être), mais aussi à la transformation en catégories universelles et transhistoriques des instruments de mesure qui convenaient particulièrement à une époque. C'est ainsi qu'ont été érigés en signes universels de puissance la taille du revenu national ou qu'a été adopté comme outil de mesure de la performance sociale un outillage conceptuel (la comptabilité nationale) qui permet de focaliser l'intérêt sur la quantité de biens et services produits sans qu'aucune attention soit portée aux coûts de ces opérations, ni à leur effets, potentiellement délétères, sur le patrimoine naturel ou la cohésion sociale. Il a fallu plus de quarante années de critiques, certes intermittentes<sup>2</sup>, et enfin, un rapport publié par une commission dirigée par deux prix Nobel, pour que le caractère non seulement désuet, mais égale-

1. PNUD (1996).

2. Méda (1999, 2008, 2009), Gadrey (2010), Gadrey et Jany-Catrice (2007), Stiglitz *et al.* (2009).

ment trompeur de la comptabilité nationale et plus précisément du PIB, soit enfin reconnu. Nos outils de mesure de la performance économique et du progrès social nous trompent : comment savoir dès lors si la croissance reste le meilleur moyen pour atteindre nos fins ?

Si la croissance n'est plus notre alpha et notre oméga, notre veau d'or, si du coup les instruments qui nous servaient à piloter nos actions (et à évaluer nos performances) ne nous sont plus d'une grande utilité, on voit bien que la question essentielle redevient celle des fins et donc des conditions de détermination de celle-ci. Notons qu'une des raisons qui nous avait fait si facilement prendre la croissance pour une fin désirable est qu'un tel objectif n'oblige pas à la discussion et même permet d'échapper à la discussion collective, à l'éventuel désaccord ou conflit, à la possible violence qui peut résulter d'un choix collectif sur lequel les individus ne s'accordent pas. Et donc, ce qui apparaît désormais en pleine lumière, c'est que le choix collectif des fins redevient un moment tout à fait crucial de la vie des sociétés, que les citoyens membres de ces sociétés sont aujourd'hui les mieux placés pour décider, ensemble, quelles sont les fins poursuivies et que, dès lors, la question la plus compliquée devient de trouver les meilleurs moyens pour organiser une délibération collective de qualité au terme ou au cours de laquelle des citoyens aussi bien informés que possible sont capables de décider ensemble des fins qu'ils poursuivent et des moyens nécessaires pour y parvenir.

## **Une délibération publique sur des fins communes**

Il revient à ces citoyens bien informés de choisir non seulement les fins, mais aussi certainement de définir des objectifs intermédiaires permettant d'atteindre celles-ci, des variables clés permettant de donner une bonne idée des fins poursuivies et du chemin parcouru... Cette manière

de faire a été théorisée par plusieurs membres du réseau FAIR<sup>1</sup> et par ce réseau lui-même : si le PIB ne peut plus constituer une fin, ni un outillage dans lequel nous pouvons avoir confiance, si ce que nous devons poursuivre ensemble n'est pas une croissance toujours plus élevée, mais des objectifs substantiels relatifs à la qualité de l'environnement et à la qualité de vie en commun, alors, il revient à des délibérations publiques d'un type nouveau de déterminer les variables et les indicateurs qui permettront de donner le tableau le plus exact possible de nos progrès et de nos échecs, mesurés à cette aune. FAIR a proposé l'adoption d'indicateurs synthétiques qui permettraient de suivre à la fois les évolutions de l'état du patrimoine naturel et de la cohésion sociale; des expérimentations ont été faites pour mettre en œuvre de tels indicateurs, choisis au terme de délibérations démocratiques. C'est ce qu'explique Florence Jany-Catrice dans sa contribution.

Ce choix des fins et des moyens doit être éclairé par les connaissances scientifiques les plus récentes, qu'il s'agisse des évolutions géologiques et climatologiques, ou sociales. Nous ne pouvons opérer ce choix final qu'en toute connaissance de cause sur les effets de nos actions. Décider des fins, des objectifs intermédiaires et de la question de savoir de quelle dose de croissance économique nous avons besoin – ou pas – pour les réaliser, suppose de disposer d'une excellente information fondée sur les connaissances scientifiques – issues des diverses disciplines – les plus récentes.

## Une si étroite fenêtre

Quel est l'état de ces connaissances ? Les rapports de Nicholas Stern (celui-ci constitue une approche opti-

1. Le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) a été constitué au moment de l'annonce par Nicolas Sarkozy de la mise en place d'une commission chargée de réfléchir aux mesures sur la performance économique et au progrès social. Il vise à promouvoir une autre mesure de la richesse (FAIR, 2011).

miste de la situation, comme l'a reconnu son auteur), du GIEC, de la commission du développement durable du Royaume-Uni et de la NEF apportent une triple information : d'abord, ils confirment que les actuels instruments de mesure de nos « performances » et de pilotage de nos politiques doivent désormais être utilisés avec la plus grande circonspection. Par ailleurs, le caractère éminemment dangereux de l'usage exclusif d'une discipline, l'économie, coupée de tout référent physique apparaît en pleine lumière. Tim Jackson rappelle que dans la théorie macroéconomique classique, l'offre est déterminée par une fonction de production qui nous dit quelle est la quantité de revenus qu'une économie est capable de produire au moyen d'un niveau donné de facteurs de production, ceux-ci étant constitués du capital et du travail. Mais, indique-t-il, cette forme de fonction de production « ne fait absolument aucune référence explicite à la base matérielle ou écologique de l'économie. Tant les biens de consommation que les stocks de capital (biens et machines) comprennent évidemment des ressources matérielles. Mais les flux des biens et les stocks de capital ne sont mesurés qu'en termes monétaires et ne font aucune référence explicite aux flux de matières nécessaires pour les "créer" ». Il faudrait, démontre Jackson, développer « la capacité technique de ce que nous pourrions appeler une théorie macroéconomique écologique. En substance, cela signifie être capable de comprendre le comportement des économies lorsqu'elles sont soumises à des limitations strictes en matière de ressources et d'émissions ».

Mais les informations dont nous disposons et sur lesquelles revient longuement Jérôme Gleizes sont encore beaucoup plus inquiétantes. Elles indiquent que, non seulement nous avons atteint une limite en matière de dégradation de notre patrimoine naturel, mais également que nous devons sans doute cesser de croître. Comme le souligne Jackson, le message est donc assez

radicalement différent de celui diffusé par le rapport Stern de 2006, lorsqu'il s'agissait de réorienter la croissance pour éviter le changement climatique. Le rapport de Jackson démonte ainsi le mythe de la croissance verte, c'est-à-dire de l'idée que l'on pourrait croître autrement, notamment grâce au « découplage ». Si l'économie continuait à croître au rythme de 2 % par an, il faudrait multiplier par dix le rythme annuel de décroissance de l'intensité énergétique de la production mondiale pour limiter à 2° le réchauffement à l'horizon 2050. L'idée que nous pourrions continuer à croître à condition que la production économique s'affranchisse de sa dépendance aux flux de matières, et ainsi faire plus avec moins (« plus d'activité économique avec moins de dégâts environnementaux, plus de biens et services avec moins de ressources et d'émissions ») est un mythe.

D'une part, parce que le découplage relatif lui-même (baisse de l'utilisation des ressources ou émissions par unité de production) n'est pas avéré partout. D'autre part, parce que premièrement, la tendance à la délocalisation industrielle dans les économies avancées fait que les émissions augmentent si l'on intègre dans le calcul les émissions contenues dans les échanges commerciaux; deuxièmement, la population va augmenter considérablement, induisant une augmentation mécanique et « si rien ne change pour le reste, la baisse des émissions de carbone compensera tout juste la croissance de la population et les émissions de carbone augmenteront en définitive au même rythme que le revenu moyen », soit 1,4 % par an, ce qui signifie des émissions de carbone plus élevées de 80 % qu'actuellement; troisièmement, il est nécessaire de tenir compte d'un « effet rebond » (les prix baissent et les quantités augmentent) et quatrièmement l'idée selon laquelle les « services dématérialisés » pourraient constituer désormais le moteur de la croissance à la place de la production de produits matériels n'est pas viable. Il ne faut pas produire moins, produire autrement ou produire

d'autres choses, il faut absolument, démontre Jackson, produire beaucoup moins, consommer beaucoup moins et donner la priorité à un investissement massif dans les énergies renouvelables, les technologies sobres en carbone et l'efficacité énergétique.

## **En finir avec les gains de productivité**

Jackson n'utilise pas le terme de décroissance, mais celui d'état stationnaire : il faut faire décroître les consommations d'énergie fossile et de matières premières non renouvelables et faire diminuer la taille de l'économie, et ce, le plus rapidement possible, car la fenêtre de tir est étroite, soutient-il. Mais l'idée même d'état stationnaire – qui oblige à une véritable révolution, car nos économies sont construites sur la nécessité d'augmenter sans cesse les quantités produites et la consommation – constitue, rappelle Jackson, une véritable menace, car une des explications de l'attachement des sociétés modernes à la croissance est la croyance que celle-ci est nécessaire aux créations d'emploi. D'où le message extrêmement important qu'il nous livre : il nous faut absolument rompre avec la logique de la croissance, faire en sorte que cette rupture soit contrôlée et non pas subie, et anticiper les effets attendus sur l'emploi, d'une part, en réduisant massivement le temps de travail et, d'autre part, en acceptant de rompre avec ce que les économistes nous avaient appris à vénérer et à considérer comme le nerf de la guerre : les gains de productivité. « Recadrer nos idées préconçues sur la productivité du travail constitue une exigence fondamentale. La recherche continue de la productivité du travail pousse les économies vers la croissance, ne serait-ce que pour maintenir le plein emploi. Mais cette tendance a peu de chances de se maintenir dans des économies orientées vers les services (plus intenses en main d'œuvre). L'impact de la baisse des productivités du tra-

vail pose déjà problème dans l'UE. Au lieu de stimuler la recherche permanente de productivités élevées, mieux vaudrait s'engager dans une transition structurelle vers des activités et des secteurs sobres en carbone et intenses en main d'œuvre » (Jackson, 2010, p. 176).

Jean Gadrey parvient exactement à la même conclusion en partant d'un point différent : remettant en cause les liens traditionnels entre croissance et emploi, il montre comment une stabilisation de la croissance ou même une baisse de celle-ci peuvent s'opérer sans baisse de l'emploi, à condition que la qualité du produit soit améliorée. C'est en partant de l'insuffisance de nos conventions comptables et notamment de leur incapacité à mettre en évidence l'amélioration de la qualité d'un bien ou service que Jean Gadrey effectue sa démonstration. L'amélioration de la qualité d'une quantité identique d'un produit pourrait se faire à PIB identique, mais avec un niveau plus élevé d'emplois. Dans les deux cas, les auteurs en appellent à ne plus prendre en considération la croissance, mais d'autres fins : préservation de l'environnement naturel dans un cas, amélioration de la qualité des produits dans l'autre. Dans les deux cas, la rupture avec l'obsession des gains de productivité est exigée.

## Défis

Prendre au sérieux ces données ouvre un immense champ de questions. On ne fera ici qu'esquisser celles-ci. D'abord, celle des rapports entre *expertise et démocratie*. Si ces informations sont exactes, si ce que ces travaux et rapports nous décrivent est probable, si donc il est exact que nous ne disposons qu'à peine de quelques décennies pour réorienter radicalement nos comportements, nos politiques et nos économies, alors comment devons-nous procéder ? Que faire de cette information ? Comment convaincre tous ceux qui ne sont pas des spécialistes de ces questions ? Faut-il leur demander un acte

de foi, pourquoi, avec quelles garanties ? Comment agir face à des citoyens sous-informés, précarisés, habitués à une information standardisée dont ils se méfient parce qu'elle est sans cesse traversée par une parole politique qui promet sans tenir ? Comment faire comprendre la véracité – pour une fois – de cette parole ? Comment la diffuser et comment déclencher un mouvement citoyen, qui permettrait au plus grand nombre possible de nos concitoyens de mieux comprendre et de s'impliquer dans la recherche de solutions ? Comment, pour les détenteurs de cette information, la faire accepter sans entraîner des mouvements de panique, ou sans se heurter à des résistances, des incrédulités, des refus ? L'existence de telles connaissances pose l'immense question des rapports entre l'expertise et la démocratie et exige, plus que jamais, un très haut niveau de démocratie, un très fort mouvement de démocratisation de toute notre vie publique. C'est ensemble que les citoyens doivent prendre les décisions qui s'imposent, parmi lesquelles renoncer à des niveaux donnés de consommation, opérer des redistributions de revenus massives, organiser des transferts et des aides vers les pays du Sud...

Autre question : comment présenter les choses ? Faut-il adopter comme mot étendard et comme objectif celui de décroissance ou faut-il parler plutôt d'état stationnaire, de croissance verte, de moindre consommation ? Sur la croissance verte, tous les contributeurs au présent ouvrage (on lira notamment la contribution de Jérôme Gleizes) sont d'accord : la croissance verte est un mirage, une illusion, une tromperie, en tous cas, une manière de conserver le terme de croissance en faisant semblant de lui donner un contenu radicalement différent. Si le découplage relatif existe pour certaines ressources (la baisse de l'intensité écologique par unité produite), on est loin du découplage absolu. Si des améliorations de l'efficacité se sont produites dans certaines économies avancées, l'augmentation

de la consommation par tête et celle de la population mondiale ont rendu ces améliorations radicalement insuffisantes. Quant à la décroissance, son usage reste diversement apprécié, au moins comme discours fédérateur. Tim Jackson et Jean Gadrey préfèrent ne pas parler de décroissance. Fabrice Flipo revendique l'usage du terme précisément parce qu'il provoque, parce que c'est un « mot obus ». Peut-on revendiquer comme projet de société une notion négative, privative et qui reste dans le paradigme des quantités (croissance/décroissance) et des moyens, et non pas dans celui des fins ? J'avais proposé dans *Qu'est-ce que la richesse ?* de choisir le terme de civilisation : se civiliser, pour un individu, pour une société, cela consiste bien à s'approfondir, à se mettre en valeur, à se développer, mais d'une manière qui n'a strictement rien à voir avec la mise en valeur actuelle, mélange de mise en forme pour l'usage d'autrui, de plus en plus souvent pour l'échange marchand et la vente, et donc en vue du profit. Civilisation est sans doute un terme trop lourd, historiquement trop chargé. Il dit par ailleurs trop peu sur les modalités du développement et a pour inconvénient de ne pas insister suffisamment sur ce sur quoi insistent les décroissantistes, les objecteurs de croissance ou même Tim Jackson : nos économies ne peuvent en aucune manière continuer de croître comme auparavant. Nous avons besoin d'une conversion radicale, d'un changement non pas de degré, mais de nature. Et si Tim Jackson ne prononce pas le terme de décroissance ou ne le revendique pas, il en semble tout de même peu éloigné, notamment lorsqu'il écrit :

Prenons un scénario illustratif où l'activité économique est contrainte par un budget carbone autorisé [...]. Supposons que ce budget carbone ait été alloué de façon égale par habitant [...]. Compte tenu de l'intensité carbonique actuelle, le PIB admissible s'élèverait à un peu plus du quart du PIB actuel dans les pays développés [...]. Cette condition équivaut à une forte réduction des possibilités de croissance permanente (Jackson 2010).

Mais que signifie décroître ? Que devons-nous faire décroître ? S'agit-il de faire décroître le PIB, l'ensemble des biens et services produits et faisant l'objet d'un échange ? Mais le PIB contient l'ensemble des services non marchands, rendus par les services publics, certes, enregistrés seulement sous la forme de leur coût de production, mais enregistrés tout de même. Est-ce cela que nous voulons réduire ou voulons nous au contraire substituer à la production de biens et services matériels des services dématérialisés, immatériels, voire fonder la plus grande part de notre économie et de nos échanges sur des relations, à la manière de ce que Rifkin avait bien imaginé lorsqu'il indiquait que partout l'emploi allait se réduire et qu'il fallait développer un secteur quaternaire, un secteur des relations (on pourrait dire aujourd'hui secteur du *care*) ? Jackson indique qu'une telle économie ne ressemblerait absolument pas à celle d'aujourd'hui, mais ajoute que, sans doute, cela ne suffirait pas à décarboner notre économie et qu'il faut aller plus loin et réduire drastiquement notre consommation de tous types de biens et services pour décupler l'investissement écologique. Les professeurs, les infirmières, les postiers, les agents des services publics utilisent des ordinateurs, des matériels, des bâtiments, génèrent des déplacements, des transports, des mobilités. Faut-il réduire leur nombre ? Ces services doivent-ils être marchands ou non marchands ? Monétaires ou non monétaires ?

Tim Jackson appuie son discours économique sur des considérations philosophiques qui, si on les résume, consistent à soutenir que le but de la vie n'est pas la croissance mais la prospérité, que la prospérité ne nécessite pas la croissance, et que celle-ci consiste essentiellement à développer ses capacités. La plus grande part de son ouvrage est en fait consacrée à cette réflexion de nature philosophique qui voit dans la course au toujours plus et à l'abondance le désir toujours insatisfait de se distinguer, dans la droite ligne de ce que les philosophes, mais

aussi certains économistes, notamment Smith, avaient mis en évidence : la course au statut, l'importance de la comparaison dans la vie sociale, le souci de se distinguer. On trouve aussi dans ces textes de Tim Jackson une référence appuyée aux travaux de Sen, mais aussi de Layard, ce dernier s'étant fait une spécialité de montrer que ce qui importe c'est l'amour, la famille et la communauté, mais pas la consommation qui par nature est sans limites. Mais comment faire accepter ce discours à tous ceux qui, dans les pays riches, sont en-dessous du seuil de pauvreté, ainsi qu'à ceux qui, dans les pays en voie de développement voire dans les pays émergents, pourraient, moyennant la croissance, obtenir des améliorations considérables de leur niveau de vie ? Ne peut-on pas interpréter cette partie de l'ouvrage de Jackson comme la pilule permettant de faire passer l'amertume de la potion ? Et par ailleurs, peut-on considérer que la redistribution entre pays riches et pays pauvres et à l'intérieur des pays riches suffira ou ces propositions nécessitent-elles une réduction drastique des revenus de chacun ? Cela rendrait évidemment ce type de mesure très impopulaire et encore plus difficile à faire passer. Ces propositions exigeront en tous cas un effort bien plus grand de la part des plus hauts revenus.

Une telle description pose évidemment, et de manière centrale, la question de l'emploi et du travail. Deux mauvaises nouvelles : la disparition du travail et de l'emploi, ou deux bonnes nouvelles ? Le texte de Jackson et la contribution de Jean Gadrey dans le présent ouvrage ont pour avantage de nous permettre de réfléchir aux changements immenses que pourrait provoquer cette situation inédite en matière de travail et d'emploi. Réduire notre production et notre consommation, mettre notre économie sur le chemin d'un état stationnaire plutôt que sur un chemin de croissance indéfinie augmentent les risques de faire exploser les niveaux de chômage si rien n'est fait. Jackson propose de mettre en

œuvre des politiques de réduction du temps de travail très drastiques, qui permettront d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et loisirs, tous deux grandes sources de satisfaction. C'est également pour cette raison que Nancy Folbre, membre de la Commission Stiglitz, avait proposé à celle-ci de reconsidérer la notion de niveau de vie en y incorporant, après les avoir valorisés, les temps consacrés aux tâches domestiques et au loisir. Rappelons ici que les politiques de réduction du temps de travail mises en œuvre en France entre 1998 et 2001 ont pâti de ne pas être englobées dans une réflexion plus générale sur la nécessité de reconnaître la valeur d'autres temps sociaux que celui du travail, ainsi que d'une incapacité à organiser les retours sur investissement issus de l'augmentation de l'emploi et d'une absence d'intérêt pour les conditions de travail. De telles politiques nécessitent donc (comme le rappelle Bruno Théret dans sa contribution) une ingénierie sociale et une réflexion très poussées. Si Jean Gadrey partage l'idée que le ralentissement du rythme de la croissance doit s'accompagner d'une attention très forte aux effets de celle-ci sur l'emploi et sans doute de politiques de partage du travail, de même que d'un ralentissement des gains de productivité, il développe également l'idée – ci-après et plus longuement dans son livre récent *Adieu à la croissance* – que, dans cette économie, il nous faudra accorder plus d'attention à la qualité des produits, ce qui pourrait conduire à la fois à un surcroît d'emploi et à un travail de plus grande qualité. Voici donc deux sujets : quel sera le coût en emplois de la reconversion écologique de notre économie et quel devrait être le partage entre réduction du temps de travail et amélioration de la qualité du travail et du produit, sur lesquels nous avons besoin de travaux tant d'économistes que d'autres disciplines ? En dépit d'une réduction massive, concertée et organisée du temps de travail ou d'une amélioration de la qualité

du travail grâce à la mise en œuvre de nouvelles organisations du travail, peut-être d'une moindre division des tâches, et d'une certaine reconquête des salariés sur le processus de fabrication des biens et services produits, dans les deux cas, il se pourrait donc bien qu'à la fois la menace d'une crise écologique majeure et la nécessité de mettre en place un nouveau modèle de développement plus sobre en carbone et plus économe en ressources et en ponctions diverses sur l'environnement s'accompagnent de transformations majeures dans la structure de l'emploi, mais aussi dans nos manières même d'organiser le travail et de travailler.

Et si ces conditions étaient, peu ou prou, celles que Marx appelait de ses vœux lorsqu'il indiquait que le travail pourrait devenir premier besoin vital? Certes, le travail que Marx décrit dans les *Grundrisse*, auquel l'historien Moishe Postone consacre des passages très convaincants, est libéré dans une situation où l'abondance a été atteinte. Toute l'œuvre de Postone met en évidence que, pour Marx, le dépassement du capitalisme suppose non pas l'apothéose du prolétariat et du travail, mais au contraire une place moins importante pour le travail, un retour à la fonction classique du travail comme moyen pour subvenir aux besoins, la rupture d'avec la fonction que le travail a occupée dans la société capitaliste et une libération du travail (voir ma contribution dans le présent ouvrage). Marx dans les *Grundrisse* et Postone dans son commentaire de ceux-ci rappellent que le dépassement du capitalisme s'accompagnera d'une réduction du temps de travail et d'un travail plus gratifiant. La rupture d'avec le type de croissance que nous connaissons actuellement et à laquelle nous invitent Tim Jackson, Jean Gadrey, Jérôme Gleizes ou Fabrice Flipo est-elle en effet de nature à libérer le travail? Quelles seraient les conditions pour qu'elle s'accompagne d'un changement radical dans l'exercice du travail, dans la nature de celui-ci? Pourrait-elle per-

mettre d'en finir avec ce travail sans sens que dénonce M. Crawford dans *l'Éloge du carburateur*, de renouer avec le plaisir du travail bien fait pour une communauté d'usagers seule capable d'en juger, et donc de rompre avec les maux du travail contemporain : notamment le fait que c'est le produit du travail ou pire encore le profit retiré du travail d'autrui qui intéresse (le travail n'est qu'un moyen en vue d'une autre fin) et non l'activité de travail elle-même ? Cela supposerait sans doute de mettre cet objectif de qualité du travail au centre de nouveaux indicateurs de richesse ou de progrès (comme le propose Florence Jany-Catrice) et sans doute aussi de dépasser le capitalisme.

Si Tim Jackson esquive la question de savoir si, pour rompre avec la croissance actuelle, nous devons aussi tourner le dos au capitalisme, il n'en reste pas moins qu'il semble plus proche du oui que du non. Et un peu de réflexion doit nous en convaincre : le profit étant l'obsession du capitaliste, ainsi que le souci de mettre le plus de choses en valeur, de mettre le plus d'éléments sous la forme de l'échange pour autrui en vue d'un profit, le capitalisme a partie liée, de manière profonde, avec le productivisme. Décroître ou au moins se doter de limites, rendre impossible la vente de certaines ressources, mettre sous la forme de biens communs à conserver certains éléments, préférer l'entretien, la réparation, le soin à la production, tout cela va à l'encontre du souci exclusif du capitaliste pour le profit comme le mettait bien en évidence Weber, pour lequel la marque du capitalisme n'était pas l'avidité, mais le caractère rationnel de la mise en évidence du profit. La situation que décrit Tim Jackson est néanmoins très différente de celle qu'envisageait Marx ou sur laquelle revient Postone. Ce dernier indique que, pour Marx, lorsque la valeur sera abolie, alors la contradiction existant entre la mesure de la richesse par le temps de travail et la richesse réelle, qui ne reposera plus sur le travail, écla-

tera, et que les immenses gains de productivité permis par le capitalisme pourront servir à réduire le temps de travail nécessaire, permettront d'abolir une partie de la division du travail et de rendre celui-ci plus gratifiant. S'il s'agit de rompre avec l'obsession des gains de productivité, et donc aussi avec l'intensification du travail, avec ce capitalisme qui ruine et la nature et les travailleurs, alors ne tenons-nous pas la chance que nous cherchions, l'occasion rêvée de changer en profondeur le travail, de réduire non seulement la place occupée par celui-ci, mais également de renouer avec un plein emploi permettant à tous d'accéder à ce bien premier ?

# Du partage des gains de productivité au partage des gains de qualité<sup>1</sup>

Jean Gadrey

*Professeur émérite d'économie à l'université Lille 1 et membre du conseil scientifique d'Attac*

Dernier ouvrage paru *Adieu à la croissance*, Les petits matins/Alternatives économiques, 2010.

**Blog :**

<http://www.alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>

L'approche classique de la relation entre la croissance et l'emploi est fort simple. On définit la productivité du travail comme le quotient des quantités produites par le volume de travail requis, mesuré par exemple en heures. Il y a gains de productivité (on sous-entendra « du travail » dans la suite) quand on produit plus de quantités des mêmes choses avec autant de travail. Il en résulte que si la croissance est inférieure aux gains de productivité, il y a diminution du volume de travail.

Un postulat de l'approche classique est qu'il y aura toujours des gains de productivité globaux. C'est même pour la plupart des économistes et pour les technoscientistes le cœur du progrès, et donc la condition sine qua non de l'émancipation, de l'augmentation du temps libre, de l'amélioration de la protection sociale, etc. C'est pour cela qu'ils ne peuvent pas envisager de pro-

1. Ce chapitre s'appuie en partie sur des extraits de mon livre *Adieu à la croissance*, Les petits matins, octobre 2010.

grès humain sans croissance à l'infini, sauf, pour quelques-uns d'entre eux, à préconiser de réduire le temps de travail au même rythme que les gains de productivité, ce qui, dans l'hypothèse de gains de productivité de 2 % par an, signifierait que le temps de travail serait de six heures par semaine en 2100.

À l'inverse de la thèse classique, on peut penser que, pour des raisons multiples, dont l'épuisement des ressources naturelles (fossiles ou renouvelables) et la mise en place de politiques du climat, mais aussi l'expansion de services de bien-être, nous allons assister à une forte chute des gains de productivité (à l'échelle macroéconomique). Cela pourrait être bon pour l'emploi et correspondre non pas à une régression, mais à une idée neuve du progrès.

Objection fréquente : des gains de productivité à partager, il va encore y en avoir, et c'est une bonne chose. C'est vrai si l'on examine de façon fine certains types de production et d'activités : ici ou là, il y aura de vrais gains de productivité écologiquement et socialement défendables, donc non « productivistes » (par exemple dans la production d'énergies renouvelables). Mais ce constat ne vaut pas globalement, car, lorsqu'on effectue le bilan (voir Gadrey, 2010), il y a nettement plus de secteurs où la quête de gains de productivité (en général par la mécanisation de plus en plus poussée) est devenue destructrice de qualité et de durabilité que d'activités où elle reste un facteur d'émancipation.

De fait, la forte chute des gains de productivité du travail et de la croissance est une réalité observable *depuis quarante ans*, en France et ailleurs. Comme l'histoire n'est pas « continuiste », rien ne dit que cette nette tendance au déclin va se poursuivre au même rythme. Mais il est permis de penser que, pour des raisons que nous allons évoquer, les pays riches vont sortir de la brève période de leur histoire où les gains de productivité, source majeure de leur croissance, ont constitué

le cœur de leur modèle économique et de leur vision du progrès<sup>1</sup>.

## Gains de productivité et productivisme

Il est courant de distinguer les gains de productivité, avec leur connotation positive, et le productivisme, comme pratique excessive consistant à réaliser les gains de productivité en surexploitant les travailleurs et la nature « au-delà du raisonnable ».

Cette distinction n'a pourtant rien d'évident. On peut même défendre l'idée que les fabuleux gains de productivité des Trente Glorieuses et même ceux, moins élevés, des décennies suivantes, ont été partiellement fondés sur l'intensification fréquente du travail et surtout, via des technologies lourdes, sur une exploitation déraisonnable des ressources naturelles.

Produire plus avec autant de travail, c'est fort bien... si l'on oublie qu'il faut en général plus de matériaux, d'eau et d'énergie, que les uns et les autres sont disponibles en quantités limitées, et que certaines ressources naturelles sont proprement vitales. La (trop) forte croissance passée a dilapidé des ressources clés, dont le climat, et avancé de plusieurs décennies les « pics » (moments où la production commence à décliner) du pétrole et de la plupart des ressources minières, au détriment des besoins futurs. Et cela continue. La « bataille du charbon » et d'autres batailles historiques pour toutes les formes d'énergie, pétrole en tête, ont certes permis des gains de productivité énormes, mais fondés sur la mise en coupe réglée de la nature. Sans ces batailles, la civilisation de l'automobile et de l'avion, des grandes surfaces et des villes tentaculaires dévoreuses d'espace, de temps, d'énergie et de qualité de vie, n'aurait pas pris un essor explosif.

1. Voir sur mon blog les trois textes qui sont consacrés à cette question, sous le titre « La baisse tendancielle du taux de croissance » (Gadrey, 2009).

Les Trente Glorieuses ont signé l'entrée dans la mesure de l'exploitation et de la pollution de la nature. C'est sans doute l'un des grands problèmes de l'humanité, dirigée par un système capitaliste expansionniste, que d'avoir ainsi découvert sous ses pieds tous les moyens énergétiques d'un « progrès matériel » pouvant la conduire à sa perte du fait de l'extinction accélérée des ressources non renouvelables et de l'exploitation des ressources renouvelables au-delà de leur capacité naturelle de régénération.

Que nous propose-t-on aujourd'hui pour limiter les dégâts et laisser une planète vivable à nos descendants, sans être certains d'y parvenir ? Économiser fortement toutes ces ressources qui ont été surexploitées, réduire les transports polluants, favoriser une agriculture « non productiviste », préférer des villes moyennes denses, mener la bataille de la « décarbonation » soixante ans après celle du charbon... presque l'opposé de la course antérieure à la productivité et à la croissance. Mais dans la plupart des domaines, dont le climat, des seuils irréversibles ont été franchis. Les gains de productivité trop importants du passé en sont responsables, ils ont été en grande partie « productivistes ». On a multiplié le PIB réel par 4,6 depuis 1959, mais nous n'avons pas lieu d'être fiers de ce chiffre exceptionnel, parce que les externalités écologiques et sociales nous retombent dessus et vont continuer à le faire pendant très longtemps.

Dit autrement, les formidables gains de productivité du capitalisme ont été fondés pour partie sur une destruction de la qualité (dont celle du travail) et de la durabilité au profit de la quantité. Et nous allons voir que, contrairement au productivisme, la sobriété matérielle et la montée en qualité et en durabilité ne sont pas des ennemis de l'emploi.

## **Il faut réduire la « productivité » dans de nombreux services !**

L'image du partage des gains de productivité reste largement associée à la « production matérielle » de l'industrie et de l'agriculture, soit actuellement 16 % de l'emploi en tout... Qu'en est-il ailleurs ?

Presque tout le monde admet qu'il faut s'intéresser au potentiel de développement humain (et d'emplois) associé à de vrais services de bien-être professionnalisés : petite enfance, personnes âgées, personnes handicapées, action sociale, éducation et formation, santé, justice, recherche, etc. Pour la plupart d'entre eux, *une croissance est nécessaire* (en heures de travail, en emplois, en valeur ajoutée monétaire, en qualité des services rendus...). Mais certainement pas en gains de productivité. Dans de telles activités, il faut au contraire souhaiter que ces gains deviennent négatifs ! Les gains de productivité dans les crèches, c'est le projet gouvernemental de diminution des taux d'encadrement et des qualifications, c'est donc en fait une dégradation de la qualité et des conditions de travail. Il en va de même dans les hôpitaux et dans l'enseignement. De même avec l'aide à domicile aux personnes âgées, où l'on cherche à réduire sans cesse les normes de temps passé : 20 minutes pour une toilette et bientôt 15 comme base de rémunération, temps de transport non compris ! De même encore pour le temps passé avec les chômeurs, le temps des assistantes sociales, etc.

Allez donc parler de gains de productivité aux animateurs de « L'appel des appels », lancé à l'initiative de « professionnels du soin, du travail social, de la justice, de l'éducation, de la recherche, de l'information, de la culture et de tous les secteurs dédiés au bien public » ! Allez en parler aux infirmières et aides-soignantes, aux aides à domicile, aux assistantes sociales, qui sont comme par hasard des professions ultra féminisées !

Chaque fois que l'on veut réaliser des gains de productivité dans ces énormes secteurs d'avenir, on casse la

qualité et les conditions de travail et l'on passe à côté de ce qui compte le plus. On devrait admettre que l'on n'est plus dans une logique industrielle ou agricole fordiste, mais dans une économie de la qualité à évaluer de façon multicritères et participative. Et les syndicats, si attachés à l'idée industrialiste du partage des gains de productivité (alors qu'il suffirait de parler de partage des richesses et du travail), devraient se défier des outils des macroéconomistes et des gestionnaires. Car ce qui donne du sens au travail dans tous ces secteurs est, d'une part, le professionnalisme et, d'autre part, la reconnaissance sociale des résultats sur et par les bénéficiaires et la société. *Ce sont des gains de qualité et d'utilité sociale.* Et ils passent souvent par l'exigence de « prendre le temps de bien faire », de bien s'occuper des gens ou des choses, ce qui est un crime de lèse-productivité ! Dans la production de biens ou de services, c'est tout simplement le travail bien fait et le métier maîtrisé qui devraient remplacer les exhortations à la productivité. Ce sont des exigences de qualité et de sens.

## **Les gisements d'emploi de la durabilité**

Le fait est massif : produire des biens (ou services) de façon écologiquement durable ou socialement préférable (par exemple des services de meilleure qualité pour les personnes âgées, pour la formation...) exige plus de travail que produire les « mêmes » biens en détruisant les ressources naturelles et le climat, ou en industrialisant les services. Or, les comptes actuels de la croissance quantitative (mesurée en volume) et des gains de productivité ne font aucune différence entre ces deux types de production.

Supposons, premier exemple, que l'on remplace progressivement l'agriculture productiviste, avec ses innombrables dommages collatéraux sur l'environnement et sur la santé, par de l'agriculture biologique de proximité. À production identique en quantité, et pour une même durée individuelle du travail, il faudrait approxi-

mativement 30 à 40 % d'emplois en plus. Les comptes nationaux actuels nous diront alors que la croissance est nulle (même quantité produite) et donc que la productivité du travail baisse (même production en volume, plus de travail). Pourtant, on aura créé de nombreux emplois, la part de la valeur ajoutée agricole aura progressé, ce qui serait une formidable inversion d'une tendance séculaire, et surtout la qualité et la durabilité de la production auront été bouleversées positivement.

Dans un autre secteur essentiel, celui de l'énergie, le scénario NegaWatt, mis au point par une centaine d'experts, prévoit de produire en 2050 autant de kilowatts-heure qu'aujourd'hui. Les comptes actuels, insensibles à la différence entre des Kwh « propres » et des Kwh « sales », diront donc : croissance zéro dans ce secteur, gains de productivité négatifs. Pourtant, selon ce scénario, on pourrait doubler les usages pour chaque Kwh en raison des progrès de l'efficacité énergétique : bâtiments mieux isolés, transports, machines et éclairages moins gourmands en énergie, réduction des gaspillages, etc. Par ailleurs, on remplacerait progressivement l'énergie polluante par des énergies renouvelables, avec plus d'emplois à la clé, en raison notamment du caractère très décentralisé de cette production. Une étude de WWF pour la France estime qu'à l'horizon 2020 « -30 % de CO<sub>2</sub> = + 684 000 emplois ».

La liste est longue des secteurs où une stratégie de montée en qualité/durabilité restera invisible dans « les comptes de la croissance ». Les grands gisements d'emploi et de valeur ajoutée du futur pourraient résider dans une économie dont le principe serait de « prendre soin » des personnes (des services de bien-être sans visée de productivité), des biens (pour les faire durer plus longtemps, les réhabiliter et recycler, ou pour des logements à isoler), de la nature, de la cohésion sociale, de la qualité et du sens du travail, et de la démocratie. Prendre soin, cela prend du temps, temps de travail et

hors travail. C'est du temps perdu dans une optique productiviste, mais gagné pour une société soutenable. Et cela donne un tout autre sens au travail et à la « production ».

Le bilan des emplois créés par ces gains de durabilité et des emplois supprimés dans les activités « insoutenables » serait-il positif à l'échelle globale ? Ce n'est pas exclu, car la plupart des dernières activités sont hautement « capitalistiques » et automatisées et elles ne regroupent qu'une petite minorité des emplois actuels. Par exemple 13 % seulement de l'emploi total pour l'industrie, y compris l'énergie.

## Vers le partage des gains de qualité et de durabilité

Mais alors, il faut se pencher sur la « demande » de durabilité (écologique et sociale). Le fordisme a su susciter, par des dispositifs puissants (dont la publicité, le crédit...) et avec l'appui d'institutions ad hoc, une avidité permanente d'achat de biens et services sans cesse multipliés en quantités. C'est ce qu'on a appelé *le partage des gains de productivité*, qui a été aussi de façon invisible le partage d'un gâteau de plus en plus empoisonné. Ce qu'il faut désormais organiser par d'autres dispositifs est *le partage des gains de qualité et de durabilité*.

Le problème peut être posé ainsi : si on laisse faire le marché, les biens et services issus de productions durables seront en moyenne plus chers que les anciens, justement parce qu'ils sont plus riches en travail. En réalité, on ne paye pas plus cher « pour la même chose », mais pour avoir mieux, sur la base de plus de travail et de moins de dégradations de l'environnement et de la société. Il n'empêche que, pour beaucoup de gens, ces produits seront d'abord perçus comme étant trop chers pour eux.

Tant que ces productions « durables » seront inaccessibles à une partie de la population, tant que le partage

des gains de qualité sera inéquitable, les indicateurs de durabilité resteront dans le rouge, et les créations d'emplois resteront limitées par l'insuffisance du « pouvoir d'achat durable » des ménages aux revenus modestes. Pour « sauver la planète » en préservant le bien-être, il faut donc réduire fortement les inégalités, à la fois par le haut (d'autant que ce sont d'abord les riches qui détruisent la planète) et par le bas. C'est une exigence complémentaire de la réorientation antiproductiviste de l'économie vers les activités les plus douces pour la nature et pour la société.

# Productivisme, croissance, décroissance, quel nouveau paradigme ?

Fabrice Flipo

Philosophe, auteur de *La décroissance, 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, 2010 ;  
*Justice, nature et liberté*, Parangon, 2007 ;  
*Ecologie des infrastructures numériques*, Hermès, 2007.

Nous examinons les conceptions classiques du productivisme et ses critiques marxistes, et nous montrons que la lecture de Marx proposée par Moishe Postone est la seule à prendre l'objection écologiste au sérieux. Un « Marx écologiste » implique nécessairement un Marx critique de la modernité, d'où la fusion possible avec les mouvements émancipateurs postcoloniaux, vers une alternative au développement.

## **Productivisme et « travail abstrait »**

Le « productivisme » revêt différents sens. À droite, il renvoie aux excès des marchés, à l'image de la crise financière. Il s'agit d'excès de personnes, de carences ponctuelles du droit, et non d'un problème relevant du système. La finance a toujours été au cœur du système capitaliste, elle a toujours provoqué des crises que les économistes dominants ont fini par qualifier de « cycles » pour marquer leur normalité. Qu'il y ait des cycles n'implique pas que les règles doivent être figées dans le marbre. Chaque crise apporte son lot de réformes ;

provoquer des crises est même, comme le suggère Naomi Klein, l'une des techniques qui permet de réformer<sup>1</sup>. Selon la tendance, la solution est de moraliser ou de légiférer – pour encourager « les bons » entrepreneurs, « remonter la moyenne générale » comme on disait au lycée. À la droite extrême, on parie soit sur un homme fort qui rétablirait un peu d'ordre, soit sur un dépérissement global du système, qui permettrait de restaurer le bon vieil ordre traditionnel, précapitaliste.

À gauche, le productivisme est associé à l'appétit excessif pour le profit. Quand on veut aller au-delà de cette explication très générale, les interprétations divergent quelque peu – et cela passe aussi par des interprétations divergentes de Marx. Dans la critique marxiste classique, le productivisme est provoqué par la contradiction entre deux classes, ceux qui possèdent les moyens de production, dont l'expression la plus achevée en régime capitaliste est l'argent, et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre. Les possesseurs des moyens de production cherchent à tirer profit de tous les facteurs de production et en particulier de la force de travail qu'ils « exploitent », au sens où ils en extraient du surtravail dans le but de former la survaleur (plus-value). C'est le fonctionnement normal du marché capitaliste, qui ne peut être modifié en profondeur que par l'avènement d'un régime socialiste ou communiste, une société sans classes. Ce dernier élément recouvre une grande diversité de conceptions, ainsi qu'une non moins grande diversité de théories expliquant comment y parvenir. La théorie qui a dominé le xx<sup>e</sup> siècle affirme que l'antagonisme de classes est l'expression d'une contradiction entre le développement des forces productives et la forme des rapports de production. Cette contradiction évolue dans le temps, elle ne tourne pas en rond. Dans le régime capitaliste, les nécessités de l'accumulation

1. Klein (2008).

sapent jour après jour le pouvoir des capitalistes, en « socialisant » la production. Les capitalistes font donc le lit du socialisme, sans le savoir.

Une tactique consistait à « pousser à fond la contradiction », de telle manière à la faire accoucher du communisme. Le marxisme-léninisme préconisait d'ordinaire un renversement de la classe capitaliste, au moment opportun – dont la définition a généré d'importantes discussions –, la « dictature du prolétariat » devant conduire au dépérissement de l'État. Les versions « révisionnistes », social-démocrates, mettaient plutôt leur confiance dans un réformisme plus ou moins radical, qui a pris la forme de l'État-providence, la « providence » ainsi construite n'ayant plus rien de divin : elle a été arrachée aux capitalistes. D'où une socialisation progressive, et non brutale, via l'action des syndicats, des collectivités publiques ou de l'État (pondération politique des différentes sortes de richesses), ou encore l'action sans but lucratif (économie sociale et solidaire), selon les cas, stratégies qui pouvaient être complétées par une réduction du temps de travail – laquelle pouvait toutefois être considérée comme perdant son sens à partir du moment où le travail était moins synonyme d'exploitation.

Nombre de ces thèses ont toutefois été remises en cause de diverses manières, notamment par des démentis historiques. Le marxisme-léninisme a dégénéré en bureaucratie et culte de la personnalité. Il s'est révélé trop difficile à contrôler, l'avant-garde finissant par s'appropriier le pouvoir sous la forme d'un parti-État détenteur exclusif de la vérité, toute personne suspecte de ne pas suivre la ligne devant être neutralisée, de manière préventive. Le maoïsme en a tiré quelques leçons et a voulu lutter contre la bureaucratie, étendant le concept de « contradiction » à l'ensemble des questions politiques<sup>1</sup>. Le résultat ne s'est pas avéré totalement concluant. Le socialisme indien, très décentra-

1. Zizek et Badiou (2008).

lisé, a évité toute forme d'autoritarisme à ce jour, mais n'a obtenu qu'un succès limité contre les inégalités. De plus, il n'a jamais réussi à mobiliser les masses, à l'exception notable de Gandhi, sauf dans l'État du Kérala, dont l'exemple gagnerait à être analysé avec plus de précision, puisqu'il obtient d'excellents indicateurs de développement humain, « malgré » (ou « grâce » !) à un PIB très faible.

Les théories ont été révisées. Michael Hardt et Antonio Negri ont mis en avant « l'intellect général », idée développée par Marx dans les *Grundrisse*, selon laquelle le processus de socialisation capitaliste finit par permettre aux travailleurs ou aux prolétaires isolés de communiquer – c'est ce qui se passe aujourd'hui avec les technologies de l'information et de la communication. Hardt et Negri, tout comme Badiou<sup>1</sup> et bien d'autres, ont pris acte de la fin d'une période dans laquelle le mouvement ouvrier était le sujet de l'émancipation. Pour Hardt et Negri<sup>2</sup>, le prolétariat désigne désormais tous ceux qui sont soumis à la domination du capitalisme, salariés ou pas (p. 84), c'est-à-dire les pauvres (p. 203).

Dans ce contexte le « travail abstrait » a pu être diversement défini. Dans une version hégélienne il renvoie à l'argent, équivalent universel et par conséquent abstraction absolue, ce qui est concret étant de l'ordre de la valeur d'usage. Dans les interprétations classiques, nous disent Dominique Lévy et Gérard Duménil, « travail abstrait » a souvent été confondu, sur le plan économique, avec « travail socialement nécessaire », qui permet de comparer différents travaux particuliers réalisés dans différentes branches d'activité. Il peut aussi renvoyer à la partie organisationnelle du travail, comme chez Hardt et Negri. La « socialisation » inévitable des moyens de production, processus rendu nécessaire par l'accumulation, produit

1. Badiou (2009).

2. Hardt et Negri (2000).

en même temps les conditions matérielles d'un contrôle général de la production. Elle rend possible la prise de contrôle par le plus grand nombre. Ainsi se forme un « intellect » « collectif », « général », rendu possible par les technologies de l'information.

### **Une « révolution des institutions » (Illich)**

Face à la question écologique, et aux mouvements écologistes, les approches proposées jusqu'ici considèrent le plus souvent que le capitalisme exploite aussi la nature, et pas seulement l'homme, d'où l'idée, finalement, que la question écologique aurait été prise en compte dès le début et n'aurait pas besoin d'être pensée à part. Telle est par exemple la position de Gérard Duménil, Dominique Lévy, Jacques Bidet et bien d'autres : la question écologique n'appelle pas de questionnement théorique particulier, au mieux une note de bas de page. Même chez ceux qui se qualifient « d'écomarxistes », la décroissance n'est pas en odeur de sainteté, et les mouvements écologistes sont au mieux des éléments annexes<sup>1</sup>.

Cela pose toute une série de problèmes. Si l'écologie a été à ce point une évidence marxiste, pourquoi les régimes « socialistes » ont-ils été, pour la plus grande majorité, aussi productivistes que les régimes capitalistes, et pourquoi les organes politiques ont-ils accordé aussi peu d'importance aux luttes écologiques ? S'agit-il uniquement de luttes « petites-bourgeoises » ? C'est ce qui a longtemps été affirmé. Il devient toutefois difficile d'expliquer pourquoi ces luttes ne défendent pas le capitalisme : quels sont ces étranges petits-bourgeois qui prônent un respect de la nature plutôt que son exploitation ? Et pourquoi les courants marxistes cités sont-ils aussi hermétiques à l'idée d'une décroissance, qui pourrait finalement être perçue comme la conséquence matérielle

1. Jean-Marie Harribey estime que l'écologie pose le problème du sujet qui portera les luttes (Harribey, 2001).

d'une décentralisation démocratique menée de manière conséquente? Pourquoi sont-ils si frileux à l'égard de la critique des technologies fabriquées par le capitalisme? Leur existence matérielle n'est-elle pas l'expression de rapports capitalistes avec la nature? Vouloir changer la société sans changer ces outils n'est-il pas utopique, au sens où Marx utilisait ce qualificatif à l'endroit de certains socialistes? Comment un matérialisme conséquent pourrait-il maintenir une infrastructure matérielle capitaliste dans un monde socialiste ou communiste?

Même Alfred Schmidt, qui a fourni la réalisation probablement la plus aboutie en matière de pensée marxiste de la nature, reste entièrement productiviste sur le plan pratique : l'industrie est bien le rapport rationnel de l'Homme à la nature, elle est bien la forme rationnelle de l'échange organique entre la nature et l'homme<sup>1</sup>. Hardt et Negri, qui affirment aussi se soucier d'écologie, ne convainquent pas tout à fait puisqu'il continuent finalement de voir d'un très bon œil l'expansion mondiale des technologies capitalistes et l'intégration progressive de toutes les sociétés à l'échelle mondiale. Jacques Bidet, quant à lui, continue de penser que « l'outil est un « détour de production » qui génère une économie de temps<sup>2</sup> ». Un tel outil est un outil capitaliste, il ne peut rien être d'autre. Au contraire, le mouvement écologiste s'est construit dans une critique féroce, en mots et en actes, de la technique moderne, la critique du nucléaire en étant la partie la plus visible.

L'argument écologique continue donc de pousser, face aux interprétations marxistes classiques, un argument original, et finalement profondément marxiste. La liberté a lieu dans la nature, ce « corps inorganique » de l'humanité. Par « nature » on entendra un ensemble de régulations et d'interconnexions que l'écologie

1. Schmidt (1994).

2. Bidet (1999), § 211.

peut décrire. Ces régulations *produisent* quelque chose, jour après jour. Certaines choses sont bénéfiques, on peut les considérer comme des « richesses », d'autres non. Une hausse ou une baisse de la productivité du travail (au sens économique) n'est rien d'autre qu'un réarrangement des matières et des forces à l'œuvre dans la nature. C'est du point de vue social qu'il faut en apprécier la « valeur ». En régime capitaliste la valeur est marchande : plus on produit, mieux c'est, d'où la mesure de la productivité en termes de volume de valeur d'échange. Mais en régime non-capitaliste ? Une telle théorie de la valeur ne peut être maintenue, à l'évidence. Mais le seul recours à la « valeur d'usage » n'explique rien non plus, sauf si on abolit l'échange. Si l'échange se maintient, il reste à savoir sur quoi il serait fondé.

Si la productivité se définit par une hausse de la valeur d'échange, alors elle se traduit non seulement par une hausse des prélèvements – concrètement : plus de pétrole, plus de poissons etc. - mais aussi par une simplification drastique de la nature, la diversité étant contraire au rendement permis par l'usage des machines et de la standardisation. La « culture mondiale » unique, dont on peut parfois penser que Marx l'appelait de ses vœux (notamment dans le *Manifeste*), s'accompagne d'une homogénéisation de *toute* la nature, y compris les écosystèmes. Or, la stabilité de ces derniers dépend pour une large part de leur diversité, voilà le problème, et voilà pourquoi les écologistes défendent la diversité dans toutes ses formes – au contraire du « marché mondial » vers lequel tend le capitalisme dans sa dynamique intrinsèque d'accumulation.

Intégrer le « souci de la nature », des écosystèmes et des autres êtres vivants dans la production ne passe pas par une simple récrimination à l'endroit des « excès » capitalistes. Qui voudrait d'une théorie qui, à la place de la théorie marxienne de l'exploitation du travail, se contentait d'évoquer les « excès » capitalistes à l'endroit des prolétaires ? Ca ne tient pas la route. Il manque une définition de la valeur.

La valeur-travail suffit-il à répondre au problème ? Tout dépend du sens qu'on lui donne. La version économique, selon laquelle la valeur dépend de la « quantité de travail socialement nécessaire » à la production d'une marchandise, ne dit pas de quel « travail » ou plus exactement « force de travail » il s'agit. Classiquement, on mesure cette force de travail par un nombre d'heures consacrées par l'ouvrier (« moyen ») à la production ; le problème est que cela ne dit rien de la qualité de ce qui est produit. Dans une relation productiviste à la nature, la qualité ne diffère pas de la qualité capitaliste et, comme le suggère Postone, la valeur-travail ne joue que comme une loi de répartition : on produit toujours des voitures, mais moins de voitures de luxe et plus de petites voitures, plus d'égalité dans la répartition matérielle, mais l'objectif est toujours de l'augmenter. La place de la nature dans l'échange reste entière.

Dans sa version libérale, cette définition antiproductiviste de la valeur a pris le nom de « valeur intrinsèque » de la nature. « Libérale » parce qu'elle n'a pas forcément de discours construit sur l'inégalité ; elle prône, à l'instar d'Arne Naess et de *l'écologie profonde*, d'intégrer la valeur de la nature dans nos comportements, qui dès lors deviennent véritablement rationnels. Cette démarche pose toute une série de problème que nous n'avons pas la place d'aborder ici ; soulignons simplement que 30 ans « d'internalisation des externalités » n'ont mené à rien ou presque.

Intégrer la question de l'égalité implique d'exhumer ce qu'on appelle la « clause de Locke », autrement dit les limites que Locke lui-même avait mises à l'appropriation privée, en raison du caractère limité des ressources. La clause dit que l'individu peut s'approprier les ressources qui sont essentielles et irremplaçables pour sa vie et son bien-être, mais qu'il doit en laisser « autant » et « d'aussi bonne qualité »<sup>1</sup> pour tous les autres ayants-droit. Cette

1. Locke (1960), p. 93.

idée est aujourd'hui la plus adéquatement exprimée par la notion « d'espace écologique » utilisée par les Amis de la Terre, dans un rapport qui ne manque que d'une analyse « postonienne » de l'économie pour parvenir à théoriser une authentique « écologie sociale »<sup>1</sup>. Sur le plan du droit, ce concept correspondrait au statut de *res communis*, celui des choses qui n'appartiennent à personne et auxquelles tout le monde a droit. La parenté de « communis » avec « communisme » a d'ailleurs trop rarement été notée. Elle implique que l'intégrité de la chose – sa qualité – doit être maintenue (stabilité climatique, fertilité des sols, etc.), chacun en ayant la responsabilité. Mais chacun doit aussi pouvoir avoir sa part. La propriété privée n'est pas abolie, elle est sévèrement limitée : si la clause de Locke était appliquée aux ressources considérées comme irremplaçables (ou dotées de « valeur intrinsèque »), la consommation des pays riches devrait être réduite de près de 80 %<sup>2</sup> – pour ne rien dire de la consommation des plus riches !

La critique écologiste conduit plus généralement à s'interroger sur le pouvoir libérateur des outils que les marxistes et les mouvements ouvriers semblent dans leur grande majorité considérer comme incarnant « le progrès ». L'extension indéfinie des « détours de production » ne semble pas aboutir de manière nécessaire à la production d'outils compatibles avec l'émancipation de l'humanité dans son ensemble, comme le suggère Ivan Illich. L'accroissement des forces productives ne bénéficie pas à « l'Homme » mais seulement à une minorité, et encore, et cela pour des raisons matérielles qu'aucune « prise de pouvoir » sous aucune forme ne pourra changer. À ce titre il n'y a guère de différence entre un nucléaire capitaliste et un nucléaire socialiste ; dans les deux cas, la dangerosité de l'activité reste la

1. Flipo (2007).

2. Amis de la Terre (1995).

même, ainsi que la production de déchets radioactifs. Mettre davantage d'argent dans la recherche ne garantit pas le succès. De plus, les systèmes techniques centralisés créent nécessairement des asymétries d'information et de pouvoir et ne sont pas sans conséquences sur la répartition possible du pouvoir. Des formes d'organisation plus égalitaires conduisent à modifier les outils, nous dit Illich, et c'est ainsi que se légitiment les luttes écologistes.

Il va sans dire que les techniques qui permettent de réaliser cela n'ont rien à voir avec celles qui sont actuellement utilisées, et qu'un changement vers des techniques émancipatrices ne se fera pas tout seul, sans « luttes ». Et qui lutte pour changer de techniques ? Les mouvements écologistes. Qu'ils n'aillent pas encore assez loin dans cette direction, que leurs choix restent encore « bobo » au sens où ils procèdent d'un arbitrage qui est fait sur le fond d'un contexte social qui est celui des privilégiés (notamment un pouvoir d'achat élevé), tout cela n'enlève rien aux tendances de fond. D'ailleurs Marx lui-même n'était-il pas issu d'un milieu petit-bourgeois ?

Une objection superficielle pourrait chercher à s'en prendre à notre référence à Locke, au motif que cet auteur est supposé être un thuriféraire du capitalisme. Un instant de réflexion conduit au contraire à s'étonner de ce que cet apologue supposé de la propriété privée ait cru bon de mettre en évidence des conditions aussi draconiennes. Un autre instant de réflexion permet de se rappeler que Marx a construit sa théorie entièrement sur la référence aux économistes classiques, dont il a souvent salué les découvertes. Une objection plus sérieuse demande si la « clause de Locke » ne renvoie pas au pouvoir du propriétaire terrien, ou à la monarchie – car si la terre était dite de propriété commune à certaines époques, notamment au Moyen-Âge, c'était sous un régime peu émancipateur. Il faudrait plus d'espace pour

le justifier ; nous noterons ici simplement que non, rien, dans la « clause de Locke » et « l'espace écologique », ne met en danger « l'individu ».

Et Marx, alors ? Est-il à ranger au placard ? Pas tout-à-fait. Moïse Postone<sup>1</sup> propose une interprétation de Marx qui rend compte des mobilisations écologistes – des mouvements anticonsumation, etc. Ici l'aliénation ne s'en tient pas au « travail » entendu comme force de production, sur le lieu de production, elle porte sur l'ensemble du mode de vie – infrastructures, relation à la nature, modes de vie et de consommation, qualité des relations entre voisins, etc. Le « travail abstrait » est le lieu de l'aliénation. Nous avons tous l'impression que notre travail et nos efforts quotidiens pour une vie meilleure sont manipulés par des règles et des normes impersonnelles, avec pour résultat de détruire la planète, empêcher l'accès au travail de nos voisins ou amis, générer du stress, laisser les personnes âgées vieillir dans des conditions indignes, etc. Cette aliénation est ce que Marx, selon Postone, appelle « travail abstrait ».

On le voit, l'interprétation est toute différente. Et ici une lecture écologiste devient possible, Postone converge avec Illich. Un rapport écologiste à la nature ne conduit pas à affirmer que l'industrie est la forme rationnelle de l'échange organique entre l'Homme et la nature, ou alors une industrie fortement modifiée. Les outils qui émancipent doivent être, pour reprendre le terme d'Illich, « conviviaux », leur puissance individuelle ne doit pas dépasser certains seuils au-delà desquels se crée l'inégalité. De ce point de vue, c'est l'analyse des réseaux et des institutions qui est privilégiée, et pas seulement l'analyse des mouvements financiers et des flux économiques. « Institutions » est un terme à prendre ici au sens que lui donnait Cornélius Castoriadis : un ensemble de règles, normes, bureaux, bâtiments, guichets, panneaux de

1. Postone (2009).

signalisation, stations d'essence, réseaux de pièces détachées, etc. mais aussi et peut-être avant tout un ensemble de « significations imaginaires sociales », ce que Postone appelle le « travail concret » – le *sens* profond de ces arrangements, la direction qu'ils permettent, et les alternatives qui sont ainsi interdites. Si l'on ne repart pas de la question du concret, de la pratique, du sens, les solutions consistant à « réorienter la production » ou « restaurer un rapport capital/travail plus favorable au second » resteront de l'ordre de l'abstraction, du vœu pieux. L'accumulation ne mène pas au socialisme ni au communisme, elle ne peut pas y mener. L'objection est de nature matérialiste et historique, elle se fonde sur des faits. Face à elle, la théorie d'un communisme ou d'un socialisme qui naîtrait de la seule contradiction entre l'expansion des forces productives et la forme des rapports de production paraît utopique, au mauvais sens du terme – au sens marxien du terme.

Cette analyse nous permet de sortir de « l'économisme » sans pour autant abandonner la critique du marché. Le fait que ce soient les institutions qui posent problème, et pas seulement la domination des marchés, du profit, explique sans doute le succès d'Elinor Ostrom<sup>1</sup>. Ivan Illich appelait aussi à une révolution des institutions<sup>2</sup> : c'est donc là un terrain sur lequel les divers mouvements sociaux peuvent s'entendre. Les institutions sont aussi ce qui génère une « répartition primaire », égalitaire ou pas.

## **Provincialiser l'Europe, entendre les subalternes**

Le « travail abstrait » est constitué de règlements, lois etc., mais aussi de catégories symboliques, intellectuelles, qui peuvent former une « hégémonie » au sens de

1. Ostrom (2010).

2. Illich (2005).

Gramsci. Or, dans ce domaine, ce qui fait problème ce n'est pas tant le capitalisme que le « développement » et « la modernité ». C'est cela que les écomarxistes reprochent aux écologistes et aux objecteurs de croissance : de remettre en cause la modernité. Pourtant la question doit être posée, car « développement » et « modernité » ont toujours été synonymes de croissance – bien que cette croissance ait pu être « socialiste » dans certains endroits du monde. *Aucune* théorie du développement ne prévoit ni de décroissance ni même d'absence de croissance, ce lien de nécessité doit être interrogé et mis en cause, au moins parce qu'il suggère que le projet de suspension ou au moins de relativisation de la valeur d'échange dans les relations humaines n'a pas été mené jusqu'au bout. Certaines théories telles que celle de François Perroux séparent bien croissance et développement, mais elles n'envisagent pas de développement sans croissance – et de plus ne se soucient ni d'écologie ni d'égalité planétaire réelle, matérielle. On se demande alors pourquoi des auteurs d'obédience marxiste y ont recours pour exemplifier l'absence supposée de lien entre croissance et développement.

Le problème ne réside pas dans le *terme* « développement », sans cela il suffirait de le remplacer par un autre terme, tel que « civilisation » ou « Bildung » à la suite de Hegel ou d'autres, pour résoudre le problème qui est posé. Un simple changement de nom ne conduit qu'à une critique « abstraite », qui s'en tient aux apparences. Ce que nous devons plus examiner, c'est ce que portent les subjectivités critiques du développement, pour s'assurer de leur portée émancipatrice. Ce même souci nous a conduit à montrer les insuffisances des partisans du développement. Or, quand on se tourne du côté des « non-modernes » supposés, il s'avère qu'une critique de la modernité ne débouche pas forcément sur un antimodernisme conservateur, comme le suggère l'analyse moderniste classique, de gauche

comme de droite – où Heidegger fait de concert figure de repoussoir. Un examen attentif de ce qui se passe du côté des non-modernes conduit pourtant à une toute autre conclusion. Un auteur comme Dipesh Chakrabarty<sup>1</sup>, par exemple, qui est l'un des héritiers du mouvement des « subaltern studies », s'appuie sur Heidegger et sur Marx pour montrer que la modernité est critiquable et que cela conduit à « provincialiser l'Europe », « Europe » étant compris au sens de source de l'oppression et non de lieu géographique. Associer Heidegger et Marx est bien sûr extrêmement difficile à comprendre pour les « modernes ». Est-ce que cela vient de la modernité en tant qu'elle est universelle, et partant difficile à comprendre pour les non-Modernes, engoncés qu'ils sont dans leur particularisme, ou est-ce lié aux Occidentaux, en tant qu'ils sont aveugles sur leur propre ethnocentrisme ? Telle est la question qui est à l'ordre du jour.

La mise en cause du développement et de la modernité conduit forcément à réévaluer les pays et les époques prémodernes, et à questionner l'image coloniale que nous avons encore des pays « sous-développés ». Cela fait longtemps que certains mouvements actifs dans les pays « sous-développés » écrivent et soutiennent qu'il y a un lien entre modernité et colonialisme, entre développement et impérialisme. Les historiens marxistes du collectif des *Subaltern Studies* ont montré comment les Anglais, pour assurer leur pouvoir et légitimer leur intervention, ont fait basculer des secteurs entiers des institutions locales dans le domaine de la « religion » ou de la « superstition », afin d'en prendre le contrôle politique. Les insurrections paysannes, en particulier, ont été considérées comme irrationnelles, tout comme le rapport des populations à la nature. L'universitaire Rohan D'Souza, membre du parti communiste indien,

1. Chakrabarty (2009).

montre comment l'usage précolonial de l'eau possédait une rationalité que les Anglais, par leurs techniques « rationnelles », productivistes, ont largement détruite<sup>1</sup>. Il est tout de même remarquable de constater que les peuples les moins développés sont tout de même détenteurs d'un savoir écologique dont l'efficacité peut être démontrée au moyen des techniques modernes – des techniques issues de sociétés qui semblent a contrario incapables de coexister avec leur environnement. Un examen attentif des mouvements postcoloniaux indique que la modernité a été abstraite, au sens de Hegel : elle s'est crue certaine de son savoir, elle n'a pas été réellement le vérifier, l'éprouver, dans l'étrangeté des autres modes de vie. Sans une telle preuve, l'universalité revendiquée reste sans fondement réel.

Tel est le défi du nouveau paradigme : revisiter de manière critique la modernité, en évitant d'inverser la téléologie moderne et de penser que moins on est développé, plus on est émancipé.

En cela, nous nous alignerions sur la thèse des pays du Sud. Dès le Sommet de Stockholm sur l'environnement humain, en 1972, leurs représentants ont contesté l'idée que la question écologique pouvait se ramener à un problème de « protection de l'environnement ». Pour eux, la protection de l'environnement définie par les pays du Nord constituait une menace pour leur « développement ». Le meilleur exemple est le droit de la mer : les pays « subalternes » ont voulu que la mer soit considérée comme une « res communis », avec un accès garanti à tous, alors que les pays dominants ont au contraire ouvert la porte à l'exploitation par les pays dotés de la capacité technologique – « moderne ». Les pays riches, plutôt que de défendre le statut de *res communis*, en ont fait une *res nullius* : chacun peut librement s'approprier les ressources, s'il arrive en premier. Ils l'ont fait parce

1. D'Souza (2006).

qu'ils étaient certains d'arriver en premier, grâce aux moyens technologiques que procure l'accumulation, socialiste ou capitaliste. Dès lors que les moyens sont en place il est vain d'en appeler à une hypothétique « gestion socialiste », dont il faudrait nous expliquer en quoi elle se différencie de la « bonne volonté » tant critiquée par Marx.

La suite de l'histoire donne de plus en plus raison à cette première attitude des pays du Sud : la protection de l'environnement continue d'être définie de manière inégalitaire par les pays du Nord, et a pour conséquence d'exclure les « subalternes », ceux qui sont définis, à la suite de Ranajit Guha, comme n'ayant jamais le droit à la parole, parce que d'autres parlent pour eux<sup>1</sup>. Nous devrions méditer sur ce verdict, et probablement rétablir un dialogue sur l'égalité, sécuriser les droits de tous sur les ressources. S'enfermer dans un modernisme étriqué ne conduit qu'à une dénégation de la réalité, ce qui renforce les alternatives réactionnaires, généralement de type religieux. Le Sud, au sens de l'ensemble des peuples opprimés, est de plus en plus divisé sur la question du développement. Au début, le développement consistait à échapper à « la tradition » et à « se moderniser ». C'était un processus salvateur. Puis les espoirs ont souvent été déçus. Ce qui était appelé « le développement » n'a effectivement bénéficié qu'à une toute petite minorité. Cette déception a en partie abouti au soupçon d'un lien intrinsèque entre modernisation, colonialisme et impérialisme. Des intellectuels engagés comme l'Antillais Edouard Glissant ou l'Indien Partha Chatterjee l'ont explicitement souligné. Il ne s'agit plus simplement de dire que la modernité leur est refusée :

1. Les *Subaltern Studies* ont été fondées par Ranajit Guha et un groupe d'historiens avec l'idée que l'historiographie officielle, britannique ou nationaliste, était largement inscrite dans une commune modernité qui déniait toute subjectivité véritable au peuple, et le laissait ainsi dans un état de « minorité », pour utiliser le mot de Kant.

pour eux, la modernité est autant le problème que la solution. N'est-ce pas la voie à approfondir pour aller vers une autre mondialisation ? Ces voies cherchent, à l'instar du néogandhisme en Inde ou de l'écologisme historique en France, à dépasser la dichotomie modernité/tradition.

# Nouveaux indicateurs et nouvelles pratiques sociales

Florence Jany-Catrice

Maître de conférences en économie à l'université Lille 1, membre du Clersé-CNRS (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques) et de l'IUF.

Elle est notamment directrice de la *Revue française de socio-économie*. Elle est l'auteur ou co-auteur de plusieurs ouvrages, ou contributions à ouvrages, parmi lesquels *Les nouveaux indicateurs de richesse* (avec J. Gadrey) et *Les services à la personne* (avec F.X. Devetter et T. Ribault), tous deux aux éditions La Découverte, coll. « Repères ».

Les interrogations sur la croissance en tant qu'outil hégémonique de mesure du progrès et de développement ne sont pas nouvelles<sup>1</sup>, mais elles se multiplient<sup>2</sup>. Si l'élaboration d'autres indicateurs est centrale, elle est délicate et ambitieuse, car elle repose sur la qualité du débat démocratique. Pour le montrer, nous identifierons les principales limites du PIB, interrogerons les conditions socio-politiques nécessaires à l'élaboration de nouveaux indices, et illustrerons notre propos par deux exemples.

## **Faillite de notre modèle entièrement voué à la croissance économique**

« Le PIB : une des grandes inventions du xx<sup>e</sup> siècle », s'exclamait en 2000 le directeur du bureau d'analyse

1. Gadrey et Jany-Catrice (2007).

2. Stiglitz *et al.* (2009).

économique américain J. Steven Landefeld<sup>1</sup>. Largement voué à l'expansion de ce PIB, c'est-à-dire à l'expansion quantitative des volumes de production, le modèle de développement qui structure nos économies est pourtant défaillant, parce qu'il pose la croissance économique comme paramètre de résolution de toutes les équations : sociale, environnementale et économique.

Sur le plan économique, ne sont-ce pas les gains de productivité et la croissance qui semblent être les sésames de la résolution de questions contemporaines telles que l'endettement public, le financement des retraites, le chômage ? Ne tend-on pas, en outre, à confondre la priorité donnée à l'assouvissement de besoins absolus (c'est-à-dire de besoins indépendants de la situation d'autrui), encore importants pour de nombreuses populations, et celui de besoins relatifs (c'est-à-dire de besoins dont la valeur dépend surtout des avoirs des autres) dont la quête peut être infinie ? Au plan social, le mécanisme selon lequel seule la croissance permettrait de résoudre la question de la pauvreté et celle, concomitante, des inégalités n'est-il pas illusoirement vertueux ? Au plan environnemental, le lien est tellement marqué entre les pays à haut niveau de PIB et le niveau de la pression qu'ils exercent sur l'environnement, qu'il est plus complexe sans doute d'envisager qu'en l'état, la croissance puisse être à la fois contrainte et ressource pour l'environnement. Néanmoins, l'idéologie consistant à considérer les gisements de progrès technique comme nécessairement salvateurs domine, que la menace provienne de la rareté des ressources – y compris des ressources gratuites telles que l'environnement ou le lien social – ou de leur épuisement.

Ces valeurs intériorisées et ces croyances ont conféré à l'indicateur de croissance économique le rôle d'instrument majeur et dominant de l'action publique, mais lui ont surtout conféré le rôle d'indicateur de progrès par excellence,

1. Bureau of Economic Analysis (2000).

ou de condition indispensable à ce progrès. Or, la primauté de la croissance revêt une certaine conception de valeur, un certain rapport entre les hommes, et entre l'homme et la nature. À son apogée, la croissance est une véritable institution, au sens où elle organise implicitement la finalité : les règles et procédures de coordination, d'interaction et de comportement des acteurs et des organisations<sup>1</sup>.

Les conséquences d'une telle hégémonie et d'un tel excès dans les usages sont largement connues, et rappelées depuis la conception même des comptes économiques nationaux. Mis au point pour faire face à la grande dépression des années trente aux Etats-Unis, l'indicateur du PNB, et son équivalent fonctionnel, la croissance, sont pourtant contestables en tant qu'indicateurs de bien-être et de progrès. En effet, ce qu'ils recouvrent n'est qu'une estimation de l'évolution du volume des biens et services produits ou consommés, quelle que soit la raison de cette consommation et quel que soit son impact sur la société et sur l'environnement. Le PIB ignore une multitude de richesses qui, conventionnellement, sont exclues de son périmètre parce qu'elles sont rendues à titre gratuit : la production domestique, l'éducation des enfants au sein de la sphère familiale, les activités bénévoles et associatives. Il ne s'intéresse pas à la question des inégalités, de la pauvreté, du partage des richesses, du degré de cohésion de la société. Il ignore les destructions écologiques et environnementales du fait de nos volumes et de nos modes de consommation. Ces richesses patrimoniales sacrifiées sont exclues des comptes sous prétexte que les ressources naturelles sont « renouvelables », publiques et gratuites. Or, l'altération des ressources exploitées au-delà de leur capacité naturelle de régénération ne fait plus de doute. La terre et son écosystème se dégradent depuis l'entrée de nos sociétés dans l'industrialisation et cette dégradation s'accélère depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Cet indicateur est

1. Lascoumes et Le Galès (2004).

2. Méda (1999, 2008).

donc une mesure du « plus avoir » et pas du mieux être et est inadapté pour capter les évolutions qualitatives. C'est pour ces raisons que depuis le milieu des années quatre-vingt-dix fleurissent, à différentes échelles, de nombreuses initiatives émanant d'acteurs très divers : chercheurs, institutions internationales, groupes de pression, associations, etc. Elles proposent d'autres évaluations du progrès humain, alternatives ou complémentaires au PIB. S'ils acquièrent suffisamment de crédibilité et de légitimité, ces nouveaux indicateurs pourraient compléter le PIB ou s'y substituer, dans l'évaluation régulière de la richesse et du développement humain durable.

## Quelle légitimité pour ces nouveaux indicateurs ?

Si certains considèrent que la légitimité des nouveaux indicateurs proviendra nécessairement d'un travail d'experts, à l'instar des travaux menés par la commission Stiglitz-Sen<sup>1</sup>, d'autres constatent que la mise en place de nouveaux indicateurs de richesse et de progrès a peu de chance d'aboutir, si elle ne s'accompagne pas de nouvelles pratiques sociales et décisionnelles. Plusieurs raisons sont mises en avant par les tenants de cette thèse.

– D'abord, les modèles passés, qu'ils relèvent du libéralisme ou du social étatismes, n'ont pas permis la construction d'une vision consensuelle : ce qui a été favorisé renvoie plutôt à des indicateurs qui ont servi et continuent de servir de pilotage quasi-automatique<sup>2</sup> ou d'autorégulation<sup>3</sup>. Ces modèles de gouvernement ont plutôt exclu et le dialogue participatif entre les parties prenantes (experts, citoyens, politique etc.) et les processus de décision et d'évaluations pluralistes<sup>4</sup>.

1. Stiglitz *et al.* (2009).

2. Ogien (2009).

3. Selon Alain Supiot, l'autorégulation repose sur « la faculté de calcul, c'est-à-dire sur des opérations de mesure et de programmation des comportements » (Supiot, 1994)

4. Monnier (1992).

– Ensuite, s’agissant de questions relevant des finalités de la vie en société (quelles valeurs économique, sociale, environnementale viser ?), les protagonistes considèrent qu’il est nécessaire de trouver des modalités de débats et de délibération, permettant de dégager des conventions partagées, de développer une légitimité de réflexivité<sup>1</sup>, c’est-à-dire une légitimité qui vise à dégager des consensus sur « ce qui est le plus juste ou le moins injuste possible à un moment et dans des circonstances données<sup>2</sup> ». Dans un modèle de développement durable, cette justice sociale peut être visée parce qu’elle est une condition nécessaire à l’altruisme intergénérationnel<sup>3</sup>. D’abord du fait que des « sentiments » d’injustice forts créent une préférence marquée pour le présent et réduisent d’autant les chances de construction d’un arbitrage démocratique pour que les enjeux futurs soient pris en compte. Ensuite du fait de contingences objectives : une société inégalitaire réduit la capacité de projection dans l’avenir d’une partie importante des citoyens<sup>4</sup>. Inciter à l’altruisme générationnel passe inévitablement par une injonction immédiate à la justice sociale.

Lorsqu’il est question des nouveaux indicateurs de richesse, la question de l’association des citoyens à l’élaboration se pose souvent. Elle renvoie à deux enjeux : celui d’une aspiration croissante au développement de la démocratie participative comme enjeu de consolidation de la démocratie, toujours fragile. Celui, ensuite consistant à savoir qui organise le débat sur les fins collectives<sup>5</sup> ?, et qui est invité à participer à ces débats ? Une reconnaissance authentique, équitable et complémentaire des acteurs de cette délibération semble de plus en plus nécessaire, combinant savoirs, experts et citoyens.

1. Rosanvallon (2008).

2. Supiot (2010), p. 124.

3. Fitoussi et Laurent (2008), p. 66.

4. Castel (2003).

5. Lascoumes et Le Galès (2004), p. 22.

Cette quête d'une reconnaissance du savoir citoyen est non seulement liée à l'objet même de la délibération (les finalités de la vie en société), mais au fait que sont plus grandes les capacités d'appropriation des indicateurs lorsque ceux-ci sont élaborés de manière concertée par l'ensemble des parties prenantes. Les expériences multiples menées sur ces questions dans les territoires, en France comme à l'étranger, tendent à montrer que lorsqu'elles n'ont pas été trop formelles ou pseudo-participatives, elles ont permis tout à la fois un débat sur les valeurs, et ont été source d'interrogation citoyenne sur la question du couple : statistique-démocratie. Parfois, ces processus constituent des expériences collectives porteuses de sens, et permettent de consolider la cohésion du collectif qui délibère.

– Enfin, pour éviter le fétichisme des chiffres et des symboles, qui menace tout autant les nouveaux indicateurs que les anciens, du fait de l'illusion dogmatique de la scientificité de ce type de représentation<sup>1</sup>, il est sans doute nécessaire de s'affranchir en partie de l'une des propriétés que l'on assigne généralement à un « bon » indicateur : sa stabilité dans le temps<sup>2</sup>. Cela nécessite que la construction d'un jugement collectif sur l'état de la société, établi à travers des débats et des interactions sociales soit régulièrement revisitée, débattue et que des commissions permanentes siègent sur ces questions centrales, en n'hésitant pas à valoriser le temps long de la délibération politique.

## Des pratiques ici et ailleurs

De nombreuses expériences sont en cours. Nous en avons recensé une multitude dans notre ouvrage, écrit avec Jean Gadrey *Les nouveaux indicateurs de richesse*<sup>3</sup> Limitons-nous ici à deux d'entre elles, novatrices, et

1. Supiot (2010), p. 126.

2. Perret (2001).

3. Gadrey et Jany-Catrice (2007).

parmi les plus récentes : l'initiative canadienne et celle de la Région Nord-Pas de Calais.

L'indicateur canadien du mieux être (Icmê) constitue sans doute l'une des initiatives qui a maximisé les chances d'une institutionnalisation possible du projet. L'Icmê vise à explorer différentes dimensions du bien-être des citoyens, et à analyser les différentes interconnexions entre elles. Identifiées et définies par des forums hybrides regroupant des experts, des praticiens, et des associations, ces dimensions sont regroupées autour de huit thèmes qui appréhendent les principaux enjeux du développement humain durable : le niveau de vie, la santé, l'éducation, l'aménagement du temps, la participation démocratique, le dynamisme communautaire, les loisirs et la culture, et la qualité de l'environnement. Il est rendu compte de chacune de ces dimensions par l'identification de 8 à 10 indicateurs suivis dans le temps depuis 1984. À titre d'exemple, les indicateurs retenus en ce qui concerne la dimension « aménagement du temps » sont les suivants : adultes affectés à des horaires de travail non usuels, adultes travaillant pendant de longues heures, adultes se plaignant de manquer de temps, adultes prenant soin de leurs proches âgés, personnes retraitées s'adonnant à des activités de loisir, bénévolat chez les personnes retraitées, ados devant un écran plus longtemps que recommandé, enfants et adolescents participant à des activités structurées, parents faisant la lecture à leurs jeunes enfants, adolescents prenant les repas à la maison avec leurs parents<sup>1</sup>.

Financé par diverses fondations et la province d'Ontario, l'Institut du « mieux être canadien », qui promeut cette initiative, est composé de trois instances. Un conseil consultatif d'abord, dans lequel on trouve pour l'essentiel des universitaires, des politiques – dont des

1. Voir le site : <http://www.ciw.ca/fr/TheCanadianIndexOfWellbeing/DomainsOfWellbeing/DemocraticEngagement/Indicators.aspx>. Toutes les citations de cette partie non référencées proviennent du site de l'Icmê.

anciens ministres, et des membres d'organisations internationales. Un groupe d'experts ensuite, pour chaque domaine de l'indicateur, qui accueille notamment des chercheurs et des experts de l'Institut national canadien de la statistique sur la question de l'environnement, ou sur les comptes nationaux. Un réseau-conseil international, enfin, qui vise à promouvoir l'indicateur au niveau international. Cette dernière instance est notamment constituée du président (australien) du conseil exécutif mondial de la Banque mondiale et du coordonnateur du projet « mesurer le progrès des sociétés » de l'OCDE.

Outre l'organigramme de l'institut qui vise à consolider la légitimité du projet, l'une des particularités du processus enclenché est qu'il s'est appuyé, à partir de 2005, sur l'organisation<sup>1</sup> de trois séries de tables rondes afin d'élaborer un indicateur qui soit le « reflet des valeurs canadiennes »<sup>2</sup>. Une première série a réuni 250 participants, dans 14 collectivités. « Les tables rondes ont réuni des représentants du gouvernement, du milieu des affaires, des médias et d'ONG locales et nationales ». L'exercice visait à mettre à l'essai le concept de l'Icmê, à « interpellier les principaux acteurs et à jeter les bases d'une communauté d'utilisateurs ». Réunissant près de 200 personnes, une deuxième série de tables rondes visait plus spécifiquement à informer les intervenants locaux des étapes franchies dans l'élaboration de l'indicateur, mais aussi à obtenir leurs commentaires sur le cadre proposé, et à consolider un réseau de communautés territoriales. En 2009, un premier rapport intitulé « Comment les canadiennes et les canadiens se portent-ils véritablement ? » a été diffusé.

Fin 2010, le projet atteindra son apogée par la diffusion d'un indicateur composite. Celui-ci donnera un aperçu, à partir des « dimensions qui comptent vrai-

1. Organisation sous traitée à un cabinet de conseil en sondages d'opinion (EKOS).

2. Le slogan de l'institut est « pour mesurer ce qui compte ».

ment » pour la société canadienne, de l'amélioration ou de la dégradation du bien-être global.

Sans s'être appuyée sur une organisation aussi construite, la région Nord-Pas de Calais a fait, en France, figure de précurseur sur l'élaboration et l'usage de nouveaux indicateurs de richesse. Depuis 2003, elle territorialise des indicateurs ayant gagné en légitimité au niveau international : indicateurs du Pnud<sup>1</sup>, empreinte écologique, ou au niveau national : régionalisation du Bip40<sup>2</sup>. Au terme d'une année de concertation avec des groupes de travail se rapprochant du format de forums hybrides (groupes de concertation regroupant plusieurs niveaux d'expertise, y compris une expertise « profane »), elle a élaboré un indicateur de santé sociale pour les régions de France. Ces groupes de travail réunissant à la fois des fonctionnaires territoriaux du Nord-Pas de Calais, des producteurs de données sociales locales et des responsables de la société civile organisée (Droit au logement, Secours populaire, Secours catholique, CORIF<sup>3</sup>, etc.) ont débattu, donné des avis, aidé à l'interprétation des tendances observées, contribué à l'élaboration d'un indicateur de santé sociale de la région et permettant de comparer les régions françaises entre elles<sup>4</sup>. La région a ultérieurement organisé une conférence citoyenne visant à faire participer des citoyens ordinaires (un panel de 15 personnes) pour qu'ils rendent un avis représentatif et éclairé sur ces nouveaux indicateurs. L'hypothèse avait été faite qu'il s'agissait d'un sujet à la fois complexe et appropriable. Les panélistes ont tous pris part, de manière engagée, au processus et au travail collectifs, même s'ils l'ont fait avec « une intensité et un rythme variables<sup>5</sup> ». Abordées

1. Gadrey *et al.* (2007).

2. Concialdi (2009) ou Jany-Catrice (2009).

3. Collectif régional pour l'information et la formation des femmes.

4. Jany-Catrice (2008).

5. Lefebvre (2010).

au cours des différentes séances de débats avec les experts et dans les séances de travail entre panelistes, certaines thématiques ont été de véritables découvertes ou ont piqué la curiosité, en particulier s'agissant de la question du lien entre croissance et pression écologique, de l'articulation entre statistique et démocratie, du caractère conventionnel des données et indicateurs, etc. « Une pédagogie de la complexité s'est incontestablement installée qui a permis une prise en compte de la complexité inhérente à l'action publique<sup>1</sup>. »

## Conclusion

En tant qu'outil de comptabilité des volumes industriels<sup>2</sup> échangés, le PIB est un indicateur sur lequel il est utile de s'appuyer. Mais il est vain, dans des sociétés dans lesquelles le progrès repose de plus en plus sur des gains de qualité<sup>3</sup> (que ce soit dans la sphère même de la production et de la consommation), de considérer que la croissance continuera d'être l'alpha et l'oméga. Si l'élaboration de nouveaux comptes devient urgente, il faut conjointement penser à ce qu'ils soient d'emblée pensés non comme des outils périphériques ou satellites, mais des supports centraux de nouvelles manières d'éclairer et de programmer le développement des sociétés et leur développement humain durable. Pour gagner en légitimité et en crédit, ils devront s'accompagner de nouvelles pratiques décisionnelles, caractérisées par des institutions qui sauront développer des délibérations pluralistes, et qui assureront une place généreuse au dialogue avec les citoyens.

1. Lefebvre (2010).

2. Ce qui était le projet des initiateurs du PIB : guider les économies, identifier les progrès qu'elles réalisaient en particulier en matière de reconstruction industrielle.

3. Notamment du fait de la croissance des activités de service dans l'activité globale.

# La croissance verte est-elle possible ?<sup>1</sup>

Jérôme Gleizes

Agrégé d'économie et de gestion, membre du laboratoire IDHE/CNRS/ENS de Cachan, rédacteur en chef de la revue critique d'écologie politique *Ecorev'*, membre du comité de rédaction de *Multitudes* et du comité scientifique d'Attac. Chroniqueur au journal hebdomadaire *Politis*, Jérôme Gleizes est responsable de la commission transnationale d'Europe Écologie les Verts.

La persistance d'une crise, révélée en 1973 avec le premier choc pétrolier, la fin de taux de croissance élevés en Occident, l'intensification des crises écologiques, ont amené les politiques à compléter la croissance avec des épithètes : endogène, durable, soutenable, saine, sélective, verte... Cette diversité sémantique renvoie à des registres souvent éloignés des travaux des économistes, qui ont un objectif souvent performatif<sup>2</sup>. La croissance n'est plus une condition suffisante pour résoudre à la

1. Je remercie Thomas Coutrot et Jean-Philippe Touffut pour les remarques judicieuses faites sur les premières versions de ce texte.

2. Les théories économiques ne visent pas seulement à expliquer le monde mais elles influencent également le comportement des agents économiques, et notamment des décideurs politiques. La dimension performative et auto-réalisatrice des théories économiques implique que leur diffusion peut modifier les anticipations des individus. Elles peuvent également permettre une meilleure compréhension de la réalité ce qui, inévitablement, induira de nouveaux comportements. Toutefois, la dimension performative nécessite que la théorie offre une description approximativement juste de la réalité (Callon et Muniesa, 2008).

fois la question sociale et la question écologique. Parmi ces expressions, la croissance verte est celle qui a le plus de succès mais n'est-elle pas un oxymore et sinon, quelles conditions devrait-elle respecter pour être possible ?

## **De la croissance et des économistes.**

Les premiers travaux sur la dynamique de la croissance de Domar (1942) et d'Harrod (1947) ont montré son instabilité intrinsèque. Elle n'assure pas automatiquement le plein emploi. Pour simplifier, la concomitance entre la dynamique de croissance de la population active, des capacités de production et celle des revenus est difficile. Par la suite, Solow a développé un modèle canonique néo-classique (1956) qui a permis d'expliquer la croissance élevée des Trente Glorieuses, en faisant du capital une variable flexible, à travers l'investissement<sup>1</sup>. Face au ralentissement de la croissance, durant les années quatre-vingt, Romer, Lucas, et Barro ont développé des modèles de croissance endogène pour expliciter les conditions nécessaires à celle-ci, et expliquer les différences de niveau de croissance entre pays. Par exemple, si en 1913 le PIB argentin était de 70 % supérieur à celui de l'Espagne, en 2000, c'était un rapport inversé de 50 %. Les écarts sont encore plus importants si nous comparons la Corée du Sud à un pays d'Afrique subsaharienne.

La première crise pétrolière de 1973 a été souvent interprétée comme un choc extérieur, or la hausse brutale du prix du pétrole n'a fait que révéler une crise latente. La baisse de la productivité a commencé dès la fin des années soixante et le prix du pétrole était auparavant sous-évalué, comme de nombreuses autres ressources naturelles. Le club de Rome, dans son rapport de 1972 « *The limits to growth* », avait pourtant alerté sur les limi-

1. L'investissement correspond à la variation du capital, des immobilisations.

tes de notre modèle de développement. Hormis les prévisions démographiques, les autres résultats sont toujours valides 30 ans plus tard<sup>1</sup>. La crise financière de 2007 a aussi occulté la hausse des prix des matières premières,<sup>2</sup> laquelle, comme en 1973, n'a fait que révéler la crise intrinsèque de notre modèle<sup>3</sup>. Ces deux événements devraient amener les économistes à revoir le concept de capital. Il est dépendant des ressources naturelles et de l'énergie nécessaire à sa production.

D'autres auteurs utilisent le terme de croissance durable ou soutenable pour tenir compte de la contrainte environnementale. En faisant cela, ils affaiblissent la notion originelle de développement soutenable (*sustainable development*), définie en 1987 dans le rapport Brundtland, préparatoire au premier Sommet de la terre de Rio de 1992. Alors que le développement soutenable doit permettre l'équilibre entre la sphère économique, sociale et écologique, la croissance durable assure la prééminence de la sphère économique.

La croissance est une notion quantitative, celle du PIB, alors que le développement est une notion qualitative, incluant la justice sociale, la qualité de la vie, le niveau d'égalité... La croissance soutenable ne tient compte que de l'aspect normatif du *sustainable development*, celui de pourvoir aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre les possibilités des générations futures d'en faire autant. Tous les aspects qualitatifs sont négligés. Cette approche peut amener à des synthèses entre des modèles néo-classiques et d'économie écologique<sup>4</sup>, sans aborder la dimension politique et qualitative de ce type de croissance.

*Sustainable* est un terme dont la traduction alimente une autre confusion entre la notion de *durabilité* et celle de *soutenabilité*. La durabilité renvoie à la notion de

1. Turner (2008).

2. Rousseau (2009).

3. Diagne et Gleizes (2008).

4. Ayres et Warr (2004).

prolongation d'un modèle de croissance ou de développement alors que la soutenabilité renvoie à la capacité de charge d'un écosystème. La croissance durable de facto est un pléonasme.

Avant d'aborder les liens entre sphère économique et écologique, nous pouvons rappeler que la croissance n'a pas permis de résoudre la question sociale. Le chômage a, par exemple, entre 1975 et 2009, augmenté en France de 275 % alors que le PIB a plus que doublé sur la même période. Sans insister sur ce point, le principal argument avancé est de dire que la croissance a été insuffisante pour pouvoir continuer les conquêtes sociales des Trente Glorieuses et aujourd'hui pour les préserver, ou les élargir à l'ensemble de l'humanité.

L'épithète le plus souvent utilisé est *vert* et l'expression la plus courante, celle de *croissance verte*. Il existe une sorte de fétichisme du mot croissance qui permet d'éviter certains débats de fond quand cela ne permet pas de faire du greenwashing, de l'éco-blanchiment. Elle pose de manière générale un postulat de base, l'absence de contrainte sur le capital, soit parce que de nouvelles ressources naturelles seront découvertes, soit parce que le progrès technique, scientifique permettra toujours de trouver des alternatives. Un postulat complémentaire est souvent ajouté, celui que laisser faire le marché ou le conditionner faiblement par des mesures incitatives, suffirait. La croissance verte apparaît alors être la solution miracle. Elle est difficile à définir car elle est déclinée sous de nombreuses variantes. Parfois, on parle de New Green Deal. Dans sa forme la plus progressive, la logique générale est la suivante : les nombreux investissements qu'elle impliquerait permettraient une nouvelle relance de type keynésienne, de réduire les inégalités et de régler simultanément les crises écologiques.

Nous allons détailler les différents défis que devrait affronter une croissance verte pour ne pas devenir un oxymore.

## **Le dérèglement climatique oblige à agir immédiatement et à modifier notre modèle de développement.**

L'économiste Nicholas Stern, dans un rapport éponyme sur l'économie du changement climatique, en 2006, est le premier économiste à mesurer l'impact d'une inaction politique contre le dérèglement climatique. À l'époque, il aurait suffi d'investir 1 % du PIB d'ici 2050 pour stabiliser dans l'atmosphère les gaz à effet de serre (GES) à 500-550 particules par million (ppm) équivalent  $\text{CO}_2$ <sup>1</sup> pour atténuer fortement les effets du changement climatique; sinon, nous risquerions une récession jusqu'à 25 % du PIB mondial. Les bénéfices d'une action forte et rapide dépassent largement les coûts, mais tout retard entraînera une hausse plus que proportionnelle de ceux-ci, à cause de l'irréversibilité de certains effets et de l'inertie des phénomènes thermodynamiques. Le quatrième rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) de 2007 a montré que le niveau actuel du stock de GES dans l'atmosphère est d'environ 430 ppm, contre seulement 300 ppm avant la révolution industrielle. Ce niveau de concentration a d'ores et déjà provoqué un réchauffement de 0,74° Celsius entre 1906 et 2005 et va entraîner un réchauffement supplémentaire d'au moins un autre demi degré au cours des prochaines décennies<sup>2</sup>.

L'échec de la négociation de Copenhague et les derniers résultats scientifiques rendent aujourd'hui ces hypothèses dépassées et nécessitent des politiques encore plus ambitieuses. Le dernier rapport du GIEC a clairement présenté les enjeux et réévalué l'impact des GES. Un niveau de 550 ppm est déjà aujourd'hui trop risqué<sup>3</sup>.

1. Tous les GES sont transformés en équivalent  $\text{CO}_2$  en fonction de leur impact sur l'effet de serre.

2. PNUE (2008).

3. PNUE (2008).

Les dernières statistiques sur les températures sont catastrophiques. Le bulletin climatique mondial<sup>1</sup> de juin 2010, émis par le National Climatic Data Center, a montré que la température moyenne du premier semestre de 2010 a battu le record de la température moyenne globale combinée des océans et des continents (0,68 °C au-dessus de la moyenne centennale contre 0,66 °C en 1998).

Pour mieux comprendre l'enjeu, nous pouvons utiliser l'équation de Kaya ou de Ehrlich qui met en relation l'émission des gaz à effet de serre et leurs sources principales, l'intensité en carbone de notre modèle énergétique, l'intensité énergétique de notre modèle de croissance, la richesse moyenne par habitant et la population mondiale :

émission de GES = intensité énergétique × intensité carbone × richesse par habitant × population.

La population mondiale devrait augmenter de 50 % par rapport à 2000 pour atteindre 9 milliards d'habitants en 2050. Par ailleurs, le GIEC recommande une division par trois des GES pour éviter un emballement climatique. Ces deux paramètres fixés, nous pouvons calculer les objectifs nécessaires de gains en intensité pour un niveau croissance donnée.

Entre 2000 et 2010, malgré une croissance faible par habitant (0,24 % par an), les GES ont fortement augmenté (40 %), bien plus que la population (17 %), car il n'y a pas eu d'amélioration de l'intensité carbone et énergétique.

Pour 2050, l'effort à faire pour éviter un emballement climatique oblige nos économies à atteindre des niveaux de performances technologiques record pour rattraper le retard pris au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans le cas où la richesse moyenne par habitant croîtrait de 2 % par an pour permettre une réduction des inégalités, il faudrait

1. <http://www.ncdc.noaa.gov/sotc/?report=global&year=2010&month=6&submitted=Get+Report>

Statistique température mondiale, premier semestre 2010, National Climatic Data Center.

sur la même période réduire de 77 % l'intensité en CO<sub>2</sub> de l'énergie produite et de 64 % l'intensité énergétique de la production. Si les gains ne se réalisent pas, nous entrons dans une ère incertaine de dérèglements climatiques qui entraîneront mécaniquement une baisse de la croissance, voire, dans le pire des cas, de la population (sécheresses, inondations, maladies tropicales, guerres...). Or, aucun modèle de croissance verte n'intègre ces objectifs macro-économiques et jusqu'à présent, aucune technologie n'a pu parvenir aux objectifs nécessaires! Nous fonçons donc droit dans le mur si nous ne réduisons pas notre consommation d'énergie et de ressources naturelles en volume.

### **La nécessaire déconnexion entre la nature monétaire et la nature énergétique de la croissance.**

La réduction de l'empreinte écologique et celle de la consommation de ressources naturelles non renouvelables sont devenues aujourd'hui une condition nécessaire et indispensable pour éviter un contrôle autoritaire de cette raréfaction des ressources.<sup>1</sup> Au paragraphe précédent, nous avons montré la nécessité de déconnecter volontairement la nature monétaire de la croissance exprimée à travers le PIB de sa nature énergétique.<sup>2</sup> L'équation de Kaya peut se résoudre par une chute brutale du PIB en cas d'impossibilité de produire. La récession de 2009 a mécaniquement, mais temporairement provoqué une décroissance des GES. Outre les conséquences économiques du dérèglement climatique, la raréfaction des ressources non renouvelables et la baisse des rendements des produits agricoles posent aujourd'hui la question de la capacité de produire le volume demandé de biens.

1. Gorz (2007).

2. Tim Jackson pense que cela est impossible en parlant du mythe du découplage.

Depuis les débuts de la révolution industrielle, la croissance a pu être élevée uniquement parce que l'énergie était facilement accessible et à faible coût. De Smith à Marx, les auteurs classiques ont sous-estimé l'impact de ce facteur de production et, souvent, il a été confondu avec celui de capital. Les théoriciens de la valeur travail considéraient le capital comme du travail mort, c'est-à-dire le travail incorporé nécessaire à la production du capital. Mais le capital nécessite de l'énergie et des matières premières, non réductibles à du travail. Parmi les sources d'énergie, le pétrole a joué un rôle important, de par ses propriétés physiques et son accessibilité. Or, le stock de pétrole est limité, ce qui fait de cette ressource une donnée stratégique et un enjeu de la géopolitique mondiale. Le géophysicien américain Marion King Hubbert est le premier à exprimer cette idée en 1956 à travers le pic qui porte son nom. La production de pétrole passe par un maximum, puis décroît rapidement. Aux EU, ce maximum a été atteint en 1971. Aujourd'hui, l'Agence Internationale de l'Énergie déclare que le pic pétrolier s'est réalisé en 2006. La production de pétrole brut se stabilise plus ou moins autour de 68-69 Mb/j (millions de barils par jour) à l'horizon 2020, mais ne dépassera plus jamais le niveau record de 70 Mb/j, atteint en 2006<sup>1</sup>. De plus, la production d'énergie est confrontée au paradoxe que l'économiste anglais William Stanley Jevons avait montré en 1865 à propos de la consommation de charbon. Plus les technologies s'améliorent, plus une ressource est employée efficacement, plus la consommation totale de cette ressource augmente au lieu de diminuer. Ce paradoxe implique que l'introduction de technologies plus efficaces en matière d'énergie peut augmenter la consommation totale de l'énergie. L'amélioration de l'efficacité énergétique entraîne une

1. International Energy Agency (2010).

augmentation du volume d'énergie consommée. Ce paradoxe ne l'est pas tant. L'amélioration de la productivité du travail n'a pas entraîné une diminution de la production. Elle a permis de dégager de la main d'œuvre pour d'autres productions. C'est la même chose avec l'énergie.

Une autre forme de greenwashing apparaît, celle de la solution miracle du nucléaire comme le préconise Jean-Marc Jancovici. Elle permettrait à la fois de résoudre la question climatique avec une diminution des GES et la diminution des stocks de pétrole disponibles. Nous passerions de l'ère du pétrole à celle de l'électricité. Or, la production mondiale d'électricité est d'environ 18 235 Twh, et si elle était uniquement assurée par du nucléaire, il faudrait immédiatement construire 1 500 réacteurs, ce qui, même si nous écartons le risque inhérent à cette technologie, est matériellement impossible<sup>1</sup>.

De manière générale, le paradoxe de Jevons nous rappelle la malédiction de l'effet rebond qui est « l'augmentation de consommation liée à la réduction des limites à l'utilisation d'une technologie, ces limites pouvant être monétaires, temporelles, sociales, physiques<sup>2</sup> ». La décroissance de l'empreinte écologique ne peut se limiter à la recherche d'améliorations, mais doit aussi inclure une réduction du volume global des ressources utilisées. Concernant l'énergie, il faut également avoir un taux de retour énergétique, un rapport entre l'énergie utilisable et l'énergie dépensée supérieur à 1 pour éviter le cannibalisme énergétique. Ce terme, utilisé pour la première fois par J.M. Pearce, désigne le phénomène qui survient lorsque la croissance rapide d'un système énergétique « crée un besoin en énergie qui utilise ou cannibalise l'énergie des centrales ou ins-

1. Pour aller plus loin, <http://ninucleaire-nieffetdeserre.org/>

2. Schneider (2003), p 45.

tallations de production d'énergie existantes », lorsque la production d'un joule d'énergie nécessite plus d'un joule consommé. Tous les modèles de croissance sont intrinsèquement incapables d'intégrer cette problématique, car leurs fondements micro-économiques ne peuvent pas intégrer les effets rétroactifs du paradoxe de Jevons et ne tiennent pas compte du stock limité des ressources naturelles<sup>1</sup>. Ainsi, la hausse du prix que nous constatons depuis 2007 révèle bien leur raréfaction inéluctable<sup>2</sup>.

## **La crise oubliée de la biodiversité.**

La protection de la biodiversité est aujourd'hui une question politique majeure, maintenant que nous sommes entrés dans la sixième vague d'extermination des espèces animales et végétales. Elle est totalement ignorée des politiques de croissance verte, car cette crise renvoie à un problème d'incertitude radicale, bien plus grande que pour les changements climatiques. Il est en effet impossible de mesurer les probabilités des différents scénarios, car nous sommes incapables de connaître les conséquences de cette extinction massive. La dernière extinction marquante fut celle des dinosaures. Comme l'écrit Armand Farrachi, « tous nos biens matériels et toutes nos ressources alimentaires proviennent de l'écosystème, dont le bon fonctionnement ne peut être garanti sans le maintien de la diversité biologique des organismes qui le composent<sup>3</sup> ».

1. Il existe la règle d'Hotelling (1931) mais elle ne tient compte que des recettes monétaires des ressources non renouvelables sans tenir compte de leur valeur d'usage. Elle établit que le prix augmente avec la raréfaction de la ressource ! Pour un panorama complet et critique de l'économie de l'environnement, lire Godard, 2010.

2. Comme en 2008, l'année 2010 connaît de nombreux records pour des ressources naturelles : record pour le cuivre à 9 986 \$ le 04/02/11, 30 940 \$ pour l'étain le 04/02/11, 1 424,70 \$ pour l'or le 06/12/10, 519,50 pour le colza (à cause des bio-carburants) le 20/01/11, 177,67 \$ pour le coton le 3 février 2011 (record sur 140 ans)...

3. Farrachi (2010).

Cette crise, pourtant majeure, n'a fait l'objet que d'un seul sommet international, cette année à Nagoya. L'idéologie productiviste dans la recherche de solutions est aussi forte que pour les questions climatiques avec la géo-ingénierie du climat. Les progrès de l'agriculture laissent penser que cela peut continuer, alors qu'aujourd'hui nous commençons à payer les conséquences de la « révolution verte » (disparition des abeilles, baisse de la productivité agricole, destruction des sols...). De plus, cette crise pose un problème d'éthique environnementale qui nous oppose encore plus à l'anthropocentrisme de notre modèle économique. Les activités économiques mettent en danger la nature. La crise de la biodiversité n'est pas un simple problème technique. Elle pose le problème philosophique de la relation des êtres humains aux autres espèces vivantes, non réductible à un problème économique d'évaluation monétaire<sup>1</sup>.

Mais, au-delà de la question philosophique, les géologues doivent discuter au prochain congrès de stratigraphie en août 2012 à Brisbane de savoir si nous entrons dans une nouvelle ère géologique, l'anthropocène. Aujourd'hui, l'être humain est devenu une force géophysique agissant sur la planète, capable de modifier l'atmosphère, l'hydrosphère, la lithosphère et la biosphère. Si le scénario le plus pessimiste du GIEC, dont la probabilité augmente avec l'inaction politique, se réalise, alors notre planète n'aura jamais été aussi chaude depuis le maximum thermique du Paléocène Éocène, il y a 56 millions d'années<sup>2</sup>.

## **Du fétichisme de la marchandise à l'oubli des rapports sociaux.**

Les défenseurs de la croissance verte, mais aussi dans une moindre mesure les théoriciens qui tiennent compte de la contrainte environnementale (y compris chez des décrois-

1. Maris (2010).

2. Lorius et Charpentier (2010).

sants), nient souvent les rapports sociaux existants<sup>1</sup>. La question posée n'est pas nouvelle, c'est celle du découplage. Georges Bataille l'a clairement énoncée dans *La Part maudite* en 1949, « si les ressources [...] sont réductibles à des quantités d'énergie, l'homme ne peut les réserver sans cesse aux fins d'une croissance qui ne peut être infinie, qui surtout ne peut être continue ».

Nous sommes confrontés à ce que Marx appelait le fétichisme de la marchandise. Un objet n'est pas naturellement une marchandise échangeable, mais il le devient parce qu'il existe des rapports sociaux de consommation et de production sous-jacents. La marchandise est un objet fétiche ayant pour fonction d'assurer la coordination de la production de toute la société, et elle le fait en voilant le caractère social de sa production... et nous pouvons rajouter son caractère énergétique. L'acte d'accumulation dans le capitalisme n'est pas une propriété inhérente à ce système, mais une condition d'existence. Il est la conséquence de rapports sociaux de consommation qui poussent à la sur-consommation, une fin en soi et non la satisfaction d'un besoin, et de rapports sociaux de production qui poussent au productivisme pour maintenir des niveaux de profit élevés. Par ailleurs, la croissance n'est pas forcément dépendante en ressources naturelles, même si jusqu'à présent elle l'a toujours été. La croissance est, d'un point de vue économique, la hausse d'un agrégat économique, le produit intérieur brut, qui est lui-même le résultat de conventions statistiques (donc sociales). Pour revenir à l'équation de Kaya, il y a une relation entre quantité d'énergie consommée et quantité de GES émis, selon le panier énergétique. En revanche, même si la relation entre PIB et GES est aujourd'hui profondément corrélée, compte tenu de nos modes de production, elle pourrait être déconnectée si une rupture sociale se réalisait.

1. Dieuaide et Gleizes (2007).

Changer de mode de production passe par une relocalisation de l'économie, la mise en place de circuits courts qui rapprochent les consommateurs des producteurs et réciproquement. Il faut, comme l'a dit André Gorz, développer des secteurs autonomes d'autoproduction non marchande. Mais tout cela signifie de lier relocalisation, réduction du temps de travail, revenu social garanti, monnaie locale, économie sociale et solidaire... La relocalisation n'est possible que si on favorise les conditions d'une réelle émancipation. Remplacer le travail hétéronome par un travail autonome nécessite de valoriser les activités utiles, les savoirs, libérer le travail choisi, et tenir compte de la dimension locale de la coopération. Cette relocalisation va de pair avec une économie de la fonctionnalité, c'est-à-dire que ce n'est pas la possession d'un bien qui importe, mais son usage. Cela pousse au partage, à l'invention de nouveaux rapports sociaux coopératifs<sup>1</sup>.

Mais cette transformation nécessite une rupture paradigmatique au sens de Kuhn<sup>2</sup>, comme Keynes le fit en son temps. Il faut une nouvelle analyse économique en rupture avec le paradigme croissantiste, de nouveaux instruments de mesures et de nouvelles politiques économiques adaptées. Entre le livre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de Keynes, la mise en œuvre de la comptabilité nationale mesurant le PIB, les politiques dites keynésiennes, la création de la protection sociale révolutionnant les transferts monétaires, il s'est écoulé beaucoup de temps, car on ne remet pas en cause un paradigme économique dominant du jour au lendemain<sup>3</sup>.

1. Pour aller plus loin, voir Gleizes (2009).

2. L'adoption d'un nouveau paradigme correspond à une nouvelle manière d'aborder la science, faisant émerger par la même de nouveaux questionnements et de nouveaux instruments (Kuhn, 1962).

3. À ce sujet, le 8<sup>e</sup> chapitre du livre de Tim Jackson sur la macroéconomie est décevant au regard des autres chapitres. En tentant d'amener une fonction de production Cobb-Douglas, il reste enfermé dans le cadre néo-classique alors qu'il faudrait redéfinir les grandes catégories économiques, le travail, le capital, la rente, le salaire, la valeur... Le découplage devient alors impossible.

Pour reprendre le questionnement de Bataille, les ressources ne sont pas nécessairement réductibles à de l'énergie. Si elles le sont, c'est parce que nous sommes conditionnés à consommer. Déjà, en 1958, Galbraith dénonçait la notion supposée de souveraineté du consommateur en lui substituant celle de filière inversée. Depuis, la consommation comme acte insatiable est devenue une norme économique et sociale imposée. À l'achat individuel d'une machine à laver, pourrait se substituer un achat collectif partagé d'un bien durable, comme le prônent l'économie de la fonctionnalité et l'économie circulaire. Ces économies sont minorées car elles ne sont pas valorisées. La logique marchande pousse à la marchandisation des sphères non marchandes du bénévolat, des relations gratuites de proximité... Les valeurs d'usage disparaissent au profit des valeurs d'échanges. La valorisation, au sens littéral du terme, des activités dans nos sociétés ne se fait qu'à travers leur marchandisation. Le PIB comptabilise très peu d'activités non marchandes, essentiellement celles de la sphère publique. Une autre forme de valorisation que marchande doit s'imposer.

Mais transformer le mode de production est une question essentiellement politique de modification des rapports de force. Nous ne pouvons nous contenter du bon sens pour choisir les bonnes solutions ! La planète est aujourd'hui confrontée aux contradictions entre le temps court des marchés et le temps long de la régulation écologique, entre l'irréversibilité des processus thermodynamiques et la réversibilité des mécanismes de marché qui remettent au devant de la scène la question de la planification. Les incitations marchandes, notamment à travers la fiscalité écologique, ne suffisent pas à modifier profondément les comportements et impulser les investissements nécessaires à la transformation écologique de l'économie. Les objectifs à atteindre sont si élevés que les logiques incitatives par les prix, à l'œuvre sur les marchés, sont insuffisantes, mais, à

l'inverse, une planification écologique n'aurait de sens que si elle ne se limitait pas à une simple allocation optimale des ressources. Il faut qu'elle intègre une réduction programmée du volume des ressources consommées et qu'elle mette en place une économie circulaire et de la fonctionnalité, où les déchets sont une ressource et une matière première, à part entière.

Pour conclure, la crise qui perdure depuis 2007 montre que les différentes qualifications données à la croissance ne suffisent pas à la résoudre. Tant que celle-ci, et notamment la croissance verte, n'abordera pas les questions évoquées dans cet article, elle ne sera qu'une tartufferie, une impasse politique et théorique. Les causes sont profondes et tant que nous ne nous attaquerons pas à celles-ci, nous resterons dans une voie sans-issue. En reprenant la typologie des crises de l'école de la régulation, ne sommes-nous pas confrontés à la pire des crises ? Celle du mode de production, c'est-à-dire une crise des différents rapports sociaux<sup>1</sup>. La dernière fut le passage du féodalisme au capitalisme... La crise actuelle nous oblige à proposer des politiques économiques structurelles de rupture. Une politique qui n'aurait pas pour objectif la réduction en volume de la consommation des ressources non renouvelables, la mise en œuvre d'un modèle énergétique moins carboné et surtout économe, la protection de la biodiversité, la modification radicale de nos modes de production et de consommation, serait inefficace et la peindre en vert ne suffirait pas à la rendre performante. Ne pas le faire ne signifiera peut-être pas pour autant la fin du capitalisme, mais dans ce cas, nous aurions un régime d'accumulation autoritaire, excluant une part croissante de la population mondiale.

Inventons aujourd'hui une nouvelle société viable écologiquement et socialement.

1. Pour plus de détail, voir Gleizes et Moulier-Boutang (2009).

# *Prosperité sans croissance*

(extraits)

Tim Jackson.

*Professeur de développement durable au « Centre for Environmental strategy » à l'université de Surrey. Au Royaume-Uni, il est l'un des pionniers du développement d'indicateurs alternatifs à la croissance économique. Il est également auteur de pièces de théâtre diffusées par la BBC.*

Extraits de son livre *Prosperité sans croissance* publié en 2010 par les éditions De Boeck/Etopia, Bruxelles, reproduits avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

À quoi peut ressembler la prospérité dans un monde fini, dont les ressources sont limitées et dont la population devrait dépasser neuf milliards de personnes d'ici quelques décennies<sup>1</sup> ? Disposons-nous d'une vision acceptable de la prospérité pour un tel monde ? Cette vision est-elle crédible compte tenu des éléments de preuves à notre disposition concernant les limites écologiques ? Comment allons-nous nous y prendre pour transformer cette vision en réalité ?

La réponse la plus commune à ces questions consiste à exprimer la prospérité en termes économiques et à recommander une croissance économique permanente pour l'atteindre. Des revenus plus élevés entraînent plus

1. La projection moyenne de la population mondiale établie selon les dernières estimations du département des Affaires économiques et sociales des Nations unies table sur 9,2 milliards de personnes d'ici 2050 (ONU, 2007). La projection basse évoque 7,8 milliards, la projection haute, 10,8 milliards.

de choix, des vies plus confortables, une qualité de vie améliorée pour ceux qui en profitent. Voilà du moins ce qu'en dit le sens commun.

Cette formule est estampillée (presque littéralement) sous la forme d'une augmentation du produit intérieur brut (PIB) par tête. Le PIB, au sens large, est une mesure de « l'activité économique » dans une nation ou une région<sup>1</sup>. Comme nous le verrons plus loin, nous avons de bonnes raisons de remettre en question la pertinence d'une mesure aussi rudimentaire. Disons qu'à ce stade, elle reflète convenablement ce que l'on entend par revenus en augmentation. Un PIB par tête plus élevé équivaut alors, dans cet ordre d'idées, à une prospérité en augmentation<sup>2</sup>.

C'est d'ailleurs probablement la raison pour laquelle la croissance du PIB a été l'objectif primordial recherché par l'action politique partout dans le monde pendant le plus clair du siècle dernier. De toute évidence, cette stratégie relève d'une logique qui a de quoi séduire les pays les plus pauvres de la planète. Toute approche sensée de la prospérité doit assurément s'attaquer à la situation critique du milliard d'habitants qui vit avec moins d'un dollar US par jour – la moitié du prix d'un petit capucino vendu par les enseignes horeca du monde riche<sup>3</sup>.

1. Comme nous l'évoquons au chapitre 6, le PIB constitue en substance une identité comptable fournissant une mesure brute de « l'activité économique » dans une région. Il peut être pensé simultanément comme un élément mesurant la somme de la totalité de la production économique (valeur ajoutée brute), la somme de la totalité des revenus (salaires, dividendes et bénéfices) et la somme de la totalité des dépenses (consommation et investissement).

2. Il est utile de rappeler qu'un PIB en augmentation ne donnera lieu à une augmentation des revenus (PIB par tête) qu'à condition que l'économie croisse plus rapidement que la population. En effet, une population en augmentation peut, en soi, être considérée comme un moteur de la croissance économique. Si la population augmente mais que le PIB reste constant, les niveaux de revenus baisseront. Dans cette optique, le PIB doit croître au moins aussi rapidement que la population, ne fut-ce que pour conserver le niveau de vie de la population.

3. PNUD (2005).

En revanche, cette logique tient-elle vraiment dans les pays plus riches, où les besoins de subsistance sont largement rencontrés et où la prolifération des biens de consommation n'ajoute plus grand-chose au confort matériel et peut même entraver le bien-être social? Comment se fait-il que nous avons encore envie de plus alors que nous avons déjà tellement? Ne vaudrait-il pas mieux arrêter la poursuite permanente de la croissance dans les économies plus avancées et se concentrer plutôt sur le partage plus équitable des ressources disponibles?

Dans un monde disposant de ressources limitées, contraint par des limites environnementales évidentes, toujours caractérisé par des « îlots de richesses » perdus au beau milieu d'« océans de pauvreté<sup>1</sup> », est-il légitime que l'augmentation permanente des revenus des « déjà-riches » constitue le centre de gravité de nos espoirs et de nos attentes, et cela en permanence? Existe-t-il une autre voie conduisant vers une forme de prospérité plus durable, plus équitable?

Pour de nombreux économistes, l'idée d'atteindre la prospérité sans la croissance relève de l'hérésie la plus totale. La croissance est tellement prise pour acquise que des volumes entiers ont été consacrés à ses fondements, à ceux qui peuvent le mieux la générer, et à ce qu'il faut faire lorsqu'elle disparaît. Beaucoup moins a été écrit sur les raisons que nous aurions de la vouloir.

Mais, la quête inlassable du « plus » qui se tapit dans la notion classique de la prospérité peut pourtant se prévaloir de certaines bases intellectuelles. Le raisonnement – pour résumer – est le suivant. Le PIB tient compte de la valeur économique des biens et des services échangés sur le marché. Si nous dépensons notre argent pour nous procurer de plus en plus de produits, c'est parce que nous leur accordons une certaine valeur. Et nous ne

1. Cette phrase évocatrice vient de l'écologiste indien Madhav Gadgil. Gadgil, Madhav et Guha (1995).

leur accorderions pas cette valeur s'ils n'amélioreraient pas notre vie. Voilà pourquoi l'élévation permanente du PIB par tête constitue un raisonnable succédané de l'augmentation de la prospérité.

Cette conclusion est étrange, précisément parce que la prospérité n'est pas forcément synonyme de revenu ou de richesse. L'augmentation de la prospérité n'est pas la même chose que la croissance économique. Plus ne signifie pas nécessairement mieux. Il n'y a guère longtemps, la prospérité n'était pas considérée uniquement au travers du prisme financier ; elle désignait tout simplement le contraire de l'adversité ou de la détresse<sup>1</sup>. Le concept de prospérité économique – et la limitation de l'augmentation de la prospérité à la croissance économique – est une construction moderne. C'est une construction qui essuie désormais de nombreuses critiques.

Parmi les charges qui pèsent sur la croissance, il y a notamment le fait qu'elle n'a délivré ses avantages qu'inégalement, au mieux. Un cinquième de la population mondiale gagne à peine 2 % des revenus mondiaux. Par contre, les 20 % les plus riches accaparent 74 % des revenus. Des disparités gigantesques – des différences bien réelles en termes de prospérité, quelles que soient les normes utilisées – séparent les riches des pauvres. Ces disparités sont inacceptables d'un point de vue humanitaire. Elles génèrent en outre des tensions sociales croissantes : l'écho des dures épreuves traversées par les couches les plus défavorisées résonne dans l'ensemble de la société<sup>2</sup>.

1. « Sois modéré dans la prospérité, prudent dans l'adversité », conseillait Périandre, le tyran de Corinthe en 600 av. J.-C. « La prospérité met les fortunés à l'épreuve ; l'adversité, les grandit », affirmait Rose Kennedy, mère de John et de Robert Fitzgerald Kennedy.

2. Sur les inégalités de revenus dans les pays développés, voir OCDE (2008) ; sur les disparités mondiales, voir PNUD (2005). Sur les effets des inégalités de revenus, voir Marmot (2005), Wilkinson (2005), Marmot et Wilkinson (2006), Wilkinson et Pickett (2009).

Même dans les économies avancées, les inégalités sont plus élevées qu'il y a vingt ans. Pendant que les riches se sont enrichis, les revenus des classes moyennes occidentales sont entrés en stagnation en termes réels bien avant la récession. Loin d'élever le niveau de vie de ceux qui en ont le plus besoin, la croissance a délaissé une grande partie de la population mondiale durant les cinquante dernières années. Les richesses n'ont ruisselé que vers les privilégiés.

L'équité (ou l'inéquité) n'est que l'une des raisons de remettre en question la formule conventionnelle de la prospérité. Une autre réside dans le fait, de plus en plus avéré, qu'au-delà d'un certain point, la recherche permanente de la croissance économique ne semble plus favoriser le bonheur humain et peut même l'empêcher. Des discussions sur la « régression sociale » qui gagne les économies avancées ont accompagné la réussite économique relative de la dernière décennie<sup>1</sup>.

Enfin, et c'est peut-être la raison la plus évidente, toute vision crédible de la prospérité se doit de se mesurer à la question des limites. C'est particulièrement vrai si cette vision est fondée sur la croissance. Comment – et pour combien de temps – la croissance est-elle possible sans s'opposer aux limites écologiques d'une planète finie ?

[...]

Il est maintenant largement admis qu'environ 60 % des services écosystémiques ont été dégradés ou surexploités depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Pendant cette période, la taille de l'économie mondiale a été multipliée par plus de cinq. Si elle continue à croître à la même vitesse, d'ici l'an

1. Voir par exemple Layard (2005), NEF (2006), Haidt (2007), Norman *et al.* (2007), Abdallah *et al.* (2008). Sur la « récession sociale », voir Rutherford 2008. Sur le bien-être et les inégalités, voir Jackson (2008a).  
2. TEEB (2008).

2100, elle sera 80 fois plus grande qu'en 1950<sup>1</sup>. Cette extraordinaire montée en puissance de l'activité économique mondiale n'a aucun précédent historique. Elle est en contradiction complète avec nos connaissances scientifiques concernant les ressources finies, et l'écologie fragile dont nous dépendrons pour survivre.

Un monde dans lequel tout continue simplement comme à l'habitude est désormais inconcevable. Mais quid d'un monde peuplé par environ neuf milliards de personnes qui atteindraient toutes le niveau de richesses attendu dans les pays de l'OCDE<sup>2</sup>? Une telle économie devrait avoir quinze fois la taille de l'économie actuelle (75 fois celle de 1950) d'ici 2050 et 40 fois la taille de l'économie actuelle d'ici la fin de ce siècle (200 fois celle de 1950)<sup>3</sup>. À quoi donc ressemble une telle économie? Qu'est-ce qui la fait tourner? Offre-t-elle réellement une vision crédible en termes de prospérité partagée et durable?

En général, nous évitons l'austère réalité de ces chiffres. L'hypothèse par défaut est que – crises financières mises à part – la croissance se poursuivra indéfiniment. Pas seulement dans les pays les plus pauvres, où une meilleure qualité de vie est indéniablement nécessaire, mais aussi dans les pays plus prospères où la corne

1. La croissance moyenne annuelle du PIB mondial au cours des 50 dernières années s'élève à un peu plus de trois pour cent par an. Si l'économie continue de croître au même rythme durant les 91 prochaines années, sa taille sera  $(1,031)^{91} = 16,1$  fois plus grosse qu'aujourd'hui.

2. Projection moyenne de l'ONU pour 2050.

3. Le revenu moyen de l'UE en 2007 s'élevait à 27 000 \$ par tête (en 2000). Compte tenu d'une croissance annuelle moyenne de deux pour cent, le revenu s'élèvera à 63 000 \$ en 2050. Pour que neuf milliards de personnes atteignent ce revenu, l'économie mondiale doit peser 573 \$ milliards de dollars. En 2007, elle était de 39 \$ milliards. Ce qui veut dire que l'économie en 2050 pèse  $570/39 = 14,6$  fois sa taille actuelle. En supposant que la population se stabilise d'ici 2050 et que toute croissance ultérieure est générée par une croissance des revenus toujours située autour de deux pour cent par an, en moyenne, alors, d'ici 2100, l'économie pèse  $(1,02)^{50} = 2,7$  fois son poids de 2050, soit environ  $2,7 \times 15 = 40$  fois son poids actuel.

d'abondance des richesses matérielles ajoute peu au bonheur et commence à menacer les fondements de notre bien-être.

Les raisons de cet aveuglement collectif sont assez faciles à trouver. L'économie moderne est structurellement dépendante de la croissance économique pour sa stabilité. Quand la croissance chancelle – comme elle l'a fait de façon dramatique durant les derniers soubresauts de l'année 2008 – les politiciens paniquent. Les entreprises luttent pour leur survie. Les gens perdent leur emploi et parfois leur maison. La spirale de la récession menace. La remise en question de la croissance est vue comme le fait de fous, d'idéalistes et de révolutionnaires.

Mais cette remise en question est indispensable. L'idée d'une économie qui ne croît pas est peut-être une hérésie pour un économiste. Mais l'idée d'une économie en croissance continue est une hérésie pour un écologiste. En termes physiques, aucun sous-système d'un système fini ne peut croître indéfiniment. Les économistes doivent être capables de répondre à la question de savoir comment un système économique en croissance permanente peut prendre place dans un système écologique fini.

La seule réponse possible à ce défi est de suggérer – comme le font les économistes – que la croissance en dollars est « découplée » de la croissance des flux physiques et des impacts environnementaux. Mais [...] ce découplage n'a pas, jusqu'à présent, accompli le nécessaire. Il n'y a aucune perspective qu'il y parvienne dans un futur immédiat. L'échelle même du découplage requis pour respecter les limites ici énoncées (et pour rester à l'intérieur de ces limites pendant que l'économie poursuit sa croissance perpétuelle) défie l'imagination.

En résumé, nous n'avons pas d'autre alternative que de remettre la croissance en question. Le mythe de la croissance nous a trompés. Il a trompé le milliard de personnes qui tentent encore de vivre chaque jour avec la moitié du prix d'une tasse de café. Il a trompé les

fragiles systèmes écologiques dont dépend notre survie. De façon spectaculaire, il a échoué, selon ses propres critères, à offrir la stabilité économique et à assurer les moyens de subsistance des populations.

Bien entendu, si la crise économique actuelle indique réellement (comme le prédisent certains) la fin d'une ère de croissance facile, du moins pour les pays avancés, alors les préoccupations exprimées dans ce livre deviennent doublement pertinentes. La prospérité sans la croissance est un tour très utile à garder sous le coude lorsque l'économie vacille.

L'inconfortable réalité est que nous sommes confrontés à la fin imminente de l'ère du pétrole bon marché, à la perspective d'une hausse régulière des prix des matières premières, à la dégradation de l'air, de l'eau et des sols, à des conflits autour de l'affectation des terres, des ressources et de l'eau, des forêts et des stocks de poissons, ainsi qu'au défi considérable de stabiliser le climat mondial. Et nous sommes confrontés à ces tâches alors que notre économie est fondamentalement brisée et qu'elle a désespérément besoin de renouveau.

Dans de telles circonstances, un retour au *business as usual* n'est pas envisageable. La prospérité pour un petit nombre, fondée sur la destruction écologique et l'injustice sociale persistante, ne saurait constituer le fondement d'une société civilisée. La reprise économique est vitale. La protection des emplois existants – et la création de nouveaux emplois – est absolument essentielle. Mais il nous est aussi urgemment nécessaire de trouver un sens renouvelé : un engagement plus profond pour la justice dans un monde fini.

Atteindre ces objectifs peut apparaître comme une tâche peu familière, voire incongrue, à assigner aux politiques de notre ère moderne. Le rôle du gouvernement a été délimité de façon si étroite par les objectifs matériels et vidés de l'intérieur par une conception erronée des libertés illimitées des consommateurs. Le

concept même de gouvernance a besoin d'être renouvelé de façon urgente.

Mais la crise économique actuelle nous offre une occasion unique d'investir dans le changement. De balayer la pensée court-termiste qui a gangrené la société depuis des décennies. De la remplacer par une politique réfléchie capable de s'attaquer à l'immense défi d'une prospérité durable.

Car, en fin de compte, la prospérité va au-delà des plaisirs matériels. Elle transcende les préoccupations matérielles. Elle touche à la qualité de nos vies ainsi qu'à la bonne santé et au bonheur de nos familles. Elle est présente dans la force de nos relations et notre confiance en la société. Elle est attestée par notre satisfaction au travail et notre sens d'une destinée commune. Elle est fonction de nos possibilités de participer pleinement à la vie de la société.

La prospérité consiste en notre capacité à nous épanouir en tant qu'êtres humains – à l'intérieur des limites écologiques d'une planète finie. Le défi pour notre société est de créer les conditions dans lesquelles cela devient possible. C'est la tâche la plus urgente de notre époque.

# Sortie de crise : trois options pour l'Europe

Philippe Pochet

*Directeur général de l'institut syndical européen et Maître de conférences invité à l'université catholique de Louvain et à les facultés universitaires Saint-Louis.*

Dernières publications : Bamber, G. et P. Pochet (2010) *International Industrial Relations Developments, the evolution of employment relations in nine countries (Australia, Canada, USA, Japan, New Zealand, Germany, Sweden, UK, and EU) Special issue of Bulletin of Comparative Labour Relation*, Londres : Kluwer Law International ; P. Pochet, M. Keune, D. Natali et (eds.) (2010) *After the euro and enlargement : social pacts in the EU*, Bruxelles : ETUI.

Christophe Degryse

*Journaliste spécialisé dans les questions européennes. Il est directeur d'édition du Bilan social de l'Union européenne publié chaque année depuis 1999 par l'Institut syndical européen et l'Observatoire social européen. Il a publié un Dictionnaire de l'Union européenne (4<sup>e</sup> édition à paraître aux Éd. Larcier). Il travaille depuis 2011 à l'Institut syndical européen.*

## Introduction

Réfléchir aux perspectives à moyen et long termes nécessite de partir des enjeux actuels de sortie de crise. Et l'un des principaux constats est celui d'une convergence des enjeux. Le dérèglement climatique n'est plus un problème seulement écologique mais est devenu un

problème systémique. Il interroge notre modèle de croissance, l'ensemble du système de production, de transport, de distribution, de consommation. Il bouscule les équilibres et alliances géopolitiques, la diplomatie, les rapports sociaux, les politiques économiques et industrielles...

De son côté, la crise financière n'apparaît plus, elle non plus, comme un simple problème de régulation ou de supervision, mais elle s'est révélée être un problème sociétal. Elle a mis au jour un capitalisme qui a démontré par l'absurde les aberrations de certains paradigmes de la théorie économique standard, laquelle prétend organiser tous les aspects de nos sociétés (efficacité des marchés financiers, rationalité des acteurs, etc.). Les inégalités sociales croissent de manière incrémentale; et ainsi se concentrent en miroir les capitaux. S'il est vrai que l'économie de marché est une puissante machine à création de richesse, les coûts cachés paraissent désormais chaque jour plus lourds.

Dans cet article nous voudrions partir rapidement de la crise et des enjeux de court terme. Ceux-ci sont extrêmement importants pour les choix qui devront être opérés par la suite. De la crise nous développerons trois approches et leurs conditions de succès, la première est celle du *green washing* (repeindre en vert clair le néo-libéralisme), la seconde est celle du développement durable, que certains considèrent comme un oxymore et d'autres comme une synthèse équilibrée; le troisième scénario est celui qui remet en cause le dogme de la croissance. Mais il ne suffit plus de proclamer ses préférences, il faut voir ce que cela implique concrètement, en particulier dans le contexte d'austérité et d'assainissement des finances publiques promis aux pays de l'UE.

### *Les enjeux de sortie de crise*

En effet, la crise est loin d'être terminée, mais les choix effectués renforceront certaines trajectoires pour le futur. Il sera particulièrement difficile de réduire les

déficits publics à un moment où le vieillissement de la population commence à se faire réellement sentir. Aussi, il sera nécessaire d'assainir les finances publiques tout en augmentant les dépenses pour les pensions et les soins de santé. En outre, la crise environnementale et le changement climatique exigeraient d'importants investissements correspondant à au moins un point de PIB (Stern, 2008) et sûrement plus, dans l'infrastructure verte (transports, réseaux électriques intelligents, énergies alternatives, etc.). Tous les pays seront donc confrontés à un trilemme : réduire le déficit public, investir dans l'infrastructure verte et préserver l'État-providence et les services publics (Figure 1).

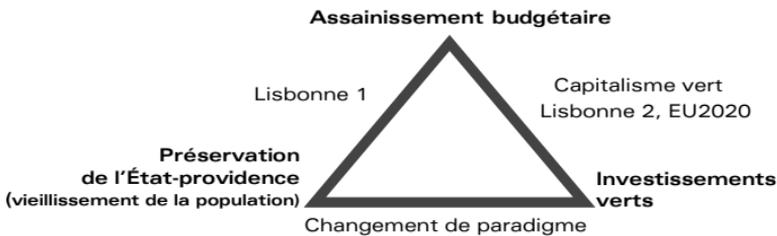


Figure 1 Le trilemme auquel les pays européens sont confrontés

Il sera probablement difficile de relever simultanément plus de deux de ces défis. La complexité de cet état de choses est aggravée par la nécessité de repenser complètement le modèle de consommation et de production afin de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (le secteur automobile n'étant que l'exemple le plus évident). Chaque choix de priorité aura des conséquences en terme d'équilibre politique. La consolidation budgétaire et le maintien de l'État-providence signifieraient un retour à l'esprit de Lisbonne en 2000. La consolidation budgétaire et les investissements verts conduiraient à un capitalisme vert. Enfin, la préservation (ou renforcement) de l'État-providence et les investissements verts impliqueraient un véritable changement de paradigme

économique. Ces choix s'articulent avec trois chemins possibles pour relever les enjeux environnementaux.

### *Trois approches des défis environnementaux*

Le premier niveau serait de se centrer essentiellement, si pas uniquement, sur la croissance et de limiter les aspects environnementaux à la création d'emplois verts (dont la définition reste obscure).

On retrouve cette approche pour partie dans le projet «EU2020» de la Commission européenne : il suffit d'ajouter le qualificatif «vert» (économie «verte», technologie «verte», voiture «verte»...) ou «durable» (croissance «durable», emploi «durable», reprise «durable»... dans sa préface au document EU2020, le président de la Commission parle même d'un «avenir durable»!) pour paraître avoir parfaitement intégré les contraintes qui découlent de la lutte contre le changement climatique. Certes, certaines Directions générales de la Commission ont d'autres niveaux d'ambition et s'inscrivent d'ailleurs davantage dans le scénario du «développement durable» (voir ci-dessous). Mais il n'en demeure pas moins que l'idée actuellement dominante à la Commission semble être celle d'un pari sur l'auto-équilibre de la planète, sur les projections basses du GIEC, sur le choix de changer le moins possible le modèle actuel (industrie, transport, agriculture, production, consommation, etc.); en d'autres termes, de placer les enjeux environnementaux derrière ceux de la croissance économique, de la compétitivité, des gains de productivité, de l'accroissement des parts de marchés «verts».

Un deuxième niveau est celui du développement durable. Ce concept fait l'objet de controverses, car il est parfois assimilé, surtout à gauche, à un honni capitalisme vert. On pourrait pourtant le distinguer du *greenwashing*. Tout d'abord, au niveau conceptuel, il inclut un volet social. La notion même de durabilité rend nécessaire une solidarité entre les générations

d'aujourd'hui et celles de demain (pour lesquelles nous devons être durables aujourd'hui). Cette solidarité est générationnelle, mais est également géographique : le développement durable inclut – au moins dans ses principes – un volet de lutte contre la pauvreté dans le monde et contre l'exclusion sociale dans les pays développés. Il se traduit également par des financements publics des pays du Nord en faveur des pays du Sud.

Une autre différence importante réside dans sa mise en application concrète. Si le *greenwashing* n'est jamais qu'une démarche volontaire des entreprises, le développement durable se fonde sur un arsenal législatif dans lequel, dès lors, le rôle du politique est important. Depuis quelques années, la part de l'activité législative européenne qui lui est consacrée croît dans des proportions remarquables, via la « Stratégie européenne de développement durable ». Ainsi, celle-ci est à l'origine d'un projet de renforcement de l'eurovignette afin de tenir compte des coûts externes du transport (changement climatique, pollution locale, bruit et congestion); d'un règlement pour réduire plus encore les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules neufs et, bientôt, des véhicules utilitaires légers; d'une législation sur l'étiquetage des pneus selon, notamment, leur efficacité en carburant; d'une directive sur l'« éco-conception » des produits, etc. Toutes ces décisions créent un environnement législatif juridiquement contraignant qui force les industriels à adapter leurs processus de production et leurs produits aux exigences environnementales et climatiques. De ce point de vue, nous sommes loin du *greenwashing*, et il suffit pour s'en convaincre d'observer les stratégies de *lobbying* mises en œuvre par les industriels concernés pour faire obstacle, ou à tout le moins pour peser sur la définition de toutes ces normes environnementales : industrie automobile, industrie chimique, entreprises de transport routier, fabricants européens d'appareils électroménagers, etc. Les intérêts (financiers) en jeu sont énormes (« qui détient les normes détient les marchés ») et

le sont tout autant les pressions des *lobbies* industriels qui aboutissent souvent – toujours ? – à des compromis qui peuvent paraître insatisfaisants, ce qui donne d'ailleurs aux politiques de développement durable leur aspect souvent si fade. Pour résumer, le développement durable est donc une stratégie politique du possible, qui vise à adapter les acteurs aux nouvelles contraintes sans modification du cadre. Il promet une croissance verte, des éco-industries, des emplois verts, des énergies renouvelables et des nouvelles technologies vertes, sans modifier les paradigmes de l'économie de marché capitaliste.

Les scénarios d'une croissance durable, c'est-à-dire qui ne se heurterait pas aux limites physiques de notre biotope, ne sont pas légion : le premier, fondé sur la confiance dans la technologie, consiste à repousser les limites écologiques (en matière de changement climatique, solutions prônées notamment par la géo-ingénierie) ; le second vise à parvenir à découpler la croissance de ses besoins en énergie et de ses effets néfastes sur l'environnement (croissance verte, développement durable, éco-innovations, nouvelles technologies, etc.).

À ce jour, les projets de la géo-ingénierie – qui consistent par exemple à fertiliser les océans au sulfate de fer, envoyer du soufre dans la stratosphère ou installer des miroirs dans l'espace afin de réduire le changement climatique – sont considérés par les scientifiques du GIEC comme « largement spéculatifs » et comportant « un risque d'effets collatéraux inconnus ». Ils ont toutefois des adeptes en raison de leur principal « avantage » : ne pas devoir remettre en cause le paradigme dominant de la science capable in fine de rééquilibrer les déséquilibres les plus profonds.

Le projet de découplage de la croissance de ses besoins en énergie est séduisant. Une part de la Stratégie européenne de développement durable se fonde d'ailleurs sur cette idée : inventer une croissance moins intensive en énergie et en matières premières. Toutefois, plusieurs études affirment que ce découplage est un « mythe » :

au cours des vingt-cinq dernières années, la tendance en matière de consommation d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) a *grosso modo* suivi l'évolution du produit intérieur brut mondial<sup>1</sup>. Par ailleurs, il a, de longue date, été démontré que l'amélioration de l'efficacité énergétique conduit le plus souvent à une consommation globale d'énergie accrue<sup>2</sup>. La question des énergies, et particulièrement le pic pétrolier, reste donc posée. Enfin, la question des limites écologiques ne se borne pas à l'énergie et au climat, mais inclut les questions de biodiversité, de dégradation des sols, de pollution des eaux et des nappes aquifères, etc. pour lesquelles le découplage n'apporte pas de solution convaincante.

Un troisième niveau serait, précisément, la remise en cause radicale de ces paradigmes fondamentaux. Il s'agit cette fois de saisir l'opportunité du changement climatique pour interroger fondamentalement le modèle économique dominant, l'accumulation et la concentration du capital, l'emprisonnement dans une épuisante poursuite de la croissance économique, des gains de productivité, et de compétitivité. Une croissance économique mesurée, qui plus est, par un indicateur particulièrement trompeur et borné, le PIB, et au nom duquel nous avons transformé l'agriculture en agro-industrie, la ville en centre commercial, l'alimentation en *fast-food*, la culture en *show-business*, la mobilité en congestion motorisée, etc. C'est donc tout un modèle énergivore, gaspilleur, pollueur qui est remis en cause, accusé d'être responsable, *in fine*, du dérèglement climatique.

Ce qui distingue principalement ce troisième niveau du précédent (développement durable) est le rejet de l'objectif de « croissance économique » comme finalité ultime des politiques. Ce rejet se fonde sur plusieurs constats, dont principalement celui du découplage entre

1. Jackson (2010).

2. Voir à ce sujet le paradoxe de Jevons.

croissance économique et bien-être dans toutes les sociétés développées (et ce, depuis au moins deux décennies), et celui de l'ampleur des dégâts écologiques causés par cette croissance. Mais c'est à partir de là que les difficultés commencent. Car l'alternative à la croissance économique reste à construire : « autre » croissance plus qualitative, ou arrêt de la croissance, ou décroissance ?

Pour certains économistes, comme Réginald Savage, il faut remettre en place une « économie économe » fondée sur « la durabilité des produits, le recyclage systématique obligatoire des matériaux, la reconversion accélérée et décentralisée des systèmes énergétiques [...], la relocalisation de certaines productions [...], le développement de valeurs d'usage immatérielles (services sociaux, prévention) de préférence non-marchandes, la réduction – et non l'augmentation – du temps de travail contraint<sup>1</sup> ». L'économiste français Jean Gadrey parle non pas de croissance du volume du PIB, mais d'amélioration de la qualité et de la durabilité de la production. En prenant l'exemple de l'agriculture, il tente de démontrer que l'on peut créer des emplois utiles et réduire le chômage (et préserver la protection sociale) sans croissance du PIB, mais en améliorant la qualité des produits. Son projet est celui d'une société soutenable de sobriété et de plein emploi, débarrassée de l'obligation de croissance et impliquant une forte réduction des inégalités<sup>2</sup>.

Mais quels seraient les acteurs collectifs de ce changement radical ? L'appel au bien commun et au futur soutenable ne se fonde guère, sauf quelques exceptions, sur une analyse sérieuse des intérêts et des conflits. Aussi intéressantes soient-elles, les analyses de Tim Jackson ou de Bernard Perret, pour ne prendre qu'eux<sup>3</sup>, font l'impasse sur le rôle des acteurs collectifs qui seraient en mesure de porter les changements nécessaires ou, à tout le moins, de contribuer à leur enclenchement.

1. Savage (2009).

2. Gadrey (2009).

3. Jackson (2010), Perret (2008). Voir aussi Thibaut (2009).

D'autres enfin situent la seule issue dans une décroissance volontaire du PIB dans les pays développés. Pour eux, un seul mot d'ordre : la réduction (de la production, de la consommation, des transports, etc.). Selon Serge Latouche, « on a été formaté par cet imaginaire du “toujours plus” », et il s'agirait maintenant de faire redécouvrir aux gens « l'ivresse joyeuse de l'austérité volontaire<sup>1</sup> ». Mais ces décroissants radicaux sont peu disert sur la réduction des inégalités, l'avenir de l'emploi et celui de la protection sociale dans leur marche vers une société soutenable. Comment financer les soins de santé ou l'avenir des pensions dans un régime de décroissance ? Et, dans le contexte actuel, comment assainir les finances publiques des États européens sans croissance ? Les choix politiques seraient encore plus douloureux (austérité, hausse de la fiscalité, réduction du périmètre de l'État).

Ce troisième scénario de remise en cause des paradigmes impliquerait donc de réfléchir à un nouveau compromis social démocrate<sup>2</sup> qui ne soit plus vitalement dépendant de la croissance du PIB si, pour des raisons de biotope, on devait ne plus parvenir à la perpétuer. Mais ce scénario pose d'emblée de très nombreux problèmes. Car l'ancien compromis social démocrate des sociétés européennes est, précisément, fondé sur un accroissement continu de la richesse des nations. Il s'alimente de cette croissance qui permet d'adoucir, voire de masquer les conflits de répartition et de redistribution.

Un autre modèle de société pourrait-il faire cohésion autour d'une meilleure répartition de l'emploi et de la

1. Lire notamment son interview sur [http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=581](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=581)

2. À la suite de Zaki Laïdi, nous entendons par « compromis social démocrate » une vision réformiste des rapports sociaux marquée par trois grands compromis : entre le travail et le capital, entre l'État et le marché, et entre la compétition et la solidarité (Laïdi, 2003). Dans les lignes qui suivent, il ne faut donc pas prendre cette notion de sociale démocratie au sens strict de mouvance politique telle qu'elle existe par exemple dans les pays scandinaves ou en Allemagne.

richesse? La réflexion sur un tel modèle n'en est qu'à ses débuts<sup>1</sup> et se confronte à de nombreux obstacles. Les difficultés sont multiples, car surgissent les craintes pour l'emploi, pour le financement de la protection sociale, pour les investissements publics et les services publics (même s'il faut signaler que toutes ces craintes sont aussi présentes dans le modèle de croissance actuel).

Un peu partout dans les pays occidentaux (Royaume-Uni, France, Canada, etc.), on observe l'émergence de mouvements qui promeuvent la « transition » (*transition towns, transition communities, transition networks...*) dans la perspective du pic pétrolier et de la lutte contre le changement climatique, et d'autres qui s'attachent à développer le *slowfood*, la mobilité douce, la « simplicité volontaire ». Il ne s'agit sans doute pas là d'un « modèle de société » au sens où on l'entend habituellement, mais ces initiatives ont le mérite de montrer que le bien-être, individuel et collectif, peut s'améliorer en dehors des voies tracées depuis près de deux siècles par la société industrielle.

Mais les effets cumulatifs d'expériences locales ne sont pas évidents. De même, il est plus facile de changer certains comportements alimentaires que de se passer de voiture (surtout dans des endroits mal desservis en transports en commun).

Si la transition juste peut apparaître comme un slogan pertinent, encore faut-il avoir une définition commune de ce qui est juste. Plutôt que de prendre le débat sur la décroissance au pied de la lettre (récession), ne faudrait-il pas y voir une invitation à mesurer autrement le progrès? L'année 2009 a vu se multiplier les remises en cause théoriques de la croissance du produit intérieur brut (PIB) en tant qu'objectif ultime de toutes les politiques. Ces remises en cause interviennent alors qu'enquêtes et indicateurs sur de longues périodes montrent que la croissance du PIB

1. Wilkinson et Pickett (2009).

s'est découplée de celle du bien-être dans nos sociétés développées, et ce depuis plusieurs décennies déjà (voir à ce sujet l'*Index of Sustainable Economic Welfare*, ISEW, ou le *Genuine progress indicator*, GPI). Au-delà d'un certain seuil de confort matériel, il n'y a plus de corrélation entre croissance du PIB et évaluation (subjective) du bien-être. En outre, au cours de ces dernières décennies, l'accroissement de la valeur ajoutée a été essentiellement capté par les détenteurs de capitaux, la part des salaires y étant en constante diminution. Non content d'aggraver les inégalités entre pays et au sein de ceux-ci, ce mode de croissance provoque une menace écologique sans précédent. Dans ces conditions, pourquoi s'évertuer à poursuivre une croissance du PIB épuisante, inégalitaire et dégradante, s'interrogent de plus en plus d'économistes occidentaux ?

On commence à se poser la question d'une prospérité sans croissance<sup>1</sup> du moins à partir d'un certain seuil de développement. Cette question pourrait, à notre sens, devenir l'un des débats politiques majeurs des années à venir. En 1944, Karl Polanyi soulignait la nécessité de subordonner l'économie à la société en l'encastrent dans celle-ci. En 1988, André Gorz écrivait que l'activité économique doit être au service de fins qui la dépassent et qui fondent son utilité<sup>2</sup>. « Ré-encastrent » l'économie dans une société juste et durable tout en mettant en œuvre des mécanismes de répartition et de redistribution moins (non) intensifs en croissance : un nouveau scénario stratégique à long terme pour l'UE ?

## Conclusion

Cette grille d'analyse très imparfaite et incomplète doit encore être confrontée à trois questions : chacune de ces options (*Lisbonne 2*, développement durable, changement de paradigme) apporte-t-elle une réelle réponse aux

1. Jackson (2010).

2. Gorz (1988).

défis climatiques ? Chacune de ces options intègre-t-elle la question sociale ? Chacune de ces options offre-t-elle un programme d'organisation de la société (pour ne pas dire modèle de « développement »), et du vivre ensemble ? Sans doute les progressistes répondront-ils aisément aux deux premières questions. Quant à la troisième, elle est, nous semble-t-il, ce sur quoi butent tant les gauches que les environnementalistes. Il ne suffit pas de parler de transition pour définir ce nouveau modèle. Il ne suffit pas d'une critique radicale pour construire une alternative.

Quelles options remporteront ce débat – qui gagnerait à devenir un débat public ouvert – ce sera l'enjeu politique des prochaines années : celles défendues par les « croissancistes » plus ou moins verts (options 1 et 2), ou celles prônées par les « objecteurs de croissance » plus ou moins bruts (options 3) ? Si les premiers l'emportent, hypothèse hautement probable vu l'état actuel des rapports de force et les scénarios actuels de sortie de crise grâce aux technologies vertes, la société aura sans doute fortement changé, mais aussi sera restée sur les mêmes valeurs. Si ce n'est pas l'option préférentielle de la gauche, des syndicats et des environnementalistes, il faudra alors continuer d'interroger les notions de « croissance », de « développement », de « progrès » et leurs alternatives. Comme le souligne l'économiste Daniel Cohen : « Nous devons penser ce que pourrait être un monde qui n'aurait pas trouvé le moyen de perpétuer sa fuite en avant planétaire dans une croissance perpétuelle<sup>1</sup>. » Mais, au-delà des comportements, c'est la question des attitudes qui est centrale, c'est-à-dire comment nous concevons les problèmes et lisons les enjeux d'aujourd'hui et de demain (Laurent, 2010).

C'est là un immense chantier intellectuel, politique et stratégique qui interroge les modèles, les alliances et les rapports de force.

1. Interview dans *Le Monde* du 8 décembre 2009.

DEUXIÈME PARTIE  
PROSPECTIVES DU TRAVAIL



# Introduction

Thomas Coutrot

*Économiste, spécialiste des questions du travail,  
il est membre du conseil scientifique d'Attac-  
France.*

## **Derniers ouvrages parus :**

*Jalons vers un monde possible,*  
aux éditions Le Bord de l'eau, 2010,  
*Manifeste d'économistes atterrés*  
aux éditions Les Liens qui libèrent, 2010  
(co-rédacteur).

Une controverse divise la gauche depuis un siècle et demi. Dans sa recherche d'émancipation, l'homme doit-il viser à se libérer du travail ? Contre la servitude du travail, Lafargue exaltait le « droit à la paresse<sup>1</sup> », Arendt « l'action<sup>2</sup> ». Ou bien doit-il plutôt libérer le travail, en l'affranchissant de la subordination, cette malédiction du salariat ? C'est le choix du socialisme associationniste ou coopératif au XIX<sup>e</sup> siècle, de l'auto-gestion au XX<sup>e</sup> siècle.

La tradition lafarguienne, prolongée par Arendt ou Gorz, renoue avec le regard dépréciatif de l'Antiquité sur le travail, et porte une critique féroce du travail abrutissant et inhumain imposé dans les bagnes capitalistes ou bureaucratiques. Si Lafargue prônait la journée de trois heures pour que les prolétaires aient le temps de jouir de leurs productions (« boire à grandes et profondes rasades du bordeaux, du bourgogne sans baptême industriel »), Arendt valorise d'abord le temps du politique, de la délibération commune pour déterminer les

1. Lafargue (1880).

2. Arendt (1983).

choix de la cité. Le travail, imposé par la nécessité biologique, est pour elle par nature étranger à la politique. Les tenants de l'association ou de l'autogestion, eux, prônent au contraire l'irruption de la politique démocratique dans la sphère de la production (on parlait aussi de démocratie industrielle). Pour eux, la démocratie dans la cité ne saurait s'épanouir sans mettre fin à la subordination au travail et à la concentration des richesses dans les mains de quelques uns.

Après 1945, une troisième perspective s'est affirmée, celle de la Sécurité sociale, qui éloigne la peur du lendemain en protégeant le salarié des aléas du marché du travail. Aujourd'hui la plupart des syndicats revendiquent non plus l'abolition du salariat, mais le plein-emploi, le travail décent et le droit au salaire socialisé. Serrano et Prieto, dans leur chapitre, montrent l'ancrage historiquement émancipateur de la notion de travail décent défendue notamment par l'Organisation internationale du travail, un travail « décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine » : le thème de la « qualité de l'emploi », avancé par la Commission européenne depuis la stratégie de Lisbonne, apparaît comme une tentative de « dépolitisation » et de banalisation d'un concept fondamentalement subversif, parce qu'il percute l'idéal néolibéral de marchandisation complète du travail.

La référence à l'idéal normatif du « travail décent », si elle offre certes un ancrage socio-historique favorable aux résistances, ne relègue-t-elle pas au second plan, voire n'oublie-t-elle pas totalement la perspective de la démocratie industrielle ? Les salariés se sont-ils résignés au joug du capital dans l'espoir d'échanger la liberté contre le confort ? L'héritage lafarguien, lui, vit encore dans ces mouvements de précaires et de chômeurs qui revendiquent le droit au revenu inconditionnel, délivré de toute contrepartie en travail – au prix parfois de vives tensions avec des organisations syndicales.

Plutôt que de les opposer, il pourrait bien être plus fécond de considérer ces différents courants comme définissant des fronts de lutte complémentaires. Ainsi, en 1994, notre amie Claire Villiers, récemment disparue, fondait avec d'autres AC! (Agir ensemble contre le chômage), en rassemblant (non sans tensions...) des précaires et des syndicalistes pour exiger la réduction du temps de travail avec embauches et le revenu garanti. Sur le marché du travail, la désertion des uns ne renforce-t-elle pas les moyens de pression des autres? Les précaires qui créent des activités autonomes, des systèmes d'échanges locaux, ne remettent-ils pas en cause la toute-puissance du capital? Ces zones libérées, certes fragiles et incertaines, ne pourraient-elles pas jouer un rôle utile, à l'image des *quilombos*, ces communautés villageoises clandestines où les esclaves brésiliens fugitifs pouvaient trouver refuge, aggravant les « fuites » qui minaient l'économie de l'esclavage<sup>1</sup>? Développer un vaste mouvement de coopératives ne serait-il pas également un moyen de renforcer le pouvoir de négociation du travail salarié, d'offrir des alternatives à ceux qui seraient, autrement, contraints de vendre leur force de travail?

C'est évidemment cette direction que pointe Jean Zin, quand il nous invite à penser le développement de nouvelles formes d'emploi et d'activités par la « prise en charge de l'économie locale par la municipalité ». La création de « coopératives communales » dans les domaines de la production de la vie quotidienne – services, petite industrie relocalisée, agriculture paysanne... – permettrait de reconstruire les bases économiques de solidarités démocratiques locales, en « décommunautarisant » ces solidarités qui, à défaut, émergeront le long des lignes ethniques ou religieuses préexistantes.

Le débat pour ou contre la « fin du travail » ou la « valeur travail » semble aujourd'hui bien dépassé. Non

1. Moulier-Boutang (1998).

seulement se libérer du travail salarié peut contribuer à libérer le travail, en renforçant les moyens d'action pour contester l'autorité managériale au service exclusif des actionnaires. Mais, d'une certaine façon, le « désenchantement du travail » qu'appelait de ses vœux Dominique Méda en 1995 est aujourd'hui chose faite. L'idée que la réalisation de soi passe nécessairement par le travail ressemble aujourd'hui à une mauvaise plaisanterie. Le travail salarié connaît une crise sans précédent - une crise du sens - dont l'actuelle épidémie de troubles psychosociaux est une manifestation. Même les cadres, qui se considéraient jusqu'aux années 1990 comme les fondés de pouvoir du capital, se sont vus précarisés et pressurisés à l'égal des autres salariés.

Patrick Cingolani montre dans sa contribution comment ce renforcement de la sujétion salariale percute, et souvent bouscule, les aspirations individuelles à l'autonomie, que ce soit au moment de l'entrée dans le salariat, pendant la période de « conciliation » entre vies professionnelle et familiale, ou au moment de la retraite : « *Le travail* et de plus en plus *l'activité* deviennent l'objet d'une activité de sens et de constructions identitaires du sujet individuel contradictoirement avec des forces d'assujettissement et de domination qui s'emparent et retournent ces temporalités affirmatives. » Il souligne l'importance d'une politique de « *reconquête du quotidien* – si l'on entend sous ce mot non seulement la sphère domestique, mais encore les diverses sphères de la sociabilité civile et pré-politique ainsi que les nombreux modes de socialisation des individus ».

L'entrée dans la crise globale fait que les dogmes de la compétition et de la croissance effrénées ont perdu leur statut d'évidences incontestées. Geneviève Azam, dans sa contribution, montre le lien profond et trop peu signalé entre la crise du travail et la crise écologique : « Les résistances au consumérisme, aux accents plutôt écologistes, expriment aussi le refus de la déchéance du

travail et de la nature dans le royaume du marché. » La crise sociale actuelle révèle que « quand le travail est une force destructrice, quand les travailleurs dos au mur savent que l'activité qu'ils défendent malgré tout provoque des dégâts sociaux et écologiques considérables, l'humanité est détruite dans ses fondements », ce qui ne va pas sans susciter controverses sur le travail et résistances contre sa dégradation.

Mais le travail désenchanté n'est pas mis à distance au profit d'autres activités, culturelles ou politiques : bien au contraire il prend, pour le malheur des salariés, sans cesse plus d'importance, dans une course au consumérisme d'autant plus folle que menacent la précarisation et la peur du déclassement. D'où l'appel de Dominique Méda, dans la foulée de Moshe Postone, à « abolir la valeur » – c'est-à-dire à cesser d'organiser le travail en fonction du profit anticipé sur la vente des marchandises ; seule une sortie du capitalisme – c'est-à-dire l'organisation du travail en fonction de critères pluriels démocratiquement débattus – pourra permettre de désaliéner le travail. D'abord parce que, parmi les nouveaux critères d'évaluation de la qualité du travail, figureront le caractère soutenable du travail et la possibilité d'influer individuellement et collectivement sur ses conditions et ses finalités.

La transition vers une société durable, dotée d'un système économique non finalisé par l'accumulation de richesses matérielles et de capital, ne peut s'imaginer sans de profondes innovations démocratiques qui renouvellent le rapport des citoyens à l'économie et à l'État (Bruno Théret en propose une, audacieuse, dans la troisième partie de l'ouvrage). Elle suppose notamment une démocratisation radicale des entreprises : à partir du moment où l'on décide que le critère du profit maximum doit être remplacé par une diversité de critères quantitatifs et qualitatifs pour orienter les décisions d'investissement et de production, la prétention

des actionnaires ou des hauts managers à décider seuls perd toute légitimité. Il faut repenser le pouvoir dans l'entreprise et dans l'économie, afin que l'ensemble des acteurs concernés par les décisions puissent participer au choix des critères retenus et aux arbitrages nécessaires entre critères partiellement contradictoires. Cette socialisation des décisions économiques est nécessaire parce que l'organisation du travail et de la production a désormais de telles conséquences sur la société et l'environnement qu'elle ne peut plus être considérée comme un acte ressortissant de la sphère privée.

La politisation du travail : telle est au fond l'issue à sa crise. Enfermer le travail dans la sphère privée, le ramener à la pure nécessité biologique ou consumériste, l'enserrer dans le carcan du rapport de subordination, c'est nier le pouvoir d'agir individuel et collectif des travailleurs, c'est mutiler son potentiel d'humanisation. Mais c'est aussi empêcher la mise à distance du travail : ce travail mutilé, aliéné, prend alors toute la place, ne laisse aucun espace à l'action collective, à l'agir démocratique. J'ai essayé de montrer ailleurs<sup>1</sup> qu'une conception ambitieuse du travail décent – le « travail décent comme bien commun » – exigerait que les travailleurs puissent réellement avoir prise sur les conditions et les finalités de leur travail, en lien avec les autres organisations de la société civile intéressées aux résultats de ce travail. Le travail décent renouerait ainsi avec le projet de dépassement du salariat, par une avancée radicale vers une démocratie non plus industrielle mais civile. On cesserait de demander au travail l'impossible – structurer l'ensemble des rapports sociaux – pour en faire, comme des autres sphères de l'activité humaine, un espace d'exercice de la liberté et de l'autonomie individuelle et collective.

1. Coutrot (2010), chapitre 3.

# La place du travail dans la société post-capitaliste

Dominique Méda

Je voudrais demander au lecteur de m'accompagner dans un effort d'imagination pour tenter de répondre avec moi à la question suivante : dans une société post-capitaliste, quelle place le travail pourrait-il occuper ? Quelle utopie pourrait succéder à celle du XIX<sup>e</sup> siècle dont Habermas rappelle qu'elle a consisté à penser un travail libéré de tout ce qui pouvait l'aliéner<sup>1</sup> ? La société post-capitaliste se caractérisera-t-elle par un changement de la nature du travail – au terme duquel le travail pourrait par exemple devenir le « premier besoin vital », l'activité principale permettant non seulement de satisfaire les besoins humains mais aussi de se réaliser, ou par une réduction de la place occupée par le travail, celui-ci continuant d'appartenir à la sphère de la nécessité ? Sommes-nous d'ailleurs enfermés dans cette alternative : libérer le travail versus se libérer du travail ou d'autres options théoriques et pratiques se présentent-elles ? Pour répondre à ces questions, nous devons disposer d'une théorie, notamment d'une interprétation cohérente de ce qui caractérise le capitalisme et des rapports qu'entre-

1. « Dans la mesure où la forme de ce travail abstrait a déployé une force qui a pu tout imprégner, et qui a pénétré tous les domaines, les attentes utopiques étaient conduites à se porter elles aussi vers la sphère de la production, ou pour le dire d'une formule, à vouloir que le travail s'émancipe de ce qui l'aliénait. » (Habermas, 1990, p. 100)

tiennent capitalisme et travail, et être capables de dessiner le chemin qui pourrait nous permettre une sortie du capitalisme et, par conséquent, une transformation de la place et de la fonction du travail. Je voudrais partir d'une rapide présentation des deux thèses qui peuvent aujourd'hui prétendre à expliciter ce que pourrait être le travail après le capitalisme, avant de m'interroger sur la faisabilité de l'une d'entre elles et sur les questions concrètes que sa mise en œuvre nous oblige à résoudre.

## **La centralité du travail dans la société post-capitaliste**

Quelle pourrait être la place du travail dans une société régie non pas par l'obsession du profit et de l'enrichissement, mais par l'objectif que chaque individu puisse développer l'ensemble de ses facultés et accède à la gamme diversifiée des activités humaines ? Dans *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*<sup>1</sup>, m'inscrivant dans la tradition ouverte par Arendt, Gorz et Habermas, j'avais pris argument de l'impossibilité – en régime capitaliste, du fait des caractéristiques du travail salarié (subordination) et d'une division du travail de plus en plus intense – de libérer le travail, pour proposer de le « désenchanter », d'en adopter un mode convaincant de partage et de développer, dans le temps libéré par le travail et à condition que chacun ait accès à un emploi décent, d'autres activités également pourvoyeuses de lien social et de réalisation de soi. Cette proposition avait suscité la réprobation de nombreux auteurs et courants politiques, y compris de gauche, pour lesquels non seulement la sortie du capitalisme ne pouvait s'opérer qu'à partir du travail lui-même (et des luttes au sein de la sphère de la production), mais pour lesquels aussi la société post-capitaliste ne pouvait qu'être organisée autour du travail, celui-ci ayant été libéré et enfin

1. Méda (1995).

ramené à sa vérité. Leur position s'appuyait, d'une part, sur la prise de conscience du caractère central du travail dans nos sociétés et de la multiplicité des fonctions assurées par celui-ci<sup>1</sup>, et, d'autre part, pour certains de mes critiques, sur les textes de Marx, et notamment cette idée qu'*Après*, lorsque les contradictions du capitalisme auront éclaté, le travail révélera sa vraie nature et deviendra premier besoin vital.

Interpréter rigoureusement la pensée de Marx ne relève pas seulement de l'érudition savante mais emporte, comme le développe Moishe Postone dans son œuvre magistrale *Temps, travail et domination sociale*<sup>2</sup>, des conséquences concrètes quant à notre capacité à disposer d'une théorie critique de la société convaincante et de penser aujourd'hui, de manière cohérente la place du travail dans la société post-capitaliste.

Sans m'attarder trop longuement sur l'argumentation de Postone, j'en rappelle néanmoins la thèse principale. Selon cet auteur, le marxisme traditionnel n'a pas fait la critique du travail, mais la critique de la société du point de vue du travail. Toujours selon lui, le principal apport de Marx, pour les tenants du marxisme traditionnel, aurait consisté à comprendre que le travail est en soi la source de toute richesse et à dévoiler le fait que les capitalistes s'approprient le surplus : « Sous le capitalisme, la richesse sociale générale produite par les travailleurs ne bénéficie pas à tous les membres de la

1. Voir par exemple ce qu'en dit Marie Jahoda, la co-auteurice de *Les chômeurs de Marienthal* (1982); le travail, outre sa fonction manifeste – apporter un revenu –, remplirait selon cet auteur cinq fonctions indispensables : « Il impose une structure temporelle de la vie; il crée des contacts sociaux en dehors de la famille; il donne des buts dépassant les visées propres; il définit l'identité sociale et il force à l'action. » (Jahoda, *Wieviel Arbeit braucht der Mensch?*, Weinheim, 1983; Jahoda M., 1984, pp. 11-17)

2. Postone (2009). Voir le compte-rendu de ce livre par Fabrice Flipo dans la revue *Mouvements* et par Dominique Méda dans le numéro 6 de la *RFSE* (2010).

société, les capitalistes se l'approprient à leurs fins particularistes » (p. 25). Dès lors, l'émancipation se réalisera lorsque la structure du travail existant ne sera plus entravée par les rapports capitalistes et utilisée pour satisfaire des intérêts particularistes. Le socialisme est alors compris comme une transformation du mode de distribution et non du mode de production : « Selon cette conception, l'émancipation est fondée sur le travail – elle se réalise dans une formation sociale où le travail a acquis son caractère directement social et où il est ouvertement apparu comme l'élément central de la société » (p. 105). Pour le marxisme traditionnel, dans la société capitaliste, le travail restera central et la seule modification du mode de distribution suffira à transformer sa nature.

Postone remet radicalement en cause cette interprétation. Il met en évidence que les tenants de ce qu'il appelle le marxisme traditionnel n'ont pas compris que ce que Marx dit du travail se rapporte au travail dans la société capitaliste et non au travail « en soi », en tant que notion « transhistorique ». Ce n'est que dans la société capitaliste que le travail est cette médiation sociale et que les individus sont obligés de travailler pour consommer. Ce n'est que dans la société capitaliste que le travail a pour fonction de permettre l'obtention de produits qui ont pris la forme de la marchandise. Ce n'est que dans la société capitaliste que le travail a cette fonction, occupe cette place et constitue l'activité centrale. S'appuyant, comme Gorz, sur les *Grundrisse*, Postone démontre que, pour Marx, la sortie du capitalisme suppose en priorité de rompre avec cette conception là du travail, mais aussi avec le mode de production mis en place par le capitalisme et avec la dynamique immanente à celui-ci, qui pousse à considérer toute chose comme un capital à mettre en valeur. Rompre avec le capitalisme c'est d'abord rompre avec cette conception du travail spécifique à la société capitaliste et c'est à

la fois, comme l'écrit Marx, réduire le temps de travail nécessaire et rompre avec la centralité du travail : « Pour Marx, la centralité constitutive du travail dans la vie sociale caractérise le capitalisme et forme la base ultime de son mode de domination abstrait » (p. 529). Mais que peut signifier cela ?

## Que signifie rompre avec la centralité du travail ?

L'argumentation de Postone est convaincante. Elle est abondamment confirmée par le texte central des *Grundrisse*<sup>1</sup> sur lequel il s'appuie et dans lequel Marx explique que la réduction du temps de travail nécessaire permettra le libre épanouissement de l'individu et que « la réduction au minimum du temps de travail nécessaire favorisera le développement artistique, scientifique, etc. de chacun » (p. 306), mais aussi par les dernières lignes du livre III du *Capital*, qui indiquent clairement que le travail et la production continueront à appartenir au domaine de la nécessité. Elle est néanmoins contredite ou au moins corrigée par les textes dans lesquels Marx revient sur la nature réelle du travail, notamment dans certains passages des *Grundrisse* eux-mêmes, par exemple celui dans lequel Marx reproche à Smith de ne pas avoir vu « la réalisation de soi, l'objectivation du sujet, donc sa liberté concrète, qui s'actualise dans le travail » (p. 289) et de ne pas avoir compris que « le travail est une activité positive, créatrice » (p. 290). Une note de bas de page de Postone permet de dépasser cette apparente contradiction et est très éclairante sur ce que pourrait être le travail dans la société post-capitaliste : « Le fait que Marx pense que, dans la société future, le travail social sera structuré de manière à être satisfaisant et agréable ne signifie pas qu'il pense que ce

1. Marx (1968).

travail deviendra un jeu. L'idée que Marx se fait du travail non aliéné, c'est que celui-ci est exempt de domination sociale directe ou abstraite. Il peut du même coup devenir une activité de réalisation de soi et partant, se rapprocher du jeu. Toutefois cette liberté par rapport à la domination ne signifie pas une liberté par rapport à toutes les contraintes... » (p. 58-59).

La question principale devient dès lors de savoir quels changements permettront de désaliéner le travail. Là encore, Postone apporte des réponses convaincantes : il défend l'idée qu'il faut changer radicalement le mode de production (et pas seulement le mode de distribution) et abolir la valeur<sup>1</sup>. L'abolition de la valeur entraînera, dit-il, l'abolition des deux impératifs de valorisation : la nécessité de toujours augmenter la productivité et la nécessité structurelle que du temps de travail immédiat soit dépensé à la production. « Cela permettrait à la fois un grand changement quantitatif dans l'organisation sociale du travail – c'est-à-dire une réduction massive du temps de travail à l'échelle de la société – et une transformation qualitative fondamentale de la structure de la production sociale et de la nature du travail individuel » (p. 531).

Autrement dit, Postone opère une rupture à la fois avec le marxisme traditionnel qui reste attaché au mode de production et au concept de travail caractéristiques du capitalisme, et avec les théories qui voient dans le développement de la science et de la technologie des

1. Il s'agit d'une catégorie centrale dans l'analyse de Postone : « La catégorie de valeur dans son opposition à celle de richesse sociale signifie donc que le temps de travail est le matériau dont sont faits la richesse et les rapports sociaux sous le capitalisme » (Postone, 2009, p. 444). À partir de la manufacture, la valeur est devenue le principe structurant de l'organisation de la grande production : cela signifie selon Postone que la production s'organise d'après l'usage le plus efficace possible du travail humain engagé dans des tâches de plus en plus fragmentées et spécialisées en vue d'une plus grande productivité. En d'autres termes, la dimension de valeur d'usage devient structurée par la valeur.

instruments de rationalisation qui nous empêchent de retrouver une manière normale d'habiter le monde (tenants de l'École de Francfort). Postone prétend ainsi qu'il est possible de continuer à avoir de la croissance économique et un haut niveau de productivité dont la rupture d'avec l'obsession de la valeur permettra de redonner aux hommes le contrôle. Ainsi serait-il possible à la fois de continuer à bénéficier des gains de productivité, de les transformer immédiatement en richesse sociale, de diminuer le temps de travail nécessaire et de réorganiser le travail de manière à le rendre plus intéressant et gratifiant, notamment grâce à la libération des contraintes de la division du travail. Postone termine en précisant que cette dernière proposition ne traduit pas une utopie du travail, notamment parce qu'elle se fonde sur la négation historique du rôle socialement constitutif que le travail joue sous le capitalisme.

Résumons : sortir du capitalisme ne consiste pas à conserver la centralité du travail et à transformer le mode de distribution, mais bien à transformer le mode de production, à abolir la valeur, et à s'émanciper de la centralité du travail. Ce n'est que sous le capitalisme que le travail est la source de toute richesse. Dans la société post-capitaliste, la science et la technologie sont aussi sources de richesse, la richesse produite n'a plus besoin de la médiation sociale qu'est le travail, les hommes contrôlent ensemble les énormes possibilités de production ouvertes par le capitalisme. Cette maîtrise permet la réduction du temps de travail, la transformation de l'activité de travail, la multi-activité. Dans une telle configuration, le travail devient une des activités individuelles et sociales, il n'est plus question de « dégrader l'individu au rôle exclusif d'ouvrier, d'instrument de travail ». Grâce aux loisirs, ce qui devient central est « le développement artistique, scientifique, etc. de chacun ».

## Travail et activités

Cette représentation pose de nombreuses questions et notamment les deux suivantes :

Comment abolir la domination de la valeur ?

Est-il vraiment possible de concilier maintien de la croissance économique et gains de productivité élevés et transformations de l'exercice du travail ? (Postone parle d'une libération de la « division de détail du travail ».)

Sans nous y attarder, indiquons qu'en ce qui concerne la première, Postone suggère une piste qui semble moins prometteuse aujourd'hui que dans les années où le livre a été écrit (années quatre-vingt-dix) : le facteur déclenchant permettant de rompre avec la logique de la valeur et le capitalisme pourrait être l'apparition de nouveaux besoins et de nouvelles formes de subjectivité « qui serait faite en termes de tension structurelle croissante entre le caractère anachronique de la structure du travail et sa centralité maintenue dans la société moderne » et plus généralement avant l'importance subjective croissante de la consommation en termes de déclin du travail comme source d'identité ». Quant à la deuxième, elle est encore plus d'actualité aujourd'hui, alors que plusieurs rapports officiels proposent comme seule voie de sortie la réduction du PIB, sinon la décroissance et la rupture définitive d'avec notre obsession de faire des gains de productivité<sup>1</sup>. Si l'on suit ces derniers travaux, et contrairement à ce que soutient Postone, c'est sans doute grâce à l'abandon des gains de productivité que l'on peut envisager un travail libéré et émancipateur.

Mais il nous faut encore dire quelques mots d'une troisième question : quelles sont ces activités qui, lorsque le temps de travail nécessaire sera réduit, occuperont les individus ? Comment imaginer leur articulation,

1. Jackson (2010). Voir aussi F. Flipppo, J. Gleizes et Jean Gadrey dans le présent ouvrage.

leur répartition ? On sait qu'un des arguments mobilisé chaque fois qu'il a été question de réduire le temps de travail a consisté à dire qu'il n'y avait guère d'autre activité intéressante, épanouissante et garantissant la solidité du lien social. Ce type de thèse a fleuri en France au moment des lois de RTT. Des arguments fleurant bon le XIX<sup>e</sup> siècle ont été à nouveau brandis : les ouvriers, privés de la seule activité pourvoyeuse d'intérêt, ne peuvent que sombrer dans l'alcoolisme... D'anciens syndicalistes ont affirmé que le travail était aujourd'hui la seule activité permettant d'occuper sérieusement les ouvriers. Comment imaginer l'après capitalisme ?

Suivons Marx. D'abord, il apparaît que chacun ne sera pas attaché à un seul métier ou à une seule tâche toute sa vie mais pourra en changer, plusieurs fois par année, voire au long de la journée. Cela s'accorde bien avec l'idée que le « sale boulot » devrait pouvoir être supporté par tous et pas seulement par une seule catégorie de personnes pour toute leur vie. La variété est donc interne à l'activité professionnelle elle-même. Mais, à côté de celle-ci, d'autres activités, tout à fait essentielles à la fermeté du lien social et à l'épanouissement individuel, importent. D'abord, les activités politiques. Comme je l'avais signalé dès *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, il importe que le temps gagné sur les activités hétéronomes, productives ou non productives, soit en partie consacré à augmenter celui des activités politiques, démocratiques, fondées sur des délibérations publiques de qualité, permettant aux citoyens d'exercer concrètement leur souveraineté : vote sur des questions nationales et locales, discussions sur les évolutions mises en évidence à partir de l'examen de nouveaux indicateurs de richesse... Le champ dont peuvent et doivent se saisir les délibérations démocratiques est quasi infini. Ensuite, les activités parentales, amicales, amoureuses... Elles occupent aujourd'hui un temps assez important, mais sont considérablement mal réparties entre les hommes et les femmes et non prises en considération par

les entreprises ou les organisations de travail : la réduction du temps de travail devrait être l'occasion de leur donner plus de place et de les répartir plus également entre les deux sexes. Plus généralement, la question des tâches de soins et de leur répartition entre les différents membres de la famille et des structures publiques de prise en charge constituera un élément central de réflexion. Restent les activités de libre développement personnel, et les activités collectives non professionnelles dont l'organisation est une question essentielle. La principale question à régler en cette matière reste celle des moyens de rompre avec le fétichisme de la marchandise mais plus précisément aussi avec l'attraction très forte exercée par les activités de consommation en général et de consommation de télévision en particulier. Comment rompre avec le transfert des activités domestiques ou professionnelles vers la télévision, mis en évidence par toutes les enquêtes ? Suffit-il d'« enchanter » de nouveaux espaces ou de nouvelles activités pour dégonfler cette catégorie d'activités souvent abrutissantes et dont le développement est trop souvent lié, comme l'avait constaté Friedmann il y a bien longtemps, à la montée d'un travail sans sens ? Changer le travail ne suffira pas, pas plus que développer (et rendre quasi obligatoire la participation à) des activités démocratiques. Il faudra certainement être capables de redéfinir une offre collective de loisirs ou semi-loisirs de qualité et de rendre aux programmes audiovisuels leur dimension ludique et éducative.

Mais, traiter de manière rationnelle et collective ces questions suppose réglé le principal problème : rompre avec le capitalisme et donc nous déprendre de la « loi de la valeur », de la prédominance de la logique consistant à considérer toute chose comme un capital à mettre en valeur, sortir du cercle infernal bien mis en évidence par Gorz entre déshumanisation du travail et progression de la consommation comme déterminant principal de l'identité.

# Sens du travail et enjeux écologiques

Geneviève Azam

*Enseignante-chercheuse en économie à  
l'université Toulouse II, membre du conseil  
scientifique d'Attac, elle a publié en 2010  
Le temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme,  
aux éditions Les Liens qui libèrent.*

« Le monde du travail » affronte une crise profonde : sommé de se mobiliser ardemment pour le redressement économique et la croissance et de communier à l'illusion d'une libération par l'accès à la consommation, il exprime une souffrance aux formes souvent inédites et radicales. La qualité du travail est si profondément atteinte qu'elle pourrait laisser place à des hommes sans qualité, devenus superflus à force d'être réduits à du matériel productif, seulement aptes à entretenir le processus de production-consommation. Un des aspects de cette dégradation tient au non-sens d'une production qui, en soumettant les besoins humains à ceux du renouvellement du capital, dégrade en même temps le travail et la nature. C'est pourquoi, retrouver le sens du travail et du « comment vivre » engage une réflexion sur les liens que les sociétés entretiennent avec la Terre, seul habitat susceptible de les accueillir.

## Élargir la question sociale

La « question sociale », qui émerge en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, a donné au travail une place centrale selon une double perspective : celle de la résistance à son aliénation dans le salariat, à son exploitation, et celle de l'amélioration de la condition des travailleurs par la

conquête de droits et de nouvelles capacités matérielles. La tension féconde entre ces deux voies s'est progressivement émoussée; la critique du salariat et de la soumission des besoins humains aux caprices du capital a été supplantée par l'espoir d'un affranchissement dans le progrès matériel. Cette voie a conforté le productivisme qui a trouvé sa pleine expression après la seconde guerre mondiale : l'expansion et l'accumulation illimitées des biens matériels et immatériels sont devenues des credos politiques indiscutés, la croissance économique devant permettre la création continue d'emplois, la promotion de droits sociaux, l'accroissement des revenus et du bien-être. Malgré des inégalités persistantes, ce fut chose faite pendant les « Trente glorieuses » pour une part de l'humanité, une minorité qui vit dans les pays dits « développés ». Mais le travail, certes protégé et en partie socialisé, s'est trouvé réduit à sa dimension productive et aux capacités de consommation qu'il autorise en retour. La dégradation de son sens et de son contenu, accélérée par la course à la productivité, a été « compensée » par l'accès à des consommations jusque-là inaccessibles. Quant aux peuples laissés sur le bord du chemin, ils furent conviés au « rattrapage » d'un modèle au-dessus de tout questionnement. La dégradation des éléments naturels et le pillage des ressources furent ignorés ou perçus comme une conséquence malheureuse d'un processus foncièrement libérateur et orienté vers le « progrès ». Si bien que les préoccupations écologiques furent absentes ou considérées comme secondaires et indépendantes du processus de dépossession et de domination du travail. L'écologie, quand elle ne fut pas assimilée à une préoccupation de nantis, s'est souvent trouvée réduite à la défense de « l'environnement naturel », considéré indépendamment des activités sociales et humaines : cette manière de voir a accrédité finalement une conception technicienne et réparatrice de l'écologie.

Pourtant, les premières luttes ouvrières ont conduit à des soulèvements qui exprimaient le refus de l'expropria-

tion des savoirs, de la machinisation du temps, de la perte des communautés de travail et de vie : c'est le cas en particulier du mouvement des luddites au début du XIX<sup>e</sup> siècle, hâtivement qualifié d'archaïque au regard des lois scientifiques de l'histoire<sup>1</sup>. Les sociétés de secours mutuel, quand elles ont abrité clandestinement ces résistances, les associations ouvrières de production et de consommation, furent des laboratoires de résistance à la dépossession du travail et à la dégradation physique des travailleurs. L'histoire du mouvement ouvrier est émaillé de telles expériences visant à s'échapper de la soumission au rythme des machines et du capital : les « largesses » salariales de Ford au début du siècle aux Etats-unis ont tenu autant à la nécessité de l'écoulement des voitures qu'à celle de retenir les ouvriers qui fuyaient les chaînes de production pour se faire embaucher ailleurs. Bien plus tard, dans les années 1960, les luttes des ouvriers spécialisés (OS) ont été un ferment de la contestation et de l'aspiration à l'autonomie : elles portaient sur le refus de l'enchaînement à une division du travail qui a certes permis des gains de productivité exceptionnels dans les années d'après-guerre et une certaine redistribution des richesses, mais dont le tribut était aussi une perte d'autonomie du travail et de l'existence. « Travailler, consomme et tais toi » n'était pas alors le mot d'ordre des pouvoirs, mais l'objet d'une contestation sociale, qui exprimait dans la dérision l'essoufflement d'un modèle, le rejet du travail taylorisé, la revendication de l'autonomie et de l'autogestion, la baisse du temps de travail, la critique de la consommation de masse.

Dans les années 1980, la globalisation économique et financière, avec ses promesses d'une croissance retrouvée, fut la réponse des coalitions néolibérales à la crise du capitalisme d'après-guerre : elle a inscrit le travail dans une concurrence féroce, en même temps qu'elle s'alimentait de la prédation sans limite des ressources

1. Jarrige (2009).

non-renouvelables et parachevait à vive allure l'entrée de la nature dans le grand jeu de l'échange marchand. Mais paradoxalement, en cherchant à étendre ce modèle à toute la planète, elle a révélé l'impossibilité matérielle de son universalisation et son insoutenabilité sociale.

## **Le double mouvement d'expropriation de la Terre et du travail**

Un détour par la pensée de Karl Polanyi, économiste et anthropologue du milieu du siècle dernier, éclaire les conditions de la soumission conjointe du travail et de la nature au processus du marché global et de l'expansion capitaliste. L'avènement du Marché total et l'absorption de la société dans ses mécanismes supposent non seulement la transformation en marchandises des biens produits, mais également celle du travail et de la terre – au sens de la nature –, indispensables à la production. Or ces deux marchandises sont singulières, car elles n'ont pas été « produites » pour être vendues :

Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même [...], la terre n'est que l'autre nom de la nature qui n'a pas été produite par l'homme<sup>1</sup>.

En ce sens, ce sont des marchandises « fictives ». Toutefois, cette fiction se trouve au principe du libéralisme économique ; elle se concrétise dans des dispositions, des politiques, des représentations, qui produisent des effets réels et concourent à la marchandisation du travail et de la Terre.

La « liberté » du travail, c'est-à-dire la suppression des entraves à la mise en concurrence généralisée des travailleurs, est le leitmotiv des tenants du libéralisme économique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Le néo-libéralisme en est la version la plus brutale, car il s'est donné pour mission d'abolir toutes les protections construites depuis plus d'un

1. Polanyi (1983), p. 107.

siècle pour contrecarrer les ravages sociaux d'une telle « liberté ». La fiction d'un travail-marchandise est allée de pair avec la construction du marché du travail. Pour ne pas évoquer « un marché des travailleurs », aux accents par trop esclavagistes, il a fallu abstraire le travail, le séparer des vies concrètes et des personnes qui l'effectuent, de leur subjectivité, pour en faire un pur objet échangeable sur le marché, une pièce détachée. Le *new management* et l'application de ses recettes font aujourd'hui franchir un pas supplémentaire : ils tentent d'accomplir la mobilisation totale des salariés en sollicitant leur engagement physique, culturel, psychologique, moral, en supprimant la distance entre le travail et le non-travail, en incluant les personnes en tant que telles dans le processus. La souffrance au travail, au-delà des effets de l'intensification et de la course à la productivité, exprime aussi cette expropriation et la saturation du temps humain et du temps social par le temps économique.

La marchandisation accélérée de la Terre, celle de l'atmosphère avec les droits à polluer échangés sur le marché du carbone, celle des forêts et des sols comptabilisés à la valeur du carbone qu'ils peuvent séquestrer, celle de la biodiversité, étaient difficilement pensables il y a encore quelques dizaines d'années. Le « vivant », réduit à de la matière biologique, est lui-même devenu une ressource, un objet, une pièce détachée captée par des brevets.

Selon Polanyi, le plein accomplissement de cette fiction détruirait la substance des sociétés :

Mais aucune société ne pourrait supporter [...] les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle, comme son organisation commerciale, n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable<sup>1</sup>.

Or ces protections ont subi depuis une trentaine d'années un assaut continu et accéléré, à tel point qu'explose une crise inextricablement écologique et sociale. Elle ne

1. Karl Polanyi (1983), pp. 108-109.

peut être vue seulement comme un défaut de régulation ou une contradiction interne du système ; elle est l'accomplissement d'un processus qui, en se globalisant et en conquérant les ressorts de la vie, ne peut perdurer qu'à force de destructions écologiques et sociales.

Les déréglementations successives du marché du travail et la multiplication des droits de propriété sur la nature procèdent de la même fiction brutale d'un marché capable de réguler conjointement les sociétés, les êtres et la nature. L'exploitation et la domination de la Terre, le déni de la part naturelle de la condition humaine, sont allés de pair avec la dévalorisation des humains et du travail. « La nature n'existe pas » est le pendant de la célèbre expression de Margaret Thatcher : « La société n'existe pas. » En ce sens, l'exploitation ne peut être seulement vue sous l'angle économique. Elle est aussi l'absence de reconnaissance et de perte de sens du travail lui-même, provoquant non seulement une aliénation à soi, mais une perte de la présence au monde, une aliénation au monde commun et à la Terre.

## **Les déchets, figures de la double déchéance**

L'amoncèlement des déchets partout sur la planète et quotidiennement dans nos vies mérite une attention particulière. Les déchets sont inhérents à la production elle-même : ils témoignent de la dégradation de l'énergie et de la matière dans le processus de production. Le souci du recyclage et, pouvons-nous dire, l'art d'accommoder les restes ont été à la source d'innombrables innovations, tant que l'ingéniosité et l'art de la récupération et du détournement n'étaient pas confrontés à des masses grandissantes de détritiques et vampirisés par la rationalité technicienne et les exigences du profit. Comme des vautours, les mafias du monde entier se sont jetées sur cette manne qui exprime la décomposition de ce monde.

Mettons un instant de côté la dangerosité de certains déchets et regardons les montagnes qu'ils représentent :

leur laideur ne peut faire oublier qu'elles contiennent à la fois des matières premières, souvent en voie d'épuisement, et du travail. Comment une telle dégradation de ce qui constitue l'humanité des humains est-elle possible ? Comment le travail a-t-il pu ainsi se trouver réduit lui-même à un déchet, qui pourra être jeté dans une poubelle ou expulsé de la société comme travail « jetable » ou « inemployable » ?

L'accumulation des déchets de la civilisation industrielle est certainement un des signes majeurs de la déchéance du travail, de celle de l'*homo faber*, analysée par Hannah Arendt, dont l'activité était tournée vers la production d'objets durables, qui laissent une empreinte autre que les friches et les poubelles, qui bâtissent les repères d'un monde commun entre les humains, qui, dirions nous aujourd'hui, assurent une mutuelle reconnaissance. Il a laissé la place au labeur de l'*animal laborans*, enfermé dans le cycle de l'entretien de la vie, dans le processus de production-consommation qui exige de raccourcir la durée de vie des produits, de réduire leur durabilité :

Un des signaux d'alarme les plus visibles indiquant que nous sommes peut-être en voie de réaliser l'idéal de l'*animal laborans*, c'est la mesure dans laquelle toute notre économie est devenue une économie de gaspillage dans laquelle il faut que les choses soient dévorées ou jetées aussi vite qu'elles apparaissent dans le monde pour que le processus ne subisse pas un arrêt catastrophique<sup>1</sup>.

Dans un travail cloué à l'entretien du processus vital, les êtres sont renvoyés strictement à eux-mêmes et au biologique. Rien de surprenant alors que fleurissent les pensées qui biologisent les « déchets » humains.

C'est pourquoi, les résistances au consumérisme, aux accents plutôt écologistes, expriment aussi le refus de la déchéance du travail et de la nature dans le royaume du marché.

1. Arendt (1983), p. 151.

## De l'entropie physique à l'entropie sociale

Les déchets, dans le cadre d'une croissance verte, sont promis à devenir « un nouveau pétrole<sup>1</sup> » moyennant la mise en œuvre de nombreux services de collecte et de transformation. Ils se transformeraient ainsi en une ressource nouvelle qui autoriserait la poursuite du cycle de la production et de la consommation à l'infini. Or le recyclage à grande échelle, même s'il est aujourd'hui nécessaire pour éviter l'asphyxie, est illusoire. Cette illusion est fondée sur un principe issu de la chimie moderne, selon lequel, lors d'un processus productif, « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » (Antoine Lavoisier, 1777). Transposée dans le domaine de l'activité économique, cette hypothèse induit une réversibilité de la production : les déchets de l'activité de production-consommation constituent de nouvelles ressources et l'activité économique peut se poursuivre à l'infini.

L'apport du deuxième principe de la thermodynamique, formulé par S. Carnot (1824), et son prolongement en matière économique modifient cette manière de voir : dans le processus de production, la qualité de l'énergie est modifiée selon un principe de dégradation appelé entropie. Les déchets sont une des formes prises par cette dégradation. L'intérêt de cette approche bio-économique est de souligner l'illusion du retraitement pour assurer la durabilité des systèmes, si n'est pas mise en œuvre en même temps une diminution globale de la pression physique et matérielle sur les ressources terrestres.

Il en est de même du travail et de son éventuel recyclage dans les emplois verts. Les sociétés de croissance laissent sans emploi des chômeurs de plus en plus nombreux, elles multiplient les travailleurs pauvres, elles marginalisent des millions de jeunes dans le monde.

1. « Le recyclage dans tous ses états », *L'Usine Nouvelle*, 23 novembre 2006.

Selon un rapport de 2008 du PNUE<sup>1</sup> et de l'OIT<sup>2</sup>, outre le nombre grandissant de chômeurs, les travailleurs pauvres, disposant d'un revenu inférieur à 2 \$ par jour, sont 1,3 milliard, soit 43 % de la population active mondiale<sup>3</sup>. L'énergie humaine est elle-même dégradée dans un processus d'entropie sociale, caractérisée par la dégradation de la qualité des emplois et la fabrication de travailleurs superflus, de déchets humains à recycler. Les emplois verts, comme le recyclage des déchets physiques, ne pourront seuls venir à bout de cette déchéance et de la destruction du sens du travail.

C'est pourquoi, parler d'enjeux écologiques à propos du travail ne saurait exprimer seulement le souci de préservation de la « planète » et les opportunités d'emplois qu'elle recèle. Il est important, certes, pour hâter la transition écologique, de souligner les possibilités d'« emplois verts » dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de l'agriculture biologique, de la restauration des écosystèmes. Les potentialités de nouveaux emplois dans ces domaines en effet sont légion, de nombreux rapports l'attestent. Selon celui du PNUE et de l'OIT, cité plus haut, le recyclage des déchets emploie déjà 12,5 millions de personnes aux États-Unis, en Chine et au Brésil ; en Allemagne, le nombre d'emplois dans les énergies renouvelables a été multiplié par 4 entre 1998 et 2006. Une étude du gouvernement britannique montre que, pour un million d'euros investis dans l'efficacité énergétique résidentielle, 11,3 à 13,5 emplois à temps plein ont été créés. Mais, comme l'indique d'ailleurs le rapport de l'OIT, les emplois verts ne sont pas par nature « décents » ; ils sont

1. Programme des Nations unies pour l'environnement

2. Organisation internationale du travail (O.I.T.)

3. Organisation internationale du travail « Emplois verts : pour un travail décent dans un monde durable », téléchargeable sur [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms\\_098488.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms_098488.pdf)

même souvent indécents et de surcroît peu écologiques, pouvons-nous rajouter, dès lors qu'ils répondent à des opportunités pour la poursuite du même modèle, les économies d'énergie obtenues par unités étant compensées par la croissance du volume des productions.

Donner un sens au travail est inséparable du désir d'assurer la durabilité des sociétés humaines, car les milieux de vie, indissociablement tissés des systèmes sociaux, des cultures et des écosystèmes dans lesquels ils trouvent leur substance, sont menacés. Quand le travail est une force destructrice, quand les travailleurs dos au mur savent que l'activité qu'ils défendent malgré tout provoque des dégâts sociaux et écologiques considérables, l'humanité est détruite dans ses fondements. Le sort fait au travail, devenu simple ressource et objet jetable, la réaffirmation de son sens, de sa qualité et de sa noblesse, sont au cœur d'une réappropriation du monde vécu dans ses dimensions sociales et naturelles, celui qui donne un sens à l'existence et restitue la capacité d'agir, de penser et d'habiter un monde commun.

# « Qualité de l'emploi » ou travail décent : les enjeux d'une controverse

Carlos Prieto

*Professeur de sociologie à l'université  
Complutense de Madrid  
Directeur du groupe de recherche « Empleo,  
GEnero y COhesión Social » (EGECO), membre  
du groupe de recherche international MAGE.  
Directeur de la revue Cuadernos de Relaciones  
Laborales.*

*Dernier ouvrage publié : La calidad del empleo  
en España : una aproximación teórica y empírica,  
ed. Ministerio de Trabajo e Inmigración, 2009.*

Amparo Serrano

*Professeur à l'université Complutense de  
Madrid, elle est auteur et éditeur d'ouvrages sur  
les mutations du travail : Emerging systems of  
work and welfare, Bruselas : Peter Lang (avec  
P. Koistinen, L. Mosésdottir), 2009; Reshaping  
Welfare States and Activation Regimes (avec L.  
Magnusson) (eds), 2007, Brussels : Peter Lang;  
Unwrapping the European Social Model (avec  
M. Jepsen), 2006, Bristol : Policy Press.*

La question de la régulation du travail est aussi ancienne que l'a été la « civilisation » du modèle productif capitaliste. L'une des conditions du développement de ce modèle a été la capacité d'établir des mécanismes d'institutionnalisation de la lutte contre la précarisation du

travail. Cependant, l'expression politique de travail digne (ou travail décent) fait et a fait l'objet de disputes qui oscillaient toujours entre différents pôles sémantiques (travail digne versus qualité du travail). Si nous tenons compte du fait que la façon de nommer une catégorie sociale contribue à sa production politique, l'étude des modes de conceptualisation du bon travail nous renvoie à des processus plus profonds, liés aux règles de fonctionnement de l'ordre social. Le passage du traitement du bon travail en termes de dignité à sa discussion en termes de qualité du travail fait que le regard se tourne de la justice à l'efficacité. Cette lutte entre classifications et représentations sociales ne se borne pas à un exercice linguistique, mais elle vise aussi à reconnaître un problème. Le combat pour imposer une image particulière de cette question est aussi un combat pour reformuler les rapports politiques.

Dans cette perspective, la qualité de l'emploi – sans autres attributs ou bien avec des attributs vagues – est aujourd'hui un objectif politique qui semble faire l'unanimité. Mais la signification accordée à cette expression est très variable : d'une société à une autre, d'un groupe social à un autre et, tout particulièrement, des entreprises et de leurs représentants corporatifs aux travailleurs et à leurs représentants syndicaux, les conceptions de la qualité de l'emploi diffèrent, parfois radicalement. Voilà pourquoi, si nous voulons qu'elle devienne un objectif politique clé de l'action sociale<sup>1</sup>, il est urgent de la définir.

Actuellement et dans le cadre de l'Union européenne, la définition de la QE admet deux versions opposées : celle de la Commission européenne, qui a été bien accueillie par les milieux entrepreneuriaux, et celle,

1. La plupart des idées développées dans cet article ont été présentées et défendues préalablement in Prieto (2009), ouvrage où sont publiés les résultats d'une recherche sur la qualité de l'emploi en Espagne, travail dirigé par Prieto et auquel ont participé comme co-auteurs M. Arnal, M. Caprile et J. Potrony.

défendue par certains courants de pensée critiques, qui trouve un appui social chez les forces syndicales et se voit bien représentée dans la catégorie de « travail décent » (promue depuis 1999 par l'OIT). La première se distingue par son caractère vague, imprécis et variable, sans densité historique et qui devrait s'implanter dans chaque pays européen et chaque cadre de travail en suivant la logique néolibérale des « bonnes pratiques » ; la deuxième défend une définition à contenu précis, qui plonge ses racines dans l'histoire revendicative des mouvements ouvriers et qui devrait être implantée (et maintenue) en suivant la logique coercitive des droits sociaux. On voudrait montrer la logique inscrite dans la construction sociale de ces deux conceptions différentes de la qualité/décence de l'emploi, et en tirer les conséquences.

### « La qualité de l'emploi », un concept flou

La « qualité de l'emploi » est entrée formellement dans l'agenda politique de la stratégie européenne pour l'emploi (SEE) en 2000, à l'occasion du Conseil de Lisbonne. Rappelons le paragraphe, souvent cité, des conclusions de la présidence qui l'exprime le mieux : « L'Union s'est fixé aujourd'hui un nouvel objectif stratégique pour la prochaine décennie : devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive, la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une *amélioration* quantitative et *qualitative de l'emploi* (« more and better jobs ») et d'une plus grande cohésion sociale. » À partir de là et sous des formules diverses, elle apparaît comme un élément clé du modèle social européen. Elle a fini par faire partie de l'agenda social de tous les gouvernements et de tous les acteurs économiques et sociaux des pays de l'Union (et même des chercheurs en sciences sociales).

La définition de l'UE se caractérise par un contenu « relatif et pluridimensionnel », selon les mots de la Commission, qui sera toujours vague, imprécis, établi

à partir de critères divers pas nécessairement compatibles<sup>1</sup>, et variables (Davoine et Erhel, 2006). Les dix dimensions de qualité proposées au Conseil de Laeken de 2001, à titre de définition, semblent une liste de « vertus » de l'emploi énumérées par les représentants des États membres<sup>2</sup> sans qu'il y ait pour autant une vue d'ensemble cohérente, ni un ordre de préférence (Prieto, 2009, p. 29). On oubliera aussi d'y inclure celle des salaires, oubli critiqué par la Commission elle-même dans le rapport « L'emploi en Europe 2008 ».

Sans aucun doute, la position accordée par l'UE à la QE dans l'ordre politique et social des pays de l'Union est *centrale*. L'importance qui lui est accordée lors du Conseil de Lisbonne de 2000 ne peut être plus grande : « l'amélioration quantitative et *qualitative* de l'emploi » est présentée comme le point qui unit « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique » et « une plus grande cohésion sociale » ; sans « amélioration quantitative et *qualitative* de l'emploi » la connexion entre la croissance économique, fondée sur une économie de la connaissance et la cohésion sociale ne seraient pas concevables. Si l'on pense directement à la construction du modèle social européen – signe d'identité de l'UE face à d'autres pays et régions développés – le rôle de la QE n'est pas moindre : « La promotion de la qualité de l'emploi, peut-on lire dans un document de la Commission, est un principe recteur de la modernisation du

1. Le Conseil de Nice de 2001 « souligne le caractère pluridimensionnel de l'aspect de la qualité, qui se rapporte aussi bien aux caractéristiques du poste de travail qu'au cadre plus étendu du marché du travail » (Commission européenne, 2002).

2. « Faute d'accord politique, certains indicateurs n'ont pas été définis (ceux qui correspondent à la dimension « dialogue social ») et certaines dimensions sont absentes, entre autres celle du niveau social salarial. [...] D'autre part, la définition de Laeken n'inclut pas certains aspects qui apparaîtront cependant dans des documents postérieurs » (Davoine et Erhel, 2006, p. 18).

modèle social européen mis en marche avec l'Agenda de politique sociale [...]. L'amélioration de la qualité [...] de l'emploi en est l'un des trois objectifs établis [...] conjointement avec le plein emploi et la cohésion sociale » (Commission européenne, 2003). Le Conseil du 12 juillet 2005 soutient que « les politiques des États membres devront favoriser :

- le plein emploi ;
- l'amélioration de la qualité et la productivité de l'emploi ;
- le renforcement de la cohésion sociale et territoriale ».

Centralité donc, mais en même temps centralité contenue, *limitée*. On le voit par le degré d'exigence imposé et qui contraste substantiellement avec l'exigence dans le domaine économique de « l'équilibre budgétaire ». L'engagement d'équilibre budgétaire que doivent respecter les pays de la zone euro est exigé et peut même donner lieu à de fortes pénalisations économiques pour les pays qui ne le respectent pas (« processus de déficit excessif »). D'une façon contrastée, l'exigence d'accomplissement des diverses dimensions de la QE se situe au niveau des recommandations des « bonnes pratiques » (la pratique politique européenne de la MOC – méthode ouverte de coordination) : dans les réunions du Conseil de l'Europe, les pays qui les respectent sont félicités par leurs pairs, ceux qui ne le font pas sont critiqués... mais cela s'arrête là.

L'imprécision du contenu d'un côté, et le caractère central de l'autre, ne sont pas deux attributs contradictoires (Prieto, 2009). Ils sont au contraire complémentaires. D'après cette conception, la QE est et doit être activement présente dans toutes les politiques pour l'emploi des pays de l'Union – un *benchmarking* établi à partir des dimensions du Conseil de Laeken servira de *vademecum* – et il y aura un suivi permanent et systématique par pays, ce qui est un symptôme de la grande

importance qu'on lui accorde. Pays et acteurs sociaux vont l'accepter volontiers. L'idée de mener une politique d'amélioration de la QE est difficilement refusable. Or, étant donné que son contenu, tel qu'il est défini dans les documents de la Commission, est toujours à la fois pluridimensionnel et imprécis, tous les États et gouvernements (et au-delà, tous les partis politiques et acteurs sociaux et économiques) auront toute liberté d'avoir et de défendre leur propres positionnements... à condition, bien sûr, qu'ils se rapportent à la « qualité » de l'emploi.

Ce jeu de centralité proclamée de la QE et de liberté dans sa mise en pratique n'est pas une nouveauté dans la manière dont l'UE conçoit le traitement du « social ». L'introduction de la QE dans la SEE par la Commission donne un sens social à celle-ci. Et l'on observe pourtant que, en même temps, la façon concrète de le faire ne va supposer aucune « transformation » – dans le sens que Polanyi (1989) donne à ce terme – ni aucune « modification de fond de la logique économique et de son hégémonie » (Prieto, 2009). En fait, si la DG de l'Emploi et des Affaires sociales mise sur la QE et réussit à l'incorporer à la SEE, c'est précisément pour que l'hégémonique DG Ecofin accepte de prendre au sérieux ses propositions « à contenu social ». Et si la DG Ecofin finit par admettre comme acceptable l'incorporation de la QE à la SEE, c'est parce que, telle que la DG de l'Emploi la présente, elle peut favoriser un meilleur fonctionnement de l'économie européenne.

On trouve une preuve claire – et à notre avis définitive – de la pratique politique de la Commission, qui consiste à justifier le côté « social » de la QE par son rapport positif et favorable à l'aspect « économique », dans le fait que, juste après le Conseil de Lisbonne 2000, le triangle vertueux de la SEE (plein emploi, qualité de l'emploi et cohésion sociale et territoriale) verra comment la dimension « QE » est remplacée par celle

de « qualité et productivité », sans que la « qualité » soit concevable en marge de la « productivité » et sans que, dorénavant, cette nouvelle rhétorique soit ouverte à l'idée d'une possible relation négative entre les deux. Comme si « qualité » et « productivité » ne pouvaient répondre – tel qu'il arrive souvent dans la pratique – à des logiques sociales et économiques différentes.

## **Le travail décent, une exigence normative**

En 1999, une année avant le Conseil de Lisbonne de 2000, le directeur général de l'OIT met en marche un plan stratégique en faveur du « travail décent » :

Le but fondamental de l'OIT aujourd'hui est de promouvoir l'accès des hommes et des femmes à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine (Rapport du directeur général, 1999).

Beaucoup d'auteurs et d'analystes sociaux considèrent qu'il y a une forte coïncidence entre ce plan et celui de la QE de l'Union européenne. Or, ce n'est pas notre interprétation. « Travail décent » et « qualité de l'emploi » naissent d'une circonstance commune (la dégradation des conditions d'emploi des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix<sup>1</sup>), mais ils répondent à deux référentiels politiques fort différents, tant du point de vue des processus sociaux dont ils naissent que de la logique interne qui articule leur sens.

Le « travail décent » est pensé par l'OIT comme la médiation nécessaire pour atteindre un double but : permettre aux hommes et aux femmes de mener une vie individuelle et familiale digne, et construire un ordre social juste. L'un et l'autre sont inséparables : il n'y a pas de vie individuelle digne sans ordre social juste, ni ordre social juste sans vie individuelle des membres d'une société

1. « Dans beaucoup de pays la précarité et le chômage sont redevenus le problème politique numéro un » (Rapport du directeur général, O.I.T., 1999).

digne ; et le travail y joue un rôle central. Ces critères de définition et de valorisation de la décence du travail s'appuient sur des considérations qui s'éloignent de celles qui sous-tendent la QE.

Tout d'abord, dans le discours de l'OIT, « décence » et « productivité » du travail (ou de l'emploi) s'inscrivent dans des « cadres de sens » clairement différenciés et répondent à des lois et à des principes de développement divers (une haute productivité peut être atteinte sur la base d'un travail indécent, précaire). La norme et l'idéal, c'est que la décence d'un travail augmente la productivité, mais le rapport n'en est pas automatique. Dans le cas de l'UE, on l'a vu plus haut, la qualité de l'emploi se justifie seulement – ou se justifie avant tout – par ses effets économiques sur la productivité et la rentabilité. Dans celui de l'OIT, le « travail décent » est un point de départ qu'on ne doit jamais laisser de côté. Il est – ou peut être – convenable que le travail décent soit aussi économiquement rentable, mais cet argument n'est qu'un argument secondaire en faveur de la décence. « Les politiques sociales *peuvent* devenir un facteur productif » (Rapport, 1999) et il convient qu'il en soit ainsi, « mais ni leur justification ni leur implantation ne peuvent dépendre de leur résultats productifs » (Prieto, 2009, p. 42). Le caractère de non renoncement de la décence du travail trouve son explication dans le fait qu'elle s'exprime dans le langage des droits sociaux : L'OIT formule son programme de « travail décent » *en sa condition de gardienne des droits des travailleurs à l'intérieur du système des Nations unies* (Sen, 2000, p. 129). Il fait partie de l'actualisation de la mission permanente de l'OIT qui, telle qu'elle est décrite dans la Déclaration de Philadelphie, est *de permettre à tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité,*

*dans la sécurité économique et avec des chances égales* (Rapport, 1999). La décence du travail relève, donc, de la normativité sociale, de tout un ensemble de qualités du travail et de la vie des travailleurs qui doivent être respectés en termes de justice sociale. La « précarité » du travail et de l'emploi est justement le contraire : c'est le travail ou l'emploi qui ne respectent pas le niveau de décence considéré socialement juste (Laparra Navarro, 2006, p. 22). Cela fait que, si la « qualité de l'emploi » de l'UE était – et est – simplement recommandée sous forme de « bonnes pratiques », la décence (ou la dignité) du travail est revendiquée et exigée sous forme de « droits » (les droits sociaux du travail et du travailleur).

La seconde grande différence entre travail décent et qualité de l'emploi se rapporte à ce que nous pourrions appeler leur densité sociale et historique différente. L'enjeu de la décence au travail et sa défense a des origines bien antérieures à la fondation de l'OIT en 1919. Il faut remonter aux enjeux du réformisme social de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et à l'invention des États sociaux de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et des premières décennies du XX<sup>e</sup>. Les historiens de la question sociale ont montré comment le réformisme social et les États sociaux supposèrent un changement radical dans le traitement de l'activité du travail salarié et de la figure du travailleur salarié. La relation salariale ne fut plus considérée comme une relation d'échange de marché entre deux individus égaux, et régulée par le droit civil, mais considérée dorénavant comme une relation d'échange entre membres de classes sociales inégales où il fallait protéger la classe des plus faibles (le salarié) face à la classe dominante (le patron, l'entreprise) et face aux risques de l'économie de marché capitaliste (Bilbao, 1998 ; Ewald, 1986).

Il existe un troisième aspect très important où l'on observe la différence entre qualité de l'emploi et décence de l'emploi. Il ne se rapporte plus, dans ce cas, à leurs

significations et à leurs cadres de sens, mais au processus historique de leur construction et de leur maintien. Les diverses dimensions dans lesquelles la décence au travail se déploie ne puisent pas leur origine dans la simple découverte intellectuelle, par des réformateurs sociaux, des inégalités entre la classe salariale et celle des patrons, ni dans leur volonté humaniste de les compenser par une intervention de l'État que l'ordre libéral classique, en quelque sorte, prévoyait. Il a à voir, avant tout, avec la constitution et le développement des mouvements ouvriers – surtout syndicaux – qui surgirent dans tous les pays en voie d'industrialisation comme moyen collectif de résistance face à « l'exploitation sociale du capitalisme », et de revendication d'un ordre social et de travail visant à améliorer les conditions de travail et de vie des salariés. Le rôle joué par ces mouvements sociaux, dans la configuration de nouveaux principes et de nouvelles règles de l'ordre social et de travail, apparaît reflété dans le Préambule de la Constitution de l'OIT en 1919 : « Attendu qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale, attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, *ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger*, et attendu... » (souligné par nous). Sans ces mouvements sociaux, il n'aurait guère été possible de faire des réformes sociales dans le monde du travail. Il aurait été inimaginable, non seulement d'arriver à ce que le travail devienne matériellement décent, mais aussi de le penser en tant que tel. Vues de cette optique, la définition de la décence du travail et son intégration normative dans l'ordre social ne sont autres que la réponse au problème politique de l'intégration dans l'ordre socio-politique des mouvements ouvriers et syndicaux, et du salariat en général. Il s'agit d'un point de vue fort différent de la conception européenne de la qualité de l'emploi.

## La qualité de l'emploi dépolitise le travail décent

Si la « qualité de l'emploi » et la « décence du travail » (ou sa dignité) font partie de matrices cognitives différentes, c'est sans doute parce qu'elles doivent être clairement différenciées. On ne peut prétendre parler de la « décence du travail » quand on ne parle en fait que de sa « qualité », et vice versa. Toutes deux portent la marque d'être un objectif politique souhaité, mais la « décence » y ajoute le label des droits sociaux. La qualité est recommandée, mais la décence est exigée (Prieto, 2009, p. 44). Toutefois, le fait que ces deux référentiels soient différents ne signifie pas pour autant qu'ils n'aient aucun rapport entre eux. D'un côté, le référent politique de QE n'est entré en scène que de fraîche date, alors que celui de travail décent a presque un siècle d'histoire dans la plupart des pays ; d'un autre côté, parce que le premier semble vouloir le faire dans l'intention, plus ou moins avouée, de remplacer le deuxième. Vue la forte charge politique contenue dans la problématique de la décence (derrière elle pointe toute l'histoire de la « question sociale », longue et conflictuelle), il ne semble pas hasardeux d'interpréter cette tendance de remplacement comme une tendance à la « dépolitisation de la question sociale ».

L'imprécision, la polysémie et le flou qui caractérisent la notion de qualité du travail face au caractère nettement plus précis du concept de travail digne n'est autre que le reflet des mécanismes de régulation mobilisés socialement dans les deux cas. La méthode « ouverte » de coordination à travers laquelle les institutions européennes garantissent que les États membres respectent la demande de qualité du travail est de toute autre nature que la technologie de régulation fondée sur le droit, par laquelle on exige l'application de la revendication d'un travail digne. Ces technologies différentes de régulation (MOC versus le droit) ne sont que le reflet de leur lien avec des mouvements sociaux et des camps

différents de rapports de forces. Pour ce qui a trait à la MOC, le contenu de ses propositions n'est qu'un équilibre contingent, ouvert et en constante révision, selon le résultat des rapports de force (mouvements sociaux, groupes d'intérêt, experts scientifiques et politiques, directeurs généraux, pays membres, etc.). Pour ce qui a trait au droit, les propositions spécifiques ne sont que le résultat de l'hégémonie discursive du mouvement ouvrier et de son efficacité symbolique pour imposer une série de décisions sur les questions sociales : le caractère interdépendant des rapports sociaux, l'asymétrie implicite des relations professionnelles et la vulnérabilité et l'hétéronomie comme caractéristiques immanentes du travailleur. En un mot, ce glissement sémantique de la question du travail digne vers la qualité du travail renferme des effets dépolitisants importants.

Ce glissement de sens vers les termes qui désignent le « bon travail » a donc des conséquences très importantes quant à sa transformation politique. La notion de travail digne ne se borne pas à nommer une expectative sociale, mais elle y incorpore en même temps un jugement moral. La notion de travail digne met en place un espace sémantique qui nous renvoie à l'ordre des injustices. La capacité de nommer la précarité sociale par le biais de représentations politiques a permis de rendre visible le lien de ces situations avec la vulnérabilité du travailleur et avec les rapports asymétriques d'inégalité politique, caractéristiques des relations professionnelles. L'appropriation par les mouvements sociaux de l'époque de la catégorie de travail digne et de son incorporation au lexique syndical a facilité la socialisation de la vulnérabilité. Le travail digne est réclamé en toute justice, et son absence risque de déclencher un conflit social.

La notion de qualité du travail suppose l'extension d'un nouveau *bon sens* et de croyances indiscutables sur le travail, et cela par le biais d'un changement dans

les rapports de force qui contribuera à la production de cadres interprétatifs alternatifs grâce auxquels pouvoir penser le travail, ainsi qu'à un glissement progressif des objectifs de l'intervention publique. Le caractère technique avec lequel la qualité du travail est régulée, telle qu'elle est promue par les institutions européennes, donne une optique du problème asociale et hors de son contexte.

Dans ce contexte, à quoi bon formuler la QE en termes revendicatifs, en passant sous silence son contenu imprécis, fait de « libéralité » et d'économisme dont l'UE l'a remplie, et son activation en tant qu'alternative dépolitisée à l'exigence sociale d'un travail décent pour tous les hommes et toutes les femmes ? Si l'on veut lui donner une signification précise et effectivement mobilisatrice, il faudra en assimiler le sens et la signification à celui de « travail décent » ou, si l'on veut toujours se servir de la catégorie de qualité de l'emploi, il faudra préciser qu'il s'agit de la « qualité (socialement) *due* à l'emploi ».

# Du travail forcé au travail choisi

Jean Zin

*Ecologiste proche d'André Gorz.*

*Après un passage chez les Verts dédié à l'introduction du revenu garanti, a participé à la création d'EcoRev' puis au GRIT-Transversales de Jacques Robin. Poursuit son travail de critique et de veille scientifique sur son blog <http://jeanzin.fr>.*

*Auteur de L'écologie politique à l'ère de l'information, éditions è@e, 2004.*

On ne s'en tirera pas en se tournant les pouces. Il y a tout un travail à faire pour sortir du capitalisme et qui consiste principalement à organiser le travail *en dehors* du capitalisme et donc du salariat, donner les moyens de passer *du travail forcé au travail choisi*, **libération du travail** comparable à l'abolition de l'esclavage et que certains appellent un peu rapidement la fin du travail, alors que ce n'est que la fin (relative) du salariat et du marché du travail.

Malgré toutes les exagérations sur l'automatisation et l'âge de l'abondance, ce n'est absolument pas la fin de la **production** ni des services ou des fonctions sociales. À l'opposé des illusions d'une production qui se ferait toute seule, il s'agit d'arriver à « produire la richesse autrement » en relocalisant l'économie, notamment, mais, pour cela, il faut prendre la question du côté de la production et non du côté de la consommation, avec un moralisme sans aucune effectivité.

Le préalable d'une véritable alternative au capitalisme serait, en effet, d'abandonner les tendances idéa-

listes actuelles et revenir sur terre, admettre qu'il nous faut prendre en compte la réalité **concrète** de la production et qu'il y a une limite à ce qu'on peut espérer, à la conscience de soi comme à la maîtrise de notre avenir. Pour être effectif, le dépassement du capitalisme doit s'appuyer sur le mouvement réellement existant, sur l'adaptation des rapports sociaux aux nouvelles forces productives et non sur nos préférences subjectives, nos croyances religieuses ou nos réactions émotionnelles.

Ce que les luttes pour l'**émancipation** peuvent nous faire espérer, ce n'est pas rien, puisque c'est une conquête du même ordre que l'abolition de l'esclavage, conquête fondamentale s'il en est, mais dont il faut se rappeler qu'elle n'a pas débouché pour autant, loin de là, sur une liberté totale, ni même sur l'émancipation des travailleurs qui ont dû conquérir de haute lutte, depuis, protections sociales et droit du travail. Nous avons à faire le pas suivant, avec la difficulté de devoir tenir compte de la nouvelle rupture de civilisation que nous connaissons à l'ère de l'écologie, de l'information et du développement humain.

## **De l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie**

La **rupture** anthropologique que nous vivons peut se résumer au passage de l'ère de l'énergie à l'ère de l'information, c'est-à-dire de l'ère de l'entropie à l'ère de l'écologie, dans un saut comparable à celui du vivant qui arrive à s'opposer à l'entropie par la reproduction et l'homéostasie, dans une évolution complexifiante. Rien de tout cela n'est évident, puisque ce qui apparaît dans un premier temps, c'est le caractère intolérable de l'entropie à laquelle le souci écologique n'a pas encore mis un terme, c'est la conscience des destructions passées et des menaces dont il faut se prémunir. Seulement, l'ère de l'écologie devra bien mettre fin à la dévastation de la Terre avec la mise en culture de la nature, le respect de ses cycles biologiques et des équilibres climatiques.

Dans ce cadre, la définition la plus large qu'on peut donner du travail, au-delà de sa signification physique de dépense d'énergie et dès lors qu'il ne s'agit pas de dépenser de l'énergie en pure perte, c'est son caractère anti-entropique qui va du ménage à la culture des sols, jusqu'à la programmation et l'information.

Difficile de croire cette interprétation optimiste de l'écologie, sans doute, tout autant que de croire qu'on entre dans un monde où l'information serait plus importante que l'énergie, alors que les énergies renouvelables sont encore si minoritaires et que le pétrole est en voie d'épuisement. Difficile de parler d'**immatériel**, enfin, quand ce sont toutes les matières premières qui vont manquer avec le développement des pays les plus peuplés – car l'immatériel ne supprime évidemment en rien le matériel. On peut donc bien prétendre que rien n'a changé, que notre société est toujours industrielle, voire hyper industrielle, de même qu'on peut constater qu'elle est toujours agricole, mais c'est refuser de prendre en compte la part grandissante de la production immatérielle, qui est un fait massif, et la différence des logiques en jeu, notamment en ce qui concerne le travail, car, plus encore que les produits (financiers, culturels, médiatiques, publicitaires), c'est le travail qui devient immatériel, passant du travail de force (travail forcé qui se mesure par le temps) à la résolution de problèmes (qui se mesure au résultat seulement), exigeant la mobilisation de notre subjectivité et de notre autonomie pour occuper une fonction plus qu'un emploi. C'est ce qui rend d'autant plus nécessaire que ce soit un travail choisi, travail autonome, par objectif, et non plus travail subordonné mesuré par le temps.

On peut penser qu'il est un peu abusif et réducteur de parler de « capitalisme cognitif », tout comme d'intelligence collective. Il n'empêche que ce qui remplace la *force de travail*, désormais, c'est bien la **compétence**, la qualification, les connaissances particulières de cha-

cun, sa subjectivité, son affectivité. Non seulement un « savoir-faire », nous disent les publicitaires, mais un « savoir-être », en tout cas tout ce que les machines ne peuvent pas faire toutes seules. On peut dire que ce n'est pas vraiment nouveau non plus, tout travail mobilisant l'humanité des travailleurs qu'on ne peut jamais réduire à la force animale. Sauf que c'est devenu le cœur de la production, le travail immatériel se révélant dès lors inadapté à la logique salariale héritée des industries de masse, la peine des corps ne pouvant plus unifier l'activité productive, une partie de la population pouvant même être rejetée comme « inemployable » par manque de qualifications adaptées.

Il faut ajouter que ce n'est pas seulement la force de travail et le salariat que le numérique rend obsolètes. Le capitalisme se trouve remis en cause par l'économie immatérielle dans ses fondements mêmes, que ce soit le travail (autonome), la propriété (numérique et biologique) ou la **valeur** (spéculative). En effet, parmi les différences les plus significatives de l'information avec l'énergie, il faut souligner son caractère non-linéaire, sans proportionnalité entre la cause et l'effet (une petite information peut tout changer). Une de ses conséquences est de rendre la valeur d'échange plus incertaine, éphémère et pour tout dire spéculative, un peu certes comme les tulipes en 1637 ou les œuvres d'art, sauf que cela ne touche plus seulement les marges, mais une part de plus en plus importante de la production où la valeur immatérielle et publicitaire des marques dépasse largement les coûts matériels des produits, où la conception est plus importante que la production. Une autre conséquence immédiate de la non-linéarité du monde de l'information ainsi que du passage à une économie de la demande, grâce au numérique permettant de coller à ses fluctuations, c'est l'extension d'une précarité si difficile à vivre sans protections adaptées.

L'autre caractéristique problématique du numérique

est mieux connue : la **gratuité** qui s'oppose frontalement à toute propriété intellectuelle ou immatérielle et contre laquelle les lois tentent vainement d'ériger des barrages juridiques, manifestant ainsi que nous sommes encore au tout début d'un monde nouveau dont les logiciels libres témoignent, où la notion de bien commun aura été étendue au partage des connaissances et à toutes les productions numériques, dans la continuité de la science, mais cette fois pour des raisons largement techniques, obligeant dès lors à repenser complètement les modes de rémunération des travailleurs du numérique au moins.

Aucun retour en arrière n'est pensable, l'écologie de l'avenir, c'est bien l'écologie à l'ère de l'information. La bonne nouvelle du souci écologique s'imposant au monde par l'information, justement, c'est qu'il est la promesse de la fin du désastre, fin d'une entropie trop anthropique, promesse d'un monde plus responsable et vivant qui n'ira plus à sa perte mais pourra continuer à se construire et se complexifier avec le temps. Il y a un monde en train de finir, celui de l'entropie, de l'énergie, de l'irresponsabilité et de l'ignorance mais nous sommes au début d'un **nouveau monde**, d'une ère nouvelle qui commence à peine et qui nous laisse désorientés dans un monde devenu obsolète aussi bien dans ses idéologies que ses institutions.

## **Du salariat au développement humain**

Il y a de multiples raisons de vouloir **sortir du capitalisme**, au moins de ce qu'on peut appeler un « totalitarisme de marché » contaminant toutes les activités. Il y a des raisons sociales depuis l'origine, des raisons écologiques nous obligeant à sortir du productivisme, mais il y a aussi désormais des raisons économiques, voire techniques, de sortir du capitalisme et du salariat pour adapter les rapports de production aux nouvelles forces productives immatérielles, nous donnant une chance de

réussir là où les divers socialismes ont échoué. Le capitalisme industriel est fondé sur le salariat puisque c'est du capital qui produit du capital (du profit) grâce au travail humain dont il augmente la productivité par ses investissements. Sortir du capitalisme signifie sortir du salariat et de ce qu'il garde de l'esclavage comme travail forcé, en donnant les moyens à tous d'un travail choisi, ainsi qu'en réorientant l'économie sur le développement humain. C'est ce travail post-capitaliste, post-salarial, dont il faut dégager les moyens institutionnels et financiers.

L'ouvrier vend sa force de travail parce que, ne disposant pas des moyens de production, il ne peut l'utiliser pour son propre compte. S'il n'était pas un libre citoyen, on ne permettrait pas au prolétaire de céder sur le marché une faculté personnelle telle que la force de travail (toute sa personne appartenant déjà, de droit, à d'autres). Mais s'il n'était pas dépossédé de toute ressource économique, il n'aurait aucune raison de la céder. Libre et dépossédé à la fois : l'indépendance juridique va de pair avec la dépendance matérielle (Paolo Virno, *Le souvenir du présent*, Éd. de l'Éclat p. 157).

On s'est un peu emballé sur la question de la « **fin du travail** » qui n'était pour Jeremy Rifkin que « la fin de l'emploi ». L'automatisation a donné l'illusion à beaucoup d'un âge de l'abondance où les machines feraient tout le travail sans nous. On a voulu expliquer aussi par cette automatisation un chômage de masse qui a pourtant des raisons largement monétaires, on s'en aperçoit mieux en temps de crise, et ne touche pas tous les pays. Définir, comme on l'a fait, le travail au niveau le plus général comme ce qui s'oppose à l'entropie suffit à montrer que ce n'est pas le travail qui peut manquer, seulement d'en trouver rémunération. Les chantres de la fin du travail négligeaient aussi le besoin pour chacun/chacune de valoriser ses compétences, d'accéder à une reconnaissance sociale, y compris financière. On peut toujours dire que ce n'est plus un « travail », si l'on veut. Il y a bien quelque chose qui finit, une forme de travail, celle du salariat avec la valeur-travail comme mesure de la valeur d'échange. Ce n'est pas la production de

richesses elle-même qui finit, ni les échanges marchands. Il ne s'agit pas de vivre en vacances perpétuelles, mais bien de produire la richesse autrement et de relocaliser l'économie autant que faire se peut.

La **critique du travail** aliéné reste indispensable pour améliorer les conditions de travail et les droits des travailleurs sans qu'on se croie obligé de glorifier le non-travail pour autant, encore moins la consommation de loisirs. On peut prétendre que le nom de travail est récent, désignant une réalité tout aussi récente : le travail salarié qui ramène toutes les activités productives à une mesure unique indifférenciée, celle du temps de subordination ou du temps machine, mais ce n'est pas une raison pour prétendre que le travail serait une invention récente alors que le labeur date au moins du néolithique, quand il a fallu gagner sa vie à la sueur de son front en abandonnant la vie de chasseur-cueilleur. Depuis ce temps de labours, on a connu esclavage et servage pour faire le travail, dans des conditions guère enviables. Les conditions de travail se sont considérablement améliorées jusqu'à pouvoir rendre le travail désirable (même pour les riches !). Ce n'est pas le cas général encore, sans aucun doute, mais il se pourrait qu'on aille majoritairement vers une amélioration plus qu'une dégradation des conditions de travail, selon un renversement comparable au passage du travail forcé des fous dans les asiles à l'ergothérapie, où le travail qui était abêtissant se révèle pouvoir devenir un travail désirable et même thérapeutique, où il devient « le premier besoin de l'homme », comme dit Marx. Il ne s'agit donc pas de supprimer le travail magiquement, mais de sortir de la subordination salariale et de la dépendance des entreprises capitalistes en généralisant le travail autonome ainsi qu'en favorisant les échanges de proximité. Il s'agit de changer le travail pour changer la vie.

On ne peut qu'être d'accord avec les « critiques de la valeur » sur le fait qu'il y a une solidarité systémi-

que entre le salariat basé sur le temps de travail, les marchandises où la valeur d'échange prend le pas sur la valeur d'usage, et l'autovalorisation du capital. Ce n'est effectivement pas que les rapports humains soient ramenés faussement à des rapports entre choses, mais bien que ces rapports impersonnels et abstraits constituent « les rapports réels du capitalisme qui structurent sa trajectoire dynamique et sa forme de production » (Postone, 2009, p. 19-20). La découverte de Marx, c'est bien la notion de *système de production* où consommation, distribution et production sont solidaires. Ce système s'est imposé par son dynamisme, ce qu'on appelle le « cercle vertueux de la croissance », malgré ses inévitables crises cycliques.

La domination sociale ne consiste pas, à son niveau le plus fondamental, en la domination des hommes par d'autres hommes, mais en la domination des hommes par des structures sociales abstraites que les hommes eux-mêmes constituent (Postone, 2009, p. 53-54).

Il ne suffit pas cependant de dénoncer les ressorts d'un système, il faut pouvoir y opposer un autre système qui soit viable; il ne suffit pas de dénoncer l'aliénation salariale, il faut organiser le travail autonome en tenant compte de la « détermination en dernière instance » par l'économie, c'est-à-dire la sélection après-coup des systèmes les plus viables sur le long terme. C'est très concrètement qu'il faut **construire** une production alternative et développer l'autonomie individuelle. L'autonomie n'est pas une propriété naturelle comme s'en persuadent si facilement les dominants, c'est une construction sociale, de même que les échanges de proximité et les coopérations locales, qui ont besoin d'être organisés collectivement pour être facilités, sans pouvoir se fier ni à une « pollinisation naturelle », ni à une providence divine qui arrangerait tout cela d'elle-même.

Au lieu de vouloir définir nos besoins et restreindre nos libertés, il nous faut conquérir au contraire de nou-

velles libertés, partir du producteur comme personne singulière et l'aider à valoriser ses compétences ou ses talents. C'est le passage de la sécurité sociale au **développement humain**, qui est pour Amartya Sen un développement de l'autonomie (des *capabilities*) mais qui est surtout exigé par le travail à l'ère de l'information.

## Les institutions du travail choisi

Les dispositifs concrets du travail autonome et de la relocalisation ont été rassemblés en 1997 par André Gorz dans *Misères du présent, richesse du possible*. C'est en premier lieu un **revenu garanti**, objet de nombreuses critiques par André Gorz lui-même avant qu'il ne s'y rallie, car c'est la condition de la sortie du salariat. Condition nécessaire, ce n'est pourtant pas une condition suffisante comme le croient la plupart des partisans d'un revenu d'existence mythifié qui doit non seulement être suffisant, pour pouvoir refuser les emplois sous-payés, mais s'inscrire dans une production alternative effective. Le revenu garanti n'est pas destiné en effet à la consommation passive de marchandises mais à donner l'autonomie dans le travail, à donner les moyens à tous d'un travail choisi. L'enjeu du revenu garanti n'est pas la consommation, mais au contraire d'utiliser des ressources inemployées en favorisant le travail autonome. Ce n'est donc pas une charge, mais un investissement comme l'éducation et toutes les institutions du développement humain. Ce qui implique de ne pas s'en tenir au revenu, mais de se focaliser sur les conditions de production effectives.

Le travail autonome et coopératif est majoritairement local. Non pas exclusivement (avec les réseaux, on peut travailler au loin), mais il constitue une des bases de la relocalisation de l'économie. Pour favoriser les échanges et les services de proximité on a absolument besoin de monnaies locales qui avantagent les produits locaux (en échappant possiblement aux taxes notamment). Cette

dimension locale est essentielle, écologique et pas seulement sociale, destinée à la fois à équilibrer la globalisation marchande et fournir un débouché au travail autonome, hors salariat.

Revenu garanti et monnaies locales sont des conditions préalables, reste que le travail autonome n'est pas à la portée de tous et que l'individu n'est pas une entreprise à lui tout seul. Il faut des institutions du travail autonome et du développement humain pour développer et valoriser les compétences de chacun, favoriser les coopérations, connecter l'offre à la demande. C'est le rôle de ce que j'appelle, après Bookchin, les coopératives municipales et qu'André Gorz appelait des ateliers coopératifs. L'intérêt d'en faire des structures municipales est de se déconnecter de la pression des marchés que subissent les coopératives, mais il est aussi politique. En effet, la communalisation permet de sortir du communautarisme en mêlant les milieux différents qui cohabitent sur le même territoire. Le principe de la prise en charge de l'économie locale par la municipalité est primordial, non seulement avec une monnaie locale, mais aussi avec l'organisation de la production locale. Les coopératives municipales, véritables institutions du développement humain, devraient assurer différentes missions : dynamisation des échanges locaux, services d'assistance ou de formation, valorisation des compétences, aide à l'autonomie et recherche des synergies (coopérations), etc. L'important, c'est de ne pas laisser isolés les travailleurs autonomes et d'apporter les moyens de leurs projets professionnels.

Ces dispositifs dessinent assurément un tout autre monde, bien loin de celui que nous connaissons et des préoccupations actuelles, avec une véritable inversion des logiques qui fait que la question de la retraite ne se pose plus du tout dans les mêmes termes, par exemple. Plutôt que de continuer à subir la destruction du salariat et de ses protections sociales ou de rêver à une étatisation

de l'économie, il faudrait pourtant bien passer à autre chose, sortir du capitalisme et du xx<sup>e</sup> siècle pour entrer très concrètement dans le **monde nouveau** qui s'ouvre devant nous et que nous n'avons pas choisi mais qui nous a déjà transformés et n'a pas que des mauvais côtés, puisque c'est aussi l'ère de l'écologie et du développement humain, sinon de la connaissance et de la communication. La bonne nouvelle, c'est qu'il ne semble pas qu'on puisse durablement restreindre nos libertés désormais, brider notre autonomie alors que la production en a un besoin vital. L'avenir est à nous, ce qui ne veut pas dire que ça se fera tout seul. Il y a du boulot !

# Capitalisme : échapper par les bords

Patrick Cingolani

*Professeur de sociologie à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense. À de diverses manières traité du travail précaire et de la précarité.*

Il a notamment publié, *L'exil du précaire – récits de vie en marge du travail*, Méridiens Klincksieck, 1986 ; *La République, les sociologues et la question politique*, La Dispute, 2003 ; *La précarité*, PUF, « Que sais-je ? », 2005.

L'idée moderne de travail est suspendue à la promotion de la sphère économique et de l'intérêt. Elle suppose l'assujettissement de l'activité laborieuse à l'impératif de rentabilité, puis, à mesure de l'objectivation des rapports capitalistes, l'investissement du monde vécu par ce même impératif. Une fois devenue une représentation banalisée du « cosmos moderne », cristallisée dans les échanges et les rapports d'une société, les catégories de rentabilité du temps et de rendement ont envahi le quotidien dans ce qu'il a de plus intime, voire de moins conscient. D'une manière ambivalente la rationalisation du temps a depuis le XIX<sup>e</sup> siècle atteint, à de rares exceptions près, toutes les couches des populations des sociétés avancées et a imposé son régime de comput.

On ne peut voir seulement comme une aliénation ou une réification l'injonction collective à l'organisation du temps individuel et privé au même titre que le processus de spécialisation et de différenciation fonctionnelle qui a de plus en plus externalisé des activités qui relevaient

de la sphère domestique. Chaque jour, la régularité et la rythmicité de larges moments de notre temps sont prescrits et sont objectivés non seulement par l'organisation des entreprises, mais aussi par de multiples autres institutions et agences assujetties à la normalisation de leur fonctionnement. La rationalisation appartient bien, en un sens, au processus de civilisation qui toujours davantage discipline, organise, optimise les comportements. Mais ce processus de rationalisation est bien constamment en proie à des effets réifiantes associés aux marchés et à la marchandisation toujours plus grande de l'expérience vécue. Par la médiation du travail, c'est le temps quotidien qui perd son sens au profit de son accomplissement mécaniquement rationnel. La soumission aux impératifs de rendement et d'un succès qui s'identifie avec l'argent ou la compétition prend un caractère autonome, aliénant les relations intersubjectives et les échanges communicationnels.

Il me semble, cependant, qu'au sein même du processus de civilisation se dessinent des transformations culturelles qui orientent autrement la relation au travail et au temps et mettent en tension de manière nouvelle les rapports sociaux au sein du capitalisme. Le compromis qui organisait jusque là la société salariale et qui dédommageait l'hétéronomie du travail par le pouvoir d'achat et la consommation s'est trouvé défait à mesure des luttes et des manifestations culturelles antibureaucratiques et à mesure que les aspirations à l'autonomie et à une certaine réalisation de soi se sont épanouies. Le « nouvel esprit du capitalisme » et ses paradoxes illustrent la transformation de la relation au travail et de la relation à la construction identitaire, y compris dans ses figures hybrides ou monstrueuses que sont « l'autonomie contrôlée » ou « l'implication contrainte ». La dimension bureaucratique et disciplinaire qui caractérisait au travail la condition ouvrière et même organisait un certain mode de représentation politique du peuple

a perdu de sa prégnance et, si le taylorisme perdure, et même s'étend au travail communicationnel, comme en atteste l'organisation du travail dans les centres d'appels, il a perdu la légitimité idéologique et le contexte social qui, dans une certaine mesure, en avait fait un régime de vie.

On voudrait pénétrer les paradoxes du nouveau capitalisme de manière à en dessiner les tensions. La contestation antibureaucratique, en effet, a donné lieu à des modifications sociétales prenant à revers la normativité du travail, mais en même temps a débouché sur de nouvelles aliénations dont la précarisation est l'une des principales expressions. Le *passage à l'âge adulte*, la *relation parentale* ou bien encore le *passage à la retraite* constituent des moments d'expérimentations de ces tensions. On tentera de montrer en quoi, dans ces trois occasions biographiquement fortes, le *travail* et de plus en plus l'*activité* deviennent l'objet d'une activité de sens et de construction identitaire du sujet individuel contradictoirement avec des forces d'assujettissement et de domination qui s'emparent de ces temporalités affirmatives et les retournent.

1) *L'expérience étudiante et plus généralement la transition vers l'âge adulte se situent d'emblée dans une dimension de pluriactivité* et dans une tension entre la sphère du travail et la sphère des études. Elles dessinent à la fois un espace affirmatif à distance de la subordination et se distinguent en cela des expériences générationnelles antérieures soumises bien plus précocement à cette même subordination salariale et à un régime disciplinaire plus sévère. Mais, en même temps, elles manifestent une relation complexe au salariat qui, à de rares exception près, se généralise dans le mode de vie étudiant et prend un sens véritablement économique. La vie étudiante devient de plus en plus un régime de vie caractérisé par l'intermittence. Le retrait étudiant marque un temps social affirmatif d'une construction

de soi simultanément à l'abri et à proximité du travail salarié.

D'un côté, le moment universitaire suppose plus qu'un moment de formation professionnelle ou préprofessionnelle, il affirme un temps propre de réalisation du sujet qui s'éprouve dans l'expérience du délaissement<sup>1</sup>. Le temps d'étude est ainsi un moment biographique où, tout autant, à travers l'échec que le succès, la personnalité *doit* se construire et s'accomplir en mobilisant l'activité universitaire et scolaire, certes, mais aussi les dispositions et ressources acquises antérieurement. Parmi les jeunes des classes moyennes, notamment, un ensemble de savoir-faire et de savoir-être relevant des loisirs et de la culture contribuent à la construction du sujet. La musique, le sport et les diverses activités qui désormais accompagnent le processus de scolarisation et qui ont déjà contribué à la construction de l'individu nourrissent la personnalité et les compétences originales à partir desquelles peuvent se dessiner les vocations et les opportunités de professionnalisation. Le temps des études est au-delà des études. Il s'agit d'un temps polysémique dans lequel, par l'essai et l'erreur, se produit un style de vie relativement original eu égard à l'expérience des générations antérieures.

De l'autre côté, le travail salarié des étudiants n'est pas réductible à la seule précarité ou à la seule précarisation. Il comporte, dans ce moment transitionnel entre étude et emploi, un potentiel de sens irréductible à la seule contrainte matérielle à l'emploi précaire. Si l'on ne saurait omettre la dimension contraignante du travail salarié et ses contradictions avec l'activité étudiante – notamment la manière dont il peut nuire aux études – on sait qu'il est à la fois recherche d'indépendance dans les pratiques de consommation, la manifestation de

1. Sur les divers points qui suivent, on s'appuie sur Felouzis, 2001.

possibilités d'existence à distance des parents et accompagne tout un ensemble d'autres attitudes démontrant le processus de maturation.

Les recherches portant plus directement sur les aspects économiques que culturels du travail étudiant ont bien insisté sur la signification socioprofessionnelle de ces épreuves dans la familiarisation avec l'expérience salariale, à commencer par son hétéronomie, ses contraintes, ses humiliations, mais aussi ses sociabilités, ses rites etc., ou bien encore dans la sélection de ce qui plaît et ce qui déplaît comme activité et comme sensibilité professionnelle<sup>1</sup>. Toutefois, on ne peut ignorer que cette dimension expérimentale est adossée sur le moment de retrait des études et sur l'affirmation complémentaire d'un temps de vie sociale et d'activités parallèles qui permettent de prendre le travail à l'essai et d'y trouver le ressort d'une réflexion sur ce que l'on veut faire. À l'horizon d'une telle situation apparaît un enjeu de réalisation identitaire tout aussi important, sinon plus, que l'enjeu professionnel et statutaire et où, en tout état de cause, les trois dimensions de réalisation personnelle s'enchevêtrent.

Le desserrement relatif des limites aux carrières et aux vocations associées à l'enseignement général de masse, l'affirmation des activités liées au moment étudiant et à ses cultures scolaires et parascolaires ouvrent des possibilités d'existence sociale plus larges et des possibilités de réalisation latérale plus nombreuses que par le passé. En même temps, ces expériences originales sont en proie à la puissance ensorcelante des rapports de domination. Elles s'aliènent dans le mouvement de leur réalisation. Le temps affirmatif du sujet individuel est la proie d'une dégradation des conditions d'études, d'une paupérisation des conditions salariales intermittentes et d'une raréfaction des espérances profession-

1. Cohen-Scali, 2010.

les. L'expérience de la construction de soi s'inverse en son contraire : en *déclassement*.

Prendre appui sur la pluriactivité étudiante permettrait pourtant de construire un espace revendicatif de résistance à la précarisation en déconnectant construction culturelle et emploi et surtout en ouvrant les espaces intermédiaires sur de nouvelles sécurités et *de nouvelles égalités quant à l'activité*. Il est remarquable que le temps d'études n'est pas reconnu comme un temps socialement utile relevant par conséquent d'une rétribution. Ne pourrait-on envisager, comme dans d'autres pays européens, une reconnaissance financière du travail universitaire qui serait versée à l'étudiant et qui serait diversement modulée en fonction du travail salarié que celui-ci pourrait mener, ainsi qu'en fonction de ses besoins biographiques ? Une telle situation permettrait l'épanouissement de la personnalité du jeune adulte et de nourrir l'activité et le travail dans une liberté institutionnellement encadrée.

2) *L'enfant n'engage pas seulement tout un ensemble d'activités inhérentes à la vie matérielle du foyer*, il est de plus en plus l'objet d'une activité réflexive et « programmative » dont les femmes sont au demeurant les premières actrices. Dans le processus de construction du nouveau sujet individuel qu'est l'enfant, la famille a, dans un mouvement croissant depuis la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, externalisé de nombreuses activités en vertu des éléments de rationalisation que comporte la différenciation fonctionnelle. Les parents ne font pas seulement appel à des institutions (crèche ou école), mais encore à des agences publiques et privées qui collaborent à la formation du jeune et ont des effets contraignants sur la temporalité familiale : du médecin à l'orthophoniste, des enseignements musicaux aux activités de loisir : sports, stages récréatifs, etc. Dans le mouvement historique de réduction des tâches domestiques, on n'a pas tant déchargé les femmes que

transformé leurs contraintes en contraintes d'agenda et cela d'autant plus qu'elles travaillent. Pour ainsi dire, l'originalité de la condition de parent, et plus particulièrement de mère aujourd'hui, ce n'est pas tant la cuisine ou le ménage que la course dans l'objectif d'être « juste-à-temps ». Toute une partie des tâches nouvelles au XXI<sup>e</sup> siècle relève aussi de la délibération et de l'orientation plus ou moins élaborée de la scolarité de l'enfant qui engage de plus en plus des choix liés au statut de l'école (publique, privée, bonne réputation ou non) et de la résidence.

On ne peut en aucun cas faire l'impasse sur cette temporalité originale et qui ne fait pas seulement sens pour les classes moyennes supérieures, mais qui, comme telle, constitue tout un espace d'activité et d'investissement pour nombre de familles. Mais l'on sait par ailleurs que dans la plupart des milieux sociaux, la relation à l'enfant, avec ses activités spécifiques, accompagne aussi une relation au travail comme autre élément de réalisation du sujet et notamment du sujet féminin.

Les interprétations convenues, d'un côté, du travail et de la sphère domestiques comme résidus qu'il faudrait faire disparaître et, de l'autre, des formes intermittentes du travail comme étant de « l'emploi précaire », apparaissent comme fortement erronées tout en étant étonnamment convergentes dans leur dénégation des tensions qui opposent sphère salariale et sphère quotidienne. Le déni de la spécificité de la sphère familiale ne prend pas la mesure de toute l'activité de soin (*care*) et de construction qui caractérise un temps que l'on ne peut réduire au mot domestique. Mais, de diverses manières, les éléments de rationalisation de la vie quotidienne sont dépassés par les forces d'aliénation de celles-ci. À travers de multiples formes d'expression, la légitimation des logiques gestionnaires pèse sur la vie privée des salariés. Plus directement, l'arbitraire capitaliste contraint violemment la vie des foyers populaires.

La cage d'acier wébérienne pèse tout aussi mécaniquement sur le quotidien que sur l'univers professionnel et fait de la temporalité régie par le travail et par le comput entrepreneurial du temps un style de vie.

Concrètement, les conditions professionnelles se prêtent difficilement au partage des tâches entre conjoints quand elles ne les découragent pas. L'entreprise impose un modèle individualiste qui s'identifie le plus souvent avec le paradigme masculin de « monsieur-gagne-pain », ou bien un comportement zélé à l'égard des profits envisagés, auquel il est difficile de résister, que l'on soit homme ou femme. L'individualisation du travail est en partie une masculinisation entendue comme attitude standard. Les entreprises envisagent leurs aménagements temporels dans une perspective de réduction de la sphère et des tâches familiales et de liquidation du quotidien compris comme contrainte et frein à la rentabilité et à l'optimisation de l'activité salariée<sup>1</sup>. Se préparer à l'accouchement sur le lieu de travail, faire partir les enfants dans la colonie de vacances de l'entreprise, ou plus caricaturalement, ouvrir une crèche 24 heures/24 pour permettre le travail de nuit des mères, c'est moins affirmer la famille dans l'entreprise que la soumettre plus fortement au marché.

Parmi les classes populaires, le besoin en temps se retourne brutalement en son contraire. La flexibilité et les aménagements du temps de travail concourent souvent moins à une amélioration de la qualité relationnelle familiale qu'à une dégradation de celle-ci. Parmi les moins qualifiés les horaires décalés sont plus fréquents, désynchronisant les temps conjugaux et familiaux. L'homogamie sociale qui caractérise le plus souvent les conjoints se traduit par des couples socialement proches, mais avec des emplois aux contraintes horaires dif-

1. Sur ces points voir un état des enjeux dans Berrebi-Hoffmann, 2009.

férentes. De diverses manières, le travail à temps partiel contribue plus à l'ajustement des temps de l'entreprise qu'à ceux de la famille. Il y a une dissymétrie fréquente dans les gains tirés de la flexibilité. En ce qui concerne les classes moyennes, la journée de travail, paradoxalement, s'allonge, tout en laissant une plus grande latitude aux mères d'aménager en retour leur temps. La conséquence de ces possibles aménagements, c'est en fait des formes de plus en plus fréquentes de porosité entre temps de travail et temps familial. On emporte ses dossiers à domicile, on y prépare le travail de demain ou bien on y effectue certaines communications qui n'ont pu être faites dans la journée. Les nouvelles technologies de l'information permettent ces chevauchements des temps et des sphères, qui transfèrent dans le temps privé les régulations professionnelles.

Si, une nouvelle fois, le potentiel affirmatif de vies nouvelles s'aliène dans la colonisation du monde vécu et la puissance de renversement détenue par les forces objectivées du capitalisme, on ne sortira de ces paradoxes que si l'on redonne toute sa signification et toute sa puissance imaginative au quotidien et aux sphères tantôt privées tantôt civiles dans lesquelles chacun peut le vivre. Plutôt que d'incanter la « conciliation », il conviendrait mieux de parler de *conflit*, de manière à ne pas se laisser bercer d'illusions par une logique capitaliste qui cherche à retourner les aménagements de temps à son propre profit. Il s'agit plutôt d'affirmer les potentialités subversives du *care* contre sa soumission aux logiques de rendement et de compétition.

3) *Dans les sociétés avancées, il y a désormais pour de larges fractions de la population de longues années de vie active après le travail hétéronome et subordonné.* Tout comme le passage à l'âge adulte, la relation au vieillissement se construit. Les hommes autant que les femmes à la retraite réorganisent leur relation au corps, se réapproprient et reconstituent ce qui avait été

absorbé par le temps de travail. La retraite n'est pas un état, c'est un mode de subjectivation où le retraité doit se constituer et s'investir. Les diverses générations de retraités, depuis les années soixante-dix, ont inventé des comportements et des modes de vie pour ce temps libéré que nulles autres n'ont connus dans l'histoire de l'humanité<sup>1</sup>. Par leurs comportements de consommation ou d'implication dans la vie sociale, ils savent que la cessation d'activité professionnelle ne signifie pas une « mort sociale », qu'ils ne vont pas passer un quart de siècle à se reposer. Si, dans son remarquable livre  *Vieillir après la retraite*, Vincent Caradec montre combien la déprise apparaît comme un processus actif de réorganisation de l'existence au cours du vieillissement à travers des procédures d'adaptation, de substitution, de délégation ou d'abandon qui seront distinctes selon les sujets et selon leurs relations au vieillissement, comment ne pas d'autant mieux comprendre la retraite comme le résultat d'une action sur soi du sujet retraité? Cette réflexion, au sens large, rejoint la transition étudiante dans une nouvelle pratique de l'essai et de l'erreur, tout en s'en distinguant par une activité simultanée de sevrage du travail et de sa temporalité souvent disciplinaire. La retraite commence par le désapprentissage de la régularité du temps subordonné et la reconstruction autodidaxique de rythmes quotidiens dans un rapport renouvelé à l'espace domestique et de voisinage. Elle suppose tout un dialogue entre soi et soi et soi et les autres qui comptent, à commencer par le conjoint, dans des pratiques d'ajustements entre le désœuvrement et l'hyperactivité<sup>2</sup>. L'inclination vers telle ou telle activité est décidée au terme d'aménagements et de glissements qui ne sont pas seulement pratiques, mais relèvent du

1. Legrand (2001), p. 218. Sur la plupart des points abordés dans ce paragraphe on s'appuie sur cet ouvrage collectif ainsi que sur les travaux de A.-M. Guillemard.

2. Caradec (2004).

symbolique, de l'affectif et des ressources mobilisables par le retraité. De nombreux retraités retrouvent ainsi des activités qu'ils ont dû laisser au cours de leur vie professionnelle, voire dès l'enfance, faute d'argent ou de moyens culturels.

Ce constat d'une nouvelle figure de la pluriactivité qui va du champ domestique, avec ses manifestations spécifiques (jardinages, bricolages, etc.), au champ du social et du civil (investissements militants, caritatifs, associatifs) montre, s'il en était besoin, la dimension affirmative d'une telle temporalité. On sait que la participation des « séniors » aux activités culturelles et de loisir a plus que doublé en vingt ans et qu'ils investissent de plus en plus les associations sportives, comme, dans une moindre mesure, les groupes « militants ». Ils briguent des mandats électoraux, font vivre des structures syndicales. Ils cherchent à réaliser une seconde carrière sociale et accèdent à de nouvelles responsabilités, mettant le plus souvent en avant l'utilité sociale des activités. Ils se consacrent à l'accompagnement des clubs sportifs, aux permanences, à l'organisation des rencontres et des déplacements, voire participent à l'entraînement. Ils collaborent aux organisations non-gouvernementales ou aux associations à caractère caritatif, que, pour certaines, ils font vivre de leurs investissements militants. Les femmes, qui se sont plus que les hommes dévouées aux tâches du *care*, se retrouvent plutôt dans des activités récréatives, expressives et constructrices d'elles-mêmes (sport, gym, pratique d'un art), que dans des logiques volontaires et altruistes.

La retraite démontre à ceux qui insistent sur la fonction anthropologique d'un travail formateur qu'il est possible de vivre actif sans travailler. Plus significativement, elle apparaît comme un ultime moment de relativisation de la subordination dans nos sociétés et elle illustre, après les autres figures biographiques envisagées, le fait que les sujets se construisent de plus en plus

dans l'espace d'activité hors travail. Reconnaître cette dimension permettrait de comprendre les sécurités et les temporalités autrement qu'à partir du travail salarié et de la temporalité hétéronome. L'émergence de ce temps hors travail n'apparaît plus tant comme une sorte d'univers en friche et désœuvré, il apparaît au fil du processus de civilisation comme un temps lui-même davantage régulé, nourri des formes de rationalisation produites par le temps objectif du travail et de la socialisation urbaine, mais précisément autorégulé dans un processus d'épanouissement à la fois individuel et collectif. Ce temps hors travail, a-t-on vu, même s'il reste encore pris par les modes d'assujettissement marchands, est un temps qualitativement différent. Il ouvre un espace possible de décolonisation du monde vécu et finalement débouche sur l'invention d'espaces latéraux de vie.

*Conclusion : Le processus historique de réduction du temps de travail*, qui a ouvert des espaces de loisir de masse a, en raison du régime spécifique de distribution du temps libre, engendré des formes nouvelles de domination, dont la culture du divertissement et la diversité des loisirs consommés sont l'illustration<sup>1</sup>. Le paradigme bureaucratique qui organisait ce régime de vie a été brisé sous la pression des révoltes des années soixante. Le compromis qui, a-t-on dit, compensait l'hétéronomie du travail par un type de consommation standardisé a pris fin en même temps que la crise du modèle bureaucratique. Les figures du « temps libre » ont repris une dimension plus autonome dans des manifestations toujours plus larges de loisirs pratiqués, tandis que se sont développés des espaces toujours plus larges de temps non-subordonné consacré à l'activité. Simultanément, a-t-on vu, à l'exception peut-être jusqu'ici de la retraite dont les récentes luttes nous montrent combien elle est un enjeu décisif dans la résistance au capitalisme, toutes

1. Cross, 1993.

les manifestations de ces temps affirmatifs font l'objet de nouvelles formes d'aliénation dont la crainte de la paupérisation et de la précarisation, mais plus généralement la dégradation de la qualité des temps apparaissent comme un thème fondamentaux.

Après Henri Lefebvre, nous pourrions insister sur le besoin d'une *reconquête du quotidien* – si l'on entend sous ce mot non seulement la sphère domestique, mais encore les diverses sphères de la sociabilité civile et prépolitique ainsi que les nombreux modes de socialisation des individus. Il faut prendre acte de tout ce domaine d'activités au-delà de l'emploi et de la subordination. Mais il faut aussi les faire déboucher sur des droits et des protections qui les fassent échapper à la sorcellerie de l'aliénation. « Le non travail contient l'avenir mais la transition s'annonce [encore] longue, confuse, dangereuse<sup>1</sup>. »

1. Lefebvre, 1968, p. 105. Le terme « *encore* » est de nous.



TROISIÈME PARTIE

QUELLES TRANSITIONS ?

QUELLES CONDITIONS ?



# Introduction

David Flacher

*Économiste, Maître de conférences à l'université Paris 13, membre du centre de recherche en économie de l'université Paris nord (CEPN, CNRS). Ses travaux portent sur l'histoire économique de la consommation et des révolutions industrielles, sur l'économie des réseaux et sur l'économie de l'éducation. Il est également membre du bureau national du Mouvement Utopia.*

Sortir du modèle capitaliste, nous l'avons vu dans les parties précédentes, suppose de remettre en cause la vision occidentale dominante de croissance et de consommation, de se donner de nouvelles boussoles, de repenser la place du travail dans l'organisation sociale.

Cette problématique est fondamentale, parce qu'elle renvoie à la fois aux impératifs de préservation d'un environnement déjà trop dégradé, mais aussi, et peut-être même surtout, parce qu'il n'a jamais été aussi urgent de repenser notre manière de vivre ensemble, de construire les conditions d'une préservation et d'un renforcement du lien social afin de redonner du sens à nos actions, du souffle à nos espérances, une réalité à nos utopies. Cette urgence est d'autant plus grande que la globalisation crée des interdépendances entre nations et peuples, proches ou lointains.

Penser un autre modèle de société fondé sur des valeurs émancipatrices est un impératif qui rencontre un écho de plus en plus large. Aux différents coins de la planète, des associations, syndicats et partis politiques militent, s'engagent, prennent parfois des

risques pour défendre l'idée qu'un autre monde est possible.

Ces acteurs de la société civile participent aux forums sociaux régionaux et mondiaux, dont il existe aujourd'hui de multiples déclinaisons thématiques (forums sur l'environnement, sur les migrations, sur l'éducation, sur la relation entre sciences et démocratie...). Depuis le forum social mondial de Porto Allègre en 2001, la conscience planétaire d'une possible convergence des luttes a fait son chemin. L'OMC a été largement freinée dans son entreprise d'ouverture commerciale. Le développement des cultures OGM a également été ralenti, avec l'appui des populations. Les causes des peuples indigènes d'Amérique latine sont entrées en résonance avec celles d'autres populations d'Afrique, d'Océanie ou d'Asie souffrant des politiques productivistes et extractivistes dont nous savons le pouvoir destructeur.

Processus fondé sur des valeurs et un mode de fonctionnement au consensus, les forums sociaux ouvrent une nouvelle page de la démocratie, celle d'une démocratie planétaire. Cependant, si la convergence s'organise, elle peine encore à défendre un modèle commun de société et à construire les débouchés politiques à ces multiples luttes planétaires. Les mouvements susceptibles de construire des ponts entre le mouvement social et les partis politiques restent encore trop faibles et trop peu nombreux à l'échelle planétaire. Ce n'est pas un hasard si, pour participer de ce mouvement, Utopia a lancé au forum social de Dakar un appel à construire un nouvel espace politique mondial dont la constitution serait écrite à la fois par des politiques, des mouvements sociaux, des intellectuels et des artistes.

Dans leur appropriation de l'objet des luttes sociales, les gouvernements les plus progressistes, notamment en Amérique latine, restent pris en tenaille entre d'une part un modèle de développement très prégnant et for-

cément difficile à réorienter et d'autre part une tendance à remettre leur destin entre les mains d'hommes providentiels. Or, la seule perspective réellement émancipatrice, au-delà des progrès actuels, ne pourra venir que d'une démocratie vivante, dans toutes les couches de la population et de l'existence de contre-pouvoirs.

Aussi est-il plus essentiel que jamais de préciser le cadre de l'autre monde possible auquel nous aspirons et les conditions politiques de sa mise en œuvre. C'est ce que tente de faire par exemple l'Équateur à travers un processus constituant qui, même s'il ne parvient pas encore complètement à porter tous ses fruits, a abouti à la constitution la plus progressiste et innovante au monde. Cette constitution reconnaît la citoyenneté universelle, affirme une nouvelle génération de droits (les droits de la nature), construit des conditions pour la coexistence de peuples au sein d'un État plurinational, définit deux nouveaux pouvoirs (le « pouvoir électoral » et le « pouvoir de transparence et de contrôle citoyen ») ayant vocation, à côté des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, à construire une réelle participation citoyenne.

Malgré ces avancées, encore trop circonscrites et encore trop loin d'être abouties, les intellectuels et acteurs du mouvement social doivent contribuer au débat pour dessiner le champ des possibles de la société post-capitaliste, démocratique et émancipée dont nous avons besoin pour ne pas subir le chemin autoritaire et aliénant que nous promettent les droites. C'est à ce débat que ce livre s'attèle. Ce sont les conditions de possibilité d'un nouveau modèle de société que cette dernière partie de l'ouvrage contribue à envisager.

Erik Olin Wright nous aide d'abord à penser les modèles économiques qui peuvent constituer des utopies réalistes, reflets d'idéaux émancipateurs et fondements de projets institutionnellement viables. Pour lui, l'appropriation sociale de l'économie est au cœur d'une telle transition. Elle ne peut s'appuyer ni sur une vision

déterministe annonçant, comme Marx a pu le faire, l'effondrement du capitalisme, ni sur une feuille de route qui nous guiderait vers une destination connue. Il s'agit d'explorer de nouvelles voies qui ne se réduisent pas à la seule alternative entre étatisme et capitalisme. Pour Wright, le socialisme doit être considéré comme un système dans lequel les moyens de production et leur allocation dépendent de la société toute entière et pas seulement de l'État. Dans cette approche, le socialisme est d'abord la subordination du pouvoir économique au pouvoir social et donc à la démocratie. Dans sa présentation du capitalisme, de l'étatisme et du socialisme ainsi que de leurs formes extrêmes (respectivement le capitalisme libertarien, le totalitarisme et le communisme), Wright souligne, et c'est là une des originalités de son texte, qu'aucune de ces formes extrêmes ne peut constituer une organisation sociale stable : les formes d'organisation sociale réalisables et soutenables supposent des relations réciproques entre le pouvoir de l'État, le pouvoir économique et le pouvoir social.

Evidemment, si diverses formes d'organisation du capitalisme et de l'étatisme ont été expérimentées à grande échelle, il n'en va pas de même de ce que Thomas Coutrot appelle le « socialisme civil ». Par quels arrangements institutionnels donner un sens à l'appropriation sociale de l'organisation économique ? Wright propose de développer des indicateurs de l'appropriation sociale des différents pouvoirs et envisage cinq voies pour donner davantage de poids à ce pouvoir social. La social-démocratie et l'économie sociale en sont deux exemples. Cependant, même si cette économie sociale semble avoir la préférence de Wright, il nous rappelle, sans contourner la difficulté, que l'État restera indispensable pour établir les règles du jeu et les mécanismes de coordination garantissant le niveau d'intégration nécessaire des forces qui traversent la société civile et dont l'hétérogénéité est à la fois une richesse et un défi.

Cette thématique est reprise par le texte de David Flacher qui s'intéresse au fonctionnement souhaitable d'une sphère privée marchande dans une société post-capitaliste. Si l'échange de biens et services sur un marché n'est pas problématique en soi lorsqu'il s'agit de biens de consommation courante, non directement liés à des droits et besoins fondamentaux (l'accès à l'eau, à l'énergie, à certains moyens de communications... sont autant d'exemples pour lesquels la marchandisation est plus discutable), il semble alors nécessaire d'établir démocratiquement les frontières d'une sphère économique rendant possible l'initiative privée sans que cette dernière soit pour autant soumise à une logique de maximisation du profit ou à des rapports d'exploitation. David Flacher développe dans son texte les conditions d'un possible développement de la démocratie dans l'économie à travers un ensemble de règles de participation des parties prenantes internes et externes à l'entreprise en fonction de la nature de ses activités. Il identifie certaines des conditions de l'exercice de cette démocratie à travers une forte limitation de la concentration et de la propriété du capital productif ainsi qu'à travers une réforme profonde des mécanismes de financement de l'économie.

Ces innovations contribueraient à redéfinir la place de l'économie dans la société, de manière très complémentaire aux propositions de Thomas Coutrot dans son texte. S'attaquant aux mécanismes du capitalisme financiarisé, Thomas Coutrot dénonce en effet le rôle des multinationales occidentales dans une division internationale du travail qui a favorisé le transfert des richesses vers les détenteurs du capital et provoqué des destructions environnementales et sociales majeures. En pesant sur les salaires et les conditions d'emploi, la libre circulation des biens, des services et des capitaux a renforcé les déséquilibres et les inégalités. Thomas Coutrot plaide pour une organisation mondiale des échanges respectant l'environnement et les systèmes

économiques et sociaux résultant de choix et d'histoires propres à chaque peuple. Loin d'une approche protectionniste par nature unilatérale, qui participerait d'une logique d'affrontement et réduirait à néant la volonté d'une convergence des mouvements sociaux planétaires, il conviendrait d'organiser de façon coopérative la décroissance du commerce mondial, en limitant les échanges pour réduire leurs impacts sociaux et écologiques. Le modèle du commerce équitable, la mise en place d'une taxe kilométrique (applicable aux produits entrant et sortant, pour des raisons écologiques évidentes), la reconnaissance d'une dette écologique des pays du Nord à l'égard des pays du Sud ou la création d'une monnaie mondiale sont autant d'éléments qui permettraient d'accompagner une relocalisation coopérative, progressive et démocratique de l'économie dans l'intérêt de tous.

Pour favoriser la réorientation de l'économie vers une activité relocalisée et démocratique, la question du temps occupe également une place centrale. Comme le souligne Bruno Théret dans son texte, les sphères économique, politique, domestique, sociale ou symbolique doivent disposer chacune d'un réel espace dans la vie des individus pour que puisse se développer une démocratie pleine et entière. La hiérarchie des valeurs doit remettre la sphère sociale en avant. Pour ce faire, la démocratie doit s'affranchir, au moins partiellement, d'un pouvoir fondé quasi-exclusivement sur une démocratie représentative et sur une valorisation purement marchande de la force de travail. Face à la vision libérale, le salarié doit conquérir une place dans les mécanismes décisionnels, redevenir un acteur politique de son propre destin et du destin collectif. *La démocratie exige [...] un nouvel équilibre entre les temps respectivement consacrés aux activités économiques, domestiques et politiques.* Ainsi, pour Bruno Théret, une des clefs du problème réside dans la réduction du temps de travail (RTT), à condi-

tion d'en considérer un usage politique différent de celui qui l'a caractérisée jusqu'à aujourd'hui. La RTT pourrait ainsi être pensée dans ses dimensions politiques, en favorisant la réappropriation par l'ensemble des salariés des activités publiques bureaucratisées. La RTT permettrait de dégager du temps qui serait dédié à des activités politiques et de service public. Cette activité politico-administrative constituerait une autre manière de financer les services publics que par la voie monétaire (fiscale) classique. En somme, il s'agirait de favoriser le paiement « en nature » d'une partie de l'impôt afin de favoriser une socialisation politique directe des individus. Cette socialisation n'aurait cependant de sens qu'en ne se limitant pas aux activités administratives rébarbatives, mais en intégrant les activités nobles de délibération, décision et gestion publique.

La RTT pour l'implication citoyenne de même que la relocalisation et plus généralement l'implication sociale dans une économie démocratique sont au centre du modèle économique de « plénitude » – certains parleraient de « bien vivre » – défendu par Juliet Schor. Son texte, à la fois introduction et synthèse des problématiques environnementales et de la critique de la croissance, nous rappelle à quel point les pays du Nord ont une responsabilité particulière dans la nécessaire réorientation du modèle de développement dominant. Une « nouvelle économie » doit s'inspirer de mouvements comme ceux des villes en transition, des expériences de monnaies locales, de productions à petite échelle relocalisées, d'échanges et de partage entre voisins et pairs à l'image des jardins communautaires, du logiciel libre... Pour Juliet Schor, deux caractéristiques majeures devront caractériser une économie de plénitude : la libération du travail de la seule économie formelle (à travers notamment la RTT) et l'auto-production à rebours d'une spécialisation toujours plus forte du travail, favorisant une économie à petite échelle, plus directement

liée à un besoin individuel et bien moins dommageable pour l'environnement.

Evidemment, l'ensemble de ces changements suppose aussi de favoriser une évolution des comportements par des incitations et une éducation appropriées. Ce sont les questions qu'envisagent respectivement Christian Arnsperger et Marie Duru-Bellat. Le premier défend l'idée que l'introduction d'un revenu garanti permettrait à une sorte d'avant-garde d'explorer une « frontière soutenable » de l'économie. Cette frontière est pour lui caractérisée par une incontournable frugalité, utilisant pleinement et fructueusement les ressources, mais avec parcimonie et dans une économie qui ralentit. Il s'agit en effet d'inventer de nouveaux modes de vie, fondés sur un pouvoir d'achat réduit et sur davantage de travail. Il s'agit aussi que la frugalité, loin de représenter un sacrifice, permette un épanouissement individuel et collectif grâce à des rapports sociaux porteurs de sens, de convivialité et de démocratie au sein de communautés à taille humaine. Il s'agit enfin de penser les processus permettant la transition la plus progressive, douce et attrayante possible, d'une économie non soutenable à cette frugalité soutenable. C'est dans cette perspective qu'un revenu garanti peut faire œuvre d'éducation : en permettant aux plus convaincus de tracer un chemin, il « agirait comme un véritable "revenu de transition économique" ».

Le texte de Marie Duru-Bellat nous sort de l'économie pour nous emmener sur le terrain essentiel de l'éducation et nous faire entrevoir les contours d'un modèle éducatif post-capitaliste. En comparant l'inflation scolaire à la course à la consommation, en pointant l'idéologie du « s'éduquer plus pour gagner plus » et l'accumulation de « capital humain » qui en résulte, Marie Duru-Bellat nous interpelle sur le sens à donner à l'éducation. En plaidant pour qu'on « éduque les enfants pour en faire des membres du groupe »

et pour leur permettre de s'insérer dans la vie, Marie Duru-Bellat remet en cause l'esprit de compétition qui rend l'école complice d'une reproduction des hiérarchies sociales et de rémunération, des inégalités et des discriminations dans l'accès au monde du travail. S'opposant à une légitimation des inégalités par l'école, Marie Duru-Bellat défend le principe d'une éducation ouverte sur le monde et pas simplement repliée sur les spécialistes d'une discipline, d'une éducation impliquant des adultes d'origines et d'âges variés, à l'image de la société. Pourquoi ne pas libérer du temps de travail pour des adultes qui viendraient partager du temps et leur expérience avec des jeunes étudiants, valorisant du même coup d'autres savoirs et compétences que ceux mis en avant par les canons académiques ? Dans cette perspective, si l'idée d'un bagage commun dispensé par un service public national d'éducation semble légitime, la définition de ce socle commun doit découler d'un large débat démocratique, car il a un sens politique. De manière générale, les conditions d'une éducation, y compris tout au long de la vie généraliste, doivent être rendues effectives, les mécanismes de sélection, limités aux professions exigeant des savoirs et compétences très fins, doivent dépasser les seuls critères scolaires... Mais, pour changer l'école, Marie Duru-Bellat nous rappelle qu'il faudra aussi changer la société, la hiérarchie entre les rémunérations, la considération accordée aux différents emplois (notamment manuels et intellectuels), refuser les discriminations sur la base du diplôme, soutenir les associations qui participent à l'éducation populaire...

Au fond, cette dernière partie de l'ouvrage ouvre des pistes pour une grande transition vers une société post-capitaliste plus qu'elle n'apporte de solutions « clefs en main ». Au-delà de leur diversité, les auteurs plaident pour une généralisation des pratiques démocratiques incluant le mouvement social et l'ensemble de

la société civile, la réduction du temps de travail, une économie débarrassée de la religion de la croissance et du dogme consumériste. Beaucoup reste encore à faire néanmoins pour définir les contours d'une trajectoire soutenable permettant la bifurcation nécessaire et attendue : les fondements de l'organisation démocratique, l'organisation des activités au-delà du travail, les conditions de la convergence des mouvements sociaux en une force politique, les conditions de la refonte des mécanismes de gouvernance internationaux pour assurer la coexistence de peuples et nations hétérogènes dans un monde globalisé sont autant de questions qui restent à creuser. La bibliographie de l'ouvrage fournira d'intéressantes pistes aux lecteurs, en attendant les recherches passionnantes que les années à venir nous promettent, sous la pression conjuguée de la crise sociale, environnementale et économique que nous vivons.

# Une boussole pour l'appropriation sociale <sup>1</sup>

Erik Olin Wright

*Professeur émérite de sociologie à l'université du Wisconsin – Madison. Président élu de l'American Sociological Association*

*Ouvrages récents : Envisioning Real Utopias, Verso, 2010; American Society : how it really works, avec Joel Rogers, WW Norton, 2011 ; Deepening Democracy : innovations in empowered participatory governance, avec Archon Fung, Verso, 2005.*

Durant l'essentiel du xx<sup>e</sup> siècle, le socialisme a constitué la matrice idéologique principale pour élaborer des alternatives au capitalisme et imprimer une direction aux luttes anticapitalistes, y compris quand l'émergence d'un ordre socialiste n'était pas un objectif politique immédiat. Si les dispositifs institutionnels spécifiques historiquement associés au socialisme sont désormais considérés comme incapables d'accomplir leurs objectifs, bien des critiques traditionnellement adressées par

1. Ce texte est une traduction partielle de l'article d'Erik Olin Wright « Compass Points » paru dans la *New Left Review*, n° 41, septembre-octobre 2006. Erik Olin Wright est un sociologue critique états-unien qui développe depuis longtemps une réflexion autour des « utopies réalistes » (*real utopias*), qui a donné lieu à plusieurs ouvrages collectifs. L'approche ici résumée est développée dans son ouvrage récent *Envisining real utopias*, Verso 2010. Nous remercions chaleureusement la revue Contretemps et les traducteurs du texte (G. Bekhtari, M. Bonzom, R. Keucheyan et U. Palheta) pour nous avoir autorisés à publier cette traduction qui sera accessible intégralement sur <http://www.contretemps.eu>.

les socialistes au capitalisme semblent plus pertinentes que jamais : les inégalités, la polarisation économique et l'insécurité de l'emploi s'accroissent ; de gigantesques entreprises dominent les médias et la production culturelle ; la politique est de plus en plus contaminée par l'argent et insensible à ceux et celles qui en sont privés. Le besoin d'une alternative claire au capitalisme s'affirme plus que jamais.

Mon objectif dans ce texte consiste à penser une alternative socialiste au capitalisme, en prenant pour point de départ le fait que le terme « social » se trouve aussi bien dans l'expression « social-démocratie » que dans « socialisme ». Ce terme est habituellement employé pour désigner un engagement en faveur du bien-être général de la société, par opposition aux intérêts étriqués d'élites particulières. Dans ses versions les plus radicales, la « propriété sociale » est distinguée de la « propriété privée » ; mais, en pratique, la première a souvent été rabattue sur la propriété étatique, et le terme « social » n'a par conséquent pas une grande valeur analytique. Je défendrai l'idée que le « social » renvoie à un ensemble de principes et de perspectives qui distinguent le socialisme aussi bien du capitalisme que de ce qui peut être considéré comme une réponse purement étatiste au capitalisme. Ces principes s'articulent autour de ce que j'appellerai l'« appropriation sociale » (*social empowerment*) [...]

## **Les conceptions du socialisme**

La plupart des discussions sur le socialisme construisent le concept en termes de contraste binaire avec le capitalisme. La stratégie standard est de commencer par une discussion sur les différentes façons d'organiser la production, et de là, de définir le capitalisme comme un mode d'organisation économique dans lequel la production est orientée vers la maximisation du profit à travers l'échange sur le marché, les moyens

de production sont soumis à la propriété privée et ne sont pas possédés par les travailleurs, ces derniers étant donc contraints de vendre leur force de travail pour obtenir de quoi vivre. Le socialisme est défini par la négation d'une ou plusieurs de ces conditions. Puisque le point central du concept de capitalisme est la propriété privée des moyens de production, cela a généralement signifié que le socialisme est compris comme la propriété publique sous une forme ou une autre, l'exemple le plus typique étant le dispositif institutionnel de la propriété étatique. Je vais élaborer ici une approche alternative de formulation du concept de socialisme dans lequel il est distingué de deux formes différenciées d'organisation économique, et pas d'une seule : le capitalisme et l'étatisme.

Le capitalisme, l'étatisme et le socialisme peuvent être considérés comme des modes alternatifs d'organisation des relations de pouvoir à travers lesquels les ressources économiques sont allouées, contrôlées et utilisées. Tout d'abord et de façon schématique, nous pouvons définir ainsi ces trois concepts, sous l'angle du pouvoir :

1. le *capitalisme* est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de production sont soumis à la propriété privée. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir économique. Les investissements et le contrôle de la production sont le résultat de l'exercice du pouvoir économique par les propriétaires du capital.
2. L'*étatisme* est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de productions appartiennent à l'État. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir étatique. Les agents de l'État contrôlent le processus d'investissement et la production à travers une forme de mécanisme administratif d'État.

3. Le *socialisme*, quant à lui, est un mode d'organisation économique dans lequel les moyens de production appartiennent collectivement à la société entière. L'allocation et l'usage de ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice de ce que l'on peut appeler le « pouvoir social ». Le pouvoir social s'enracine dans la capacité à mobiliser les gens dans des actions de coopération volontaires et collectives de diverses sortes au sein de la société civile. Cela implique que la société civile ne doit pas être considérée simplement comme un espace d'activité, de sociabilité et de communication, mais aussi comme un espace de pouvoir réel. Le pouvoir social est à distinguer du pouvoir économique, fondé sur la propriété et le contrôle de ressources économiques, et du pouvoir étatique, fondé sur le contrôle de la production et de l'application de règles sur un territoire donné. La démocratie, en ces termes, peut être conçue comme une façon spécifique de lier pouvoir social et pouvoir étatique : dans l'idéal démocratique, le pouvoir étatique est pleinement subordonné au pouvoir social et responsable devant lui. La démocratie est donc, en soi, un principe profondément socialiste. Si « démocratie » est le nom donné à la subordination du pouvoir étatique au pouvoir social, « socialisme » est celui de la subordination du pouvoir économique au pouvoir social. Dans le socialisme, le contrôle sur l'investissement et la production est organisé selon un certain mécanisme d'appropriation sociale.

Cette idée d'un socialisme enraciné dans le pouvoir social n'est pas la façon conventionnelle de comprendre le socialisme. En effet, de nombreuses personnes utilisent le terme « socialisme » pour décrire ce que j'appelle ici l'étatisme. Cette nouvelle conceptualisation, cependant, saisit bien une idée morale centrale dans le socialisme : c'est une économie organisée de façon à répondre aux

aspirations et aux besoins des gens ordinaires, et non des élites, et pour ce faire, l'économie doit d'une façon ou d'une autre être contrôlée par les gens ordinaires – c'est à dire, subordonnée au pouvoir social.

Il est important d'être clair sur le champ conceptuel dont on dresse ici la carte : il s'agit bien de différents modes d'organisation économique, mais c'est seulement dans le capitalisme que le pouvoir fondé sur l'économie joue le rôle prédominant quant à la détermination de l'usage des ressources économiques. Dans l'étatisme et le socialisme, une forme de pouvoir distinct de l'économie elle-même joue le rôle dominant dans l'allocation des ressources économiques pour des usages alternatifs. Il demeure, bien sûr, que le pouvoir étatique et le pouvoir social existent dans le capitalisme, mais ils ne jouent pas un rôle central dans l'allocation et l'usage directs des ressources économiques [...]

Au sein d'une telle conceptualisation générale, le capitalisme, l'étatisme et le socialisme devraient être pensés non simplement comme des idéaux-types distincts, mais aussi comme des variables. Plus les décisions prises par les acteurs exerçant le pouvoir économique sur la base de la propriété privée déterminent l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la structure économique sera dite capitaliste. Plus le pouvoir exercé par l'intermédiaire de l'État détermine l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la société sera considérée comme étatiste. Et plus le pouvoir enraciné dans la société civile détermine ces allocations et cette utilisation, plus la société se rapproche du socialisme. Il existe de multiples cas, complexes et hybrides, dans lesquels – par exemple – une société apparaît capitaliste d'un certain point de vue et étatiste ou socialiste d'un autre point de vue.

L'idée de structures économiques mêlant différents rapports de pouvoir s'avère fondamentale pour penser la transformation de ces structures. Toutes les sociétés capitalistes existantes contiennent des éléments signifi-

catifs d'étatisme, dans la mesure où les États répartissent partout une partie de la plus-value totale sous la forme d'investissements dans des secteurs tels que les infrastructures publiques, la défense ou l'éducation. Par ailleurs, dans toutes les sociétés capitalistes, l'État ôte certains pouvoirs aux propriétaires privés des moyens de production, par exemple lorsque les États capitalistes imposent aux entreprises des normes en matière de santé ou de sécurité. Le pouvoir d'État, davantage que le pouvoir économique, contrôle ces aspects spécifiques de la production, et on peut affirmer dans cette mesure que cet aspect de la propriété a été transféré à l'État. Les sociétés capitalistes renferment également toujours des éléments de socialisme, ne serait-ce que par la pression indirecte que font peser sur l'allocation des ressources économiques des acteurs collectifs issus de la société civile, notamment à travers leurs efforts pour influencer sur l'État (sur la législation) et sur les entreprises capitalistes (sur les conditions de salaire et de travail). L'utilisation de la simple expression de « capitalisme » pour décrire un cas empirique constitue ainsi une sténographie désignant « une structure économique dans laquelle le capitalisme détient une prééminence quant à l'organisation de l'activité économique ».

## **Les voies de l'appropriation sociale**

Pour résumer la proposition conceptuelle défendue ici, disons que le socialisme peut être distingué du capitalisme et de l'étatisme quant à la principale forme de pouvoir qui structure l'activité économique, aussi bien la production que la distribution de biens et services. En particulier, plus est important le degré auquel les formes d'appropriation sociale influent sur l'utilisation et le contrôle des ressources économiques, plus il est pertinent de parler de socialisme pour décrire une telle économie. Qu'est-ce que cela signifie en termes de projets institutionnels ? Concernant le capitalisme et

l'étatisme, du fait des riches exemples de sociétés historiquement existantes, on se fait une idée assez claire des arrangements institutionnels qui rendent possibles de telles formes de structure économique. Qu'en est-il du socialisme ? Quels projets institutionnels permettraient à un pouvoir enraciné dans l'association volontaire au sein de la société civile de contrôler la production et la distribution de biens et services ? Comment donner sens à l'objectif d'aller vers une société dans laquelle l'appropriation sociale est le principe central d'organisation économique ? Quelle signification institutionnelle peut-on assigner à l'idée de moyens de production possédés collectivement, non par l'État, mais par l'ensemble des membres d'une société ?

La tâche qui est la nôtre ici consiste moins à proposer un plan pour l'appropriation par le pouvoir social de l'activité économique, qu'à élaborer un ensemble de principes qui nous indiqueraient dans quelle mesure nous avançons dans la bonne direction. C'est là toute l'utilité d'une boussole socialiste. Une telle boussole doit nous indiquer trois directions principales, ancrées dans les formes de pouvoir que nous venons de discuter :

- l'appropriation sociale du pouvoir d'État en tant qu'il affecte l'activité économique ;
- l'appropriation sociale du pouvoir économique en tant qu'il structure l'activité économique ;
- l'appropriation sociale directe de l'activité économique.

Ces trois cibles de l'appropriation sociale désignent un ensemble de voies au terme duquel le pouvoir social peut se traduire en un pouvoir sur l'allocation des ressources, et en un contrôle sur la production et la distribution.

Cinq voies sont particulièrement importantes. Chacune de ces voies peut conduire à formuler un éventail de propositions institutionnelles spécifiques permettant d'élargir le champ de l'appropriation sociale. Je nomme

la formulation de telles propositions « imaginer des utopies réelles (*real utopias*) » : utopies, car elles incarnent des idéaux émancipateurs; réelles, car elles tendent à formuler des projets institutionnels viables. Dans ce qui suit, nous discuterons brièvement les particularités de chacune de ces voies de l'appropriation sociale.

## **Le socialisme étatique**

Dans la théorie socialiste traditionnelle, l'État était conçu comme l'instrument essentiel par lequel le pouvoir populaire – enraciné dans l'activité associative de la société civile – se traduisait en un contrôle sur la production et la distribution. C'est pour cela que l'on peut parler de socialisme étatique pour décrire ces modèles. L'idée peut être résumée de la manière suivante : les partis politiques sont des associations formées dans la société civile dans le but d'influencer les États. Leurs membres s'engagent au nom de certains objectifs, et leur pouvoir dépend de leur capacité à se mobiliser à travers différents types d'actions collectives. Si un parti socialiste profondément ancré dans les réseaux sociaux et les communautés qui structurent les classes populaires, et responsable devant ces classes grâce à des procédures politiques permettant qu'elles soient réellement représentées, en venait à contrôler l'État, et l'État l'économie, on pourrait alors affirmer qu'une société civile émancipée s'est effectivement approprié le système économique de production et de distribution.

Le pouvoir économique en tant que tel est ici marginalisé : ce n'est pas en vertu de la propriété directe d'actifs que le pouvoir s'exerce sur la production, mais plutôt à travers l'organisation politique de la société civile et l'exercice collectif du pouvoir d'État.

Un socialisme étatique de ce type était au cœur de la tradition marxiste du socialisme révolutionnaire. Le scénario, au moins sur le papier, était le suivant : le parti, organiquement lié aux classes populaires et effective-

ment responsable devant les travailleurs associés, exercerait un contrôle sur l'État, ce qui constituerait pour la société civile (entendue en termes de classe) un mécanisme d'appropriation de l'État. De plus, le socialisme révolutionnaire imaginait une réorganisation radicale des institutions étatiques et économiques – à travers les formes organisationnelles de conseils participatifs, appelés « soviets » dans le cas de la Russie révolutionnaire – qui impliquerait directement les associations de travailleurs dans l'exercice du pouvoir d'État et l'organisation de la production. De tels conseils, s'ils faisaient l'objet d'une réelle appropriation démocratique par une société civile autonome, pourraient être considérés comme un mécanisme d'institutionnalisation de la prépondérance du pouvoir associatif. Une nouvelle fois, le parti était considéré comme essentiel au processus dans la mesure où il devait fournir une direction (une « avant-garde ») à cette traduction collective de la société civile – les conseils – en pouvoir social effectif.

Bien entendu, les événements prirent une toute autre tournure. Que ce soit en raison des tendances inhérentes aux organisations révolutionnaires à concentrer le pouvoir au sommet, ou du fait des terribles contraintes imposées par les circonstances historiques de la Révolution russe et de ses conséquences, quelle qu'ait été la capacité du parti bolchevik à se subordonner à la société civile, cette capacité fut anéantie au cours de la décennie suivant 1917.

Dès que le nouvel État soviétique eut consolidé son pouvoir et concentré ses efforts sur la transformation de l'économie, le Parti se mua en un mécanisme de domination étatique et un instrument de noyautage de la société civile et de contrôle des organisations économiques. Ainsi, l'Union Soviétique devint finalement l'archétype, non du socialisme, mais de l'étatisme autoritaire sous la bannière idéologique du socialisme. Même si certains éléments de socialisme ont pu se maintenir dans

le caractère hybride de cette structure économique, son principe essentiel d'organisation était l'étatisme et non l'appropriation sociale. Les partis socialistes révolutionnaires parvenus au pouvoir par la suite, malgré leurs différences, ont suivi un chemin globalement similaire, donnant naissance à des formes variées d'étatisme, mais jamais à un socialisme fondé sur une société civile émancipée.

Aujourd'hui, peu de socialistes croient qu'une planification centrale, étatique et intégrale, constitue une structure capable d'accomplir les objectifs socialistes. Néanmoins, le socialisme étatique demeure un élément inhérent à tout processus d'appropriation sociale. L'État restera essentiel à la production d'un large éventail de biens publics, de la santé à l'éducation en passant par le transport public, et malgré les états de service de la planification dans les économies centralisées, on pourrait imaginer que des formes efficaces et démocratiques de planification centralisée puissent – à l'avenir et sous des conditions historiques différentes – être viables, au moins pour la production de certains types de biens. Ainsi, la question cruciale pour les socialistes est de déterminer dans quelle mesure cette mission de l'État – la planification de la production – peut être placée sous le contrôle démocratique et effectif d'une société civile émancipée. Généralement, dans les sociétés capitalistes, la production par l'État de biens publics est faiblement subordonnée au pouvoir social, par l'intermédiaire des institutions de la démocratie représentative. Du fait de l'influence énorme du pouvoir capitaliste sur les politiques étatiques, de tels biens publics visent davantage à satisfaire les exigences de l'accumulation de capital que les besoins sociaux. L'approfondissement de la qualité démocratique de l'État apparaît dès lors comme un problème central, qui devra être résolu afin que la production étatique de biens et services devienne une authentique voie d'appropriation sociale [...]

## La régulation social-démocrate

La seconde voie potentielle d'appropriation sociale tient dans la capacité des États à contraindre et réguler le pouvoir économique. Même en ces temps de dérégulation et de triomphe des idéologies de la libre concurrence, l'État est profondément impliqué dans la régulation de la production et de la distribution, et tend ainsi à empiéter sur le pouvoir économique capitaliste. Cela inclut un large éventail d'interventions : contrôle de la pollution, règles portant sur la sécurité et la santé au travail, normes concernant la qualité des produits, certification des compétences sur le marché du travail, salaires minimaux, etc. Tous ces aspects impliquent un pouvoir d'État restreignant certaines prérogatives des propriétaires de capital et affectant l'activité économique. Dans la mesure où ces formes d'intervention étatique sont elles-mêmes effectivement subordonnées au pouvoir social, il peut s'agir alors d'une voie d'appropriation sociale.

La régulation étatique du pouvoir économique capitaliste n'implique pas néanmoins d'appropriation sociale significative. De nouveau se pose la question du degré auquel les activités régulatrices de l'État peuvent être considérées comme d'authentiques expressions de l'appropriation démocratique. Dans les sociétés capitalistes réellement existantes, la plus grande part de la régulation économique est en fait davantage sensible aux besoins et au pouvoir du capital qu'à ceux de la société civile. Le pouvoir d'État régule le capital, mais d'une manière qui est systématiquement subordonnée au pouvoir du capital lui-même. La question se pose alors du degré auquel il est possible, dans une société capitaliste, de démocratiser les processus de régulation étatique afin de réduire le pouvoir du capital et d'accroître le pouvoir social. Une façon de parvenir à cela passe par ce qu'on appelle parfois la « démocratie associative ».

## **La démocratie associative**

La démocratie associative – troisième voie d’appropriation sociale – comprend un large spectre de mécanismes institutionnels, à travers lesquels les associations collectives au sein de la société civile participent directement à diverses formes d’activités gouvernementales, notamment au sein d’agences étatiques. C’est là une manière de combiner les effets du pouvoir social et du pouvoir d’État sur le pouvoir économique. La forme la plus familière d’un tel dispositif consiste dans les arrangements du néo-corporatisme tripartite propre à certaines sociétés sociales-démocrates, dans lesquelles syndicats, associations patronales et État se rencontrent pour négocier les régulations économiques, particulièrement celles qui affectent le marché du travail et l’emploi. La démocratie associative pourrait être étendue à d’autres domaines, par exemple sous la forme de conseils qui réuniraient des associations de citoyens, des groupes écologistes, des promoteurs et des agences étatiques pour réguler les écosystèmes; ou des conseils de santé à travers lesquels des associations médicales, des organisations communautaires et des professionnels de la santé publique planifieraient certains aspects des services de santé. Pour peu que les associations impliquées fonctionnent de manière démocratique et soient représentatives des intérêts au sein de la société civile, et que le processus de décision soit lui-même – non pas manipulé par les élites et l’État – mais ouvert et délibératif, la démocratie associative pourrait alors contribuer à l’appropriation sociale.

## **Le capitalisme social**

Le pouvoir économique s’enracine dans la propriété privée et le contrôle sur l’allocation, l’organisation et l’usage du capital (qui se présente lui-même sous des formes variées). À travers une série de mécanismes, les

associations secondaires de la société civile peuvent affecter directement la manière dont ce pouvoir économique est utilisé. Par exemple, les syndicats contrôlent souvent des fonds de pension importants. Ils sont généralement soumis à des règles de responsabilité fiduciaire qui limitent strictement l'usage possible de ces fonds pour des buts autres que celui d'assurer des pensions pour leurs bénéficiaires. Mais de telles règles pourraient être changées, et les syndicats pourraient potentiellement exercer un pouvoir sur les sociétés à travers la gestion de ces fonds. De manière plus ambitieuse, Robin Blackburn a proposé un nouveau type de fonds de pension, financé par un impôt sur les actions des sociétés, qui permettrait à un spectre plus large d'associations secondaires de la société civile d'exercer une influence significative sur les modèles d'accumulation du capital. Au Canada aujourd'hui, le mouvement syndical a créé un fonds à capital-risque, contrôlé par les salariés, pour fournir des actions à des sociétés qui se créent et respectent certains critères sociaux.

Le capitalisme social ne se limite pas au contrôle de fonds de capitaux par des associations de la société civile. D'autres propositions, qui pourraient renforcer le pouvoir de ces associations afin de restreindre le pouvoir économique, se focalisent sur l'implication collective des travailleurs dans certains aspects de l'administration de leur lieu de travail. Le système de cogestion en Allemagne, qui rend obligatoire la représentation des salariés dans les conseils d'administration des sociétés qui dépassent une taille limite, en est un exemple restreint. Proposer de remplacer les comités d'actionnaires par des comités d'acteurs de la société civile pour contrôler les conseils d'administration des entreprises serait une version plus radicale. Dans un autre ordre d'idées, examinons la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité dans les lieux de travail, qui, d'ordinaire, est l'apanage d'un organisme d'État qui se consacre à

cette réglementation en envoyant des inspecteurs sur les lieux de travail pour contrôler l'application des règlements en vigueur. Une alternative serait de doter des comités de salariés implantés sur les lieux de travail du pouvoir de contrôler et de renforcer les conditions d'hygiène et de sécurité. Cette proposition est un exemple d'augmentation du pouvoir social au détriment du pouvoir économique. Des mouvements sociaux exerçant une pression guidée par les consommateurs sur les entreprises seraient aussi une forme de développement du pouvoir de la société civile. Cela comprendrait des mouvements comme ceux qui dénoncent les conditions de travail inhumaines et exigent une législation sociale pour tous les travailleurs, qui ont pour bases les campus universitaires, ainsi que l'organisation de boycotts des entreprises qui vendent des produits fabriqués dans des conditions contraires à des normes sociales incontournables.

## **L'économie sociale**

La dernière voie menant au développement du pouvoir de la société civile suppose l'implication directe d'associations de la société civile de moindre importance dans l'organisation de différents aspects de l'activité économique, et non pas seulement dans l'encadrement de l'étendue du pouvoir économique. L'« économie sociale » constitue une façon alternative d'organiser directement l'activité économique qui se distingue de la production dans le cadre du marché capitaliste, de la production organisée par l'État ou de la production domestique. Sa caractéristique emblématique est l'organisation de la production par des collectivités dans le but direct de satisfaire les besoins humains, sans qu'elle soit soumise à la discipline de la maximisation des profits ou à celle de la rationalité technocratique de l'État. Cela comprend des structures comme celles des centres de soins gérés par la population et des services de garderie, mais aussi des organismes comme les ONG qui favorisent le commerce équitable

de produits en provenance des pays du Sud en excluant les intermédiaires qui cherchent à faire du profit sur le dos des producteurs, et l'existence de propriétés foncières appartenant à la population capables de soustraire une partie des terres à l'emprise du marché pour créer des logements à des prix abordables.

Dans les sociétés capitalistes, le principal moyen de financement de la production dans le cadre de l'économie sociale réside dans les dons des fondations caritatives. C'est une des raisons pour lesquelles de telles activités sont souvent organisées par des institutions religieuses. Une alternative serait que l'État, par sa capacité à lever l'impôt, fournisse des fonds pour financer un vaste champ d'activités productives organisées par la société civile et affranchies des lois du marché. C'est déjà fréquent dans le secteur des arts du spectacle : de nombreux organismes artistiques sont gérés à des fins non lucratives, conçus pour satisfaire un type particulier de besoin humain et reçoivent des subventions considérables de l'État pour les mettre à l'abri des pressions du marché. Au Québec, il existe un système développé d'accueil et de prise en charge des personnes âgées géré directement par des coopératives de producteurs, et des gardes d'enfants proposées par des coopératives associatives constituées par des parents. Le Gouvernement de la Province subventionne largement ces coopératives et impose des règles qui ont pour effet principal de bloquer l'entrée des sociétés orientées vers le profit dans ce secteur subventionné de l'économie sociale. Ces coopératives se sont formées à l'issue d'un mouvement en faveur d'une économie sociale et sont coordonnées par une association de la société civile, le « Chantier de l'économie sociale »<sup>1</sup>. Le système de santé canadien à fonds unique est aussi un élément important de l'économie sociale : l'État finance presque entièrement

1. On trouvera une brillante mise en perspective des initiatives innovantes dans l'économie sociale au Québec dans Mendell, 2002 et dans Neamtan, 2005.

le système de santé et en détermine les règles générales de fonctionnement, mais il n'organise pas directement le service au public, comme le NHS [National Health Service] britannique. Au lieu de cela, les hôpitaux, les cliniques et les prestations de soins médicaux sont gérés par toutes sortes d'entités de la société civile, comprenant des organisations à l'échelle locale. Cela crée un espace au sein duquel une économie sociale dans le domaine de la santé, ayant pour unité de fonctionnement des coopératives assurant la participation des usagers à la base, pourrait potentiellement jouer un rôle plus important.

Un des obstacles majeurs à un développement spectaculaire de l'économie sociale réside dans la difficulté à fournir des salaires décents à ceux qui travaillent en son sein. Un moyen de surmonter cet obstacle serait la mise en place d'un revenu minimum universel. Ce dernier est généralement défendu au nom de principes égalitaires de justice sociale. Mais on peut aussi le considérer comme une stratégie permettant de transférer une partie de l'excédent produit par la société de l'accumulation de capital vers ce qu'on pourrait appeler l'accumulation sociale. Cela amènerait à réduire la pression pesant sur les associations collectives dans l'économie sociale, qui est liée à l'obligation pour elles de payer en totalité les salaires des producteurs. De cette façon, c'est-à-dire en suivant le chemin de l'économie sociale, l'appropriation sociale se ferait à un rythme accéléré.

## **Les problèmes du pouvoir social**

Ces cinq chemins constituent les moyens principaux par lesquels le pouvoir social peut, en théorie, trouver son expression dans un contrôle efficace sur la production économique et sa répartition. Dans la mesure où l'appropriation sociale progresse en suivant ces chemins, alors nous avançons dans la direction du socialisme. Bien évidemment, il existe de bonnes raisons d'être sceptique quant à la façon dont un pouvoir enraciné dans la société

civile pourrait être organisé pour contrôler l'attribution des ressources dédiées à la production et à la répartition. Deux problèmes s'avèrent particulièrement embarrassants. Tout d'abord, une société civile dynamique est précisément une société constituée d'une multitude d'associations hétérogènes, de réseaux et de collectivités construites autour de buts différents et fondées sur des solidarités différentes. Cela ne semble pas être un support prometteur pour le type de pouvoir cohérent nécessaire au contrôle d'un système économique complexe. Ensuite, le tissu d'associations bénévoles qui constituent la société civile comprend en son sein certains groupes qui ont pour fondement des intérêts étroits et exclusifs, ainsi que la préservation de leurs privilèges : le Ku Klux Klan tout autant que la NAACP<sup>1</sup>. Pourquoi devrait-on croire que développer le pouvoir de telles associations contribuerait à amoindrir les maux causés par le capitalisme, sans même parler d'émancipation humaine ?

La première des deux objections est une des raisons qui justifie que la conception du socialisme proposée ici n'est pas la même que celle de l'anarchisme. Une vision anarchiste de dépassement du capitalisme se figure un monde dans lequel l'action collective coordonnée de façon volontaire peut spontanément parvenir à une cohérence suffisante pour assurer un ordre social et une reproduction sociale sans avoir besoin d'un État. Le socialisme, en revanche, a besoin d'un État, et d'un État qui ait un vrai pouvoir pour établir les règles du jeu et les mécanismes de coordination sans lesquels le pouvoir collectif de la société civile serait incapable de parvenir au stade d'intégration nécessaire au contrôle aussi bien de l'État que de l'économie. De la même façon qu'une économie capitaliste a besoin d'un État capitaliste pour garantir les conditions d'un exercice viable du pouvoir économique capitaliste, et qu'une économie étatique a besoin d'un « État étatique »

1. L'Association nationale pour l'avancement des gens de couleur (*NdT*).

pour lui garantir une cohérence minimale, un processus, quel qu'il soit, d'appropriation sociale de l'économie aurait besoin d'un État socialiste.

La seconde objection, à savoir que la société civile contient de nombreuses associations en contradiction avec les idéaux d'égalité et d'émancipation, est plus embarrassante, car elle fait émerger le spectre d'un socialisme qui trouverait ses racines dans l'exclusion et l'oppression. On ne peut garantir qu'une société au sein de laquelle un pouvoir enraciné dans la société civile prédominerait, adhérerait à des idéaux radicaux, démocratiques et égalitaires. Cela n'est, cependant, pas un problème spécifique au socialisme : il s'agit là d'une caractéristique des institutions démocratiques en général. Comme les conservateurs le font souvent remarquer, la démocratie porte en elle l'éventualité d'une tyrannie de la majorité, et, cependant, dans les faits, les démocraties libérales ont réussi avec un certain brio à créer des institutions qui protègent à la fois les droits des individus et les intérêts des minorités. Une démocratie socialiste serait confrontée au même type de défis : comment inventer un système institutionnel conçu pour approfondir la démocratie et développer le pouvoir des associations qui alimenterait des conceptions radicales, démocratiques et égalitaires de l'émancipation ? L'argumentation que je soutiens ici ne consiste pas à affirmer qu'un socialisme fondé sur l'appropriation sociale surmontera inévitablement ce défi avec succès, mais qu'avancer en suivant les chemins de l'appropriation sociale fournira un terrain plus favorable au combat pour ces idéaux que le capitalisme ou l'étatisme [...]

# Repenser le fonctionnement de l'économie pour dépasser le capitalisme<sup>1</sup>

David Flacher, Utopia

Le capitalisme est incompatible avec toutes perspectives d'émancipation. Il est à l'origine d'une triple aliénation fondamentale : à la croissance sans borne, à la consommation comme vecteur d'accomplissement individuel et au travail comme principal moyen de socialisation. En se fixant pour unique objectif le profit, le capitalisme détruit la perspective d'une véritable démocratie, condamne l'épanouissement individuel et collectif.

Nous devons donc penser les conditions économiques d'un « alterdéveloppement » offrant la perspective concrète et réaliste du dépassement du capitalisme, remettre l'économie au service des citoyens et des problématiques sociales et environnementales, sortir le travail de son assujettissement à la loi de la rentabilité maximale et permettre aux organisations et collectivités d'expérimenter de nouveaux modes d'organisation du travail.

C'est dans cette perspective que le mouvement Utopia s'est penché sur la question et a abouti, au terme d'un processus de réflexions, d'amendements, de débats et de vote, à un texte<sup>2</sup> dont nous nous inspirons pour rédiger ce chapitre.

Attelons-nous donc à la tâche en commençant par considérer ce que pourrait ou devrait être une écono-

1. L'auteur tient à remercier Thomas Coutrot, dont les travaux ont beaucoup contribué à inspirer ce texte. Il tient également à remercier l'ensemble des membres d'Attac et d'autres organisations qui ont participé aux discussions d'Utopia et qui se reconnaîtront. Si ce texte est largement conforme aux orientations votées par les militants du Mouvement Utopia, il n'engage, en l'occurrence, que son auteur.

2. <http://www.mouvementutopia.org>.

mie post-capitaliste. Il est d'abord évident (mieux vaut cependant le dire) que le modèle que nous voulons défendre n'est pas celui d'une économie « à la soviétique », entièrement planifiée et soucieuse de déposséder, « pour son bien », le peuple du pouvoir qui lui incombe, au profit d'une élite qui centraliserait toutes les décisions. Il n'est pas plus question de laisser la recherche de profits et de rentabilité toujours plus délirante régler notre vie en société. Comment tolérer les licenciements boursiers dans des entreprises saines ? Comment accepter que des pouvoirs financiers, médiatiques et politiques gigantesques et, pour partie héréditaires, soient concentrés entre quelques mains ?

Comme le souligne Thomas Coutrot, la solution passe essentiellement par une démocratisation de l'économie<sup>1</sup>. Cette perspective est celle d'une révolution sociale et citoyenne, au sens premier du terme. Mais une révolution qui peut s'envisager par étapes, au fur et à mesure que le rapport de force nous y autorisera.

Contrairement à l'idée de dirigisme économique, c'est un ensemble de règles permettant d'ouvrir le champ des possibles que nous devons promouvoir. Ce travail doit nous amener à construire un cheminement autant qu'un horizon. Un horizon : celui d'une prise en main collective de nos destins, celui d'une société de lien, respectueuse des trajectoires et des cultures et respectueuse de l'environnement, plus qu'une société du bien matériel. Cet horizon est celui d'une économie au service de la société, d'une société dans laquelle les biens sont d'abord des biens communs, d'une société d'émancipation, dans laquelle chacun peut s'épanouir, d'une société dans laquelle l'initiative individuelle peut être valorisée dans la mesure où elle ne remet pas en cause les équilibres démocratiques. Parce que cet horizon n'est en aucun cas unique, parce qu'il évoluera avec les contextes culturels,

1. Coutrot (2010).

les époques et les aspirations populaires, notre alterdéveloppement est au moins autant un cheminement. Il doit inventer et utiliser, à tous les échelons de la société, des processus démocratiques permettant à chaque peuple de définir les voies qu'il souhaite emprunter et les objectifs qu'il souhaite poursuivre.

Pour ce faire, commençons donc par distinguer deux sphères économiques : la sphère privée (le plus souvent marchande) et la sphère publique. Cette dernière, dans une société post-capitaliste, s'intéresserait avant tout à la production de biens et services associés à des besoins et droits fondamentaux. Elle contribuerait à étendre le domaine de l'accès gratuit à ces biens. Si le périmètre, le fonctionnement et les prérogatives de la sphère publique appellent un légitime débat, c'est la sphère privée marchande que nous souhaitons envisager ici. C'est en effet sur cette sphère que le capitalisme se déploie. Aucun dépassement du capitalisme n'est possible sans une transformation profonde de cette sphère économique.

Disons d'emblée qu'il ne s'agit pas pour nous de remettre en cause l'existence d'une sphère privée marchande, même si l'on peut considérer que celle-ci est aujourd'hui hypertrophiée. Pourquoi ? Parce qu'il faut reconnaître à cette sphère économique des atouts de taille : elle autorise notamment l'initiative individuelle ou collective et permet ainsi de répondre à des demandes très variées, fondamentalement liées aux préférences et/ou aux besoins des individus. Une entreprise nationale fabriquant des paires de chaussettes, plus ou moins standardisées, nous renverrait aux mauvais souvenirs de certains régimes... Mais ne nous trompons pas, les atouts que nous venons de citer ne sont pas une caractéristique du capitalisme. Ils sont d'abord ceux de certains marchés, considérés ici comme les lieux et processus mettant en relation une offre et une demande. Les marchés (régulés) existaient bien avant le capitalisme. Ils pourraient bien lui survivre.

Cela dit, il reste difficile de définir précisément de manière univoque les contours souhaitables de la sphère privée marchande. En ferait assez naturellement partie la production des biens de consommation, à condition de traiter à part ceux associés à des droits et besoins fondamentaux. L'accès à l'eau doit revenir dans la sphère publique, par exemple. Des biens moins « standardisés » comme les biens alimentaires, dont la variété reflète aussi (en partie) des choix individuels, relèvent davantage de la sphère privée marchande. De manière générale, nous plaçons pour que la limite entre les domaines privé et public soit fixée, secteur par secteur, à l'issue de débats démocratiques.

Ce cadre étant posé, quelles règles pourraient conduire la sphère privée marchande à sortir de la logique capitaliste ? Trois pistes nous semblent d'une importance cruciale : le développement de la démocratie dans l'économie, une limitation stricte de la concentration et de la propriété du capital productif et une réforme profonde du financement de l'économie.

Le développement de la démocratie, d'abord, permettrait à l'ensemble des parties prenantes de participer aux processus de décision, aux décisions et à leur mise en œuvre. Ces parties prenantes peuvent être internes à l'entreprise (les travailleurs et leurs représentants, les propriétaires du capital, publics ou privés), mais aussi externes à l'entreprise (les citoyens et/ou leurs représentants – aux niveaux local, national ou international – ou d'autres formes de représentation de la société civile – ONG, associations de clients et de consommateurs, riverains...). Aux fondements de cette logique se trouve l'importance de développer des contre-pouvoirs réels au sein de l'activité économique. Ainsi, aucune partie prenante n'aurait, à elle seule, la majorité des voix et donc la possibilité d'imposer ses décisions.

Néanmoins, la place des parties prenantes doit-elle être la même chez un producteur d'assiettes, dans le

secteur automobile ou dans celui des media ? Dans ces deux derniers secteurs, les formes de représentation de la société civile doivent-elles être de la même nature ? Faut-il, dans l'idéal, que les contre-pouvoirs soient tels qu'une décision importante ne puisse pas – ou difficilement – être prise sans consensus entre parties prenantes ? Cela suppose de trouver un équilibre entre la répartition des pouvoirs permettant l'existence de minorités de blocage sans pour autant bloquer indûment les décisions. Le poids accordé à chaque partie prenante ferait l'objet d'un large débat démocratique, de même que les règles encadrant le fonctionnement de la sphère privée marchande (écart maximum de salaire, protection sociale...). Utopia propose par exemple qu'un droit de veto sur les orientations ou décisions stratégiques soit octroyé aux salariés, en respectant le principe d'une voix par salarié. Une autre approche pourrait accorder la majorité des voix aux salariés avec droit de veto aux propriétaires du capital.

Le poids accordé aux différentes parties prenantes dépendrait de la nature des activités et du type de décision à prendre. Certaines entreprises pourraient être déclarées de « grande utilité sociale » et/ou « à fort impact environnemental ». Le processus conduisant à la prise de décisions stratégiques, de même que la prise de décisions elle-même, y intègreraient un double quorum des parties prenantes internes et externes à l'entreprise. Ces parties prenantes disposeraient de l'ensemble des informations utiles et seraient en mesure de demander des éléments complémentaires. Dans cette logique, plus l'utilité sociale et/ou l'impact environnemental d'une activité économique seraient importants, plus le poids des parties prenantes externes aux entreprises concernées le serait aussi, afin de répondre aux problématiques sociales et environnementales posées par cette entreprise.

À ce titre, l'industrie automobile est un exemple particulièrement éclairant. Son impact environnemental est

majeur. Il produit des automobiles, dont les fonctions sont associées à des formes individuelles de mobilité, qui ne peuvent être dissociées des politiques de transport collectif. Il semble dès lors pertinent que des parties prenantes externes à l'entreprise (telles que les pouvoirs publics nationaux et locaux, les ONG environnementales, les représentants des organisations et usagers des transports collectifs) aient une voix prépondérante dans les décisions de ces entreprises. Inversement, dans une petite entreprise produisant des assiettes (ou des chaussettes!), les parties prenantes internes à l'entreprise seraient prépondérantes dans les décisions.

Ensuite, la sphère privée marchande serait encadrée par une limitation stricte de la concentration et de la propriété du capital productif. Un secteur comme celui de la boulangerie est presque entièrement composé d'entreprises privées de petite taille qui, individuellement, ne sont pas en mesure de peser sur les décisions politiques et la vie sociale. Il n'en va pas de même, par exemple, dans le secteur audio-visuel ou dans le secteur du bâtiment, essentiellement concentré autour de grands groupes privés dont la puissance influence les choix politiques et sociaux. Dans un système capitaliste, en effet, la concentration du capital productif octroie à ses détenteurs un pouvoir politique, social et économique. Les exemples les plus caricaturaux sont ceux des Berlusconi, Bouygues, Lagardère et autres Dassault... Les pouvoirs de « barons » locaux, moins connus (inter)nationalement, sont également décisifs et contestables dans une logique démocratique. La taille des entreprises privées serait donc en premier lieu limitée. En second lieu, se poserait la question de fixer un montant maximum de capital productif pouvant être détenu par un individu<sup>1</sup>? Un tel

1. Précisons que notre argumentation porte sur le capital productif et non sur le capital en général. La propriété d'une résidence principale, d'une voiture... ne constituent pas, par exemple, un capital productif. Notons également que cette proposition n'a pas été formulée par Utopia.

seuil constituerait une révolution majeure. Une révolution nécessaire pour réduire les déséquilibres de pouvoirs entre les détenteurs de capital et les autres. Comment, sinon, s'attaquer à la domination d'un Bouygues, d'un Lagardère, d'un Dassault ou d'un Berlusconi ? Mais cela n'est pas suffisant pour garantir une utilisation socialement bénéfique de ces pouvoirs. En effet, des petits actionnaires, déconnectés de l'entreprise, peuvent tout autant chercher à maximiser leurs profits à court terme que des gros actionnaires. C'est la raison pour laquelle la déconcentration du capital productif ne peut être socialement bénéfique qu'en construisant les conditions de l'exercice d'une démocratie réelle sur l'appareil productif, c'est-à-dire en intégrant les parties prenantes comme autant de contre-pouvoirs au sein de l'entreprise. En octroyant plus de poids dans les conseils d'administration aux journalistes qu'aux actionnaires, ne garantirait-on pas un minimum d'indépendance à l'information ?

Il pourrait également être légitime de transférer à des structures de type coopératif et mutualiste de l'économie sociale et solidaire le capital productif des entreprises qui seraient déclarées de grande utilité sociale et/ou à fort impact environnemental. Peut-être faudrait-il également, au moins dans ces entreprises, remettre en cause la nature privée du capital productif afin de pérenniser les réformes démocratiques de l'économie dans les secteurs qui, naturellement, tendent à se concentrer (BTP, automobile, métallurgie...) ? Mais sous quelles conditions ? La propriété publique d'une entreprise, en effet, ne garantit pas le caractère démocratique et conforme à l'intérêt général de son action (le fonctionnement de La Poste ou de la SNCF, par exemple, relève aujourd'hui de logiques capitalistes alors que leur capital est largement public). Il convient donc, dans les modes d'appropriation publique du capital, de distinguer la nationalisation (c'est-à-dire l'appropriation par l'État dans l'optique d'une gestion

centralisée de l'entreprise) de la socialisation (c'est-à-dire l'appropriation publique et la répartition des pouvoirs entre les parties prenantes garantissant une gestion démocratique à l'échelon géographique pertinent – local, régional, national, international).

Enfin, une réforme profonde du financement de l'économie apparaît indispensable pour sortir la sphère privée marchande du capitalisme et de la financiarisation qui gangrène l'économie. Partant du constat que le financement de la production et la stabilité financière sont des biens communs, nous considérons qu'ils doivent échapper à un contrôle privé. Le financement de l'économie s'appuierait ainsi sur un système bancaire entièrement socialisé. Le pouvoir politique reprendrait en particulier le contrôle de la politique monétaire. Cette socialisation, parce que reposant sur une répartition juste et démocratique des pouvoirs entre les différentes parties prenantes, ne pourrait être assimilée à une « étatisation ». Loin d'une gestion technocratique, elle permettrait le financement d'activités utiles socialement et écologiquement : la durée et/ou les taux d'intérêt des prêts dépendraient de l'utilité sociale et de l'impact environnemental des projets qu'ils financent. Ces taux pourraient être encadrés aux niveaux national ou international. L'octroi des prêts serait, dans le respect de ce cadre, pour partie décidé localement afin de coller au mieux aux priorités territoriales. Cependant, cette socialisation du financement de l'économie ne prendrait tout son sens qu'en remettant parallèlement en cause les marchés financiers : la fonction de financement de l'économie serait assurée par le pôle public bancaire, les fonctions « assurantielles » de certains produits dérivés seraient dévolues à des acteurs publics plutôt qu'au marché.

Au final, nous avons cherché à montrer que de réelles pistes existent pour un modèle économique dans une société post-capitaliste. Celles que nous venons d'évoquer s'attaquent à la sphère privée marchande

en y introduisant des règles démocratiques, en limitant les concentrations excessives du capital productif et en refondant le financement de l'économie autour d'un grand pôle public bancaire. Elles s'appuient à la fois sur les réflexions de travaux altermondialistes et sur les débats internes qui constituent la richesse du Mouvement Utopia. Le modèle qui se dessine, bien qu'incomplet et imparfait, pose les jalons d'une société démocratique respectueuse de l'environnement écologique et social, des individus et/ou groupes sociaux et de leurs singularités. Une société dans laquelle l'économie est au service d'un alterdéveloppement. Une société dont les contours témoignent qu'indéniablement un autre monde est possible.

# Relocalisons !

Thomas Coutrot

Arrivé à ce chapitre, le lecteur s'en sera convaincu : nos sociétés doivent s'engager dans une « Grande Bifurcation ». La trajectoire suivie par le capitalisme nous mène à la catastrophe et le « capitalisme vert » est une lubie dangereuse. Le capitalisme induit la marchandisation généralisée de toutes les sphères de la vie sociale. Il suppose l'accumulation indéfinie de capital et de marchandises. À supposer même que le système puisse réduire drastiquement l'intensité carbone de sa croissance, le seul fait que celle-ci soit sans limites condamne la vie humaine sur Terre. Il faut redistribuer les richesses, démocratiser radicalement les décisions politiques et économiques, repenser les finalités mêmes de l'économie et du travail.

Dans les conférences-débats sur le dépassement du capitalisme, à cet instant précis, une main se lève inéluctablement pour poser la question : tout cela est très séduisant, mais comment faire si les autres pays ne le font pas ? Et la Chine ? Et l'Inde ? Les pays émergents accepteront-ils de renoncer à leur croissance, de ne plus nous inonder de produits à bas prix ? Ne faudra-t-il pas fermer les frontières ?

## **Le libre-échange, outil de domination.**

Car le libre-échange est l'un des principaux mécanismes par lequel le capital financier impose sa domination sur la société. La critique du libre-échange est bien connue : il est un instrument de mise en concurrence des peuples, des systèmes sociaux les uns avec les autres, alimentant un nivellement par le bas des normes sociales et écologiques. La mondialisation financière et commerciale exerce une pression considérable sur les systèmes sociaux – on le voit aujourd'hui encore avec la réforme des retraites.

Toutefois, il serait exagéré de dire que le libre-échange est la cause principale du chômage de masse en Europe. Le chômage de masse y est apparu dans les années 1970, alors que la mondialisation des échanges ne s'est accélérée que dans les années 1980. La création de l'OMC (1995) et la montée en puissance de la Chine et de l'Inde sont postérieures à l'émergence et à la stabilisation du chômage de masse.

La principale cause à l'origine du chômage de masse en Europe, c'est le déplacement de 8 à 10 points de valeur ajoutée en direction des profits, qui n'ont pas été réinvestis dans l'économie réelle mais sont venus alimenter les bulles financières. Les USA ont échappé jusqu'à hier à ce chômage de masse parce qu'ils étaient les principaux bénéficiaires de ces bulles financières permanentes : la croissance américaine a été rendue possible par l'afflux de capitaux lié à l'attractivité de la place financière américaine, malgré un déficit commercial de plus en plus abyssal. L'ouverture des États-Unis n'a donc pas empêché l'économie américaine de croître et de créer des emplois, mais sur un sentier de croissance manifestement insoutenable qui a conduit à la crise. Nous sommes désormais entrés dans une nouvelle phase de la mondialisation où ce modèle de croissance ne peut plus fonctionner.

Il ne faut donc pas se tromper de diagnostic : la libéralisation financière joue un rôle aussi, voire plus important que la libéralisation commerciale dans les déséquilibres actuels. Aujourd'hui, par exemple, la majorité des exportations chinoises sont le fait d'entreprises créées par des investissements occidentaux, notamment dans les zones franches : la libre circulation des biens est donc indissociable de celle des capitaux. Accuser la Chine de « dumping social et environnemental », alors que le développement de ce dumping a été rendu possible par les capitaux occidentaux, est une contradiction majeure qui rend problématique les approches protectionnistes. Contre quoi devons-nous nous protéger ? Est-ce contre

les travailleurs chinois qui acceptent des bas salaires ? Ou plutôt contre les politiques de nos propres multinationales, qui ont systématiquement privilégié les investissements dans les pays à bas salaires pour faire pression sur les salariés des pays du Nord ?

Il n'en demeure pas moins que la libre circulation des biens et services pèse indiscutablement sur les salaires et les conditions d'emploi, elle est un levier supplémentaire qui permet de maintenir, voire d'augmenter les taux de profit des actionnaires, et par conséquent renforce les déséquilibres et les inégalités. La concurrence des pays à bas salaires a évidemment contribué au déclin de certains secteurs industriels comme le textile, l'habillement, le jouet... La menace de la délocalisation est un outil encore plus efficace que la délocalisation elle-même : quand on regarde les estimations des économistes, les fermetures d'établissements et les délocalisations visant à produire ailleurs et à exporter vers l'Europe ne sont pas aussi nombreuses qu'on ne le dit parfois. En revanche, la menace de la délocalisation exerce un pouvoir de dissuasion terrible sur les revendications salariales et les droits sociaux : de ce point de vue, le libre-échange est un élément important du dispositif néolibéral de mise en concurrence des travailleurs sur la planète. Mais il ne peut s'analyser indépendamment de la pression exercée par la sphère financière sur l'économie productive.

## **Protectionnisme de grande puissance ?**

Il faut donc inventer une autre organisation des échanges internationaux, qui permette la coexistence de systèmes économiques et sociaux différents, résultant de l'histoire propre et des choix démocratiques de chaque peuple, prenant en compte l'intérêt commun de l'humanité à préserver la biosphère. Cela suppose d'interrompre et même d'inverser le développement démentiel des flux internationaux de marchandises : il faut faire décroître le commerce mondial, pour des raisons sociales – évi-

ter la concurrence entre les travailleurs – et écologiques – réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport. La relocalisation des activités, pouvant aller jusqu'à la complète autonomie régionale dans certains secteurs – notamment l'agriculture, où il faut chercher à rendre le commerce mondial compatible avec la souveraineté alimentaire –, est donc une visée stratégique pour des raisons tant sociales qu'écologiques et démocratiques.

Est-ce à dire qu'il faut adopter une approche protectionniste ? Si l'on entend par protectionnisme la tentative d'un pays ou d'un bloc géopolitique de se protéger de la concurrence étrangère en instaurant de façon unilatérale des obstacles – tarifaires ou réglementaires – à l'entrée des marchandises, la réponse est clairement : non. S'engager dans une logique de « protection » d'un bloc géopolitique – l'Union Européenne – contre les autres blocs, ne peut mener qu'à des logiques d'affrontement géostratégique et à la montée de la xénophobie, ici et là-bas.

Par conséquent, la question des nouvelles régulations commerciales est indissociable de celle du partage des richesses et de la réorientation radicale du modèle de développement. De nouvelles régulations du commerce mondial ne doivent pas servir à protéger les profits des multinationales, mais à protéger et améliorer les normes sociales et environnementales, au Nord comme au Sud, pour organiser une véritable bifurcation vers un modèle de développement radicalement décarboné et démocratique. On ne peut pas penser séparément la transformation sociale chez nous et la mise en place de nouvelles régulations internationales.

Pour « civiliser » la mondialisation, nous devons réfléchir à une nouvelle architecture du commerce international de manière coopérative, multilatérale, sans opposer l'UE aux autres ensembles. Opposer les européens aux chinois et aux indiens, c'est rendre impossible à terme la construction de convergences entre les mouvements sociaux, notamment au sein du mouvement altermondialiste. Le mouvement du commerce équitable préfigure ces convergences

entre producteurs et consommateurs, au Nord comme au Sud. Il montre concrètement comment on peut organiser des échanges fondés sur l'équité et non sur le profit, des échanges mutuellement avantageux, qui garantissent une sécurité de vie aux producteurs et un accès à des produits sains et durables pour les consommateurs. Le développement d'une myriade d'initiatives dans cette direction est un signe des capacités d'auto-organisation économique des citoyens, au Nord et au Sud. Les alliances entre producteurs et consommateurs-citoyens sont un levier majeur de ces nouvelles régulations sociales qui se cherchent.

Mais au sein des sociétés percutées par la mondialisation libérale, des forces contradictoires bouillonnent. La révolte contre l'injustice et la recherche d'alternatives peuvent fort bien se focaliser sur des boucs émissaires extérieurs, car nombreux sont les politiciens qui jouent sur cette corde pour construire leur légitimité. Quand Nicolas Sarkozy prétend promouvoir une « taxe carbone aux frontières » de l'Europe pour sanctionner les pays (comme la Chine) qui rechignent à signer les accords climatiques proposés par les puissances du Nord, alors même qu'il refuse de reconnaître la « dette écologique » du Nord et d'en tirer les conséquences en termes de financements supplémentaires pour la reconversion écologique au Sud, il joue cyniquement avec le feu des nationalismes. Mais le Parti socialiste, avec son projet récemment affirmé de « juste échange » et « d'écluses aux frontières » imposées par l'Union européenne aux pays insuffisamment coopératifs, ne rompt pas avec cette logique glissante de choc entre puissances.

## **Vers la relocalisation coopérative**

Alors, oui, la division internationale du travail est allée trop loin et il faut en organiser la décroissance (ou la « désintensification »), pour des raisons à la fois sociales et écologiques. Le développement des transports de marchandises, corollaire de la division internationale

du travail au sein même des firmes, est insoutenable du point de vue environnemental. Les stratégies de minimisation des coûts de production des firmes, bien évidemment, négligent la dimension sociale et écologique.

Pour organiser la décroissance de la division du travail, il faut recentrer les stratégies productives à l'échelle continentale et locale, c'est-à-dire organiser la relocalisation sélective et coopérative des activités. Ainsi, aux côtés de la Confédération paysanne et de Via Campesina, l'objectif recherché doit être la souveraineté alimentaire. L'idée est de réduire au minimum la dépendance aux produits importés dans la sphère alimentaire. Hormis le commerce qui repose sur des complémentarités indiscutables (le café, le cacao...), il faut rechercher la relocalisation de l'agriculture, contre les stratégies des multinationales de l'industrie agroalimentaire. Il ne s'agit pas de prôner l'autarcie européenne dans tous les secteurs, mais d'organiser une relocalisation intelligente et négociée. Ni libre-échange, ni autarcie, mais une régulation démocratique de la division internationale du travail qui recrée des liens de confiance entre producteurs et consommateurs et permette à ces derniers de connaître les conditions sociales et environnementales de production des biens et services qu'ils achètent.

## **Ralentir les flux**

Concernant les investissements directs à l'étranger et les délocalisations menées par nos multinationales, la question clé est précisément celle de la gouvernance de l'entreprise : l'Europe doit sortir d'un modèle actionnarial pour donner aux collectifs de travail (les comités d'entreprise) et aux parties prenantes concernées (associations, riverains, collectivités) un droit de veto sur les décisions d'investissement. Ainsi la direction de l'entreprise devra justifier qu'une délocalisation prévue ne profite pas uniquement aux actionnaires, mais est bonne pour l'entreprise dans son ensemble et pour son environnement. Nul doute que le flux d'investissements

directs à l'étranger serait singulièrement réduit : dans un grand nombre de cas, aujourd'hui, leur logique est purement financière, le but recherché étant l'accroissement du retour sur investissement, pas le développement de l'entreprise et de l'emploi.

Cette redéfinition des normes du commerce mondial est dans l'intérêt commun des populations, au Nord comme au Sud. Les travailleurs chinois sont les premières victimes de la destruction des écosystèmes, du développement des inégalités causé par le modèle de croissance actuel de la Chine. Les Chinois ont autant intérêt que les Européens à mieux maîtriser leur trajectoire de développement et à mieux réguler leur insertion dans le commerce international.

Il faut s'appuyer sur ces intérêts communs des peuples pour avancer sur la question des régulations. L'une des clés possibles de la relocalisation des activités productives et de la décroissance du commerce international, c'est l'augmentation des coûts de transports par des taxes carbone, ou des taxes kilométriques qui accroîtraient substantiellement le coût du fret et dissuaderaient le transport de marchandises sur longues distances. Les émissions liées à l'utilisation de services numériques pourraient aussi être taxées. Cette approche me paraît plus prometteuse qu'une approche protectionniste, par nature unilatérale : la taxe carbone ou la taxe kilométrique est un outil coopératif, puisqu'on peut l'appliquer sur ses propres exportations. Il ne s'agirait pas d'une politique unilatérale, d'une politique de grande puissance visant à imposer des désavantages compétitifs aux autres blocs commerciaux, mais bien d'une politique coopérative à laquelle les émergents seraient invités, et auraient tout à intérêt à se joindre.

La mise en place de taxes globales, comme une taxe sur le CO<sub>2</sub> ou une taxe kilométrique, permettra en outre de financer les biens publics mondiaux. Les pays du Sud n'auraient plus à se battre pour attirer les capitaux étrangers en fondant leur croissance sur les exportations vers le Nord. Ce modèle de croissance extravertie, imposé

depuis trente ans par le FMI et la Banque mondiale, est insoutenable socialement et écologiquement. La redistribution fiscale mondiale permettra de financer les investissements nécessaires au Sud pour éradiquer la pauvreté et engager la reconversion écologique. Le premier pas dans cette direction d'une fiscalité mondiale pourrait être une taxation des transactions financières, qui apparaît plus que jamais d'actualité.

La question des nouvelles régulations commerciales est indissociable de celle d'une nouvelle architecture monétaire internationale. Il est impératif, à terme, de viser une stabilisation et une régulation multilatérale des taux de change – on le voit bien avec la spéculation endémique sur les monnaies (récemment l'euro) et avec les graves tensions politico-monnaies entre la Chine et les États-Unis. Il n'est plus possible de laisser des pays accumuler durablement des excédents commerciaux gigantesques, qui ne peuvent que déboucher sur des crises économiques ou géopolitiques majeures. La proposition d'une monnaie mondiale, du type de celle envisagée par Keynes à Bretton Woods (le bancor), doit être remise en débat, de façon à éliminer les déséquilibres commerciaux par des ajustements des changes. Les chinois ont d'ailleurs proposé la mise en place d'une monnaie mondiale pour sortir de la domination du dollar.

Ces nouvelles régulations des échanges internationaux sont indispensables pour conduire la nécessaire bifurcation de notre modèle de développement, afin qu'il ne repose plus sur la croissance effrénée du commerce international et sur la consommation illimitée de nouvelles marchandises, venant satisfaire des besoins créés par l'industrie publicitaire et par un formatage des esprits reproduit par chacun d'entre nous – la plupart du temps inconsciemment – dans nos différentes sphères de vie. Le mouvement altermondialiste et les Forums sociaux mondiaux sont les lieux où devront émerger ces projets alternatifs si l'on veut construire une planète solidaire.

# Réduction du temps de travail et développement démocratique

Bruno Théret

*Directeur de recherche au CNRS, sciences de l'économie, IRISSO – université Paris Dauphine. A dernièrement publié La monnaie dévoilée par ses crises (dir.), éditions de l'EHESS, 2 vol., 2007, et Le système français de protection sociale, avec J.-C. Barbier, éd. La Découverte, « Repères », 2009.*

L'idée qui est au principe de ce texte est que la différenciation sociale et spatiale entre les sphères de vie économique, politique, domestique, sociale, symbolique, est une condition vitale pour que puisse se développer une démocratie pleine et entière (Théret, 1999). Cette conception va de pair avec celle d'une égalité complexe qui veut que les conversions de capital (économique, politique, social, symbolique) d'une sphère dans l'autre soient limitées de telle sorte que les dominants dans une sphère ne puissent également contrôler une [ou d'] autre[s] sphère[s] (Walzer, 1997). Enfin, l'idée de démocratie, étroitement associée à celle de la souveraineté du peuple, qui émerge avec la philosophie des lumières au XVII<sup>e</sup> siècle, implique une hiérarchie de valeurs dans laquelle le social l'emporte sur l'économique et le politique, et où l'État et les transformations de ces deux ordres de pratiques sont à la fois indépendants et interdépendants. Ces relations dialectiques définissent le rapport salarial contemporain comme un système de relations sociales à travers lequel tout individu est

simultanément reconnu comme détenteur d'une force économique de travail et d'une force politique de pouvoir, deux forces porteuses à terme d'un développement démocratique, mais qui sont encore pour le moment assujetties, via les mécanismes de marché et de la représentation politique libérale, à des intérêts particuliers minoritaires qui les réduisent au statut de matières premières respectives de l'accumulation capitaliste de richesse et de l'accumulation étatique de puissance.

Dans le présent texte, il s'agit d'examiner une voie par laquelle le potentiel démocratique du rapport salarial pourrait être libéré, c'est-à-dire partiellement affranchi des limitations que lui imposent une valorisation purement marchande de la force de travail et une valorisation politique de la force de pouvoir dans le cadre étroit de la démocratie libérale représentative. À cette fin, on part du fait que la force de travail et la force de pouvoir sont à la fois complémentaires et substituables; l'exercice de l'une et de l'autre s'influencent mutuellement, mais elles se limitent également l'une l'autre du fait que le temps d'activité total qui peut leur être consacré est naturellement limité. Le libéralisme, tant économique que politique, considère que l'activité politique des salariés doit être réduite à néant (ils doivent mandater des représentants professionnels qui les soulageront de cette activité pour laquelle ils manquent de compétence) et que tout leur temps disponible doit être consacré à la dépense de leur force de travail dans la sphère économique (et à ses faux frais, le travail domestique de reproduction de cette force). La démocratie exige au contraire un nouvel équilibre entre les temps respectivement consacrés aux activités économiques, domestiques et politiques.

Ainsi la réduction du temps de travail (RTT) dans l'ordre économique est-elle un enjeu crucial du développement démocratique (Méda, 1995)<sup>1</sup>. Elle est pourtant le

1. Pour Dominique Méda, la réduction du temps de travail doit être mobilisée « principalement pour libérer un espace qui devrait être prioritairement

plus souvent considérée comme une question strictement économique, voire domestique, ses implications politiques étant ignorées. Mais en n'envisageant la RTT que sous l'angle de l'organisation du travail et de la distribution de l'emploi et des revenus, on oublie tout simplement que la vie en société ne se réduit pas à se vendre pour travailler et à acheter des biens et services marchands.

Depuis les lois Aubry (1998 et 2000) instituant les 35 heures et la RTT, une série de travaux s'est intéressée, sous l'impulsion de Dominique Méda, à leur impact sur la sphère domestique et à l'appréciation qu'en faisaient les salarié(e)s du point de vue de leur vie au travail et de leur vie familiale<sup>1</sup>. En revanche, le contexte politique de l'époque a fait que la relation entre RTT et citoyenneté a été délaissée. La RTT telle qu'elle a été mise en place en France depuis l'année 2000 a été, il est vrai, mise à profit par les salarié(e)s en priorité pour partager plus de temps avec leurs enfants et se reposer, puis consacrée à bricoler et jardiner, enfin utilisée pour se distraire en faisant du sport ou en se plantant devant des écrans de télé ou d'ordinateur. A-t-elle eu un impact sur l'activité politique citoyenne ou le développement des associations ? Cela reste à voir, même si l'on peut supposer que cela doit dépendre du caractère plus ou

réinvesti par des activités citoyennes, par la Politique » : « L'autolimitation consciente du domaine réservé à la production et au travail doit permettre un rééquilibrage entre les deux sphères de la production et de ce que Habermas appelle l'interaction, et qui est fondamentalement le domaine de la praxis, que celle-ci soit d'ordre individuel ou collectif. Mettre une limite au développement de la rationalité instrumentale et de l'économie, construire des lieux où pourra se développer un véritable apprentissage de la vie publique, investir dans le choix des modalités concrètes et l'exercice d'une nouvelle citoyenneté, voilà ce que devraient permettre la réduction du temps individuel consacré au travail et l'augmentation du temps social consacré aux activités qui sont, de fait, des activités politiques, les seules qui peuvent vraiment structurer un tissu social... » (Méda, 1995, p. 301).

1. Méda et Orain (2002), Dumontier, Guillemot, Méda (2002), Cette, Dromel, Méda (2004), Pépin, Maufroy (2004), Boyer, Cromptagne, Vérité (2004).

moins libre ou contraint de mise en place de la RTT selon les emplois<sup>1</sup>.

Ne pouvant s'appuyer sur des pratiques d'ores et déjà observées, la réflexion que l'on propose ici<sup>2</sup> a nécessairement un caractère spéculatif : elle cherche à montrer qu'un usage politique alternatif possible de la RTT est non seulement possible, mais aussi souhaitable pour sortir du déficit démocratique qui accompagne la crise économique et sociale actuelle. Dès lors en effet qu'elle serait radicalisée sur le plan politique – en devenant une finalité sociale en elle-même –, tout en étant complétée par une autre innovation politique – le droit de payer son impôt « en nature » –, la RTT permettrait une réactivation des ressorts d'une citoyenneté active, participative.

## **La RTT doit aussi être pensée dans ses dimensions politiques**

Ne serait-ce que parce que la fonction publique repose elle-même sur le travail salarié, la RTT ne peut, en effet, être envisagée sans considérer ses effets directs sur le fonctionnement de la sphère publique et, par conséquent, sur les conditions d'exercice du pouvoir politique. Les gains de productivité dans cette sphère d'activité ne pouvant être à la hauteur de ceux obtenus dans le secteur marchand, toute généralisation à la fonction publique de la RTT y suppose une forte injection d'activité humaine pour maintenir le niveau des services publics. L'abaissement général du temps de travail ouvre ainsi une voie pour une réappropriation citoyenne partielle par l'ensemble des salariés des activités publiques bureaucratisées, lesquelles ne sont, pour la plupart, que des activités domestiques socialisées.

1. Prouteau et Wolff (2002).

2. Elle reprend pour l'essentiel des idées développées en 1997 avant la première loi Aubry (in *Pour un nouveau plein emploi*, « Appel des économistes pour sortir de la pensée unique », Paris, Éditions Syros).

Une deuxième implication de la RTT dans la sphère publique est qu'en dégageant du temps pour des activités citoyennes, elle peut aider à combler le déficit démocratique inhérent au système libéral de représentation politique. La crise actuelle du capitalisme néolibéral va de pair, en effet, avec une crise de la représentation politique qui explique les difficultés actuelles à sortir par le haut de la crise sociale, économique et financière. Outre les scandales politico-financiers, la corruption croissante de la vie politique (Meny, 1992) et le caractère profondément inégalitaire des politiques économiques néo-libérales en sont de claires illustrations.

La RTT peut donc être mobilisée non seulement pour renouer avec le plein emploi (en partageant le travail), mais également, et de façon intrinsèquement liée, pour permettre le développement de la démocratie et la promotion des services publics. Mais l'actualisation de telles possibilités implique qu'elles ne se traduisent pas par des diminutions de salaire et de l'investissement productif. Or cela est possible, on cherchera à le montrer, si la RTT est pour partie compensée par des allègements fiscaux correspondant à une réduction de la monétarisation, via le marché, des activités politiques, allant de pair avec le développement de la démocratie participative. Ce faisant, l'impôt en argent céderait pour partie sa place à un transfert de temps marchand privé en temps d'activité politique et de service public. La citoyenneté deviendrait ainsi plus active et non plus réduite à la forme fisco-financière exclusive qu'elle a prise dans les démocraties purement représentatives.

## **La crise de la démocratie libérale peut être pensée sur le modèle de la crise de l'Ancien Régime**

Les constitutions politiques des États occidentaux sont restées conformes aux modèles de la démocratie libérale pensés au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles. L'État social qui est venu en

compléter les institutions n'a été qu'un dispositif additionnel destiné expressément à contenir le développement du salariat dans le cadre existant « dont il n'entendait entamer ni la substance ni l'hégémonie sur les rapports sociaux » (Gorz, 1988). Et si l'État-providence a pu être considéré « comme une invention nécessaire pour rendre gouvernable une société ayant opté pour un régime démocratique » (Donzelot, 1984), il en a singulièrement réduit la portée en limitant la transformation à un passage d'un système « d'égalité libérale » à un état d'« aristocratie naturelle » (Rawls, 1987) ou de « démocratie d'équilibre pluraliste-élitiste » (Macpherson, 1985, Schumpeter, 1951)<sup>1</sup>.

Les droits sociaux – droits à la santé, à l'éducation et aux assurances sociales – ont été et sont toujours conçus comme substitutifs, et non pas complémentaires à une extension des droits à participer aux activités politiques souveraines. Dit autrement, tout en reconnaissant une dette sociale, les dominants ne sont solidaires des dominés que dans la mesure où cela leur permet de maintenir la structure établie des positions hiérarchiques et leur monopole d'accès au pouvoir étatique.

Cette absence de correspondance entre droits-créances (sociaux) et droits-libertés (politiques), évoque irrésistiblement la situation à la fin de l'Ancien Régime. À l'orée de la révolution française, en effet, les couches bour-

1. L'égalité libérale telle qu'elle est conçue dans le libéralisme politique est une égalité qui ne vaut que dans le monde des propriétaires et exclut les non-propriétaires, voire également les propriétaires qui n'en possèdent pas une quantité minima (comme dans les régimes censitaires) ou la qualité requise (cas des salariés dès lors qu'on les reconnaît comme propriétaires d'eux-mêmes). L'aristocratie naturelle se confond, quant à elle, avec la méritocratie lorsque celle-ci n'est pas fondée sur un système qui compense les inégalités de départ et fonctionne à l'héritage du capital culturel. Enfin, dans la démocratie pluraliste-élitiste, ce sont les « meilleurs » qui sont censés représenter le peuple via le système électoral, étant entendu que la hiérarchie de l'excellence est définie par ceux qui sont déjà en position hiérarchiquement supérieure. Cette définition des règles du jeu élitiste par ceux-là mêmes qui en bénéficient aboutit à l'autoproclamation et l'autoreproduction des élites.

geoises dominant le Tiers État étaient également économiquement intégrées à l'État par le prélèvement, la dette et la redistribution publique des revenus, mais restaient largement exclues du régime politique en n'ayant accès à la souveraineté qu'à travers le sas étroit de l'anoblissement. Aussi l'enjeu premier de la révolution fut-il moins une mutation des structures économiques qu'une « modernisation » de la constitution politique et de la régulation fiscale et financière de l'État (Théret, 1992). C'est pourquoi également la crise fut résolue dans le cadre même de l'Ancien Régime économique par des réformes monétaire, fiscale et juridique de type libéral se bornant à assurer l'intégration au régime politique de la bourgeoisie déjà financièrement liée à l'État.

Ce rappel historique suggère qu'un des éléments clés de la phase actuelle du capitalisme salarial pourrait bien être la contradiction entre l'intégration des salariés à l'État par la médiation monétaire de l'État social et leur exclusion de fait du gouvernement de la société par le jeu d'une constitution politique héritée d'une époque libérale où le salariat n'était pas encore reconnu comme un « statut » social ouvrant des droits politiques. Et la réaction néolibérale à la pression politique du salariat sur et dans l'État – la conjoncture actuelle est saisissante de ce point de vue – pourrait bien être comparée à la « réaction nobiliaire » à la pression bourgeoise sur et dans l'État monarchique dans les années précédant la révolution française.

La perspective historique attire donc l'attention non seulement sur les relations qu'entretient l'économie de prélèvement-redistribution propre au politique avec la sphère marchande, mais aussi sur la manière dont systèmes et régimes politiques spécifient le contenu et le fonctionnement de cette économie du politique. Elle indique que toute sortie par le haut (i.e. conforme aux valeurs démocratiques) de la présente crise sociale devrait passer par un élargissement de l'implication politique de tous les citoyens. Ce qui est suggéré par l'histoire, dit autre-

ment, c'est l'urgente nécessité de mettre en place un lien politique d'un type nouveau impliquant les individus dans l'État autrement que sous la forme clientéliste, fût-elle celle dépersonnalisée de l'État-providence.

Le problème essentiel, alors, pour ne pas rester dans l'utopie, n'est pas d'imaginer *a priori* les formes précises nécessairement multiples que peut prendre une démocratie participative impliquant tout individu dans la collectivité et l'action politique. Il est plutôt de concevoir comment le développement économique et social peut s'appuyer sur un développement politique plus démocratique et, réciproquement, comment celui-ci pourra découler de celui-là. En effet, de même que n'est pas viable toute « solution » économique qui ne soit pas légitime politiquement, de même un développement politique qui serait complètement hétérogène aux rapports économiques ne saurait voir le jour. Ce texte, en conséquence, se fixe comme contrainte de penser simultanément l'économique et le politique afin de respecter l'unité concrète des personnes qui, quant à elles, sont insérées dans l'un comme dans l'autre d'un seul tenant.

## **La distribution du temps d'activité entre les diverses sphères de la vie sociale est un enjeu central pour la démocratie**

Le temps, en tant qu'il est distribué entre les diverses sphères du social, les rend interdépendantes. La distribution sociale du temps est un des problèmes économiques essentiels que révèle le paradoxe d'un chômage croissant allant de pair avec une allocation du temps de travail prenant mal en compte les exigences de la vie hors travail. Mais c'est également un problème clef pour la démocratie politique, puisque l'égalité des chances d'accès aux fonctions politiques ainsi que la professionnalisation des fonctions administratives sont largement dépendantes de la disponibilité en temps des citoyens. Le temps est ainsi une variable centrale dont

on peut partir pour penser globalement le changement rendu nécessaire par la crise du néolibéralisme qui est à la fois crise de l'emploi, crise de la production, crise fiscale et financière et crise politique.

A. Gorz (1988) a ainsi raison de considérer que : « la réduction de la durée du travail rémunéré [...] est la condition fondamentale de la coopération solidaire au sein des communautés et des associations volontaires [...] base par excellence de l'intégration sociale et de la production de liens sociaux » démocratiques. Mais sa position est restrictive du fait qu'il ne pose pas le problème du temps de travail (ou d'activité) politique, et fait ainsi abstraction des nécessités de contrôle et de participation aux pouvoirs publics. Aussi convient-il d'élargir sa conception en partant de l'observation que les limites actuelles de la socialisation publique sont essentiellement imputables au caractère monétarisé via le marché de cette socialisation (Théret et Uri, 1987; Théret, 1992). Cette observation conduit à s'orienter vers une démonétarisation de l'État (soit une réduction de sa dépendance vis-à-vis des marchés capitalistes) allant de pair avec une socialisation directement politique des individus<sup>1</sup>. Dans cette perspective, la RTT peut être mobilisée pour modifier le rapport du citoyen à l'État en réduisant la forme monétaire qu'il prend via l'impôt, et en lui substituant une activité politico-

1. La place nous manque ici pour analyser les implications d'une nécessaire distinction entre démonétarisation et démonétisation. La monétarisation renvoie à l'unification monétaire des sphères économique, domestique et politique par un même médium monétaire, une monnaie unique, dont l'émission est soumise à la logique du marché capitaliste et est donc contrainte par sa « fonction » de réserve de valeur. La monétisation renvoie à l'usage de monnaies de compte et de paiement plurielles, propres aux diverses provinces de vie où elle circulent et où ce qui fait valeur n'est pas nécessairement soumis aux normes des marchés capitalistes (cf. Zelizer, 1994; Parry et Bloch, 1999; Blanc, 2006). Il ne faut pas exclure en effet une valorisation de l'activité citoyenne par une monnaie sociale spécifique permettant la reconnaissance sociale de cette activité et la mesure de son égale distribution.

administrative de chaque individu de valeur équivalente au temps de travail auparavant transféré à l'État sous forme monétaire-fiscale.

### **Vers un impôt citoyen en « nature »**

Si donc le développement du chômage, le caractère économe en travail du progrès technique et la crise des valeurs du travail conduisent à envisager la RTT en rapport avec le développement de la productivité du travail, la crise du politique suggère d'aller au-delà en convertissant une part des prélèvements publics en impôts « en nature », c'est-à-dire en temps d'activité socio-politique.

Dans cette perspective, la RTT doit être conçue comme une réduction de la nécessité de s'affranchir de ses devoirs politiques par la seule voie monétaire et comme l'opportunité de mettre en relation directe les droits politiques et sociaux avec les devoirs correspondants, lesquels consistent à participer à la gestion de la collectivité et aux décisions qu'elle implique. Une objection pertinente à une telle revalorisation du et de la politique est qu'elle pourrait être perçue comme une sorte de « corvée » renouant avec le « travail forcé », alors que l'impôt en argent constitue un moyen d'affranchissement de l'individu à l'égard d'un tel travail. Aussi ne saurait-il s'agir de renouer avec un service national organisé sur la base d'un asservissement à une organisation bureaucratique préexistante et intouchable, comme dans le cas du défunt service militaire. L'activité politico-administrative « imposée » dans la mesure où chacun doit y prendre sa part, ne devrait donc pas être réduite à la production de services non-marchands, au sens traditionnel du terme, elle doit concerner également les activités nobles de délibération, de décision et de gestion politique. Participer aux instances démocratiques et à la production des services publics pourrait ainsi ne pas être vécu comme plus contraignant que le travail marchandisé nécessaire au paiement de l'impôt; l'activité socio-politique qui motive

bien souvent gratuitement des bénévoles, en sus de leurs heures de travail, est à coup sûr, autrement moins contraignante et aliénante que le travail salarié dans l'ordre économique qu'elle devrait remplacer.

Le débat est évidemment ouvert concernant les modalités pratiques d'une telle substitution partielle de la participation citoyenne à l'impôt en argent. On peut *a minima* considérer qu'elle devrait être introduite sur la base du volontariat. Mais il reste qu'il faut au préalable se poser deux questions politiques majeures.

La première concerne la définition des équivalences entre les impôts payés par chacun sur la base des règles de la démocratie libérale, et les services politique et administratif requis de chacun dans ce qui serait un régime de démocratie participative. Par exemple, si on ne peut faire abstraction des savoirs professionnels, ceux-ci n'en doivent pas moins être valorisés différemment dans l'ordre politique et dans l'ordre économique. Cela implique une réforme fiscale profonde définissant des règles de participation citoyenne – ce que chacun doit à l'État – qui soient fondées sur une logique juridique et politique indépendante dans une large mesure de la logique capitaliste marchande. Elargie au politique, la RTT entraîne donc la redéfinition du système de valeurs et des compromis sociaux constitutifs de la régulation sociale qui assure l'unité de la société et permet sa reproduction dans le temps.

Le deuxième problème à résoudre est celui de la fonction publique salariée. Sont en jeu ici les manières d'une part de traiter dans l'ordre politique les travailleurs du public à parité avec ceux du privé, d'autre part, dans le même temps, de rechercher une réduction de la tutelle bureaucratique des administrations publiques. Les fonctionnaires devraient donc se voir réduire comme les autres salariés leur temps de travail salarié sans diminution de salaire, tout en étant appelés à participer à des activités politico-administratives non monétarisées.

Se pose alors la question des modalités de contrôle de l'activité politico-administrative dans un cadre mixte de travail professionnalisé et d'activité citoyenne.

## **Les avantages économiques d'une RTT élargie au politique**

L'intérêt de la substitution au travail marchandisé de l'activité citoyenne n'est pas seulement politique, il est aussi économique : en réduisant le « poids » de l'État sans pour autant perturber *a priori* la structure monétaires des revenus marchands « privés », la compensation fiscale « en nature » du temps libéré est à la fois favorable à un dynamisme économique intérieur et à la compétitivité externe ; ces effets économiques positifs pourraient ainsi conduire à sa généralisation dès lors qu'un pays l'adopterait. Seule la partie « étatisée » du produit – le revenu fiscal – est en effet touchée, la baisse des recettes publiques se traduisant par une baisse équivalente de la demande sur fonds publics, elle-même équivalente au temps de travail rémunéré auparavant affecté à la production réalisée à partir de ces fonds. Il n'y a ainsi, globalement, ni baisse du profit net retenu par la sphère marchande, ni baisse des revenus marchands disponibles nets des ménages (seul le revenu monétaire de l'État baisse).

D'un point de vue statique certes, une RTT ainsi compensée entraîne apparemment une baisse brutale de la production marchande du fait du déclin de la demande publique. Mais une telle baisse ne correspond pas à une récession, mais à une simple déflation, car il y aurait simultanément baisse du prix de l'ensemble des produits – en raison de la baisse des impôts – et donc augmentation du pouvoir d'achat des salaires et des profits à due concurrence. D'où, compte tenu en outre d'une amélioration de la compétitivité-prix internationale, une possible compensation au-delà même de la réduction de la demande publique.

Par ailleurs, l'accroissement apparent d'indépendance du marché vis-à-vis de l'État, du fait de la moindre interférence quantitative du politique sur le système des prix marchands, libérerait aussi en contrepartie le développement politique et social des contraintes du marché, renforçant ainsi la capacité publique de contrôle démocratique des formes du développement économique.

Enfin, du côté du social et de l'État-providence, la RTT n'empêcherait pas que restent assurés, voire élargis, les services et fonctions publics, puisque la socialisation politique des individus et le développement de leur activité politico-administrative non médiatisée par l'obtention de revenus marchands compenseraient le moindre recours au marché pour leur réalisation. Ils auraient également pour effet de réduire la bureaucratisation des services publics et d'augmenter leur efficacité en améliorant les possibilités de démocratie directe, de délibération et d'évaluation des politiques menées.

### **Quel bloc social d'appui pour une telle RTT élargie ?**

Le mode de développement de la démocratie qui est ici proposé ne relève pas d'une conception purement utopiste. Il prend en compte, en effet, l'interdépendance des diverses sphères du social dans leur état actuel et permet de satisfaire simultanément une grande diversité d'intérêts sociaux hétérogènes. Il présente en effet divers avantages économiques qui créent la possibilité de construire un consensus large à son égard, qui fournisse les bases d'un bloc social postulant à l'hégémonie : dans la sphère productive, les entrepreneurs y gagneraient une baisse des prélèvements publics et des prix favorables à leur compétitivité internationale sans réduction des revenus privés, une amélioration des infrastructures collectives offertes par le système politico-administratif désormais non rationné en « main d'œuvre », et des gains de pro-

ductivité liés à la réduction du temps de travail ; pour les salariés, une telle extension de la RTT irait de pair avec une réduction du chômage par un meilleur partage du travail marchand et une réduction exogène du temps de travail marchandisé sans diminution de leur revenu monétaire, une compensation de la perte éventuelle de la qualité du travail salarié par la qualification de l'activité politico-administrative, une moindre dépendance à l'égard du salariat, et aussi des bureaucrates et des spécialistes de la représentation politique ; enfin les citoyens dans leur ensemble, puisqu'ils participeraient directement à la gestion de services publics dont le maintien de la qualité est postulé, bénéficieraient du surcroît d'efficacité et de légitimité d'un État véritablement démocratique et moins monétairement dépendant des marchés capitalistes.

Certes, cet État où la fiscalité et les finances publiques sont réduites, mais où est engagée la responsabilité sociale de tous les membres du corps social aura aussi ses opposants. Parmi eux, se distingueront : les néo-libéraux qui voient l'épanouissement de l'homme dans un regain du culte du fétiche monétaire ; les élites politico-administratives soucieuses de conserver un pouvoir monopoliste sans le voir discuté ni évalué ; les capitalistes financiers et les rentiers qui vivent de l'exploitation financière des États, de leurs demandes de crédit et de leurs concessions de monopoles sur les services publics. Mais, a priori, l'opposition de ces intérêts conservateurs ne devrait pas être un obstacle définitif à la progression de l'idée simple d'une « réforme fiscale » substituant à l'impôt en argent, invention de l'Ancien Régime et de l'État guerrier, le recours à la participation politique des citoyens sous toutes ses formes possibles, invention de la démocratie.

# L'option Plénitude : une voie vers le durable<sup>1</sup>

Juliet B. Schor

(traduction de Cyrille Cormier)

*Professeur de sociologie au Boston College*

Auteur de *The Overworked American, The*

*Overspent American,*

et plus récemment *Plénitude : the new economics of true wealth* »

Les hommes dégradent aujourd'hui les écosystèmes planétaires dans des proportions jamais rencontrées dans l'histoire. Le monde fait face à une destruction de biodiversité sans précédent, avec ce que les biologistes désignent comme la sixième extinction – déjà engagée – de masse. Des mesures détaillées de l'exploitation de l'écosystème telles que celle de l'empreinte écologique, montrent que nous utilisons 150 % de la bio-capacité de la terre et que nous sommes dans une zone que les écologistes qualifient de « *dépassement* ». Au cœur de la destruction environnementale, il y a le climat et le réchauffement climatique. La concentration de GES<sup>2</sup> est actuellement de 390 ppm, bien au-delà des 350 ppm qu'un grand nombre de scientifiques considèrent comme la limite à partir de laquelle on peut encore prévenir les dynamiques climatiques catastrophiques. À la fin de l'année 2009, un groupe international de scientifiques publiait un article important dans la revue *Nature*, qui

1. La quasi-totalité des sources de cet article sont issues du livre de mon livre : *Plénitude : the new economics of true wealth*, The Penguin Press, 2010.

2. Gaz à effet de serre.

identifiait neuf limites critiques à la planète terre au-delà desquelles l'humanité mettrait en danger la biosphère et la reproduction de l'espèce humaine. L'article précisait que trois d'entre elles concernant la biodiversité, le climat et le cycle de l'Azote sont d'ores et déjà dépassées et que nous approchons de la limite pour les six autres.

Cette accumulation d'évidences suggère que, depuis environ 1970, l'impact humain sur la planète s'est intensifié et accéléré. Nous mettons en danger notre habitat d'une façon sans précédent historique et, à terme, suicidaire. Renverser le cours et guérir la planète est une tâche monumentale. Deux facteurs la rendent très difficile. Tout d'abord, la population globale se rapproche vraisemblablement des 9 milliards, avec une augmentation principalement forte dans le Sud. Ces deux milliards supplémentaires de personnes vont devoir – et on espère qu'elles le pourront – consommer de l'énergie, de la nourriture, et des biens manufacturés en des quantités plus élevées que leurs homologues nationaux le font actuellement. Avec plus d'un milliard de personnes malnutries et plus de la moitié de la population vivant avec moins de 2,50 dollars par jour ou moins, les solutions durables doivent être compatibles avec une augmentation considérable de l'espace écologique consacré aux populations à bas revenu des pays du sud.

Deuxièmement, les solutions économiques durables doivent être conçues à la lumière de la crise économique actuelle et de ce qui, comme je le crois, sera une stagnation prolongée et tenace de nombreuses économies du Nord. La récession économique a d'ores et déjà empêché un progrès sur les accords climatiques, comme le montre par exemple le conflit au sein de l'Union Européenne au sujet d'un accord à Copenhague ou l'échec du Congrès des Etats-Unis pour faire voter une loi sur le climat ou encore l'impasse généralisée pour aboutir à un traité qui succéderait à celui de Kyoto. Historiquement, la législation environnementale est considé-

rée comme un produit « haut-de-gamme ». Nous devons ainsi jouer le « tiercé gagnant » qui réduira dramatiquement l’empreinte écologique et les émissions de GES, tout en résolvant les problèmes économiques du Nord et en augmentant le niveau de vie des pauvres du Sud.

Ces trois problématiques – vivre dans une période de danger écologique, de pauvreté mondiale, et de misère économique liée à l’actuelle récession – sont liées de multiples façons. Sans doute le principal couplage vient du fait que les solutions conventionnelles aux deux derniers problèmes exacerbent le premier. Chômage et pauvreté sont généralement combattus en augmentant le taux de croissance agrégée de l’économie, alors que la croissance est justement au cœur de ce qui cause la dégradation écologique. Sur le terrain de l’écologie, la solution conventionnelle n’est plus disponible et, je pense qu’elle ne suffirait pas de toute façon aujourd’hui pour résoudre un problème de chômage aussi sévère que celui auquel font face les pays riches.

Des solutions radicales, plus structurelles, sont donc nécessaires. Dans mon dernier livre, *Plénitude : la nouvelle économie de la vraie richesse*<sup>1</sup>, j’introduisais un chemin alternatif pour le Nord, qui réduirait le chômage et l’empreinte écologique sans augmenter la croissance agrégée. Cette voie permettrait par ailleurs d’améliorer le bien-être, la qualité du quotidien, et la santé des communautés. Ce n’est pas une solution avant tout technologique, bien qu’elle repose en grande partie sur des technologies nouvelles, vertes et propres. Son inspiration profonde repose sur le besoin de transformation de la manière avec laquelle les gens passent leur temps. Proposer des schémas alternatifs d’utilisation du temps change la trajectoire macroéconomique de l’économie et permet aux gens de progressivement abandonner des activités destructives de leur bien-être et de la planète. La Plénitude rejette l’approche dominante qui favorise les licenciements.

1. Schor (2010).

ments et prétend que la protection de l'environnement conduit l'économie à offrir moins de protection sociale. À l'opposé, j'appelle à une nouvelle manière de vivre qui est riche en ce qu'elle conduit à un véritable bien-être, c'est-à-dire à l'abondance de temps, à des niveaux plus élevés d'autoproduction et d'autonomie, au capital social et à ce que j'appelle le « matérialisme véritable ».

## Le sujet de la croissance.

La discussion au sujet des *frontières* de la planète ou des *limites*, pour utiliser une terminologie plus récente, n'est pas nouvelle. Le problème de la capacité maximum de la Terre a été énoncé de manière célèbre par l'écologiste Paul Ehrlich dans son ouvrage *Population bomb*, qui soutenait que la sur-reproduction des humains les destinait à une disparition massive. De même, dans son fameux article sur « Tragedy of the Commons » (*Tragédie des communs*, Hardin, 1968), Garrett Hardin suggérait que les hommes ne pourraient éviter de surexploiter la biosphère tant il est dans leur nature de surconsommer les ressources communes. Il se trouve que ces deux rapports se sont avérés trompeurs. L'alarme raciste (ou malthusienne?) d'Ehrlich fut en effet tirée au moment du pic de croissance de la population, alors que les taux de population ont chuté vertigineusement depuis. Le modèle proposé par Harding a quant à lui été démystifié par le travail de Elinor Ostrom qui analysait les conditions permettant aux gens de gérer les biens communs avec succès. La troisième intervention majeure de cette période fut « Halte à la croissance<sup>1</sup> ? » de Donella (Dana) Meadows, Denis Meadows et leurs collaborateurs. Leur modèle reposait non seulement sur la population (qui joue effectivement un rôle certain), mais aussi sur la croissance industrielle et la pollution correspondante. Leur analyse était qu'en poursuivant une trajectoire identique à l'actuelle (ce que

1. Titre original *The Limits to Growth* (NdT).

la littérature du changement climatique appelle *B.A.U.*<sup>1)</sup> nous entrerions, dès la première décennie du *xxi*<sup>e</sup> siècle, dans un effondrement significatif. Les économistes ont montré du doigt ensuite, avec beaucoup d'arrogance, les nombreux aspects qui rendaient ce modèle caduc, mais le début du *xxi*<sup>e</sup> siècle a apporté de nombreuses évidences d'une dégradation rampante de l'écosystème ainsi que d'un écroulement économique.

Les économistes soutenaient que les récits alarmants avaient échoué à prendre en compte que le PIB pouvait se dématérialiser, que chaque dollar de croissance pouvait être associé à un impact matériel beaucoup plus faible. L'idée que la productivité des ressources naturelles augmenterait, sans doute de façon très significative, était très populaire dans le monde de l'ingénierie et du design, où des mouvements tels que Facteur 4, Facteur 10, *Cradle-to-Cradle*<sup>2</sup>, Zéro Déchets, et la biomimétique ont proliféré. En sociologie, cette idée est appelée théorie de modernisation écologique. Celle-ci soutient que le capitalisme est entré dans une étape de *verdissement* raisonnable et profitable, qui sera la base d'une prochaine phase majeure de croissance.

Dématérialisation, dé-carbonisation et découplage de la dégradation écologique par rapport à la croissance du PIB ont eu beaucoup de succès en Europe de l'ouest et ces idées y ont eu une grande influence. Cependant, si l'on prend en compte les flux des échanges commerciaux et l'externalisation de l'exploitation du carbone, les performances sont modestes, même pour les européens. En Amérique du Nord, l'utilisation matérielle a rapidement augmenté depuis 1980, d'environ 70 %, du fait de l'accroissement de la consommation des ressources fossiles et du recours très large aux matériels de construction. Globalement, les émissions de GES s'ac-

1. *Business As Usual*, acronyme anglais (*NdT*).

2. Terme anglais signifiant littéralement « du berceau au berceau » et utilisé pour designer l'éco-conception (*NdT*).

célèrent, l'utilisation de matériaux continue à croître, et le découplage reste une ambition première.

Ainsi, les économistes, ingénieurs, et éco-modernisateurs ont été trop optimistes. Inversement, d'autres paradigmes ont été trop pessimistes. Il en est ainsi du *TreadMill of production*<sup>1</sup> de l'école éco-marxiste, qui soutient que des dynamiques inhérentes au système de marché rendent la protection environnementale quasi impossible. Le succès de certains pays dans la transition vers les énergies propres ou la réduction des matériaux industriels montre pourtant que la croissance extensive des matériaux et des ressources naturelles n'est pas une condition nécessaire à la croissance capitaliste.

Un second modèle pessimiste correspond à l'émergence d'une école de pensée reposant sur l'économie comportementale et la neuropsychologie et qui suppose que les humains sont programmés pour esquiver la réponse aux risques tels que le changement climatique. Cette vision des choses semble remise en cause par la large diversité des réponses aux menaces écologiques au travers des pays, des différentes époques et cultures. La loi britannique de 2007 sur le changement climatique, les tarifs préférentiels garantis en Allemagne, le secteur danois des éoliennes, ou encore les lois états-uniennes régionales sur le changement climatique suggèrent que les capacités des humains à répondre au réchauffement climatique dépend plus de l'économie politique que de limitations inhérentes à la pensée. Il n'est guère nécessaire de faire référence à la science du cerveau humain pour expliquer l'opposition aux législations états-uniennes liées au climat. L'influence politique du secteur des énergies fossiles suffit.

Ces dernières années, un troisième paradigme est apparu au sein de la « nouvelle économie », voulant tenir compte de l'ampleur des menaces écologiques tout en espérant que des humains motivés sauront s'y

1. Le « *train-train de la production* », théorie développée par Allan Schnaiberg dans les années quatre-vingt (NdT).

confronter. Aux États-Unis d'Amérique, le mouvement de la nouvelle économie est composé de militants du *durable*, de consommateurs « conscients » ou engagés, de résidents à faible revenu des quartiers déshérités et dont les communautés ont rompu les liens avec l'économie formelle depuis des décennies, de citoyens qui, depuis la crise de 2008, se sont trouvés au chômage ou en situation précaire, et de jeunes qui s'impliquent de plus en plus nombreux dans une consommation partagée et un engagement dans la philosophie des communs. Cela inclut des groupes tels que Bioneers<sup>1</sup>, les villes en transition, les projets de monnaies locales, l'alliance nord-américaine BALLE<sup>2</sup>, une grande partie du mouvement pour des alimentations alternatives, les communautés *Do-It-Yourself*<sup>3</sup>, les groupes en faveur d'une économie équitable, et les personnes qui produisent des technologies à petite échelle par des *fabrication labs*. Cela inclut par ailleurs un segment du monde des technologies de l'information, principalement des défenseurs des productions paritaires<sup>4</sup> et des logiciels de code source libre<sup>5</sup>. Enfin, la communauté des matériels libres<sup>6</sup> impliquée dans la permaculture, la construction, la génération d'énergie et la production à petite échelle et qui associe le caractère durable et les principes de la culture libre.

On dénombre parallèlement de nombreux mouvements et alternatives du côté de la consommation. Par exemple, l'échange entre voisins d'outils, de jouets, de vêtements; l'échange, le partage ou la revente d'électroménager ou

1. Pour *Biological Pioneers* (NdT).

2. BALLE pour *Business Alliance for Local Living Economies*, alliance nord-américaine représentant environ 60 réseaux autonomes d'entreprises locales soit près de 20 000 entrepreneurs états-uniens et canadiens qui partagent un engagement pour une économie locale (NdT).

3. Littéralement « faites-le vous-même », fondé sur le bricolage, l'auto-production et le système D (NdT).

4. Peer-production (NdT).

5. *Open source software* (NdT).

6. *Open-source hardware* (NdT).

d'autres biens de consommation ; le covoiturage, le *couch-surfing*, les repas collectifs, les jardins partagés et AMAP, etc. On constate une innovation sociale formidable autour des concepts du partage, des communs, du troc, du don et de l'organisation de conseils de quartier. La réutilisation et la revente modifient de larges pans de l'économie de la consommation. L'internet a amplement facilité cela. Le mouvement du développement durable y incitait. Et la crise économique l'a imposé : l'altération économique que les gens ont subie dans leur quotidien les a forcés à vivre avec moins d'argent et plus de temps.

Alors que le mouvement de la décroissance n'est pas en soi très important aux Etats-Unis d'Amérique, un secteur émergent d'universitaires, d'intellectuels, et de militants conteste ouvertement l'impératif de la croissance. Ces groupes partagent un engagement dans des méthodes de production et de consommation locale, à petite échelle et de faible impact ; un intérêt fort pour l'activité économique ; un engagement dans le capital social et la communauté ; et enfin un rejet de la culture dominante de consommation.

La Plénitude, décrit une vision économique qui est cohérente avec les pratiques, les valeurs et les aspirations de ce mouvement. Elle aborde les problématiques d'équilibre macroéconomique et d'autres exigences économiques pour construire une économie à petite échelle, à l'impact faible sur l'environnement, et qui présente une productivité élevée, qui est efficace, qui offre un haut niveau de protection sociale, et propose un chemin économique de transition accessible. Je vais développer ici deux des quatre principes qui sont nécessaires à la mise en place des alternatives que ce mouvement appelle de ses vœux, et qui aujourd'hui émergent en pratique sur le terrain.

Le premier principe de Plénitude est le retrait du travail de l'économie formelle et la diminution résultante du nombre d'heures de travail moyen annuel par employé.

Avant la crise, la tendance aux USA était à l'augmen-

tation des heures, avec une augmentation du nombre d'heures travaillées par an et par employé de 204 % entre 1973 à 2006. L'augmentation des heures de travail propulse la croissance du PIB, mais aussi des émissions de GES et de la dégradation écologique. Trop de travail augmente le stress, dégrade la vie de famille, sape les communautés, et diminue l'engagement politique et citoyen. Nombreux « pratiquants de la Plénitude<sup>1</sup> » portent peu d'attachement à l'économie formelle. Ils sont objecteurs de croissance<sup>2</sup>, fermiers, petits entrepreneurs, du mouvement de la sobriété heureuse, en retraite prématurée ou toujours étudiants. Leur point commun est qu'ils adaptent l'utilisation de leur temps pour réduire leur dépendance aux emplois traditionnels et formels. Malheureusement, il n'existe pas encore de données objectives sur ces modes de comportements. Cependant, des études datant d'avant la crise ont montré une augmentation de la popularité du *downshifting*<sup>3</sup>, sous la forme de choix volontaires de réduction de revenu pour une augmentation du temps disponible.

Un rééquilibrage entre les heures de travail dans le cadre de l'économie formelle et au dehors est crucial pour de multiples raisons. Seule la réduction des heures peut résoudre la question du chômage. Pour comprendre combien les nouveaux schémas d'utilisation du temps sont importants, on doit évaluer ce que représente la population au chômage : près de 26 millions de personnes<sup>4</sup> en incluant ceux qui sont en sous-emploi ou qui travaillent rarement. Il y a aujourd'hui 4,8 demandeurs d'emploi par poste disponible. La crise de l'emploi s'est développée sur de nombreuses années et est plus profonde et plus structurelle qu'on pourrait

1. « Plenitude practitioners » en anglais (*NdT*).

2. DownShifters en anglais, qui prônent un rééquilibrage entre les activités de loisirs et le travail (*NdT*).

3. Cf. 18.

4. Aux États-Unis (*NdT*).

l'imaginer en se basant sur les analyses centrées sur le secteur financier. Les Etats-Unis ont besoin de créer 11 millions d'emplois pour revenir à la situation du marché de l'emploi d'avant la crise.

La solution classique face à cette situation est celle du ruissellement<sup>1</sup>, c'est-à-dire la création d'emplois par une augmentation du taux de croissance du PIB. Mais cette approche ne fonctionne pas et les événements politiques récents suggèrent qu'aucune stimulation de la croissance n'est à attendre du gouvernement US. À ce jour, la reprise n'est pas parvenue à créer plus de 500 000 emplois, et personne n'ose se prononcer de manière convaincante sur une éventuelle source de création d'emplois. Le PIB est devenu un générateur d'emploi intérieur bien peu efficace, en partie à cause de la sous-traitance, de la tendance lourde à l'importation, et de la mécanisation. Ainsi, le premier principe de la Plénitude consiste en la restructuration du marché du travail. La réduction des horaires pour éviter des licenciements supplémentaires, l'embauche de nouveaux employés à 80 %, l'instauration de programmes d'échange volontaire de salaire contre du temps libre, de partage de travail et de départs prématurés en retraite sont des exemples types des changements qui conduiront à un nombre d'heures travaillées plus faible par employé et par an.

La réduction du temps de travail restreint par ailleurs l'impact écologique de l'économie, car les foyers riches en temps disponible optent pour des formes de transport et de consommation à moindre impact. Des études transnationales montrent que les pays où le nombre moyen d'heures de travail est le plus élevé ont une empreinte écologique plus élevée. D'autre part, utiliser la croissance de productivité pour réduire les heures plutôt que d'augmenter la consommation est une manière puissante de réduire l'impact écologique.

Il est important de s'attarder sur un aspect de ce scé-

1. *Trickle-Down*, en anglais. De la théorie libérale du ruissellement (NdT).

nario. Il n'est pas demandé aux gens de rendre une partie de leur revenu, mais de débiter leur travail avec des salaires moins élevés que s'ils travaillaient à plein temps. D'autre part, si on se base sur le principe d'utilisation de la croissance de productivité pour financer les réductions de temps de travail, les gens devraient bénéficier de salaires identiques avec une augmentation du temps libre. Il n'y a pas d'évidence particulière fournie par l'économie comportementale ou par des études sur le bonheur que les gens soient plus attachés à des revenus qu'ils n'ont pas encore qu'à ceux qu'ils ont déjà. Par ailleurs, dès que les gens sortent de la pauvreté, l'augmentation de leur revenu agit moins sur leur bien-être qu'on l'imagine et que les économistes l'ont longtemps supposé.

La deuxième conséquence importante de la réduction du temps de travail est que les gens utilisent leur temps libéré du travail officiel pour satisfaire leurs besoins par l'autoproduction (bricolage, jardinage...). Cela leur permet d'augmenter leur consommation, de réduire leur dépendance au revenu, de devenir autonomes, de développer des compétences et leur créativité. En me référant aux travaux de Frithjof Bergmann, j'utilise le terme d'autoproduction high-tech<sup>1</sup> pour designer cette activité.

Aux Etats-Unis, ce genre d'activités est devenu récemment populaire, particulièrement depuis la crise. Cela concerne par exemple, la production de nourriture, l'élevage de bétail, l'apiculture, la génération d'énergie isolée du réseau et à petite échelle, la construction de maison soucieuse de l'environnement, l'artisanat, l'habillement, ou encore l'autoproduction d'ustensiles de maison. À quelle science économique correspondent ces types d'activités domestiques de petite échelle ?

Les économistes du courant dominant ont traditionnellement affirmé que chacun devrait se spécialiser dans une activité, gagner de l'argent de celle-ci et acheter ce dont il

1. *High tech self-providing (NdT)*.

a besoin ou ce qu'il désire. Je pense que nous avons atteint un niveau à partir duquel plus de spécialisation n'aurait pas de sens et qu'une diversification des activités et des sources de revenu serait la voie la plus pertinente. L'instabilité du climat et de l'économie signifie que la confiance dans le marché est plus risquée que jamais. S'assurer de la satisfaction de ses besoins, même en cas d'effondrement du marché est une stratégie intelligente. Le faire dans le cadre d'une communauté plutôt qu'au niveau individuel est encore plus malin. Les initiatives telles que les Villes en transitions reposent sur ce type d'autonomie.

Au-delà du côté protecteur de cette initiative, il y a d'autres raisons pour penser qu'un rééquilibrage entre le marché et le secteur informel est sensé. L'une d'entre elles est que la productivité potentielle des heures de travail hors marché augmente sensiblement. Si autoproduire signifiait revenir aux technologies du XIX<sup>e</sup> siècle, les économistes traditionnels auraient raison. Mais aujourd'hui de nouvelles technologies, de nouveaux savoirs et des innovations fondés sur le Net sont disponibles et augmentent la productivité d'un travail effectué dans le cadre d'un foyer ou d'une communauté. Nous sommes tous conscients de cela dans les domaines de l'information, du logiciel et de la culture. Le très vivant modèle de production paritaire<sup>1</sup> a développé des produits de très grande qualité comme Wikipedia, Linux, Firefox et d'autres logiciels ou produits de code source libre<sup>2</sup> grâce à ce processus informel et en dehors du marché. L'auto-production de musique, vidéo, publicité, essais, etc. a explosé et a permis de découvrir de nouveaux talents, a offert des opportunités de créativité et de production de valeurs sûres à utiliser et partager avec d'autres.

Le chemin de l'autoproduction se base sur ce modèle et l'étend au monde matériel – nourriture, habitat, éner-

1. *Peer Production* en anglais (NdT).

2. *Open-source* (NdT).

gie, habillement, petites fabrications. Il s'agit du mouvement des matériels libres<sup>1</sup>. Le modèle qui a émergé dans les domaines de l'information et de la culture ne devrait pas y être limité, car il est tout aussi pertinent sur d'autres sujets. Ce qui importe dans cette nouvelle forme d'autoproduction est qu'elle permet une très forte productivité en requérant un niveau de connaissances élevé. Augmenter la productivité du travail exige des connaissances de haut niveau en informatique et écologie. Les exemples types sont l'emploi des principes de permaculture dans l'approvisionnement en nourriture, les murs végétaux, la génération d'énergie à petite échelle, et les fab-labs.

La récupération du temps de travail sur le marché pour un réinvestissement dans les activités d'autoproduction à l'échelle du foyer ou de la communauté est pertinente, car les économies d'échelles ont changé. L'informatisation et le développement du web ont permis une augmentation de l'efficacité des productions à petite échelle. Je crois que ce point est d'une importance capitale. Les économies d'échelles se sont déplacées ces dernières années en faveur des petites entreprises. L'avènement des technologies de l'information a transformé les micro-entreprises en leur donnant une dimension institutionnelle crédible. Les sociétés massives contrôlant d'autres plus petites entreprises ont, en effet, perdu les avantages qu'elles avaient auparavant. Le dynamisme et la création d'emplois viennent des petites entreprises. En regardant plus en détail, on se rend compte qu'il y a de nouvelles possibilités au niveau local de développer des activités économiques fortement productives. Ce qui devient possible, c'est une synthèse du foyer pré-moderne et de la technologie moderne. Je me réfère pour le premier au foyer paysan qui ne travaillait pas pour les autres, possédait des compétences, activités et

1. Ou *open-source hardware* en anglais (NdT).

sources de revenu diverses, et se fondait sur celles-ci pour se protéger des risques.

Un aspect fondamental des activités d'autoproduction est qu'elles ont une empreinte environnementale très faible, et sont ainsi un des contributeurs principaux à la réduction de l'impact écologique de l'homme. Par ailleurs, l'apprentissage des savoir-faire permet de développer des compétences et des goûts pour des activités ou des produits particuliers qui peuvent se transformer en carrières ou en activités. L'autoproduction est alors un mécanisme permettant d'étendre le secteur économique *vert* des petites entreprises pour qu'il devienne la base d'une économie nouvelle et durable. L'autoproduction technologique est donc une transition stratégique pour une sortie du capitalisme hautement destructif des entreprises et qui domine aujourd'hui l'économie. Bien entendu, c'est un processus complexe qui nécessite des politiques difficiles. Mais ce que je souhaite fournir ici est une vision économique et les premières étapes qui nous y conduiront. Ce que je trouve passionnant à ce sujet, c'est que loin d'être un simple projet, il correspond à un mouvement vivant, respirant, grandissant et fleurissant de personnes qui forgent un nouveau chemin de plénitude.

# Le revenu garanti comme outil pour la transition vers la frugalité

Christian Arnsperger

*Économiste, maître de recherches au FNRS (Belgique) et professeur à l'Université de Louvain, mène ses recherches à la chaire Hoover d'éthique économique et sociale et au Centre de recherches interdisciplinaires Développement, Institutions, Subjectivités (CriDIS). Il travaille sur les fondements existentiels de l'économie et sur la transition vers le post-capitalisme.*

Il a notamment publié *Critique de l'existence capitaliste*, Éd. du Cerf, 2005 et *Ethique de l'existence post-capitaliste*, Éd. du Cerf, 2009.

Warren A. Johnson

*Géographe, professeur émérite à la San Diego State University, a longtemps enseigné la géographie régionale et la géographie des ressources naturelles. Menant une vie de frugalité et d'autosuffisance agraire dans une vallée recluse de Californie, il mène ses recherches sur la transition vers une économie de frugalité.*

Il a notamment publié *Muddling Toward Frugality* en 1978 (réédité en 2010) et vient de terminer un nouvel ouvrage intitulé *The Gift of Peaceful Genes*.

## Prendre au sérieux l'appel à la frugalité

Le monde industriel-capitaliste ne pourra plus se permettre longtemps le luxe de la croissance économique. Les données scientifiques indiquent que nous nous trou-

vons au seuil d'un *âge de la rareté* lié à deux facteurs : le plateau actuel dans la production du pétrole et la difficulté de soutenir la croissance étant donné la lourdeur de l'endettement et la concurrence des pays à bas salaire. Nous *consommons* la niche industrielle en épuisant rapidement les carburants fossiles qui ont rendu la Révolution industrielle possible.

Heureusement, une autre niche nous est ouverte : la niche soutenable qui a soutenu toute la vie humaine avant l'ère industrielle et qui le fera à nouveau quand les carburants fossiles seront épuisés – mais avec les modes de vie plus simples, plus coopératifs, ayant fait leurs preuves au cours de l'histoire et pouvant être soutenus par des énergies renouvelables. Ceux qui chérissent l'opportunité d'explorer la « frontière soutenable » seront les pionniers qui (re)créeront des modes de vie pouvant se perpétuer indéfiniment. Tôt ou tard, ces modes de vie deviendront incontournables quand les carburants fossiles seront devenus trop rares.

Prenons dès lors au sérieux *l'appel à la frugalité* (Johnson, 2010a). La racine latine de ce mot signifie un « usage plein et fructueux des ressources ». C'est à l'opposé de ce que nous faisons actuellement, dans une économie qui ressemble à un train lancé à toute allure. C'est un train impressionnant, certes, mais qui a besoin d'accélérer sans cesse. Il n'est guère recommandable d'en conserver la vitesse actuelle, ni surtout d'essayer de le lancer plus vite encore, alors même que, dans la logique actuellement à l'œuvre, moins d'énergie signifierait moins de richesse produite, moins d'emplois et probablement davantage de dettes. L'enjeu le plus pressant est donc de savoir quelle forme aura la transition vers une autre logique, une logique de la frugalité.

L'idéal serait de contrôler la locomotive de telle sorte qu'elle ne doive pas sans cesse continuer à rouler aussi vite, et de la régler sur la vitesse qui permettra le voyage le plus agréable – quitte même à faire fonctionner plu-

sieurs trains à des vitesses différentes pour satisfaire différents voyageurs. La transition au-delà des combustibles fossiles n'est pas seulement une question d'ajustements externes, mais aussi d'une vision neuve du monde, d'une conception renouvelée de la vie bonne. *Ce sont ceux d'entre nous qui sauront visualiser comment la vie peut être améliorée pendant que l'économie ralentit, qui détermineront la forme que prendra notre avenir.*

## **Recréer un potentiel évolutionnaire de long terme**

Les arrangements économiques actuels nous viennent d'une époque où le pétrole et le charbon étaient abondants et bon marché. Ceux-ci sont en train d'être remplacés par des carburants coûteux dotés d'une énergie nette faible, voire négative. Les scientifiques issus d'une large palette de disciplines – à l'exception de ceux qui sont financés par les lobbies du pétrole – nous alertent sur ces faits depuis des décennies. Au cours de la même période, des modes de vie non soutenables sont devenus des valeurs culturelles. Nous avons besoin de (re)trouver des façons de vivre qui aient un potentiel évolutionnaire de long terme. L'idée est de trouver des manières – politiques, économiques et culturelles – d'habiter à nouveau la niche soutenable (Arnsperger, 2009 ; Johnson, 2010b).

Devrions-nous adopter des modes de vie qui n'ont pas encore été essayés et restent donc encore inédits, ou nous faudrait-il retrouver des modes de vie du passé qui ont fait leurs preuves sur le long cours de l'histoire humaine ? Nous aurons la réponse à cette question à mesure que nous déciderons de quitter une niche industrielle en déclin pour aller vers des pratiques de vie qui puissent être soutenues par des énergies renouvelables. Afin de remettre à l'honneur des modes de vie plus simples et plus coopératifs, nous pourrions évidemment nous servir de tous les savoirs techniques acquis durant

l'ère moderne. Les technologies les plus importantes – agriculture, logement, soins de santé, communication, diffusion de connaissance, etc. – peuvent être rendues soutenables par la rétro-ingénierie et la redécouverte des savoirs traditionnels (Astyk, 2008).

Une économie frugale restera une économie de marché. Prix, offre et demande ne sont pas à rejeter *en eux-mêmes*. Ils doivent être canalisés vers la soutenabilité plutôt que vers la croissance. La division du travail restera un atout, surtout dans des marchés plus petits et plus locaux qui encourageront l'usage de ressources de proximité, facilitant la vie de collectivités de taille plus réduite. L'économie frugale sera un réseau « socio-diversifié » (Arnsperger, 2010) de collectivités ou de communautés expérimentant des modes de vie frugaux, un réseau lâche d'économies locales produisant principalement pour la population locale (Berry, 2002). Il y aura toujours du commerce de longue distance, mais comme le transport sera devenu extrêmement coûteux, l'économie frugale sera déglobalisée et relocalisée (Norberg-Hodge, 2001).

La frugalité s'accompagnera d'un pouvoir d'achat réduit : dans la niche soutenable, les gens devront être capables de s'en sortir avec des revenus réels plus bas. Faute de quoi, le consumérisme aveugle ne fera que se perpétuer. Mais heureusement, se passer du consumérisme est précisément ce qui motivera ceux qui se dirigeront vers la frugalité. Ceux qui réussissent encore dans l'économie non soutenable ne seront pas les premiers à aller vers des modes de vie frugaux. La façon la plus constructive de piloter la transition serait donc de permettre que les deux « modes » puissent coexister au cours du ralentissement de l'économie, plutôt que de comprimer les revenus de tout le monde d'un coup. En d'autres termes, plus il y aura de gens dont le centre de gravité se déplacera vers la soutenabilité, plus la transition sera aisée pour ceux qui, au départ, restent dans l'économie non soutenable. Et si les premiers pionniers

s'y prennent bien, ceux qui les suivront plus tard quand toute l'économie se sera ralentie sauront au moins à quoi s'attendre. Le changement sera plus acceptable pour eux à mesure que leurs revenus dans l'économie non soutenable déclinèrent.

## Rendre la transition attrayante

Cette économie frugale restera un vœu pieux si l'on ne trouve pas le moyen de l'encourager. L'enjeu sous-jacent est de savoir *dans quelle mesure la transition sera progressive, lisse, et donc supportable*. Encouragera-t-elle la coopération qui a toujours soutenu l'évolution culturelle (Johnson, 2010b), ou donnera-t-elle lieu à un enfer darwinien de survie des plus agressifs ?

Bon nombre d'entre nous restent sous le charme de la technophilie et disent croire à des technologies-miracles qui permettront de poursuivre la croissance (Juvin, 2008). Il y a également une résistance à tout ce qui ressemble à un « pas en arrière », et une méfiance envers ce qui semble marginal ou impraticable. La niche soutenable, cependant, ne signifie pas la fin du travail. Elle n'est pas un repaire de *hippies* fainéants, comme aiment à le suggérer certains médias et certaines publicités. Elle signifiera plus de travail et moins de consommation, mais aussi un engagement partagé entre voisins, avec davantage de souci pour le bien-être de tous, à l'écart de la grande économie impersonnelle. Des ressources fossiles critiques seront protégées avec soin et leur usage sera réduit au minimum, et hiérarchisé en fonction de l'urgence des besoins.

Mais au-delà de cela, il est important que ceux qui acquièrent le goût de la frugalité et de ses avantages puissent compter sur un soutien public quand ils franchissent le pas vers un mode de vie différent, que ce soit dans un quartier urbain, une petite entreprise verte, une ferme communautaire ou une micro-exploitation agricole. Cela ne sera possible que si l'économie non soutenable reste en bonne santé, puisque c'est ce qui

permettra de soutenir ceux qui sont en train de (re)créer des modes de vie soutenables.

Idéalement, donc, *l'économie soutenable fonctionnerait en parallèle avec l'économie non soutenable pendant que cette dernière décline* – en espérant que ce déclin soit assez lent, afin que le temps disponible pour ceux qui sont encore accoutumés à l'économie non soutenable soit étalé au maximum. Le soutien de revenu devrait être suffisamment faible pour satisfaire ceux qui veulent vivre simplement, mais suffisamment élevé pour qu'ils puissent s'en sortir ainsi et développer une préférence pour la frugalité plutôt que pour des modes de fonctionnement non soutenables, tout en ayant un droit d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à la retraite.

## Une proposition de revenu garanti

Nous nous concentrerons ici sur un dispositif connu dans les années 1970 aux Etats-Unis sous le nom de *Family Assistance Program* ou FAP (Johnson, 1973, 2010b). Il ne fut jamais adopté. Il prenait la forme d'un « impôt négatif » sur le revenu et voulait faciliter la recherche d'emploi en permettant au bénéficiaire de conserver une partie du paiement FAP à mesure que son revenu augmentait. Quand un niveau modeste de revenu était atteint, le soutien FAP finissait par tomber à zéro.

Le Family Assistance Program réduirait le stigmate de l'assistance pour les plus pauvres. Il le ferait d'autant plus que les paiements FAP seraient utilisés par ceux qui ont quitté leur emploi dans l'économie non soutenable pour construire des modes de vie soutenables. Des gens socialement et culturellement créatifs pourraient être parmi les premiers à se servir des paiements FAP pour explorer de nouvelles (ou très anciennes) voies de frugalité et de soutenabilité.

Cependant, un avantage supplémentaire du FAP serait sa contribution au maintien de l'équilibre de toute l'économie, notamment à travers une stabilisation du marché

du travail – aspect essentiel si l'on veut une transition progressive. Cela pourrait se faire par des modifications des paiements FAP, à peu près comme une banque centrale ajuste les taux d'intérêt. Si, par exemple, l'économie non soutenable a besoin de davantage de main-d'œuvre, les paiements FAP pourraient être réduits suffisamment pour inciter ceux qui ne sont que marginalement impliqués dans l'économie soutenable à retourner un temps dans l'économie non soutenable. Certes, dans les stades initiaux de la transition, le problème sera plutôt un excédent de personnes cherchant toujours à être employées dans une économie non soutenable déclinante, ce qui présenterait le risque d'une chute des salaires et d'une spirale déflationniste. Dans de telles circonstances, le paiement FAP devrait être relevé afin de permettre à certains travailleurs d'explorer le territoire soutenable – ce qui implique qu'ils aient de la ressource car il n'y aurait, dans l'immédiat, que très peu d'expériences passées sur lesquelles faire fond. Il faut donc qu'il y ait des pionniers qui découvrent les voies dont d'autres pourront s'inspirer plus tard. *Le revenu garanti devrait être suffisant pour permettre, dès le départ, l'écllosion d'une cohorte de pionniers assez fournie.*

Au cours du processus, le recours au FAP permettra de plus en plus un apprentissage mutuel. Les jeunes seront particulièrement à même de faire circuler l'information à mesure qu'ils compareront les alternatives soutenables aux choix qui leur sont offerts dans l'économie non soutenable. À mesure qu'elle évoluera, l'économie soutenable offrira un spectre d'alternatives de plus en plus large, ce qui contribuera également à sécuriser l'économie non soutenable, car celle-ci sera moins exposée aux forces déflationnistes. Tout ce qui « marchera » dans l'économie soutenable attirera l'attention et sera progressivement répliqué ou adapté.

À mesure que les difficultés à se lancer dans l'économie soutenable se réduiront sous l'effet de l'expérience collective accumulée et du nombre croissant de « pas-

sagers », les paiements FAP diminueront automatiquement, ne serait-ce que parce que davantage de gens les percevront, ce qui signifie que moins de gens travailleront dans l'économie non soutenable et que les recettes fiscales y décroîtront. Au fil du temps, l'économie soutenable sera capable de continuer par elle-même avec des paiements FAP réduits, puis sans plus aucun paiement. À tout moment, cependant, ceux qui reçoivent le soutien public devront accepter que le niveau du revenu garanti fluctue en fonction des possibilités et des besoins de l'économie non soutenable. Il est à espérer que, malgré les dégradations écologiques et humaines en cours, la transition sera aussi douce que possible, avec des incitations à utiliser l'énergie de façon de plus en plus efficace et à changer les interactions humaines.

Les possibilités d'un changement économique et culturel profond dépendront de la santé de l'économie non soutenable en cours de route. Tel est le « piège » paradoxal dans lequel, à court et moyen terme, cette économie nous enferme collectivement. Sera-t-elle stable ou devra-t-elle se débattre dans des revers, des pénuries et des instabilités non anticipées ? Si elle peut être maintenue en bonne santé au cours de son déclin, ce sera dans l'économie soutenable que se concentrera le dynamisme créatif et entrepreneurial, dirigé vers la quête de modes de vie inédits et vers la réactualisation des formes traditionnelles. Les écotaxes, les paiements FAP et les outils fiscaux et monétaires existants devraient alors suffire largement à maintenir la transition sur une ligne de crête entre inflation et récession, de surcroît avec des budgets en équilibre. Le revenu garanti agirait alors comme un véritable « revenu de transition économique ». Ce sera d'autant plus facile que les immenses sommes d'argent public actuellement englouties dans les programmes de soutien à la croissance de l'économie non soutenable se réduiront, par convergence, à mesure que même dans les secteurs non

soutenables, la soutenabilité se substituera à la croissance comme objectif inéluctable.

L'enjeu n'est donc pas celui du coût macroéconomique du revenu garanti : le soutien de revenu aux « frugalistes » pourra être plutôt modeste s'il s'agit simplement de s'assurer que les modes de vie qu'ils choisiront soient compatibles avec un usage frugal (« plein et fructueux ») d'énergies renouvelables. Il s'agira d'une fraction de ce que coûte aujourd'hui aux Etats la création d'emplois dans l'économie non soutenable – coût qui, par exemple, dans le cadre du plan de stimulation du président américain Barack Obama en 2009, s'éleva à près de 200.000 dollars par emploi. Même si les nouveaux emplois de « croissance » sont créés avec succès, ils contribueront en fin de compte à accroître la demande de pétrole, ce qui fera grimper son prix et déprimera plus encore l'économie non soutenable. Ces pièges seraient désamorçés à mesure qu'au niveau politique l'objectif de soutenabilité remplacerait celui de croissance. Les budgets publics pourraient être plus aisément équilibrés au fil de la [re] construction de modes de vie soutenables.

### **Se contenter de moins sur la « frontière de frugalité »**

La motivation principale du dispositif est de faire éclore des façons de « gagner sa vie » qui aient une valeur intrinsèque, plutôt que de n'être que des moyens d'engranger un salaire. L'une des nouvelles clés de la survie économique sera d'*apprendre à se contenter d'un revenu réel plus faible*. Cette nécessité se fera sentir de plus en plus à mesure que le fait d'avoir besoin de moins de revenu élargira l'étendue des opportunités économiques viables et porteuses de sens. *Le découplage existentiel entre joie de vivre et revenu est plus urgent, et nettement plus réalisable, que le découplage technologique entre croissance et énergie* (Astyk, 2008 ; Jackson, 2009 ; Schor, 2010 ; Johnson, 2010b).

Durant toute l'émergence de l'économie soutenable, déglobalisée, à basse énergie, des familles et des communautés solides seront d'un grand soutien aux « frugalistes » et seront automatiquement encouragées par le revenu garanti. La traditionnelle et millénaire *économie domestique* qui, selon bon nombre de penseurs aujourd'hui (Asty, 2008 ; Greer, 2009), est tellement cruciale pour un monde post-énergie fossile, sera réactivée par les mécanismes en vigueur. Elle pourra permettre à un membre jeune ou sans emploi d'entreprendre des choses qui, autrement, seraient difficiles ou trop risquées. Un membre plus âgé pourrait tenter de réhabiliter un type de métier ou de commerce tombé en désuétude dans l'économie moderne. De nombreuses entreprises de petite taille redeviendront praticables dans l'économie soutenable. Une famille étendue sera précieuse comme moyen de mutualiser les tâches, et également pour protéger le revenu modeste de la famille en réduisant les coûts. Les « frugalistes » pourraient ainsi compter sur une palette plus large de conseils, de qualifications, d'outils, d'actifs et d'expériences à combiner de manière créative en pratiquant une division interne du travail (agriculture et élevage locaux, micro-industrie manufacturière de petite échelle, services de santé locaux, services de proximité, réparations sur place, etc.).

Cette créativité, cette mutualité et les bienfaits psycho-spirituels qui en découlent compenseraient à coup sûr les pertes de revenu par rapport aux secteurs d'activité non soutenables. Plus le revenu garanti permettra une efflorescence d'initiatives qui contrecarreront l'« économie morose » (Scitovsky, 1976), plus sera indolore le déclin progressif de ce revenu garanti à mesure que cette économie morose s'affaîssera.

Les collectivités et communautés soutenables pourraient développer leurs propres monnaies complémentaires (comme le suggèrent notamment Greco (2001) ou Kennedy et Lietaer, 2008) et commencer à libeller une fraction du revenu garanti dans ces monnaies. Ce serait de plus en

plus plausible à mesure que le réseau d'économies locales se développera, de telle sorte que le spectre des activités économiques locales s'élargira et que le pouvoir d'achat de la monnaie locale augmentera *de facto*, à la faveur d'un accroissement de la diversité de biens et de services compatibles avec la frugalité. À mesure que le taux d'émigration de la niche non soutenable vers la niche soutenable augmentera, les monnaies locales pourraient disparaître ou non. La conjecture la plus plausible est qu'elles se maintiendront et prendront même de l'importance; en effet, la monnaie officielle – émise de façon monopolistique par les banques privées dans l'économie non soutenable – perdra progressivement son emprise sur de nombreux acteurs dans de nombreux secteurs.

D'ici là, le déclencheur initial d'un mouvement vers la « frontière de frugalité » (une frontière d'un genre nouveau, invisible au plan géographique, si ce n'est dans la géographie intérieure de nos désirs et nostalgies) serait un nouveau modèle culturel. Les premiers pionniers seront *de réels entrepreneurs* – sans costume cravate, ni attaché case, ni iPhone. Ils se trompent grandement, ceux qui, désespérément accrochés aux « certitudes » d'un modèle non soutenable qui meurt, accusent ces personnes de ne pas mettre leurs capacités et leurs énergies au service de la résolution des « problèmes de la société », ou d'avoir des « préférences adaptatives » qui les poussent à se contenter de trop peu. Ces pionniers remplissent une mission essentielle pour notre avenir en développant des qualifications et des façons de vivre nouvelles qui deviendront des modèles pour d'autres à mesure que la nécessité nous poussera, de plus en plus nombreux, dans cette direction. Ceux qui ont la capacité à se contenter d'emblée d'un « revenu de transition économique » modeste, défrichent un territoire économique où d'autres explorateurs pourront les rejoindre par la suite.

# Plus d'éducation, moins d'école ?

Marie Duru-Bellat

*Sociologue spécialiste des questions d'éducation  
et des inégalités sociales et sexuées, professeur  
à Sciences Po*

Auteur notamment de : *Le mérite contre la justice*,  
Presses de Sciences Po, 2009.

Nous faisons preuve à la fois d'espoirs inconsidérés dans l'école et d'un profond scepticisme quant à la possibilité d'en améliorer le fonctionnement : on aimerait, grâce à l'école, égaliser les chances, réduire la délinquance, soutenir la croissance ; mais dans le même temps, on sait bien que remettre les compteurs à zéro, entre des enfants qui partent si inégalement dotés et que l'on met en concurrence est une tâche de Sisyphe... Tout comme nous courrons après toujours plus de consommation, toujours plus de croissance, l'école entend produire toujours plus de diplômés, qui eux-mêmes ont besoin d'aller toujours plus loin pour que leur diplôme leur « serve » à quelque chose. Notre impuissance à changer l'école vient sans doute pour une grande part de ce qu'elle est imbriquée dans tout un fonctionnement social où l'éducation est instrumentalisée, au service de la reproduction des hiérarchies sociales et de la course en avant économique. L'éducation s'est effacée derrière le capital humain et faire des études devient une stratégie de self-défense : c'est devenu « s'éduquer plus pour gagner plus »...

Rejetant cette dérive, une société radicalement nouvelle devrait repartir de la question élémentaire : pourquoi et à quoi éduquer ? Dans toutes les sociétés, on éduque les

enfants pour en faire des membres du groupe, avec qui on puisse échanger, communiquer, avoir maintes activités communes. Idéalement, on devrait définir les contours de l'éducation en faisant le portrait des jeunes avec qui on aimerait vivre. On aimerait partager avec eux une façon de parler, d'apprécier les choses (ce qu'on appelle des valeurs); on serait aussi satisfaits de les voir goûter à la vie, savoir s'y débrouiller, être curieux du monde, critiques face aux discours convenus, bref s'insérer dans une vie qui n'est pas que professionnelle et le sera encore moins dans une société post-capitaliste.

### **L'école contre l'éducation ?**

Pour tout ça, nous avons pris l'habitude de nous en remettre à l'école, de considérer que plus les enfants et les jeunes y passent de temps, mieux ils seront éduqués. Est-ce bien sûr ? En fait, cette conviction selon laquelle plus de scolarisation est toujours un bienfait repose uniquement sur le volet « emploi » de l'insertion : globalement, sur le marché de l'emploi, les jeunes se classent effectivement proportionnellement à la durée de leurs études. Car si l'on adoptait une perspective plus large, qui soutiendrait que le bac+10 est forcément mieux à même de gérer sa vie de manière autonome et satisfaisante que le simple bachelier ? Est-on vraiment sûr que tout ce dont nous avons besoin pour vivre « bien », nous l'avons appris à l'école ? Au quotidien, nous mobilisons une multitude de savoirs et de savoir-faire, dont les savoirs scolaires ne constituent qu'une partie minime, sauf dans quelques professions. C'est encore plus vrai des attitudes et compétences relationnelles dont nous avons besoin : l'école apprend-elle à travailler avec les autres, à en apprécier toutes les qualités, au-delà de leur niveau de réussite scolaire toujours suspecté de calibrer leur intelligence foncière et qui les transforme tous en concurrents ?

De plus, l'école et ses certifications tendent à nous faire croire que l'on apprend une fois pour toutes, alors que l'on apprend sans cesse bien d'autres choses au fil des jours. Subrepticement, on acquiert à l'école la conviction qu'il faut ce type d'institution pour apprendre, que l'éducation est le produit de l'enseignement, qu'apprendre consiste à recevoir passivement des informations et à savoir les « resservir », comme le disent les élèves... On apprend aussi qu'apprendre se fait par l'entremise de livres, de contenus abstraits, alors qu'on s'instruit en faisant des choses diverses et concrètes, et en rencontrant des obstacles pour ce faire. Comme si seul le monde clos de l'école avait une valeur éducative, constituait une antichambre protectrice et bénie avant la dureté de la vraie vie...

Quelle éducation peut ainsi être dispensée, quand les savoirs sont strictement délimités par la définition particulière qu'en donnent les programmes, bornés aux âges réglementaires de la scolarisation et dispensés par des adultes qui ne se définissent pas avant tout comme des éducateurs mais comme des spécialistes d'une discipline ?

## **La discrimination par le diplôme...**

Si l'école peine à éduquer, c'est aussi parce que nous avons donné de plus en plus d'importance aux diplômes. Sans doute par une confiance excessive dans le caractère juste de la méritocratie scolaire : après tout, si l'école délivre des savoirs indiscutables et détecte les plus méritants à cette aune, il est juste que les diplômes qu'elle délivre soient reconnus sur le marché du travail. Mais, dès lors que ce marché du travail est un univers extrêmement hiérarchisé (avec des « places » très inégalement attractives), dès lors aussi qu'il peine à faire une place à tous les jeunes, les diplômes se transforment en ticket de priorité et deviennent l'enjeu des stratégies angoissées des parents. La compétition pénètre alors l'école dès ses premiers niveaux et les efforts des élèves vont se régler

sur l'anticipation du rendement de leurs études. Il s'agit moins de s'instruire que de tout faire pour atteindre telle ou telle position sociale. Il ne « vaut » alors rien de cultiver un intérêt authentique pour telle ou telle discipline scolaire si celle-ci n'apporte ni point au bac ni débouché ultérieur. Cette obsession de l'utilité d'une formation qui est alors souvent un classement plus qu'un contenu, ou un pur capital humain, pervertit à la fois le climat quotidien des classes et le sens même des apprentissages. Et dès lors qu'il faut à tout prix classer et sélectionner, l'échec est nécessaire (tout le monde ne peut être excellent), avec à la clé le mépris des plus faibles ou de ceux qui ne se sont pas montrés méritants.

Bien que personne ne descende dans la rue face à des hiérarchies de salaire largement dépendantes du diplôme (peut-être parce que les énormes disparités qui tiennent à la naissance apparaissent plus choquantes encore), rien ne justifie dans bien des cas que celui qui a fait des études plus longues soit mieux rémunéré dès lors qu'il exerce un emploi sans aucun rapport avec sa formation, ce qui est le cas d'environ un actif sur deux. Mais dès lors que les emplois – les emplois bien rémunérés notamment – sont rationnés, le diplôme semble fournir une légitimation moderne et acceptable. Pourtant il s'agit souvent de pure discrimination, tout comme la « rente à vie » qu'assurent certains diplômes. Elever sans cesse le niveau d'éducation requis pour accéder à leur emploi est souvent, pour les professionnels, une manière de se protéger de la concurrence et de préserver leur statut. Bref, on apprend à l'école à considérer comme normales, fonctionnelles, légitimes les hiérarchies sociales, les inégalités entre les places.

## Qui décide, qui éduque ?

Une interrogation liminaire capitale pour refonder l'école consiste à se demander qui doit définir les contenus de l'éducation scolaire, et qui doit être « éducateur ». C'est

peu dire que le fonctionnement actuel de l'école est peu démocratique. Les experts du savoir scolaire, ceux qui en vivent, décident que les jeunes ont besoin de ce qu'ils sont capables d'offrir... De par leur itinéraire personnel, ils sont convaincus, sans aucun doute sincèrement, que le salut individuel passe par l'acquisition de connaissances abstraites et de diplômes de plus en plus élevés; c'est ainsi qu'on peut échapper à un travail manuel frappé, dans notre pays, d'un mépris ancestral. Et de fait, les emplois d'ouvriers sont réservés aux mauvais élèves... Pourtant, quand ces derniers réparent votre voiture ou construisent le pont que vous emprunterez tous les jours, vous êtes obligés de leur faire confiance!

Il est clair que les tâches d'éducation ne peuvent être déléguées seulement à des spécialistes d'une discipline, à un groupe social aussi restreint d'anciens bons élèves ayant réussi des concours sélectifs et provenant de groupes sociaux restreints. L'éducation devrait être la chose du monde la plus largement partagée et non un monopole qui nécessairement avantage ceux qui lui sont d'emblée proches. Elle devrait impliquer des adultes d'horizons variés, d'âges variés, à l'image de la société où les jeunes ont à s'insérer.

C'est sans doute parce que la réalité du monde ne nous plaît guère – mais ça peut changer- qu'on considère qu'on éduque les jeunes dès lors qu'ils passent leurs journées à suivre des cours dispensés par des gens qui eux-mêmes y passent leur journée, en tournant le dos à un monde où on lâchera ces mêmes jeunes ensuite d'un coup, d'autant plus brutalement qu'ils sont en échec! C'est sans doute aussi parce qu'on considère que seuls ceux qui ont fait leurs preuves à l'école sont capables d'éduquer à leur tour, comme si chaque adulte n'était pas capable d'apprendre quelque chose aux autres. Comme le disait Illich dans *Une société sans école* (1970) : « dans le monde entier, l'école nuit à l'éducation parce qu'on la considère comme seule capable de s'en charger » ; de même Ran-

cière, dans son récit *Le maître ignorant* (1987) convainc de ce que l'essentiel n'est pas la science du maître, mais sa capacité à engager les élèves dans la mobilisation de leur intelligence, persuadé qu'il est que tous ces chercheurs en herbe peuvent apprendre.

## **L'école comme milieu éducatif...**

Il convient donc de redéfinir complètement les contours de cet espace éducatif qu'est censé être l'école. Ces jeunes que l'on regroupe entre eux, avec quels adultes estime-t-on souhaitable qu'ils entrent en contact ? On pourrait très bien, à l'instar de certaines « crèches parentales », réserver une partie du temps scolaire à l'intervention de non enseignants, libérés de leur travail pour partager quelque chose – un savoir-faire ou une passion – avec les jeunes de leur pays. Cela acterait que l'éducation n'est pas seulement l'inculcation de programmes, mais des rencontres, des expériences, dépassant les murs de l'école. De plus, rencontrer des adultes n'ayant pas de fonction de jugement scolaire serait sans doute éminemment positif pour les élèves précisément les moins scolaires. Cela changerait le climat de l'école, sachant que c'est par son climat quotidien que celle-ci éduque – comment traite-t-elle par exemple les élèves en échec ? –, et non par quelques heures de cours de morale.

La question des contenus est sans doute encore plus difficile : à qui revient-il de choisir, dans la multitude des savoirs et dans ce que l'on nomme la culture, ce que l'on met au programme ? Cela doit-il être l'apanage de l'État ? À la notion évidemment séduisante de « service public d'éducation » -même si de fait les intérêts privés en sortent fort bien préservés-, il faut opposer l'idée pas moins consensuelle d'un risque d'endoctrinement, de monopole culturel et d'asservissement de tous. Pourtant, on peut défendre la thèse d'un monopole de l'État pour ce qui est de la formation commune de base, garantie à tous au terme de la scolarité obligatoire et accompa-

gnée des moyens nécessaires ; quel que soit son nom et les connotations afférentes – SMIG culturel, socle commun-, la définition de ce bagage commun, qui doit découler d'un large débat démocratique, est un enjeu essentiel.

La définition des contours de cette culture commune est complexe et n'a pas de raison d'être a priori consensuelle. Il y a les résistances de tous ceux qui estiment que toujours plus de leur propre spécialité est forcément un bien ou qu'une culture largement partagée n'en est plus une. Il y a aussi de vraies tensions, entre l'inscription dans le présent et le poids des héritages, entre le commun imposé et les nécessaires échappatoires optionnelles, les valeurs sur lesquelles on ne transigera pas et la reconnaissance des « diversités », etc. Une chose est sûre, jouer le jeu de la culture commune requiert de différer vraiment toute sélection et tout classement : chaque jeune doit terminer la scolarité obligatoire sans qu'aucune porte ne soit déjà fermée, et doté de ce dont il aura besoin pour évoluer, y compris le goût de découvrir sans cesse de nouveaux domaines de la culture et de nouvelles compétences. Et la définition, à actualiser en permanence, et jamais parfaitement satisfaisante, du bagage commun est d'autant moins dramatique que les possibilités de revenir à la culture, à l'éducation, sont ensuite assurées.

## **L'école entre éducation et formation...**

Cette tâche d'éducation inhérente à la scolarité obligatoire doit être clairement assumée en tant que telle, et il faut la distinguer de la tâche de formation à visée professionnelle, dont il faut se demander si elle peut et doit être du ressort de l'école. On rétorquera que c'est alors livrer la formation au marché... Mais les jeunes finiront de toutes façons par entrer dans ce marché, et on peut évidemment en modifier les règles.

Ce que l'école peut assurer, c'est sans conteste une formation de base commune incluant des compétences générales d'expression, de traitement de l'information

(etc.), et des qualités personnelles et relationnelles qui suffisent dans bien des cas pour occuper les emplois d'une économie largement dominée par les services. Il reste que, tant qu'il subsiste des professions exigeant des savoirs pointus et souvent plus attractives, l'organisation d'une sélection est inévitable. Mais il serait sain, pour nombre de professions – depuis les médecins jusqu'aux magistrats-, de ne pas se fonder seulement sur les critères scolaires les plus étroits, mais aussi sur les attitudes, les expériences de vie, les contacts avec le monde du travail.

De plus, on sait bien qu'il est illusoire de penser que l'on est formé une fois pour toutes. Il faut rendre possible une formation continuée (ce qui suppose la maîtrise du bagage général de la formation commune), et le droit effectif à des retours en formation, y compris générale, par des systèmes de crédit éducation. Car la pression qui pèse sur l'école et en dramatise les enjeux serait bien moins forte si l'on savait que l'on peut rejouer ses chances.

En conclusion, l'école est actuellement en surchauffe du fait des enjeux extérieurs qui s'y jouent, dès lors qu'il s'agit d'organiser l'allocation à des emplois inégaux, question cruciale pour une société post-capitaliste. On ne peut plus se contenter de l'image flatteuse d'une méritocratie scolaire juste, tant les injustices spécifiquement produites par l'école et par l'emprise des diplômes sont aujourd'hui avérées. Mais il est clair qu'en dernière instance, ce qui changerait radicalement le fonctionnement de l'école, ce serait que les emplois auxquels mènent les diplômes soient tous également attractifs. S'il y avait un fossé moins grand dans les rémunérations et la considération entre emplois dits manuels et emplois dits intellectuels, peut-être accepterait-on mieux de « perdre » du temps à simplement s'éduquer, peut-être choisirait-on d'étudier les matières qui intéressent authentiquement, ou peut-être de ne pas étudier ! Quitte à enfoncer des

portes ouvertes, on ne saurait changer l'école sans changer la société... On peut donc parier que les leviers le plus susceptibles de mettre en branle une refondation de l'école se situent bien au-delà de ses murs : en premier lieu un emploi pour tous et des situations d'emploi moins inégales, mais aussi (liste ouverte !) un refus de toute discrimination sur la base du diplôme (dès lors qu'un test professionnel a montré votre capacité, avec droit opposable à une formation ensuite), la présence d'adultes non enseignants dans les écoles, l'organisation de consultations récurrentes et très larges sur les contenus, des possibilités effectives de retour en formation à tout âge et à tout moment (chaque citoyen recevant un « chèque éducation »), un soutien à toutes les associations aussi éducatives que l'école, et une réflexion constante sur l'ensemble de toutes ces questions, pilotée pourquoi pas par un ministère qui ne serait plus un ministère des institutions éducatives mais un vrai ministère, très politique, de l'éducation.



# Bibliographie

## A

- ABDALLAH, SAAMAH, THOMPSON et MARKS (2008), *Estimating worldwide life satisfaction*, *Ecological Economics* 65 (1)
- AMIS de la TERRE (1995), Europe Soutenable, 1995, Rapport pour les Amis de la Terre. Voir [www.amisdela terre.org/-Europe-soutenable-.html](http://www.amisdela terre.org/-Europe-soutenable-.html).
- ARENDT H. (1983), *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, Paris.
- ARNSPERGER C. (2009), *Ethique de l'existence post-capitaliste : Pour un militantisme existentiel*, Paris, Editions du Cerf.
- ARNSPERGER C. (2010), « Revenu d'existence et promotion de la sociodiversité », in *Mouvements*, n° 64 (octobre-décembre 2010), pp. 100-106.
- ASTYK S. (2008), *Depletion and abundance : Life on the new home front*, Gabriola Island, New Society Publishers.
- AYRES R.U. et WARR B. (2004), *Accounting for Growth : the Role of Physical Work*, Center for the Management of Environmental Resources, INSEAD, Fontainebleau, France.

## B

- BADIOU A. (2009), *L'hypothèse communiste*, Lignes.
- BARBIER J.-C. et SYLLA N. S. (2004), *La Stratégie européenne pour l'emploi : genèse, coordination communautaire et diversité nationale*, Centre d'Études de l'Emploi, Rapport de recherche.
- BATAILLE G. (1949), *La Part maudite*, rééd Éditions de Minuit 2011.
- BERRY W. (2002), « The idea of a local economy », in W. Berry, *The art of the commonplace*, New York, Continuum, pp. 249-261.
- BERREBI-HOFFMANN I. (dir.) (2009), *Politique de l'intime*, La Découverte.
- BIDET J. (1999), *Théorie générale*, PUF, Paris.
- BLANC J. (dir.) (2006), *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales*, Paris, Economica.

- BOYER D., CROMPAGNE L., et VÉRITÉ C. (2004), « Temps de travail et garde des enfants. Les enseignements d'une enquête sur les salariés de la branche Famille », *Recherches et Prévisions*, n° 76, pp. 93-98.
- BILBAO A. (1998), *El accidente de trabajo*, Madrid, Siglo XXI.
- BRUNTLAND (1987), *Rapport préparatoire au premier Sommet de la terre de Rio de 1992*.

## C

- CASTEL R. (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?* Le Seuil, coll. La République des idées.
- CALLON M. et MUNIESA F. (2008), *La performativité des sciences économiques*, Papiers de Recherche du CSI, n° 10.
- CARADEC V. (2004), *Vieillir après la retraite*, PUF.
- CHAKRABARTY, D. (2009), *Provincialiser l'Europe – la pensée postcoloniale et la différence historique*, Éd. Amsterdam.
- CENTRE d'ÉTUDES de l'EMPLOI (2006), *La qualité de l'emploi*, Paris, La Découverte.
- CETTE G., DROMEL N. et MÉDA D. (2004), « Les déterminants du jugement des salariés sur la RTT », *Économie et Statistique*, n° 376-377, pp. 117-151.
- CLUB de ROME (1972), *The limits to growth*, rapport de 1972.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2001), *Politiques sociales et de l'emploi. Un cadre pour investir en qualité* COM 313 final.
- COHEN-SCALI V. (2010), *Travailler et étudier*, PUF.
- CONCIALDI P. (2009), Les indicateurs économiques alternatifs. L'exemple du Bip40. *Savoir/Agir*.
- COUTROT T. (2010), *Jalons vers un monde possible. Redonner des racines à la démocratie*, Le Bord de l'eau.
- COUTROT *and al.* (2000), *Appel des économistes pour sortir de la pensée unique*, Paris, Syros.
- CROSS G. (1993), *Time and money – The Making of Consumer Culture*, Londres/NY, Routledge.

## D

- DAVOINE L. et ERHEL C. (2006), *La qualité de l'emploi : une mise en perspective européenne*, Repères, La Découverte.
- DEGRYSE C. et POCHEP P. (2009), *Europe and sustainable development : a paradigm shift*, WP 2009/02, Brussels : ETUI.

- DIEUAIDE P. et GLEIZES J. (juin-août 2007), « *De la société du travail à la société de l'émancipation sociale* », *Mouvements*, n° 50.
- DIAGNE A. et GLEIZES J. (1<sup>er</sup> mai 2008), *De la crise des subprimes à la crise globale*, *Sud Quotidien*, Dakar (Sénégal), [http://contreinfo.info/article.php3?id\\_article=1988](http://contreinfo.info/article.php3?id_article=1988).
- D'SOUZA R. (2006), *Drowned and damned – Colonial Capitalism and Flood Control in Eastern India*, Oxford University Press.
- DONZELOT J. (1984), *L'invention du social*, Paris, Fayard.
- DUMONTIER F., GUILLEMOT, D., MÉDA D. (2002), « L'évolution des temps sociaux au travers des enquêtes » *Emploi du temps, Économie et Statistique*, n° 352-353.

## E

- EWALD F. (1986), *L'État Providence*, Paris, B. Grasset.

## F

- FAIR, (2011), *La Richesse autrement*, Alternatives économiques, Hors-série poche.
- FARRACHI A. (2010), in *La biodiversité : un combat prioritaire dans Pistes pour un anticapitalisme vert*, Éditions Syllepse.
- FELOUZIS G. (2001), *La condition étudiante*, PUF, Paris.
- FLIPO F. (2007), *Justice, nature et liberté*, Lyon, Parangon.
- FITOUSSI J.P. et LAURENT E. (2008), *La nouvelle écologie politique. Ecologie et développement humain*, Le Seuil, coll. La République des idées.

## G

- GADREY J. (2010), *Adieu à la croissance*, Les Petits matins.
- GADREY J. et Jany-Catrice F. (2005, rééd. 2007), *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, coll. Repères.
- GADREY J., LAFFUT M., RUYTERS C. (2007), « Des indicateurs régionaux de développement humain dans le Nord-Pas de Calais et la Wallonie. Initiative « Indicateurs 21 » *Études Prospectives Régionales n° 10*, *Direction du Développement Durable, de la Prospective et de l'Évaluation*.

- GADREY J. (octobre 2009), « La baisse tendancielle du taux de croissance », blog de Jean Gadrey, Alternatives économiques, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey>.
- GADJIL, MADHAV et GUHA (1995), *Ecology and Equity : The Use and Abuse of Nature in Contemporary India* New York : Routledge.
- GLEIZES J. (automne 2009), « Quelle transformation écologique de l'économie ? » *EcoRev* n° 33.
- GIEC (rapport 2007).
- GLEIZES J. et MOULIER-BOUTANG Y. (printemps 2009), « Une lecture écologiste de la crise, la première crise socio-écologique du capitalisme » in *EcoRev* n° 32.
- GODARD O. ( 2010), « La discipline économique face à la crise de l'environnement, partie de la solution ou partie du problème ? » in *Changement de climat, changement d'économie ?* Colloque du Centre Cournot pour la recherche en économie, ouvrage collectif sous la direction de Touffut J.P., Albin Michel.
- GORZ A. (Automne, 2007), « Le travail dans la sortie du capitalisme », *Ecorev* n°28.
- GORZ A. (1988), *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*, Paris : Éd. Galilée. Rééd. Gallimard, coll. « Folio Essais », 2004.
- GORZ A. (1997), *Misères du présent, richesse du possible*, Paris : Éd. Galilée.
- GRECO, Th. (2001), *Money : Understanding and creating alternatives to legal tender*, White River Junction, Chelsea Green.
- GREER, J. M. (2008), *The ecotechnic future : Envisioning a post-peak world*, Gabriola Island, New Society Publishers.

## H

- HABERMAS J. (1990), La crise de l'État -Providence, in *Ecrits politiques*, Cerf.
- HAIDT J. (2007), *The Happiness Hypothesis-finding modern truth in ancien wisdom*, New York, Basic Book,
- HARDIN G. (1968), *Tragedy of the Commons*, Science, New Series, Vol. 162, No. 3859. Dec. 13.

- HARRIBEY J.M. (2001), « Marxisme écologique ou écologie politique marxienne », in Bidet J., Kouvelakis E. (dir.) *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF.
- HARDT et Negri (2000), *Empire*, Exils.

## I

- ILlich I. (1970), *Une société sans école*, Points Essais, Seuil.
- ILlich I. (2005), *Œuvres complètes*, Volumes 1 et 2, Fayard, Paris.
- INTERNATIONAL ENERGY AGENCY (2010), *World Energy Outlook 2010 – Résumé*. IEA-AIE, Paris.

## J

- JACKSON T. (2009), *Prosperity without growth? The transition to a sustainable economy*, London : Sustainable Development Commission.
- JACKSON T. (2010), *Prosperité sans croissance*, De Boeck/ Etopia.
- JACKSON T. (2009), *Prosperity without growth : Economics for a finite planet*, Londres, Earthscan.
- JACKSON T. (2008a), *Where is the wellbeing dividend? Nature, structure and consumption inequalities*, *Local Environment* 13 (8), 703-723.
- JAHODA M. (1982), *Les chômeurs de Marienthal* (co-auteur), Editions de Minuit.
- JAHODA M. (1984), Braucht der Mensch die Arbeit? In F. Niess (Éd.), *Leben wir, um zu arbeiten? Die Arbeitswelt im Umbruch*. Köln : Bund.
- JANY-CATRICE F. (dir.), (2009), Inégalités et pauvretés dans le Nord-Pas de Calais. Baromètres. Rapport pour le Conseil régional Nord-Pas de Calais, *Etudes prospectives régionales*, EPR, n° 12, Juillet.
- JANY-CATRICE, F. (2008), « The French regions and their social health », *Social Indicators Research*, Springerlink.
- JARRIGE F. (2009), *Face au monstre mécanique. Une histoire des résistances à la technique*, Paris, IMHO, coll. Radicaux libres.
- JOHNSON, W.A. (1973), « The guaranteed income as an environmental measure », in H. Daly (dir.), *Toward a steady-state economy*, San Francisco, Freeman, pp. 175-189.

- JOHNSON, W.A. (2010a), *Muddling toward frugality : A new social logic for a sustainable world*, seconde édition, Weston, Easton Studio Press. (Édition originale : San Francisco, Sierra Club Books, 1978).
- JOHNSON, W.A. (2010b), *The gift of peaceful genes and the sustainable revolution*, manuscrit non publié, téléchargeable sur [www.peacefulgenes.com](http://www.peacefulgenes.com).
- JUVIN, H. (2008), *Produire le monde : Pour une croissance écologique*, Paris, Gallimard.

## K

- KENNEDY, M. et LIETAER, B. (2008), *Monnaies régionales : De nouvelles voies vers une prospérité durable*, Paris, Editions Charles Léopold Mayer.
- KEYNES J.M. (1988), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot.
- KLEIN N. (2008), *La stratégie de choc*, Actes Sud.
- KUHN T.S. (1962), *Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, (réed. 1999).

## L

- LAFARGUE P. *Le Droit à la paresse (1880)*, Mille et une nuits (2000).
- LAÏDI Z. (février 2003), *Le compromis social-démocrate est-il périmé?* Fondation Jean Jaurès.
- LAPARRA NAVARRO M. (2006), *La construcción del empleo precario*, Madrid, Fundación FOESSA.
- LATOUCHE S. (2004), *Survivre au développement : De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*, Mille et Une Nuits.
- LASCOUMES P. et LE GALÈS P. (dir.) (2004), *Gouverner par les instruments*. Éd. Les Presses de Sciences Po.
- LAURENT E. (2010), *Environmental justice and environmental inequalities : a European perspective*, ETUI Policy Brief, Issue 3/2010.
- LAURENT E. et Le Cacheux J. (2009), *An ever less carbonated Union? Towards a better European taxation against climate change*, Paris : Notre Europe.
- LAYARD R. (2005), *Le prix du bonheur : leçon d'une science nouvelle*, Paris Armand Collin (traduction 2007).

- LEFEBVRE R. (2010), « Notes d'observation et d'analyse sur la conférence citoyenne portant sur les nouveaux indicateurs de richesse » (Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, septembre-octobre-novembre).
- LEFEBVRE H. (1968), *La Vie quotidienne dans le monde moderne*, Gallimard.
- LEGRAND M. (2001), *La retraite : une révolution silencieuse*, ERES, Ramonville.
- LOCKE J. (1985), *Deuxième Traité du Gouvernement Civil*, Vrin, Paris, Éd. orig. 1690.
- LORIUS C. et CHARPENTIER L. (2010), *Voyage dans l'anthropocène, cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*, Actes Sud.

## M

- MACPHERSON C. B. (1985), *Principes et limites de la démocratie libérale*, Paris - Montréal : La Découverte - Boréal Express.
- MARIS V. (2010), *Philosophie de la biodiversité*, Buchet/Chastel, Paris.
- MARMOT M. (2005), *Status Syndrome-how your social standing directly affects your health* London, Bloomsbury.
- MARMOT M. et WILKINSON R. (2006), *Social Determinants of Health* 2<sup>nd</sup> edition, Oxford University Press.
- MARX, K. (1968), Principes d'une critique de l'économie politique (Ébauche, 1857-1858), § Machinisme, science et loisir créateur, Œuvres, Economie, vol II, Pléiade.
- MARSHALL, T. H. (1950), *Citizenship and social class and other essays*, Cambridge : CUP.
- MÉDA, D. (1995), *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Aubier, (rééd. Champs-Flammarion, 1998).
- MÉDA D. et Orain R. (2002), « Transformations du travail et du hors travail : le jugement des salariés sur la réduction du temps de travail », *Travail et Emploi*, n° 90.
- MÉDA D. (1999), *Qu'est-ce que la richesse?* Aubier, rééd Champs Flammarion, 2000.
- MÉDA D. (2008), *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Champs Actuel.
- MÉDA D. (2009), *Quel progrès faut-il mesurer?* Esprit.

- MENY, Y. (1992), *La corruption de la République*, Paris, Fayard.
- MENDELL M. (2002), *The Social Economy in Québec : Discourses and Strategies*, Abigail Bakan et Eleanor MacDonald, eds, *Critical Political Studies : Debates From the Left*, Kingston.
- MONNIER E. (1992), *Evaluation de l'action des pouvoirs publics*. Éd. Economica.
- MOULIER-BOUTANG Y. (1998), *De l'esclavage au salariat : économie historique du salariat bridé*, PUF.

## N

- NEAMTAN N. (Juillet-Août 2005), *The Social Economy : finding a way between the market and the state, Policy Options*.
- NEF (2006), *A wellbeing manifesto*; London, New Economic Foundation.
- NORBERG-HODGE H. (2001), « Shifting direction : From global dependence to local independence », in E. Goldsmith et J. Mander (dir.), *The case against the global economy*, Londres, Earthscan, pp. 241-253.
- NORMAN and al. (2007), *From here to fraternity : perspective on social responsibility*. London, CentreForum.

## O

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*.
- O.I.T. (1999), *Rapport du Directeur Général*.
- OSTROM E. (2010), *La gouvernance des biens communs*, De Boeck.
- OGIEN A. (2009), « La valeur sociale du chiffre La quantification de l'action publique entre performance et démocratie », *Revue française de socio-économie*, n° 05.

## P

- PARRY J., Bloch M. (eds) (1999), *Money and the morality of exchange*, Cambridge University Press.
- PÉPIN, M., Maufroy M. (2004), « Les effets de la RTT dans les CAF », *Recherches et Prévisions*, n° 75, pp. 21-30.
- PERRET B. (2008), *Le capitalisme est-il durable*, Carnets Nord.

- PERRET B. (2001), *L'évaluation des politiques publiques*. La Découverte, coll. Repères.
- PNUD (1996), *Rapport mondial sur le développement humain*.
- PNUD (2005), *Rapport annuel*.
- PNUE et OIT (2008), *Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone*, Rapport, Programme des Nations unies pour l'Environnement (New-York) et Organisation internationale du travail (Genève).
- PNUE (2008), *Changements Climatiques 2007 - Rapport de synthèse, rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, GIEC*, Genève, [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr\\_fr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf).
- POLANYI K. (1983), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, Polanyi K. (1989), *La Gran Transformación*, Madrid, La Piqueta.
- POSTONE M. (2009), *Temps, travail et domination sociale*, Mille et une Nuits.
- PRIETO C. (2009), coord., *La calidad del empleo en España : una aproximación teórica y empírica*, Madrid, Ministerio de Trabajo e Inmigración. Auteurs : Prieto C., Arnal M., Caprile M. et Potrony J.
- PROUTEAU L., WOLFF, F.-C. (2002), « La participation associative au regard des temps sociaux », *Economie et Statistique*, n° 352-353, pp. 57-80.
- ## R
- RADAELLI C. M. (2000), « Logiques de pouvoirs et récits dans les politiques publiques de l'Union Européenne », *Revue française de science politique*, 50 (2).
- RANCIÈRE J. (2004), *Le maître ignorant 10 X 18*.
- RAWLS J. (1987), *Théorie de la justice*, Paris : Seuil.
- ROSANVALLON P. (2008), *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Le Seuil.
- ROUSSEAU S. (13 juin 2009), « Une crise financière et... environnementale », <http://ecolosphere.net/archives/667-une-crise-financiere-et-environnementale>.
- RUTHERFORD (2008), *Wellbeing, Economic Growth and Recession*, Sustainable development Commission, London.

## S

- SALAIIS R. (2006), « Reforming the European Social Model and the politics of indicator : from the unemployment rate to the employment rate in the European Employment Strategy », in M. Jepsen et Amparo Serrano Pascual (eds) *Unwrapping the European social model*, Bristol : Policy Press, pp. 189-213.
- SAVAGE R. (2009), « La croissance a-t-elle un sens ? » *La Revue Nouvelle*, (3).
- SCHOR J. (2010), *Plenitud : The new economics of true wealth*, New York, Penguin.
- SCITOVSKY T. (1976), *The joyless economy : The psychology of human satisfaction*, Oxford, Oxford University Press.
- SCHMIDT A. (1994), *Le concept de nature chez Marx*, PUF.
- SCHUMPETER J (1951), (rééd.1990), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot.
- SEN A. (2000), « Trabajo y derechos », *Revista Internacional del Trabajo*, 119 (2).
- SERRANO A. (2007), « Supranational expertocracy and the policy of production of identities », M. Kuhn, *The European- a new global player*, Peter Lang : New York.
- SOLOW M.R. (1956), « A Contribution to the Theory of Economic Growth », dans *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, n° 1.
- STERN N. (2008), *The economics of climate change : the Stern review*, Cambridge : University Press.
- STIGLITZ J., SEN A. et FITOUSSI J.P. (dir.) (2009), *Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, Rapport au Président de la République.
- SUPIOT A. (1994), *Critique du droit du travail*, Paris, PUF.
- SUPIOT A. (2010), *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*. Le Seuil.
- SCHNEIDER F. (octobre 2003), *L'Écologiste* (éd. française de *The Ecologist*, vol. 4, n° 11), vol 4, n° 3, p 45.

## T

- TEEB (2008), *The economics of ecosystems and biodiversity*, Interim Report, Brussels, European commission.
- THÉRET B. (1992), *Régimes économiques de l'ordre politique*, Paris : PUF.

- THÉRE B. et URI, D. (1987), « Pression fiscale limite, prélèvements obligatoires et production marchande : à propos de récentes estimations économétriques d'une courbe de Laffer pour la France », *Économie appliquée*, XL (1).
- THÉRET B. (1999), « Vers un socialisme civil ? L'épreuve de la contrainte démocratique de différenciation de la société », in *Capitalismes et socialismes en perspective. Evolution et transformation des systèmes économiques*, B. Chavance, E. Magnin, R. Motamed-Nejad et J. Sapir (dir.), Paris, Éditions La Découverte.
- TRAVAIL et EMPLOI (2002), n° 90, *Dossier sur les lois Aubry*.
- THIBAUT A. (2009), *De la croissance à l'acroissance ?* Fédération Inter-Environnement Wallonie.
- TURNER G. (juin 2008), *A Comparison of The Limits to Growth with Thirty Years of Reality*, Socio-Economics and the Environment in Discussion (SEED) CSIRO Working Paper, Series Number 2008-2009.

## W

- WALZER M. (1997), *Sphères de justice*, Paris, Seuil.
- WILKINSON R. Pickett K. (2009), *The Spirit Level. Why Equality is Better for Everyone*, Allen Lane editor.
- WILKINSON R. (2005), *L'inégalité nuit gravement à la santé*, Paris, Vuibert.
- WRIGHT E.O. (2010), *Compass Points* paru dans la *New Left Review*, n° 41, septembre-octobre 2006 et *Envisaging real utopias*, Verso.

## Z

- ZELIZER V. (1994), *The social meaning of money*, New York, Basic Books.
- ZIZEK S., BADIOU A. (2008), *Mao, de la pratique et de la contradiction*, La Fabrique.

Le Mouvement Utopia est un mouvement politique de réflexion, d'action  
et de diffusion d'idées politiques altermondialistes et écologistes  
qui appelle au dépassement du système capitaliste  
et de la logique productiviste.

Utopia est un mouvement transpartis  
qui bouscule la segmentation traditionnelle entre les organisations  
en agissant dans les partis politiques de gauche, les associations  
et les mouvements sociaux.

Utopia s'inscrit parmi les ONG du mouvement social.

Les Éditions Utopia se situent dans le prolongement du mouvement Utopia.

[www.mouvementutopia.org](http://www.mouvementutopia.org)  
[contact@mouvementutopia.org](mailto:contact@mouvementutopia.org)

**C**rise économique, crise écologique, crise sociale, crise démocratique et plus profondément crise du sens : nos sociétés subissent les conséquences d'un développement insoutenable et inégalitaire issu de l'idéologie néolibérale qui s'est répandue dans le monde ces trente dernières années. Mais au-delà de ce constat de plus en plus partagé et sur lequel nous ne nous attarderons pas, cet ouvrage vise à montrer pourquoi et comment il est possible d'adopter un mode de développement radicalement différent, non obsédé par la croissance.

**C**omment passer d'une économie des quantités à une économie de la qualité ? Peut-on penser une prospérité sans croissance, avec quelles nouvelles définition et répartition des richesses ? Comment faire de la contrainte écologique une extraordinaire occasion de transformer le système économique et les rapports de travail pour que chacun accède à un travail décent ? Dans la transition vers ce nouveau monde, quels rôles peuvent jouer le système éducatif, la relocalisation des activités, le revenu d'existence, les coopératives, le revenu maximum, la reconnaissance de biens communs mondiaux ?

**A**utant de questions abordées par des auteurs issus d'horizons théoriques et disciplinaires très divers, dont certains sont des théoriciens étrangers reconnus. Auteurs qui tous ressentent l'impérieuse nécessité de défricher ces nouvelles voies en abordant de près la question des transitions, afin de dessiner les chemins qui pourraient nous permettre de dépasser le capitalisme et ainsi nous rapprocher d'un monde soutenable. Utopie ? Moins que de prétendre pouvoir « moraliser », réguler ou verdir à moindres frais ce capitalisme prédateur.

**L**es auteurs ici rassemblés n'ont pas une vision unique d'un nouveau modèle de société ni des moyens d'y parvenir. Mais ils partagent la conviction qu'aucune fatalité ne condamne l'humanité à détruire son habitat social et terrestre, à condition qu'elle reconnaisse les limites que lui impose la nature et qu'elle mobilise l'immense potentiel innovateur de son intelligence collective. La vocation de cet ouvrage est de tracer des pistes pour nourrir le débat et susciter l'action.

